

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



LÉON XIV
À MONACO, LE PAPE
IMPRIME LA MARQUE
DE SON PONTIFICAT **PAGE 12**

SANTÉ
FAIRE LA CUISINE
UNE FOIS PAR SEMAINE
PROTÈGE D'ALZHEIMER **PAGE 15**



ÉTATS-UNIS
Des millions
de manifestants
défilent contre
Donald Trump **PAGE 6**

HONGRIE
Une fin
de campagne
dominée par
les scandales **PAGE 6**

TERRORISME
Attentat déjoué
dans le 8^e
arrondissement
de Paris : comment
l'Iran sème la peur
en Europe **PAGE 11**

SAGA
Disneyland,
cette machine
à rêves devenue
un jackpot pour
la France **PAGE 26**

HIGH-TECH
Quand le
numérique protège
la vie privée **PAGE 33**

**CHAMPS
LIBRES**

- La Belgique francophone, le pays du cordon sanitaire médiatique où l'extrême gauche prospère
- Les chroniques de Nicolas Baverez et de Christophe de Voogd

• Un grand entretien avec Dominique Reynié **PAGES 17 À 19**

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

Réponses à la question de samedi :

Le « désarmement » de la police municipale dans les villes LFI fait-il courir un risque aux forces de l'ordre ?

OUI 95% NON 5%

VOTANTS : 111 616

Attentat déjoué à Paris : craignez-vous l'extension en Europe du conflit au Moyen-Orient ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

FABIEN CLAIREFOND - MANON CRUZ / REUTERS - STRATFORDPRODUCTIONS - STOCK.ADOBE.COM

Iran : après un mois de guerre, la diplomatie ou l'escalade

Alors que le régime iranien mise sur le blocage du détroit d'Ormuz pour user ses ennemis, l'opération militaire déclenchée par Donald Trump ne se passe pas comme prévu.

La guerre contre l'Iran devait être rapide et décisive. Après avoir dénoncé avec constance les expéditions de ses prédécesseurs en Afghanistan et en Irak, le président des États-Unis misait sur des opérations aériennes rapides et cinétiques pour atteindre ses objectifs. Mais un mois après le début des bombardements israélo-américains, l'Iran impose sa guerre d'usure asymétrique pour éprouver la volonté de son adversaire. L'option de l'escalade semble désorientée mais sur la table. Selon des responsables américains cités par le *Washington Post*, le Pentagone se préparerait à mener des opérations terrestres en Iran, sur des objectifs et avec des durées limitées. À Téhéran, cependant, entre les bombes et la répression du régime, les habitants apprennent à vivre avec la guerre.

→ ENTRE LES BOMBES ET LA RÉPRESSION, LES HABITANTS DE TÉHÉRAN APPRENNENT À VIVRE AVEC LA GUERRE → LES HOUSTHISTES ENTRENT EN GUERRE EN CIBLANT ISRAËL → LE PATRIARCHE LATIN DE JÉRUSALEM PRIVÉ D'ACCÈS AU SAINT-SÉPULCRE **PAGES 2 À 5 ET L'ÉDITORIAL**



Mort il y a cent ans, Monet célébré à Paris et en Normandie

À Giverny, centre du monde de Monet, le Musée des impressionnistes donne le coup d'envoi de la commémoration avec une exposition qui présente les œuvres que l'artiste y a peintes avant *Les Nymphéas*. **PAGES 30 ET 31**

Éric Ciotti : « La grande transformation de la droite a déjà commencé »

Le nouveau maire de Nice vante son alliance avec le RN, qu'il considère comme la seule alternative à la reconduction d'un pouvoir macroniste en 2027. Il avait fait le choix de s'allier au RN pour les législatives de 2024. « Comment, se demande Éric Ciotti, continuer à prétendre faire gagner la droite sans alliance avec Marine Le Pen ou Jordan Bardella ? C'est ridicule ! Sans le rassemblement de toutes les sensibilités de droite, nous risquons de laisser une fois de plus les portes de l'Élysée ouvertes à la macronie ou à la gauche. » **PAGE 9**

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

Le tournant de la guerre

En quatre semaines, les frappes israélo-américaines ont affaibli le régime iranien, mais elles ne l'ont pas vaincu. Les gardiens de la révolution poursuivent leurs repréailles à l'échelle de la région, les étendent même avec l'entrée en jeu des houthistes du Yémen et la multiplication des tentatives d'attentats en Europe. Ils continuent à dissimuler 450 kg d'uranium enrichi, qui n'ont d'autre raison d'être que la quête de la bombe atomique. Et ils ne relâchent pas leur étreinte sur la population, doublement victime des bombardements et de la répression.

Donald Trump pourrait poursuivre le cours des opérations en espérant que, à un certain point, le corset militaro-théocratique de l'Iran se fracture. Mais cette perspective paraît incertaine, tant ce pouvoir désormais sans visage s'est préparé à survivre par les armes. Le président américain ajoute donc de nouvelles cartes à son jeu : une offre de négociations qui, pour l'heure, réplique ses exigences de désarmement et de capitulation ; et l'arrivée de forces terrestres dont l'engagement marquerait un tournant dans la guerre. S'ils concourent à la pression exercée sur Téhéran, les 5000 Marines à pied d'œuvre -

même renforcés par le déploiement envisagé de 10000 soldats et parachutistes - ne constituent pas une force d'invasion de nature à impressionner les nerfs des mollahs. Toutefois, Trump a montré sa propension à utiliser les ressources militaires à sa disposition. La question est donc de savoir ce qu'il projette avec cette troupe, non négligeable pour mener des opérations commandos, mais insuffisante pour tenir un terrain hostile.

Des forces terrestres, pour quoi faire ?

La présence de troupes au sol pointe vers trois options : un changement de régime, le déblocage du détroit d'Ormuz ou la récupération du stock d'uranium. Toutes sont extrêmement aléatoires et risquées, reposant sur du renseignement de haute précision, dont le secret est bien gardé. Il est clair, en tout cas, que les dirigeants iraniens prennent ces hypothèses au sérieux. Leur réponse déjà esquissée, visant le détroit de Bab al-Mandab et le pétrole saoudien en mer Rouge, marquerait une autre escalade, aux répercussions mondiales. ■



MECALUX
Software Solutions

LOGICIEL DE GESTION D'ENTREPÔT

0160 1192 92

mecalux.fr/logiciel

Entre les bombes et la répression, les habitants

Delphine Minoui

Après un mois de frappes américaines et israéliennes contre l'Iran, plus de 1900 personnes ont été tuées et au moins 20 000 autres blessées.

C'était un jour de grand fracas. Un panache de fumée crassait le ciel téhéranais, et Maryam Saeedpour s'est empressée de grimper sur son toit. Sous l'œil de son appareil photo, elle a immortalisé la scène en se glissant au premier plan. Depuis le début de l'offensive israélo-américaine, le 28 février, ses images remplissent les silences. Publiées sur sa page Instagram dès que son VPN parvient à contourner le black-out de l'internet imposé par les autorités, elles réinjectent un peu d'humanité au cœur d'une ville blessée. Les amis enlacés durant les tirs de missile ; les soirées d'insomnie ; la pause chicha ou l'heure du thé. « Mes proches s'inquiètent et me disent : pourquoi tu restes en Iran ? Pourquoi tu ne quittes pas Téhéran ? J'aime ma ville, mon pays. Impossible de les abandonner », confie la photographe iranienne au bout d'une ligne WhatsApp aussi frêle que sa voix. La guerre, elle tente de l'apprivoiser : « Ça fait un mois que les bombardements dictent notre quotidien. Par sécurité, j'ai envoyé ma mère dans le nord du pays, mais moi, j'ai préféré rester ici. Le soir, on se retrouve entre amis. Ils viennent chez moi, ou je vais chez eux. On étale les coussins au milieu du salon. On discute, on regarde des films. On se reconforte comme on peut. J'ai beau prendre des somnifères, je me réveille en sursaut au bruit des explosions. Ici, il n'y a ni sirène, ni abris. Si Téhéran doit disparaître, je disparaîtrai avec elle ».

Cette guerre, beaucoup d'Iraniens l'ont souhaitée. Dévastés par les massacres, en janvier dernier, des manifestants qui rêvaient de faire tomber le régime. Convaincus que seuls les missiles de la plus grande armée du monde pourraient les en débarrasser. Sur le réseau X, un internaute a écrit : « En début d'année, plus de 30 000 manifestants ont été tués en quarante-huit heures. Sans l'aide de Donald Trump et de Benyamin Netanyahou, nous étions foutus. »

« J'ai beau prendre des somnifères, je me réveille en sursaut au bruit des explosions. Ici, il n'y a ni sirène, ni abris. Si Téhéran doit disparaître, je disparaîtrai avec elle »

Maryam Saeedpour
Photographe

Maryam aussi a des proches qui applaudissent les frappes. « Je peux comprendre leur colère, dit-elle. Sauf que c'est une colère aveugle : ni l'Amérique ni Israël n'ont l'intention de nous libérer. Au final, ces pays sont guidés par leurs propres intérêts. » À 42 ans, elle connaît le prix du combat pour la liberté : elle est sortie dans la rue en 2022 lors des manifestations violemment réprimées du mouvement Femme, Vie, Liberté. Dans cette République islamique qui traque la moindre image, être photographe est un pari risqué : à force d'interdits, Maryam a dû troquer il y a quelques années le photojournalisme contre la photo d'art.

Mais elle connaît aussi le prix de la guerre. Née en 1986, en plein conflit Iran-Irak (1980-1988), elle a fait ses premiers pas au rythme des déflagrations. « Les coupures d'électricité, les sirènes d'ambulance, j'ai déjà tout vécu. Petite, je pensais qu'avoir du ruban adhésif sur les fenêtres faisait partie de la normalité. Le même ruban adhésif avec lequel nous avons aujourd'hui renoué ». Plus tard, elle a vu se fracasser les promesses de démocratie à l'américaine sur le mur des voisins irakiens et afghans. « L'ennemi de notre ennemi n'est pas pour autant notre ami », professe celle qui craint la guerre civile et la partition du pays. Au risque d'être traitée de pro-régime par des connaissances qui ne lui parlent plus. « Notre problème, dit-elle, c'est que cette guerre nous a fait perdre le sens des réalités. D'un côté, Sedo o Sima, la télévision d'État, nous abreuve de propagande. De l'autre, la chaîne en exil,

Iran International, pro-guerre, pro-Israël et pro-Trump, veut nous faire croire que les bombes, puis le fils de l'ancien chah, viendront nous sauver. Au milieu, les voix objectives sont étouffées. »

Les yeux grands ouverts sur les plaies béantes de son pays, l'ex-reporter ne croit que ce qu'elle voit : une centaine d'écolières de Minab tuées dès la première semaine par une frappe américaine, des dépôts de carburant sciemment visés à travers le pays, des commerces et immeubles d'habitations pulvérisés, la prestigieuse université Amir-Kabir, berceau traditionnel de la contestation iranienne, défigurée ce samedi par une attaque aérienne. Sur une vidéo amateur, devenue virale sur les réseaux sociaux, un boulanger pointe du doigt ce qu'il reste de son four à pain : un tas de pierres dans une rivière de poussière. La guerre, ce sont les explosions en guise de réveille-matin. C'est l'odeur de la poudre d'explosif au petit déjeuner. C'est cette mère, éplorée, les bras enroulés autour de son enfant : « N'aie pas peur, je suis là pour te protéger. » C'est encore cette internaute qui écrit sur sa page X : « Une fois de plus, j'ai été réveillée par les explosions. Je me suis levée, j'ai vomi aux toilettes et suis retournée me coucher en me disant : on se dit toujours que cela ne pourra pas être pire. Mais à chaque fois, c'est pire ! »

La semaine passée, Maryam a croisé la mort de près quand un missile est tombé en plein centre-ville, à 300 mètres de chez elle. « Dix civils ont péri dans ce bombardement qui visait le bâtiment de la Fondation des martyrs, situé à proximité. » Depuis qu'elle a vu un voisin, filmé par le Croissant-Rouge, en train de ramasser la dépouille défigurée de son fils, elle ne trouve plus ni les mots, ni le sommeil. Selon la Fédération internationale de la Croix-Rouge, plus de 1 900 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées en un mois, et au moins 20 000 autres ont été blessées. « Ils prétendent que leurs frappes sont parfaitement ciblées. De quelle précision parle-t-on ? N'importe qui d'entre nous aurait pu y passer », déplore la photographe.

Kourosh, 24 ans, s'obstine à croire au pouvoir « salvateur » de ces frappes. Le 28 février, l'étudiant en pharmacie passé par la case prison a crié « Merci oncle Trump ! » depuis son balcon à l'annonce de la mort du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. « Vous imaginez ? Ça faisait des années qu'on criait : Mort à Khamenei ! Et notre rêve s'est enfin réalisé ! », exulte-t-il via une messagerie cryptée. Depuis, il hurle « Un de moins ! » à chaque nouvelle liquidation : Mohammad Pakpour, ex-commandant du corps des gardiens de la révolution, Ali Shamskhami, conseiller du guide suprême, Ali Larjani, ancien chef du Conseil suprême de la sécurité nationale... Si les portraits géants de Mojtaba, le fils et successeur désigné de Khamenei ont rejoint sur les murs ceux de son père, façon « Big Brother », il n'est pas encore apparu en public. Et le jeune homme s'en réjouit : « On le dit gravement blessé... Pourvu qu'il ne réapparaisse jamais ! »

Alors que la liste des dirigeants éliminés s'allonge de jour en jour, la campagne s'est récemment intensifiée contre les baraquements des miliciens bassidjis, redoutables forces paramilitaires de la répression. « Le régime leur avait fait construire des bases dans chaque quartier pour mieux nous faire la guerre et nous harceler. S'il se souciait vraiment de nous, il aurait fait construire des abris pour nous protéger d'une guerre étrangère », ironise-t-il. À la nuit tombée, dans son quartier du nord de Téhéran autrefois si animé, il les voit semer la terreur à moto, tirant parfois en l'air pour effrayer les rares badauds. Mais la peur, observe-t-il, « a changé de camp » : « Avant, nous portions des masques chirurgicaux pour ne pas se faire arrêter. Aujourd'hui, ce sont eux qui se masquent le visage pour ne pas être identifiés. »

Il insiste : « Si ces enfoirés d'ayatollahs avaient abandonné leurs proxys à l'étranger, s'ils avaient renoncé au nucléaire et à la violence d'État, on n'en



De gauche à droite : Maryam Saeedpour sur son toit alors qu'un panache de fumée noire s'élève au loin, le 17 mars, à Téhéran.

Un homme est pris en charge par sa fille après une frappe contre un immeuble résidentiel du nord de la capitale iranienne, le 23 mars.

Des manifestants pro-régime brandissent des drapeaux iraniens devant un bâtiment représentant des missiles, le 17 mars, au square Valli, à Téhéran.

serait pas arrivé-là. Le problème, c'est que la guerre était devenue inévitable. » Autour de chez lui, les pots de fleurs se dessèchent sur les balcons désertés : ceux qui en avaient les moyens ont fui vers la mer ou la montagne. Dans son café préféré, repaire de hipsters, rien n'a changé à part les vitres scellées au moyen de scotch rouge : il y retrouve les copains et copines restés en ville pour tuer le temps autour d'un cappuccino. « Avant, on parlait musique et compétition de foot. Maintenant, on se raconte nos nuits écourtées par les avions de

chasse, les tirs de drones, les missiles et la défense anti-aérienne. En quatre semaines, nous sommes tous devenus experts en armes de guerre. On les reconnaît désormais les yeux fermés ». Sa génération pensait avoir déjà connu toutes les crises : la pandémie du Covid, les manifestations de 2022, la « guerre des douze jours » avec Israël en juin dernier, le soulèvement de janvier... Et maintenant, ce conflit qui défigure certaines rues de Téhéran au point de les confondre avec celles de Beyrouth ou de Gaza. « Je ne regarde plus de films. Ils se déroulent sous mes yeux. Le soir, on joue aux cartes jusqu'à pas d'heure en comptant les déflagrations », poursuit Kourosh. L'autre jour, son meilleur ami l'a appelé en panique : « Les bombes s'étaient tuées pendant plusieurs heures. Il flippait à l'idée que la guerre ne s'arrête net, et que Trump ne reprenne les négociations. Si les Américains nous lâchent, le régime va se venger sur nous et ça sera encore pire qu'en janvier. »

La République islamique n'a pas attendu la fin des bombardements pour sévir. Alors que les projecteurs sont braqués sur la guerre, le régime accélère les condamnations et les exécutions à huis clos. À la fin du ramadan, quatre hommes ont été pendus en deux jours à l'is-

sue de procès expéditifs et en l'absence d'avocats : les trois premiers avaient été arrêtés lors des rassemblements de janvier ; le quatrième, un binational iranien-suédois, était accusé d'espionnage au profit d'Israël. Selon Amnesty International, au moins 30 personnes, dont deux adolescents de 17 ans, se trouvent dans le couloir de la mort. À la tristesse célèbre prison d'Evin, au nord de Téhéran, les prisonniers subissent la double peine : coincés entre la menace du ciel et celle de leurs bourreaux. « Les raids ont brisé certaines fenêtres et fait tomber des cloisons, tandis que de nom-

« La peur a changé de camp : avant, nous portions des masques chirurgicaux pour ne pas se faire arrêter. Aujourd'hui, ce sont les miliciens bassidjis qui se masquent le visage pour ne pas être identifiés »

Kourosh

Étudiant en pharmacie passé par la case prison



de Téhéran apprennent à vivre avec la guerre



un ami cher, qui se bat contre le cancer, n'a même plus les moyens de se payer sa chimio. Si, à l'exception des pharmacies, les supermarchés n'affichent aucune forme de pénurie, la flambée des prix pèse sur le quotidien. Nombre de jeunes entreprises, dépendantes de l'internet, sont à l'arrêt, incapables de payer leurs équipes et leurs fournisseurs. « Je n'ai plus aucun revenu », s'inquiète Majid, qui dirige une boutique de parfums en ligne. Mais la solidarité se déploie face à cette situation. Dans les mêmes immeubles où les portes s'étaient ouvertes, début janvier, pour venir au secours des manifestants pourchassés par les forces de l'ordre, des mains se tendent, offrant de l'aide ou de la nourriture aux personnes âgées ou en difficulté. Sur la vitrine de son magasin, un épicier a écrit en lettres persanes : « Servez-vous. Vous nous rembourserez après la guerre. » « J'ai libéré ma chambre d'amis pour une femme seule ou une famille déplacée. N'hésitez pas à me contacter », indique une femme sur une petite annonce. Une autre, encore, a mobilisé ses copines pour préparer de la soupe à distribuer dans son quartier. Le contraste est saisissant avec le racket pratiqué par les autorités : tel un « remake » des premières années de la République islamique, instaurée en 1979, elles ont annoncé des « confiscations de biens » appartenant à des personnalités accusées d'avoir « rejoint le camp de l'ennemi ». « Rien ne les arrête », peste Kourosh, le jeune iranien.

« Tu coupes une tête, il en repousse toujours une autre, plus féroce, plus mortifère. Les nervis du pouvoir sont comme des bêtes blessées qui sortent leurs derniers crocs »

Un sociologue qui préfère taire son nom

En Iran, la résilience est devenue résistance. « Je te reconstruirai, ma patrie, si besoin avec l'argile de ma vie », dit le poème de la grande Simin Behbahani, que se récitent les Iraniens. Téhéran, mégapole tentaculaire et polluée de 14 millions d'habitants a soudain regagné les cœurs : en l'espace d'une guerre, elle est devenue cette vieille tante odieuse et démodée que tout le monde veut protéger. « Je n'ai jamais autant aimé ma ville : ses immeubles, ses trottoirs, des caniveaux, ses platanes, et même sa pollution ! », écrit un internaute qui refuse de quitter la capitale. L'autre jour, il est allé faire des photos du palais Golestan, datant de l'époque Qajar, endommagé par une frappe. « Aucune guerre ne peut justifier la destruction de notre patrimoine. Qu'on soit pour ou contre le régime, c'est notre devoir de préserver notre histoire, notre culture, notre population », précise-t-il.

Sur sa page Instagram, Maryam Saeedpour, la photographe, a récemment publié une photo conceptuelle prise après la répression féroce du mois de janvier : elle y met en scène deux filles, la main plaquée sur la bouche, dont les visages dépassent à peine d'une housse mortuaire. « Cette photo, écrit-elle, a été prise à l'époque où la morgue de Kahrizak et le cimetière de Behecht-é Zahra étaient remplis de rêves enfouis de la jeunesse iranienne. Je ne pensais pas que la guerre recommencerait si tôt et que les rêves d'autres jeunes Iraniens seraient à leur tour ensevelis. »

Pourtant, elle s'accroche aux couleurs, comme à cet arc-en-ciel aperçu l'autre jour dans le ciel de Téhéran, quelques heures à peine après un nouveau déluge de feu. « Quand je marche dans la rue, je déroule mes souvenirs : les cafés où j'ai passé tant de temps, l'université où j'ai étudié, les endroits où j'ai travaillé, les magasins où je faisais mes courses et qui n'existent plus. J'essaie de maintenir en vie ces souvenirs, comme je maintiens en vie ma ville. » Pour le Nowruz, le Nouvel An persan, célébré le 20 mars à l'occasion du premier jour du printemps, elle a tenu à minutieusement dresser sa table des « Haft Sin », sept objets commençant par la lettre « Sin » (S), qui symbolisent le renouveau. Une pomme, des herbes, du vinaigre, de l'ail, des fleurs de jacinthe... Ce jour-là, ses amis l'ont rejointe chez elle pour un repas de fête qui s'est prolongé tard dans la soirée au rythme des détonations. « Les épreuves, dit-elle, nous ont appris à saisir l'instant présent. » ■

breux gardes ont quitté leurs postes, remplacés par des membres des gardiens de la révolution », raconte par texto une ex-détenue. « La situation est très inquiétante », confirme Hamidreza Mohammadi, le frère de Narges Mohammadi, Prix Nobel de la Paix, dans une interview accordée à CNN, en évoquant un manque d'accès aux soins, de nourriture et d'eau potable. Le seul magasin de la prison est désormais fermé, aggravant la souffrance des prisonniers qui dépendent de rations alimentaires rares. Profitant du chaos, les maîtres d'Evin ont transféré des dizaines de détenus de la section 209, dite « politique » vers des lieux inconnus. Sans nouvelles, leurs familles craignent qu'ils ne soient utilisés comme boucliers humains. Et ce n'est qu'un infime échantillon du cauchemar carcéral. À Fashafouyeh ou encore à Marivan, dans l'ouest du pays, coupées du monde à cause de la suspension des communications, le pire est à imaginer.

À peine remises de leur deuil, les familles des manifestants assassinés début janvier sont constamment harcelées : intimidées par téléphone, interdites de parler, poursuivies et terrorisées jusque sur le tombeau de leurs enfants. Il y a quelques jours, le père du

jeune Sepehr Shekari, dont la vidéo filmée parmi les sacs mortuaires de la morgue de Kahrizak avait fait le tour des réseaux sociaux, a été arrêté au cimetière de Behecht-é Zahra alors qu'il se recueillait sur la stèle de son fils. Les rares échos en provenance des villes de province sont encore plus inquiétants : ce week-end, les défenseurs des droits humains ont appris l'enlèvement et la disparition de Batoul Gerami, mère du jeune Sajjad Samadi, également tué en janvier, lors d'une cérémonie de commémoration. Ses mains ont été brisées pendant l'altercation.

La semaine passée, les Iraniens ont également appris avec émoi l'arrestation de la directrice d'un centre pour jeunes handicapés. Son « crime » : avoir refusé d'ouvrir ses portes aux bassidjis qui voulaient s'y installer. Depuis qu'ils sont dans le viseur des frappes israéliennes, les miliciens du régime circulent parfois en ambulance et réquisitionnent certaines écoles et hôpitaux. Fragilisés, ils n'en sont que plus radicalisés, pareils à leurs supérieurs, accrochés coûte que coûte à un pouvoir pourtant largement décapité. « Tu coupes une tête, il en repousse toujours une autre, plus féroce, plus mortifère. Les nervis du pouvoir sont comme des bêtes blessées qui sortent leurs derniers crocs », observe un sociologue qui préfère taire son nom. La montée en puissance de Mohammad Bagher Ghalibaf, un ancien pasdaran à la tête du Parlement iranien depuis 2020, ou encore celle de Mohammad Bagher Zolghadr, ex-commandant adjoint du corps des gardiens de la révolution propulsé au sommet du Conseil suprême de sécurité nationale, ne présagent rien de bon. « Et surtout, précise le sociologue, ils imposent à la nouvelle génération, complètement déconnectée des diktats de la République islamique, un vernis martial qu'elle

« Après nous avoir empoisonné la vie pendant 47 ans avec le voile obligatoire, après avoir tué une jeune Iranienne en 2022, puis mâté la contestation dans le sang, ils n'osent plus rien dire sur nos cheveux. (...) Maintenant qu'ils sont en position de faiblesse, ils ne s'en préoccupent plus »

Une Téhéranaise dont le véhicule et le téléphone ont été fouillés par un milicien à un barrage routier

ne connaissait qu'à travers les sorties scolaires et les pages des manuels dédiées à la gloire des héros de la « Défense sacrée » contre Saddam Hussein. Ça va encore plus accentuer le fossé entre une minorité au pouvoir et une masse critique désillusionnée. »

Tel un sombre écho aux années noires de la guerre Iran-Irak, la propagande est de retour dans les rues, à renfort d'affiches, et sur le petit écran : dans une intervention à glacer le sang, Rahim Nadali, adjoint du commandement des gardiens de la révolution pour le Grand Téhéran a annoncé en plein plateau télévisé la mise en place d'un plan de recrutement d'adolescents « âgés de 12 ans et plus » pour la « défense et la sécurité » du pays. L'allocation, diffusée à une heure de grande écoute, confirme à ceux qui en douteraient encore que ce sont désormais les gardiens de la révolution qui ont le dernier mot. Loyaux envers le régime, soucieux de préserver leurs acquis économiques, mais aussi l'intégrité de leur pays face aux « envahisseurs étrangers », ils se sont lancés dans une chasse éfrénée aux « ennemis intérieurs ». Ce vendredi 27 mars, les services de renseignements des pasdaran se sont vantés d'avoir arrêté une centaine « d'individus liés à des activités hostiles ». Depuis le début de la guerre, plus de 1700 personnes ont été placées en détention, d'après l'organisation indépendante Hengaw : espions présumés, opposants, simples citoyens interpellés au détour d'une rue ou d'un carrefour.

De gauche à droite : Une femme non voilée déambule devant des portraits des ayatollahs Khomeini, Ali et Mojtaba Khamenei accrochés au milieu du square Tajrish, le 28 mars, à Téhéran.

Un groupe de jeunes discute à la terrasse d'un café dont les fenêtres ont été sécurisées avec du ruban adhésif, le 28 mars, dans la capitale.



PHOTOS: KAVEH KAZEMI POUR LE FIGARO ET MARYAM SAEEDPOUR

Après un mois de guerre, Donald Trump face à la

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Alors que l'opération déclenchée contre le régime iranien ne se passe pas comme prévu, le président américain se retrouve aux

La guerre de Donald Trump contre l'Iran devait être rapide et décisive. Pas question de se laisser entraîner dans une nouvelle aventure militaire coûteuse au Moyen-Orient. L'opération devait être une combinaison des précédents succès de son second mandat : la puissance de Midnight Hammer, les bombardements de précision des B-2 et des Tomahawk contre les usines nucléaires iraniennes de juin 2025, avec l'effet décisif d'Absolute Resolve, le raid hélicoptère qui avait décapité le régime chaviste, transformant en 48 heures un pays hostile en un État client docile. Trump avait lui-même choisi le nom de cette nouvelle opération : *Fureur épique*. Un mois plus tard, l'opération n'a pas tourné comme prévu. Elle est déjà discrètement surnommée à Washington « Fiasco épique » (la version anglaise est moins polie).

Les États-Unis avaient misé sur une guerre aérienne rapide et cinématique. L'Iran a riposté par une guerre d'usure asymétrique, répondant à la puissance militaire par l'arme économique, utilisant parcimonieusement les moyens qui lui restent pour user la volonté de l'adversaire.

Trump se retrouve à son tour aux prises avec un conflit au Moyen-Orient, comme ses prédécesseurs qu'il a tant raillés. L'attaque a exposé les contradictions du trumpisme politique, obligeant ses partisans à revoir leurs théories qui le présentaient d'abord comme un non-interventionniste pacifiste, puis comme un adepte d'une nouvelle doctrine Monroe, concentré sur les continents américains.

La première guerre menée sous son commandement a aussi mis à l'épreuve ses méthodes de gouvernement. Le choc avec la réalité est d'autant plus brutal que ce président pas comme les autres avait cru dans sa capacité à la façonner. Mais le flot habituel de déclarations contradictoires, d'exagérations et de coups de colère, qui ont si bien réussi à Trump en politique intérieure ou dans ses négociations commerciales, a moins d'effet dans une guerre. Et sa tendance à l'hyperbole sonne souvent comme un décalage avec le monde réel.

Celui-ci a réservé quelques mauvaises surprises. Le théoricien militaire britannique Basil Liddell-Hart mettait en garde contre le risque de confondre les opérations militaires avec des opérations chirurgicales en oubliant une différence fondamentale, qui est que le patient n'est pas attaché. L'adage vient une nouvelle fois de se vérifier.

Malgré leur précision, les bombardements américains et israéliens n'ont pas complètement détruit les capacités de riposte de l'Iran. Téhéran, qui avait décidé après les frappes de juin 2025 de les disperser et de décentraliser sa chaîne de commandement, a conservé un certain nombre de missiles, qui continuent d'être tirés contre Israël et les pays du Golfe.

Les drones iraniens sont aussi venus compliquer la situation. Le modèle le plus célèbre, le Shahed 136, vendu à la Russie, a montré une nouvelle fois ses capacités. Difficiles et coûteux à contrer, ces avions suicides sont employés en combinaison avec les missiles, saturant les défenses et révélant la vulnérabilité du dispositif militaire américain.

Des radars et des centres de guidage ont été touchés, ainsi que des appareils alignés sur les pistes de leurs bases au Moyen-Orient. Les forces américaines ont été prises au dépourvu devant cette menace, s'étant de surcroît privés par le mépris de l'Administration Trump pour les Ukrainiens de l'aide que ceux-ci leur proposaient dans ce domaine.

Mais la plus mauvaise surprise a aussi été la plus prévisible. L'ouverture par l'Iran d'un nouveau front en fermant le

détroit d'Ormuz à la navigation était prévue par toutes les simulations. *Next War : Iran*, un wargame vendu dans le commerce et paru en 2024, est basé sur cette hypothèse. Le président américain, découvrant ainsi pourquoi ses prédécesseurs avaient hésité à recourir à une solution militaire contre l'Iran, voit à présent le dossier iranien augmenté d'un niveau supplémentaire de complexité. Un cinquième du pétrole mondial est bloqué, ainsi que le gaz naturel, mais aussi l'hélium et les engrais azotés qui transitent par cette voie maritime.

La guerre continue d'offrir depuis un mois un étonnant contraste entre le professionnalisme des militaires américains et les capacités de leur armement, avec un sentiment d'improvisation stratégique de la part de Washington.

L'absence d'expertise a été voulue et cultivée au plus haut niveau par l'Administration Trump. La diplomatie professionnelle américaine a été mise à l'écart, remplacée par deux promoteurs immobiliers, Steve Witkoff et Jared Kushner, qui se targuent de leur inexpérience, la présentant comme une capacité supérieure d'innovation.

« Si le président déclare la victoire et retire les forces américaines, l'Iran dira alors que le détroit d'Ormuz lui appartient »

Jim Mattis
Ancien général des Marines et ex-secrétaire à la Défense

Le Conseil à la sécurité nationale a aussi été purgé, privant le président du conseil d'experts et de leur capacité à analyser et modéliser les complexes interactions d'un conflit régional.

Les décisions sont prises à la Maison-Blanche en tout petit comité, sans personne pour contredire le président.

Au lieu des soldats professionnels dont Trump s'était entouré lors de son premier mandat, de son secrétaire général John Kelly, de son secrétaire à la Défense Jim Mattis, ou son conseiller à la Sécurité nationale H.R. McMaster, anciens généraux dont les conseils lui avaient paru comme autant d'entraves, son cabinet est à présent constitué par des personnalités choisies pour leur loyauté absolue. Pete Hegseth, son secrétaire à la Défense, dont la carrière militaire comme officier subalterne a surtout alimenté sa rancune contre les hauts gradés, doit son poste à sa combativité dans les guerres culturelles anti-woke et sur les plateaux télévisés.

Marco Rubio, ancien républicain interventionniste, qui cumule les fonctions de secrétaire d'État et de conseiller à la sécurité nationale, est devenu une sorte de *consigliere* de Trump, et a appris à ne pas donner trop de conseils contraires. La secrétaire générale Susie Wiles s'est fixée pour mission de laisser Trump faire ce qu'il veut. JD Vance, ancien caporal des Marines déployé en Irak dans le service communication, a aussi mis en sourdine ses réserves sur ce nouveau conflit.

Le seul membre de l'entourage présidentiel à posséder une solide expérience militaire est le chef d'état-major interarmées, le général John Daniel Caine. Il a été l'une des rares voix à prévenir du risque de fermeture d'Ormuz, mais ce militaire n'est pas en charge des décisions politiques. Tout comme John Ratcliffe, le directeur de la CIA, qui aurait transmis les rapports de ses services indiquant que l'Iran serait susceptible de riposter en frappant des sites énergétiques et de menacer le trafic maritime.

Trump a expliqué depuis que la réaction de l'Iran avait été une surprise et qu'« aucun expert » n'avait prévu une telle riposte.

Trump mène la guerre comme il fait de la politique : en se fiant à ses instincts plus qu'aux experts, préférant aux rapports arides les images télévisées ou les petites compilations de vidéos des dernières frappes que lui prépare le Pentagone. Il joue aussi son rôle favori de commentateur, répondant au téléphone à ses amis, aux journalistes qui l'appellent. Il a repris sur Truth Social ses habitudes de Twitter. Ses messages tard dans la nuit ou tôt le

matin offrent un échantillon de ses humeurs. Il s'emporte contre les alliés de l'Otan, menace les Iraniens qui ne veulent pas s'avouer vaincus. Il annonce l'anéantissement des infrastructures énergétiques du pays, puis prolonge son ultimatum, de cinq jours, puis de dix.

Les partisans de Trump présentent ces revirements comme une marque de son génie, qui lui permet de déstabiliser ses adversaires. Dans une guerre, ces si-

gnaux sont plutôt vus comme de l'indécision et une incapacité à suivre une stratégie claire. Trump suit en revanche de très près les cours de la Bourse et les prix du pétrole, renforçant les Iraniens dans leur certitude que le contrôle d'Ormuz leur donne une arme contre ce président préoccupé par les fluctuations des marchés.

La première guerre de Trump met à jour les limites de ces méthodes. Son

En quatre semaines, le conflit s'est étendu à l'ensemble du Moyen-Orient



Les houthistes entrent en guerre en ciblant Israël

Georges Malbrunot

Est-ce la conséquence de l'arrivée récente de conseillers iraniens au Yémen ? Ou le signal d'une véritable entrée en guerre des rebelles houthistes, alliés de l'Iran ? Pour la première fois depuis le début du conflit, le 28 février, les houthistes ont ciblé Israël samedi en revendiquant deux attaques en quelques heures et en promettant d'autres frappes dans « les jours qui viennent ». Leur porte-parole, Yahya Saree, a affirmé dans un communiqué sur X que le groupe armé a lancé « des missiles de croisière et des drones » en direction de « plusieurs objectifs vitaux et militaires » en Israël. « Cette opération a coïncidé avec les opérations militaires menées par nos frères moudjahidins en Iran et par le Hezbollah au Liban », a-t-il expliqué.

Alors que le trafic maritime mondial est largement perturbé par le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran, l'entrée des houthistes dans le conflit pourrait encore aggraver la situation s'ils tentaient de fermer le détroit de Bab al-Mandab, autre verrou stratégique en direction du canal de Suez sur la mer Rouge. Le groupe avait mené de nombreuses attaques contre les navires commerciaux en mer Rouge entre 2023 et 2025, pendant la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza.

Plus récemment, les insurgés pro-iraniens se sont contentés d'afficher leur soutien à Téhéran en multipliant les menaces d'intervention. « La question n'était pas si mais quand ils allaient intervenir », estime le spécialiste du Yémen Ibrahim Jalal. « Depuis un mois, analyse-t-il, les houthistes avaient changé leur posture opérationnelle avec un redéploiement de leurs missiles

côtiers, en décentralisant leurs stocks et en réactivant leurs protocoles de guerre. » Ces dernières semaines, l'arrivée de plusieurs gardiens de la révolution iraniens avait été signalée au port de Hodeïda, sur la mer Rouge.

« L'architecture de commandement des houthistes telle qu'on a pu l'observer récemment n'est plus axée sur la dissuasion, mais sur une posture indiquant une position d'attaque », confirme l'analyste saoudien Nawaf Obaid, qui dirige un programme de renseignements électromagnétiques au King's College de Londres. Selon lui, « les préparatifs des rebelles yéménites portent la marque des gardiens de la révolution iraniens ». Le groupe armé est présent à Sanaa, la capitale qu'il contrôle depuis 2014, au détriment d'autres forces yéménites soutenues par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, jusqu'à ce que ces deux derniers pays se déchirent, en décembre dernier. « On le constate, explique-t-il, en observant leurs chaînes de commandement compartimentées, la dispersion synchronisée de leurs forces, et des chaînes d'approbation des décisions raccourcies. »

Depuis leurs positions montagneuses qui surplombent la mer Rouge, les houthistes ont la possibilité de perturber sérieusement le trafic maritime avec des drones et missiles, comme ils l'ont montré pendant la guerre à Gaza en ciblant des navires liés selon eux à Israël.

Ils peuvent notamment entraver la circulation dans le détroit de Bab al-Mandab. Ce couloir maritime, l'un des plus empruntés au monde, est devenu encore plus essentiel dans cette région stratégique pour le pétrole mondial depuis le verrouillage par l'Iran, de l'autre côté de la péninsule arabique, du détroit d'Ormuz.

Dimanche, le vice-ministre de l'Information des rebelles, Mohammed Mansour, a déclaré que les houthistes envisageaient de fermer le détroit de Bab al-Mandeb. Mais avant de passer à l'acte, les insurgés attendront vraisemblablement le feu vert de leur sponsor iranien. Ce serait l'étape d'après dans une stratégie qui viserait alors à s'en prendre au commerce maritime mondial, plutôt qu'à viser directement des cibles américaines, comme ils l'avaient fait en solidarité avec le Hamas, après son attaque terroriste en Israël en 2023. Ainsi, ils s'évitent une réponse directe des États-Unis.

« Les préparatifs des rebelles yéménites portent la marque des gardiens de la révolution iraniens »
Nawaf Obaid Analyste

En provenance de l'océan Indien, les pétroliers et navires commerciaux passent par le détroit de Bab al-Mandeb pour emprunter la mer Rouge puis le canal de Suez, où ils débouchent dans la mer Méditerranée, et vice versa. La seule alternative à cette route serait de contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance.

Si ce passage, par où transite 12 % du trafic maritime mondial, est à son tour compromis, les marchés mondiaux déjà fragilisés en seront à nouveau ébranlés. Et l'Arabie saoudite, voisin et ennemi juré des houthistes, en sera fortement affectée. En effet, avec le blocage du détroit d'Ormuz, le royaume a déporté les pétroliers vers ses terminaux sur la mer Rouge, sur le port de Yanbu, pour exporter son or noir.

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villiers du Figaro



Europe 1
LA RADIO LIBRE

tentation de l'escalade

prises avec un conflit au Moyen-Orient qui ressemble à ceux menés par ses prédécesseurs.

extraordinaire capacité de communication, son talent pour mobiliser l'attention des médias par des formules chocs, son habileté à retourner contre eux les attaques de ses adversaires, qui lui ont permis depuis dix ans de dominer la politique américaine et d'extorquer des accords commerciaux favorables à ses partenaires, n'ont pas la même efficacité face à un adversaire qui n'a plus grand-chose à perdre.

Les déclarations contradictoires de Trump ont jusqu'à présent réussi à enrayer la hausse des prix du baril. Mais l'Iran a démenti les annonces de négociations, et la parole américaine se retrouve contredite par un adversaire lui aussi habitué à la déception. La crédibilité américaine, comme les missiles que la guerre a consommés à un rythme effréné, s'épuise peu à peu. Vendredi soir à Palm Beach, le président américain a an-

noncé lors d'une conférence organisée par le fonds souverain saoudien avoir «sauvé le Moyen-Orient» et répété que «l'Iran suppliait de négocier». Presque au même moment, une attaque combinée de drones et de missiles iraniens contre la base Prince Sultan en Arabie saoudite faisait une douzaine de blessés américains, et endommageait plusieurs avions ravitailleurs et un coûteux appareil d'alerte et de contrôle aérien Awacs.

La méthode habituelle de Trump consistant à proclamer unilatéralement la victoire et à passer à autre chose apparaît aussi comme de moins en moins envisageable. L'Iran a découvert en bloquant le détroit d'Ormuz un nouveau moyen de pression, qui renoue avec l'une des méthodes favorites de la République islamique depuis sa création : le chantage et la prise d'otages, cette fois avec l'économie mondiale.

«Nous sommes dans une situation difficile, et je ne vois pas beaucoup de bonnes options», a déclaré Jim Mattis, l'ancien général des Marines et ex-secrétaire à la Défense de Trump. «Si le président déclare la victoire et retire les forces américaines, l'Iran dira alors que le détroit d'Ormuz lui appartient», a-t-il expliqué la semaine dernière dans une conférence sur l'énergie à Houston, au Texas. «Nous pourrions le voir instaurer une taxe sur les navires transitant par le détroit — une mesure totalement insoutenable sur le marché international». Mattis a aussi souligné le flou de la stratégie américaine. «Les frappes aériennes ne compensent jamais l'absence de stratégie».

Reste l'option de l'escalade. Les guerres se gagnent au sol. Et les troupes qui n'avaient pas été prévues dans le plan initial, arrivent dans la région. Une, puis deux unités amphibies de Marines, une brigade de parachutistes, pourraient être renforcées par quelque 10 000 soldats supplémentaires. Selon des responsables américains cités par le *Washington Post*, le Pentagone se préparerait à mener des opérations terrestres en Iran, sur des objectifs et avec des durées limitées.

Mais les guerres ont leur dynamique propre. Les débarquements amphibies sont des opérations délicates, même avec en bénéficiant de la supériorité aérienne. Les navires qui se rapprochent des côtes ont moins de temps pour détecter et détruire les missiles. Les troupes deviennent vulnérables une fois débarquées, et leur retrait devient plus difficile. Le tempo des opérations se ralentit. Et à mesure que la guerre se prolonge, les risques augmentent d'une mauvaise surprise : un navire touché ou un avion abattu, un pilote capturé. La guerre, de jeu virtuel où l'on détruit l'ennemi «pour le fun», selon un commentaire du président américain, peut alors devenir un engrenage difficile à arrêter. ■

Résistance inattendue, drones Shahed, blocage du détroit d'Ormuz... Les difficultés s'accroissent pour Donald Trump dans le conflit en Iran (ici, le 27 mars, à Miami).

ELIZABETH FRANTZ / REUTERS



Le Patriarche latin de Jérusalem privé d'accès au Saint-Sépulcre

Alice Moreno
Jérusalem

La Vieille Ville de Jérusalem est inhabituellement silencieuse, quasi déserte. Sous une pluie battante, les pavés luisent et les boutiques restent closes en ce dimanche des Rameaux. Quelques fidèles, malgré les alertes aux missiles et les restrictions imposées par les autorités israéliennes, avancent d'un pas pressé vers leurs lieux de culte. Une feuille de palme à la main, symbole de paix et de victoire, ils gravissent les marches menant au couvent Saint-Sauveur. Mais à quelques centaines de mètres de là, un haut lieu du christianisme demeure inaccessible.

L'église du Saint-Sépulcre, qui abrite selon la tradition le tombeau du Christ, est fermée. «Pour la première fois depuis des siècles», le patriarche latin de Jérusalem et le chef des franciscains pour la Terre sainte ont été empêchés par la police israélienne d'y accéder pour célébrer la messe du dimanche des Rameaux. Le cardinal Pierbattista Pizzaballa et le custode Francesco Ielpo «ont été arrêtés et contraints de rebrousser chemin», précisent dans un communiqué conjoint les institutions qu'ils représentent. Celles-ci déplorent «un grave précédent» ainsi qu'«un manque de considération envers la sensibilité de milliards de personnes à travers le monde».

La présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, a pour sa part dénoncé «une offense non seulement pour les croyants, mais pour toute communauté qui reconnaît la liberté religieuse». Emmanuel Macron a condamné «la décision de la police israélienne» et assuré le patriarche de son «plein soutien». Le

premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a fait savoir dans l'après-midi que la police israélienne n'avait pas eu d'«intention malveillante».

Aux abords de la basilique, ce dimanche, l'incompréhension domine. «C'est le lieu le plus important pour nous!», s'indigne Jeries, un restaurateur de 50 ans, originaire de Bethléem. «Nous, les Palestiniens chrétiens, nous célébrons la résurrection du Christ qui s'est déroulée dans ce lieu saint. Pourquoi l'avoir fermé?»

L'homme vient tout juste d'apprendre que les principaux représentants catholiques en Terre sainte ont été empêchés d'y pénétrer. «C'est très grave. Empêcher des chefs d'Église de pratiquer leur foi... C'est la première fois depuis des siècles qu'une telle chose se produit à Jérusalem.» Dans son petit restaurant, il tente malgré tout de maintenir un semblant de normalité. Sur un écran accroché au mur défilent des scènes de *La Passion du Christ*, qui retracent les dernières heures de Jésus.

«Nous célébrons le Seigneur comme nous pouvons», souffle encore le restaurateur. Soudain, son téléphone et celui de ses salariés émettent un son strident. C'est le signal d'alerte : une nouvelle vague de missiles vient d'être lancée depuis l'Iran. Il n'y a pas d'abri disponible à proximité. Jeries et ses collègues sortent dans la rue et entament un décompte lugubre entre les interceptions de missiles. «Cinq, quatre, trois, deux, un...» Le silence s'installe dans la Vieille Ville puis une explosion retentit. Un énième missile vient d'être désintégré. «Joyeuses Pâques!», lâche Jeries, ironique, «mais ne vous inquiétez pas, ici nous sommes en sécurité».

Il préfère ignorer le danger. Pourtant, le 20 mars dernier, un débris de missile est tombé à proximité directe de l'en-

ceinte de la Vieille Ville, sans faire de blessés.

«C'est un dimanche triste», soupire Mariam, 18 ans, qui se présente comme Arabe chrétienne. «Heureusement, certaines églises accueillent des cérémonies. Mais nous ne pouvons pas faire de procession comme c'est le cas d'habitude. Cet état de guerre nous affecte tous. Bien sûr, je compte prier pour la paix. Ici mais aussi au Liban, à Gaza et en Iran.» En raison de la guerre et de l'état d'urgence décrété par les autorités israéliennes, les rassemblements de plus de cinquante personnes ont été interdits. La traditionnelle procession du dimanche des Rameaux sur le mont des Oliviers n'a donc pu se tenir. Faute de célébration officielle à l'extérieur, quelques familles lancent des «hosannas» dans la rue, une acclamation de joie dans la liturgie chrétienne.

«C'est très grave. Empêcher des chefs d'Église de pratiquer leur foi... C'est la première fois depuis des siècles qu'une telle chose se produit à Jérusalem»

Jeries Palestinien chrétien originaire de Bethléem, propriétaire d'un restaurant

L'église du couvent Saint-Sauveur, non loin de la Porte neuve, est pleine. Les chants résonnent sous la nef, portés par des centaines de fidèles venus malgré tout. À l'autel, le prêtre évoque brièvement le contexte régional : «Que la paix et la sécurité reviennent en Terre sainte et que cesse le conflit avec l'Iran.»

Un jeune Américain, Charlie, s'est lui aussi rendu ce dimanche matin dans le

quartier chrétien de la Vieille Ville pour assister à la messe. Il est en Israël le temps d'un pèlerinage. «Je comprends les problématiques de sécurité. Mais nous sommes tous très déçus de ne pas voir de procession cette année et le Saint-Sépulcre fermé. Aussi terrible que puisse être la guerre ici... Je crois que les gens sont en quête de lumière. Nous voulons dire que le Christ était ici, nous voulons le célébrer.»

Dans ce climat tendu, la frustration dépasse la seule communauté chrétienne. Un commerçant musulman de la Vieille Ville, Haitham, a décidé d'ouvrir son échoppe de souvenirs malgré l'interdiction en cours. Il observe les croyants se disperser à la fin de la messe.

«Je suis triste pour mes frères chrétiens. Ils ne peuvent pas célébrer ce jour important comme ils le souhaitent. Nous avons subi la même chose pour le ramadan et la prière de l'Aïd.» Il fait référence à la fermeture de l'esplanade des Mosquées, elle aussi décidée dès le 28 février. Au premier jour de l'Aïd, faute de pouvoir se rendre à al-Aqsa, les fidèles musulmans ont entamé une prière dans la rue, à l'entrée de la Vieille Ville. Ils ont été dispersés par la police israélienne à coups de gaz lacrymogènes et de grenades de désencerclement. «J'y étais avec mes enfants pour la prière. Nous avons quitté les lieux rapidement lorsque la situation s'est tendue.»

Son témoignage fait écho à l'appel du pape Léon XIV pour le Moyen-Orient. Dimanche matin, il a rappelé que la plupart des victimes de la guerre «ne peuvent vivre pleinement le rite de ces jours saints». Le pape a appelé à la paix dans la région et condamné les belligérants en ces termes : «Dieu n'écoute pas la prière de ceux qui font la guerre.» ■

Aux États-Unis, des millions de manifestants défilent contre Donald Trump

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Le mouvement No Kings a organisé des rassemblements dans 3 000 villes pour dénoncer un président qu'il accuse d'abus de pouvoir.

Les manifestants se sont rassemblés samedi matin à l'entrée du cimetière national d'Arlington, en Virginie. La foule, portant des pancartes anti-Trump, a traversé le Potomac par le pont du Mémorial, en direction du mausolée d'Abraham Lincoln et du Monument de Washington, pour déboucher sur le National Mall, la vaste esplanade au centre de la capitale fédérale américaine.

Leur revendication était simple : «*Ho! Ho! Trump must go!*» («*Trump doit partir*»). Et leurs slogans variés : «*Non à la guerre!*», «*Pas de rois!*», «*Destituer, démettre, condamner*», «*Non à ICE!* (la police de l'immigration)», «*Pas de justice, pas de paix!*».

Un autre cortège s'était formé à Anacostia Park, au sud-est de la ville, et avait traversé le pont Frederick Douglass pour aller manifester devant la base de Fort McNair, zone de résidences militaires où ont emménagé, ces derniers mois, plusieurs membres du cabinet de Donald Trump : Stephen Miller, le secrétaire général adjoint de la Maison-Blanche, en charge des politiques anti-immigration, mais aussi la procureur générale Pam Bondi, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, et le secrétaire d'État Marco Rubio. Certains manifestants scandaient : «*Stephen Miller doit partir*».

«*Nous voulons que l'Amérique devienne de nouveau l'Amérique*»

Barbara Rose Manifestante

La manifestation No Kings (Pas de rois), la troisième depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, était organisée sur le même principe que les précédentes : pacifique, non violente, et destinée à rassembler l'opposition la plus vaste possible. Les organisateurs ont délibérément choisi ce seul mot d'ordre, qui rappelle les origines de la révolution américaine, et auquel le 250^e anniversaire de la déclaration d'Indépendance, qui aura lieu le 4 juillet, donne cette année une résonance particulière.

Les manifestants dénoncent les actions d'un président qui, depuis son retour à la Maison-Blanche, se considère comme détenteur d'un mandat populaire lui donnant les pleins pouvoirs, bouleversant les usages et les équilibres politiques. Trump, qui n'a jamais prétendu vouloir rassembler au-delà de son propre camp, qualifie ses opposants et ses critiques d'anti-Américains, ou de «*dérangés de la gauche extrême*».

«*Nous sommes les vrais patriotes!*», chantaient les manifestants en brandissant des drapeaux américains, des dessins de la statue de la Liberté ou des extraits du préambule de la Constitution américaine.

La première manifestation No Kings avait été organisée en juin 2025 en réaction au défilé militaire organisé par



Le mouvement No Kings a revendiqué une affluence record pour la troisième journée de mobilisation contre Donald Trump en l'espace d'un an. Ici, à Saint Paul (Minnesota), épice de la contestation. JIM VONDRUSKA / REUTERS

Donald Trump à Washington pour célébrer l'anniversaire de la création de l'armée américaine, qui tombait le même jour que le sien. La deuxième, en octobre 2025, avait rassemblé environ 7 millions de personnes à travers les États-Unis, devenant l'un des plus vastes rassemblements de l'histoire contemporaine du pays.

Comme les fois précédentes, les manifestants ont défilé ce samedi et se sont dispersés dans le calme. Beaucoup étaient venus en famille, ou bien avec des amis. «*Nous ne comprenons plus l'Amérique*, explique Anne Barth, venue de Virginie-Occidentale pour participer à la manifestation avec deux amis. *Mais quand on voit la foule aujourd'hui, on sent que les gens commencent à réagir. Il y a même eu*

des rassemblements dans des États qui votent massivement républicain comme chez nous, en Virginie-Occidentale, dit-elle. Je connais même des gens qui ont voté trois fois pour Trump et qui, pour la première fois, regrettent leur choix.»

«*Nous voulons que l'Amérique devienne de nouveau l'Amérique*, confirme son amie Barbara Rose. *C'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui.*» «*Cette mobilisation est importante, mais il est encore plus important d'aller voter en novembre prochain*, ajoute Corleene Patterson, la troisième amie. *Nous avons déjà participé aux deux précédentes manifestations du mouvement, à Charleston et à Chicago. Cette fois, nous avons choisi Washington, DC.*»

Les plus créatifs avaient découpé des effigies de Donald Trump affublées de couronnes ou de sceptres. Rick Hohensee défile, lui, avec une boîte en carton sur la tête, percée d'une fente pour les yeux comme un heaume médiéval. «*Je réclame l'introduction d'un 29^e amendement à la Constitution, qui comprend une seule phrase : "Trump, tu es viré!"*», dit-il.

Mais l'état d'esprit est généralement grave. «*Ce qui se passe avec cette Administration est pire que tout ce qu'on pouvait imaginer*, explique Dana Carlton, venue de Virginie avec son mari, Ross, ancien de l'US Air Force. *On ne reconnaît plus notre pays. Entre ICE, qui a recruté des émeutiers du 6 janvier et terrorise les Américains, la destruction de la Maison-*

Blanche sans autorisation, et cette nouvelle guerre en Iran, on ne sait pas où cela va s'arrêter. Même des gens qui ont voté pour lui commencent à s'inquiéter. La seule chance de pouvoir l'arrêter est que les démocrates reprennent la majorité au Congrès en novembre prochain.»

«*Mais même s'il perd les prochaines élections, je doute que l'on puisse jamais revenir en arrière*, estime Ross. *Notre système politique qui a duré deux cent cinquante ans a été cassé. Les équilibres et les contrôles seront difficiles à réparer.*»

Sur la pelouse face au Capitole, une estrade a été dressée et appelle les élus à prendre leurs responsabilités : «*Congrès, tu es responsable.*» Ou encore : «*Destituer, démettre, renverser.*»

«*Nous sommes ici parce que nous voulons voir Donald Trump destitué, condamné et déposé*», lance Jessica Denson, la fondatrice de cette organisation. Ancienne employée de la campagne présidentielle de Donald Trump, elle avait remporté en 2023 un procès contre son ancien patron l'accusant de lui avoir abusivement imposé un ordre de non-divulgence après la rupture de son contrat. «*Combien de temps allons-nous tolérer cette folie qui est au pouvoir aujourd'hui?*», lance-t-elle. *C'est une insulte à notre dignité et à nos libertés.*»

«*Combien de temps allons-nous tolérer cette folie qui est au pouvoir aujourd'hui? C'est une insulte à notre dignité et à nos libertés*»

Jessica Denson

Fondatrice de l'organisation

Les manifestations se sont déroulées simultanément à travers tous les États-Unis. L'un des plus importants rassemblements a eu lieu à Minneapolis et Saint-Paul, les villes jumelles du Minnesota, devenues cet hiver, le symbole de la résistance aux politiques anti-immigration de l'Administration. La mort de deux manifestants, Renée Good et Alex Pretti, tués par les agents d'ICE et de la Patrouille des frontières, avait contraint Trump à suspendre les opérations, avant de limoger la secrétaire de la Sécurité intérieure, Kristi Noem.

Le nombre de manifestants n'était pas encore connu, mais on estime qu'il y a eu plus de 3 000 rassemblements, dans les grandes métropoles comme dans de petites localités.

Une porte-parole de la Maison-Blanche, Abigail Jackson, a décrit ces manifestations comme de la production des «*réseaux de financement de gauche*» ne bénéficiant que d'un faible soutien réel de la part du public. «*Les seules personnes qui s'intéressent à ces séances de thérapie anti-Trump sont les journalistes payés pour les couvrir*», a-t-elle déclaré dans un communiqué. ■

En Hongrie, une fin de campagne dominée par les scandales

Ibért Kornél Budapest

Péter Magyar, favori des sondages pour les législatives, accuse le gouvernement Orban d'avoir mis en place un «système de criminalité nationale».

Les bains de foule de Péter Magyar lors de ses quatre meetings par jour dans les petites localités du pays donnent des sueurs froides à ses partisans et à son petit service de sécurité. Mais l'opposant en tête dans les sondages, qui promet un «*changement de régime*» aux législatives du 12 avril et de traduire en justice les corrompus de ce qu'il nomme le «*système de criminalité nationale*», ne veut pas de protection policière et encore moins du gilet pare-balles que veut lui faire porter son entourage. La volon-

té de dramatiser est manifeste, mais elle traduit aussi la forte tension qui enveloppe les derniers jours de campagne, alors qu'intrigues et manipulations s'accroissent.

Un enquêteur spécial du département cybercriminalité de l'Agence nationale d'investigation (NNI) a livré un témoignage au média Direkt36 qui a fait l'effet d'une bombe. Une agence des services secrets a, selon lui, mené une opération destinée à faire main basse sur le système informatique du parti Tisza de Péter Magyar, le grand rival de Viktor Orban.

Dans une vidéo de 1h40, le capitaine Bence Szabo détaille comment, au cœur de l'été, son unité est allée perquisitionner chez deux pédocriminels présumés... qui se sont avérés être des informaticiens travaillant pour Tisza. L'un d'eux était le responsable de la sécurité informatique du parti. Au lieu de matériel pédopornographique, ce sont les preuves d'un complot qui visait à mettre le parti hors-jeu avant les élections qu'ils ont trouvés dans les serveurs saisis. Des preuves que les deux informaticiens accumulaient pour confondre un homme non identifié, un prétendu «*Henry*», qui les faisait chanter pour prendre le contrôle du système informatique.

Pour qui travaillait ce «*Henry*»? Tout pointe vers le Bureau de protection de la Constitution (AH), un service de renseignement placé sous les ordres d'Antal Rogan, le directeur de cabinet et homme de confiance de Viktor Orban. L'AH a indirectement «*tuyauté*» la police, accompagné les perquisitions et supervisé le traitement des matériels perquisitionnés, témoigne Bence Szabo. «*Comment est-ce possible qu'un service de renseignement hongrois veuille faire tomber un parti politique? Je sais quel serment j'ai prêté lors de mon entrée en fonction, et je veux le respecter : celui de servir mon pays, pas un groupe de personnes, pas un parti politique*», déclare-

t-il au cours de l'entretien. Sitôt la parution de l'article, son domicile et son bureau ont été perquisitionnés et des poursuites engagées contre lui.

«*L'«Orban-gate» est le plus grand scandale politique et de sécurité nationale depuis 1990!*, a réagi Péter Magyar. *Ils ont lancé une attaque non seulement contre Tisza, mais contre toute la Hongrie libre. Le capitaine Bence Szabo est un héros!*», a-t-il lancé lors d'un rassemblement jeudi soir à Szentendre, suscitant les acclamations de la foule. La vidéo des révélations mise en ligne mercredi a déjà été visionnée un million et demi de fois, dans un pays de 10 millions d'habitants.

Chasse aux sorcières

C'est donc un nouveau scandale qui secoue une campagne hors norme. À l'automne, le parti Tisza avait été victime d'un piratage provoquant la fuite des données personnelles de 200 000 militants, ce qui avait lancé les médias pro-gouvernementaux dans une véritable chasse aux sorcières. Puis, au début de l'année, Péter Magyar a été victime d'un chantage à la sextape. Pour ajouter au sordide, de récentes révélations confirment que sa petite amie à l'époque du lancement du parti, il y a deux ans, l'espionnait contre une juteuse rémunération de 5 millions de forints mensuels, soit 13 000 euros.

En guise de contre-attaque, les autorités gouvernementales désignent de nouveau l'Ukraine, leur bête noire, et accusent les deux informaticiens d'être dans la main des services de sécurité ukrainiens. Par ailleurs, le gouvernement a déposé une plainte contre le journaliste le plus en vue du pays, Szabolcs Panyi. Ce dernier a récemment révélé le contenu d'échanges téléphoniques entre le chef de la diplomatie hongroise, Péter Szijjarto, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, après chaque sommet européen.

Dans ce contexte tendu, mais galvanisé par un nouveau sondage qui le place en favori du scrutin du 12 avril, Péter Magyar jette de l'huile sur le feu. Lundi soir, à Nyiregyhaza, il a promis de destituer «*les marionnettes de Viktor Orban, qui ne représentent pas le peuple hongrois, mais la mafia et les intérêts étrangers*» s'il obtient la majorité parlementaire des deux tiers, synonyme des quasi pleins pouvoirs dont a bénéficié le Fidesz depuis seize ans. Sont dans le viseur le président de la République, les présidents des tribunaux, le procureur général, le président de la Cour des comptes et les membres de la Cour constitutionnelle. Et de lancer à l'adresse de Viktor Orban, en russe, son désormais habituel «*tovarisj konyec!*» : «*C'est fini, camarade!*» ■

OSP VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

75 VENTE aux enchères publiques au Tribunal Judiciaire de PARIS (75)
Parvis du Tribunal de Paris
le jeudi 21 mai 2026 à 14h00 - EN UN SEUL LOT
LOCAL COMMERCIAL de 111,03 m² à PARIS (10^{ème})
32 rue de Paradis
au 4^{ème} étage : entrée, 2 bureaux, salle de réunion. (Loués)

Mise à Prix : 500.000 € Consignation pour enchérir 50.000 €

S'adresser : - À Maître Isabelle SIMONNEAU, Membre de la SELARLU IS AVOCAT, Avocat au Barreau de PARIS, 30 avenue du Président Kennedy (75) PARIS, email : sd@is-avocats.fr et er@is-avocats.fr, dépositaire d'une copie du cahier des conditions de vente - Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS où le cahier des conditions de vente est déposé (N° RG 25/00350) - Sur les lieux pour visiter le mardi 12 mai 2026 de 11h. à 12h. - INTERNET : www.isabellesimonneau-avocats.fr - www.vench.fr



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

AU TITRE DES CODES DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'URBANISME ET DE L'ÉNERGIE

La société EDF, dont le siège social est situé 22-30 AVENUE DE WAGRAM 75382 PARIS CEDEX 08 et la société réseau de transport d'électricité (RTE), dont le siège social est situé « Immeuble Window 7C », place du Dôme à 92073 LA DEFENSE, ont déposé conjointement des demandes en vue d'obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation de travaux préparatoires du projet d'implantation d'une paire de réacteurs électronucléaires de type EPR2 à GRAVELINES, ainsi que les autorisations nécessaires au raccordement au réseau de transport d'électricité.

L'enquête publique unique porte sur :

- la demande d'autorisation environnementale, au titre du code de l'environnement, au bénéfice de la société EDF, pour la construction d'une paire de réacteurs EPR2 ;
- la demande de mise en compatibilité des documents d'urbanisme (MECDU) au bénéfice de la société EDF, au titre du code de l'urbanisme et de l'article 8 de la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes, pour une partie des terrains destinés à accueillir le projet EPR2 ;
- la demande d'autorisation environnementale, au titre du code de l'environnement, au bénéfice de la société RTE, pour le raccordement électrique nécessaire au bon fonctionnement des EPR2 ;
- les demandes de déclarations d'utilité publique, au titre du code de l'énergie, au bénéfice de la société RTE, pour la création des futures :
 - lignes aériennes à 400 000 volts d'évacuation de la production des EPR2 ;
 - lignes souterraines à 400 000 volts d'alimentation des auxiliaires EPR2 ;
 - lignes souterraines à 225 000 volts nécessaires à la réalisation du raccordement des lignes électriques aériennes d'évacuation de l'énergie produite par les EPR2 ;
 - lignes souterraines à 90 000 volts d'alimentation du chantier EDF.

L'enquête publique inclut également les aménagements et constructions projetés au sein du poste électrique de FLANDRE MARITIME.

Ces demandes sont soumises à l'enquête publique unique, **pendant 32 jours consécutifs, du mardi 14 avril à 9h au vendredi 15 mai 2026 à 17h inclus.**

Un exemplaire du dossier sous format papier contenant les pièces produites au soutien des différentes demandes et notamment l'étude d'impact, un résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale, son mémoire en réponse, les avis des collectivités territoriales ainsi que le bilan de la concertation préalable sera déposé pendant toute la durée de l'enquête, soit du mardi 14 avril à 9h au vendredi 15 mai 2026 à 17h inclus en mairies de GRAVELINES (siège de l'enquête), BOURBOURG, CRAYWICK, LOON-PLAGE et SAINT-GEORGES-SUR-L'AA où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance pendant les heures d'ouverture des mairies et ainsi qu'en sous-préfecture de DUNKERQUE, sous réserve de fermeture exceptionnelle. Ce même dossier sera également accessible sur le site internet du registre dématérialisé : <https://www.registre-numerique.fr/autorisation-environnementale-gravelines> et sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Information-et-participation-du-public/Nucleaire>).

Un poste informatique sera à la disposition du public afin de consulter le dossier dématérialisé d'enquête aux heures d'ouverture de la préfecture du Nord – 12 rue Jean sans Peur – 59039 LILLE, du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00 et le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 15h30 sur rendez-vous. Par ailleurs, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier susmentionné, auprès de la préfecture dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique.

Afin de pouvoir consulter le dossier au format numérique, un poste informatique sera mis également à la disposition du public en mairie de BERGUES, CAPELLE-LA-GRANDE, GRAND-FORT-PHILIPPE, GRANDE-SYNTHÉ, HONDSCHOOTE, SPYCKER, MARDYCK (DUNKERQUE) dans le département du Nord et COQUELLES, OYE PLAGE et VIEILLE EGLISE dans le département du Pas-de-Calais.

Des informations complémentaires relatives au projet peuvent être obtenues auprès de la société EDF à l'adresse Tour Légende (PB6) - 38e étage – 20 place de la Défense 92800 PUTEAUX et plus particulièrement à Monsieur Xavier GRUZ - dstid-dpn-permitting-instruction-gravelines@edf.fr et concernant le raccordement électrique auprès de la société RTE à l'adresse 2 rue Louis Delos TSA 71012 à 59012 MARCQ-EN-BARCEUL, et plus particulièrement à Monsieur François MAILLARD – francois.maillard@rte-france.com.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :

- par écrit sur le registre d'enquête publique tenu à sa disposition, en mairie de GRAVELINES, BOURBOURG, CRAYWICK, LOON-PLAGE, SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et en sous-préfecture de Dunkerque ;
- par voie électronique sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête : <https://www.registre-numerique.fr/autorisation-environnementale-gravelines> ;
- par courriel à l'adresse autorisation-environnementale-gravelines@mail.registre-numerique.fr ;
- par oral à la commission d'enquête pendant ses permanences ;
- par voie postale auprès de la mairie siège de l'enquête : mairie de GRAVELINES, place Albert Denvers, rue des Clarisses, 59820 GRAVELINES, jusqu'à la date de clôture de l'enquête à l'attention du président de la commission d'enquête qui les annexera au registre d'enquête.

Le public est averti que les observations portées sur le registre papier seront reportées sur le registre numérique et donc visibles de tous sur internet.

Les membres de la commission d'enquête désignés par le président du tribunal administratif de Lille (M. Didier CHAPPE, président et M. Patrice CHASSIN, M. Jean-Paul DELVART, membres titulaires et M. Yves REUMAUX, membre suppléant) se tiendront à la disposition du public :

Lieu	Dates des permanences	Horaires	Lieu	Dates des permanences	Horaires
Mairie de GRAVELINES (siège de l'enquête publique) Place Albert-Denvers rue des Clarisses	mardi 14 avril 2026 (ouverture de l'enquête publique)	de 9h à 12h	Mairie de GRANDE-SYNTHÉ Place François-Mitterrand	mercredi 29 avril 2026	de 14h à 17h
Mairie de GRAND-FORT-PHILIPPE 1 rue Jules Merlin Lavallée	mercredi 15 avril 2026	de 14h à 17h	Mairie de COQUELLES 980 Avenue Charles de Gaulle	lundi 4 mai 2026	de 9h à 12h
Mairie de OYE-PLAGE 87 place de l'Union européenne	jeudi 16 avril 2026	de 14h à 17h	Mairie de BERGUES Place de la République	lundi 4 mai 2026	de 14h à 17h
Mairie de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA 123 rue Raymond-Verva	vendredi 17 avril 2026	de 9h à 12h	Mairie de BOURBOURG Place de l'Hôtel de Ville	mardi 5 mai 2026	de 14h à 17h
Mairie de BOURBOURG Place de l'Hôtel de Ville	lundi 20 avril 2026	de 9h à 12h	Mairie de HONDSCHOOTE 1 Bis Place du Général de Gaulle	jeudi 7 mai 2026	de 9h à 12h
Mairie de CAPELLE-LA-GRANDE 2 rue de la Mairie	lundi 20 avril 2026	de 14h à 17h	Mairie de GRAND-FORT-PHILIPPE 1 rue Jules Merlin Lavallée	jeudi 7 mai 2026	de 14h à 17h
Mairie de CRAYWICK 284 rue de l'Aven	mardi 21 avril 2026	de 8h30 à 11h30	Mairie de OYE-PLAGE 87 place de l'Union européenne	mardi 12 mai 2026	de 9h à 12h
Mairie de LOON-PLAGE 27 place de la République	jeudi 23 avril 2026	de 9h à 12h	Mairie de LOON-PLAGE 27 place de la République	mardi 12 mai 2026	de 14h à 17h
Mairie de MARDYCK Place du Village	jeudi 23 avril 2026	de 14h à 17h	Mairie de SPYCKER 6 avenue Raphaël-Pigache	mercredi 13 mai 2026	de 15h à 18h
Mairie de VIEILLE-EGLISE 165 rue du Village	vendredi 24 avril 2026	de 16h à 19h	Mairie de GRAVELINES (siège de l'enquête publique) Place Albert-Denvers rue des Clarisses	Vendredi 15 mai 2026 (fermeture de l'enquête publique)	de 14h à 17h
Mairie de GRAVELINES Place Albert-Denvers Rue des Clarisses	mercredi 29 avril 2026	de 9h à 12h			

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Information-et-participation-du-public/Nucleaire>), à la préfecture du Nord ainsi que dans les mairies de GRAVELINES, BOURBOURG, CRAYWICK, LOON-PLAGE et SAINT-GEORGES-SUR-L'AA pendant une durée d'un an.

À l'issue de cette phase d'enquête, les décisions suivantes seront susceptibles d'être prises :

Bénéficiaire	Autorisation sollicitée	Forme de l'autorisation et autorité compétente pour autoriser la demande
EDF	Autorisation environnementale	Décret
	Mise en compatibilité des documents d'urbanisme (MECDU)	Décret
RTE	Autorisation environnementale	Arrêté du préfet du Nord
	Déclaration d'utilité publique (DUP) pour la création des futures lignes aériennes à 400 000 volts d'évacuation de la production des EPR2	Arrêté du ministre en charge de l'énergie
	DUP pour la création des futures lignes souterraines à 400 000 volts d'alimentation des auxiliaires EPR2	Arrêté du ministre en charge de l'énergie
	DUP pour la création des futures lignes souterraines à 225 000 volts	Arrêté du préfet du Nord
	DUP pour la création des futures lignes souterraines à 90 000 volts d'alimentation du chantier EDF	Arrêté du préfet du Nord
	Approbation de projet d'ouvrage (APO) pour la création des futures lignes aériennes à 400 000 volts d'évacuation de la production des EPR2	Arrêté du préfet du Nord



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

L'émulation par le projet avant l'union des candidatures

Il est aussi illusoire de prétendre réécrire l'histoire qu'il est imprudent de vouloir la prédire. Mais il n'est pas interdit de préparer 2027 en souvenant de 2017. Que se serait-il passé si Macron, hier, avait écouté les macronistes d'aujourd'hui ? Lorsqu'il se lança, il semblait que le seul effet de sa candidature était de priver la gauche de tout espoir d'accéder au second tour. Il était sommé d'attendre son tour ou de se soumettre à une primaire. Sourde à ces appels, il ne se soucia que d'incarner un projet et - aidé par les circonstances -, il l'emporta.

L'appel des 90 lancé dans *La Tribune Dimanche* par des ministres et des élus du « socle commun » part d'une même crainte : que trop de candidatures conduisent cet arc à être le spectateur d'un duel entre Jean-Luc Mélenchon et Jordan Bardella ou Marine Le Pen. Entre cet appel transparent, le rappel de Gérard Darmanin dans *Le Parisien* ou l'alarme de Gérard Larcher, la pression monte en vue d'une candidature unique, alors qu'Édouard Philippe a confirmé sa « détermination », que Bruno Retailleau maintient son ambition et que Gabriel Attal s'apprête à dévoiler ses intentions. Comme toujours, un plaidoyer pour l'union résonne comme un appel à la raison. Il ne s'en heurte pas moins à trois écueils.

Le premier est d'apparaître comme principalement défensif. Rien dans les mots ne concerne les Français, tout s'adresse aux prétendants à l'Élysée. Il ne s'agit pas d'entraîner autour d'un projet innovant mais de résister à la tenaille LFI-RN. Comme si l'objectif premier n'était pas d'offrir un nouvel horizon mais de sauver de la disparition un attelage de sortants.

Le second écueil est celui de la réalité. Vouloir une candidature commune suppose la capacité à parler une langue commune. Or le mot union n'a pas le même sens pour tout le monde. Pour beaucoup à Renaissance, c'est sans LR, ou du moins sans Retailleau, accusé d'être trop à droite. Pour beaucoup à LR, c'est sans Renaissance, ou du moins sans Attal, suspecté d'être trop à gauche. De ce point de vue, l'impératif de rassemblement mis en avant par les signataires exprime une envie de contournement de ces deux chefs de parti.

Le troisième écueil est le sondage publié dans le même journal que cette tribune. L'enquête Elabe mesure un fort rebond d'Édouard Philippe, se qualifiant ainsi au second tour même avec une candidature Retailleau rivale. Plus encore : concurrents, les deux hommes pèsent plus qu'une candidature unique. Non envisagé, le scénario, pourtant plausible d'une triple candidature Philippe-Retailleau-Attal élargirait sans doute encore l'assise du « socle commun » sans mettre obligatoirement en péril l'accès au second tour.

Comme pour Macron en 2017, c'est la nouveauté ou la force d'une offre qui permettra de créer un espace entre LFI et le RN et d'enclencher une dynamique. L'enjeu est moins d'éviter la subdivision d'une aire électorale restreinte que de trouver les moyens de l'élargir ; et à droite et à gauche. Au moins dans un premier temps, c'est donc l'émulation sur le projet plus que l'injonction à l'union qui sauvera le « socle commun ». ■

Le bloc central milite pour un candidat unique

Louis Hausalter et John Timsit

Des dizaines de personnalités macronistes et de LR pressent leurs dirigeants de « construire une démarche » commune pour 2027.

Si tôt les municipales passées, les grandes manœuvres ont commencé. À un an de l'élection présidentielle, pour laquelle plusieurs candidats de la droite et du centre sont dans les starting-blocks, des voix s'élèvent en faveur d'une union dès le premier tour. Au risque de reléguer le « socle commun » d'hier au rang de simple spectateur d'une finale entre Jean-Luc Mélenchon, déjà en embuscade, et le candidat du Rassemblement national (RN), donné, à ce stade, gagnant dans la quasi-totalité des scénarios, selon un nouveau sondage Elabe pour BFM TV et *La Tribune Dimanche*. Nouvelle étape, ce 29 mars : 90 personnalités issues de Renaissance, du MoDem, d'Horizons comme des Républicains ont appelé, dans le journal dominical, à « un sursaut d'unité » et à « une candidature unique », seule option, à leurs yeux, pour prévenir « cet aller simple vers le populisme ».

Parmi les signataires du parti présidentiel figurent la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, les ministres Stéphanie Rist et Mathieu Lefèvre, ainsi que les députés et anciens ministres Stéphane Travert, Astrid Panosyan-Bouvet et Marc Ferracci. Chez LR, les ministres Vincent Jeanbrun et Philippe Tabarot, de même que le sénateur François-Noël Buffet et la députée Michèle Fabron, se sont également associés au texte. À noter aussi la présence de la ministre des Outre-mer, Naïma Moutchou, lieutenant d'Édouard Philippe, qui apparaît aujourd'hui le mieux placé du bloc central pour se qualifier au second tour et y battre le parti nationaliste - dont la qualification semble assurée. « Peu important les modalités », ces figures « demandent aux dirigeants de (leurs) familles politiques, aux candidats déclarés et à celles et ceux qui pourraient demain y participer, de dialoguer et de construire cette démarche. »

Or, l'initiative semble déjà avoir du plomb dans l'aile : le président des Républicains, Bruno Retailleau, a présenté, ce mercredi dans *Le Figaro*, « l'absence de LR à la présidentielle » comme le signe de la « mort » probable de son parti. De quoi agacer les tenants de l'union. « L'enjeu en 2027, ce n'est pas de sauver des partis. Moi, je me contrefous de sauver les partis », a répliqué Maud Bregeon dimanche sur LCI. Si tous les aspirants présidentiels restent sur la ligne de départ, la probabilité de « disparaître du jeu politique » est « évidemment très importante », a alerté l'élu des Hauts-de-Seine. Un constat que partage sans surprise Gérard Darmanin, dont elle est proche. Partisan d'une primaire, à défaut qu'un profil ne « s'impose naturellement », le ministre de la Justice a plaidé dimanche dans *Le Parisien* pour « un seul candidat de la droite et du centre, dans lequel une part des électeurs de la gauche républicaine, qui refuse les compromissions avec LFI, pourrait se retrouver ». Difficile de ne pas y voir une opération coordonnée avec la publication de la tribune évoquée plus haut.

Comité de liaison
« Cette tribune, c'est une pierre apportée à l'édifice », glisse l'un de ses artisans en coulisses, qui attend désormais du répondant de la part des prétendants à l'Élysée : « C'est bien d'être un certain nombre à dire que nous voulons l'union, mais il faut qu'ils s'en saisissent plus haut. » Or, à ce stade, chacun reste dans son couloir et compte



La porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, et le ministre de la Justice, Gérard Darmanin, le 18 mars, à la sortie de l'Élysée.

dérouler son agenda. Réélu maire du Havre, Édouard Philippe entend désormais présenter « progressivement » son programme et doit encore fixer la date d'une prochaine réunion publique. Gabriel Attal publiera un livre le 23 avril, avec une tournée de dédicaces à la clé, et prévoit de tenir un meeting à Paris début juin. Quant à Bruno Retailleau, il compte lui aussi tracer sa route et dévoiler ses propositions, même s'il doit composer avec la consultation des adhérents des Républicains, qui choisiront en avril le mode de désignation du candidat de leur parti à la présidentielle.

« Entre Philippe, Attal et Retailleau, il y a un jeu à trois qui ne crée pas de dynamique », constate un conseiller de l'exécutif. Certes, pour ne pas être accusé de semer la division, chaque protagoniste fait mine de ne pas fermer la porte. Gabriel Attal a proposé mardi dernier un « comité de liaison » pour que son parti Renaissance se coordonne avec les autres composantes du bloc post-macroniste, Horizons et le MoDem. « Il a parfaitement raison », a répondu, grand prince, Édouard Philippe le même jour, tout en jugeant que ce comité de

liaison « existe déjà », à travers des discussions régulières entre lui-même, Gabriel Attal, Bruno Retailleau, François Bayrou, le président du Sénat, Gérard Larcher, ou encore le patron de l'UDI, Hervé Marseille. « Je ne jouerai jamais avec l'avenir de mon pays, a également assuré Édouard Philippe. Ne comptez pas sur moi pour entrer dans une logique qui placerait les Français dans la situation terrifiante d'avoir à choisir entre M. Mélenchon et Mme Le Pen ou M. Bardella. »

Bruno Retailleau, lui, se tient ostensiblement éloigné de ce tango entre ex-premiers ministres macronistes, et ne veut pas entendre parler d'un mode de désignation d'un candidat qui couvrirait un large périmètre, du bloc présidentiel à la droite. « Qui imagine Xavier Bertrand soutenir Éric Zemmour ? Ou qui me voit faire campagne pour Gabriel Attal ? Soyons sérieux », a lancé le patron des Républicains dans nos colonnes. Sans pour autant exclure « une candidature unique », à condition que celle-ci soit « l'aboutissement d'une dynamique, et non le produit d'une synthèse molle », a-t-il estimé.

Sébastien Lecornu, dernière ligne droite contre une « fin crépusculaire »

Tristan Quinault-Maupoil
Envoyé spécial à Giverny (Eure)

Devant *Les Peupliers* à Giverny, Cyrille Sciana, le directeur du Musée des impressionnistes, prévient qu'il « faut du temps pour apprécier une peinture de Monet ». Au premier coup d'œil, « on ne trouve pas vraiment la perspective », remarque-t-il devant l'œuvre, en présentant à Sébastien Lecornu l'exposition consacrée au centenaire de la mort de l'artiste. Du temps, le premier ministre en a de moins en moins. Les élections municipales terminées, la présidentielle s'installe dans les esprits et, avec elle, l'idée d'une décennie au pouvoir qui touche à sa fin. L'assistance redouble d'attention et sourit quand le premier ministre explique dans son discours qu'il vient d'échanger par téléphone avec Édouard Philippe pour discuter... « de la vallée de Seine culturelle et d'une formidable exposition qui se tiendra au Musée d'Art moderne du Havre ».

Il n'est pas dupe, le regard risque peu à peu de se détourner. « Plus on se rapprochera de la présidentielle, plus il y aura une atmosphère de fin qui est assez naturelle, j'en ai conscience », dit-il en prenant place dans le bureau de Cyrille Sciana pour se confier au *Figaro*. « Mais je ne me raconte pas d'histoire : il y a deux fins possibles. Crépusculaire et inutile, faite de divisions. Ou pragmatique, calme et utile, pour gérer les urgences et faire aboutir des dossiers importants pour le pays. Je pense que l'international ne laissera pas le choix à la classe politique. Il faut aussi travailler avec humilité pour que ceux qui nous succéderont trouvent des dossiers prêts sur la table », expose-t-il en dénouant sa cravate à l'issue d'une semaine de reprise du travail parlementaire.

« On a jusqu'au 14 juillet pour faire aboutir nos dossiers, après on passera dans autre chose », tranche une importante ministre. Dès le résultat des urnes connu dans les

mairies, Sébastien Lecornu a listé ses priorités dans une lettre aux nouveaux édiles : projet de loi sur la sécurité du quotidien, sur la justice, sur un nouvel acte de décentralisation... « Il faut tenir la manche autant qu'on peut. Je ne suis pas spectateur : on gouverne ! », certifie-t-il.

Mais, dans l'immédiat, c'est l'augmentation vertigineuse des prix des carburants qui intéresse les Français. Le chef du gouvernement a concédé de premières aides ciblées pour les professionnels les plus affectés. Soixante-huit millions d'euros débouqués pour tenir le plus à distance les aides généralisées qui coûteraient des milliards d'euros à un pays qui ne peut plus se le permettre. Au risque de faire dérailler le budget 2026, durement adopté. « Pour l'instant, l'équilibre tient », souffle-t-il à l'évocation de cette copie déjà malmenée.

Et ce, alors qu'il s'est félicité vendredi d'un déficit pour 2025 ramené à 5,1% du PIB contre 5,4% anticipé. « On retrouve de la crédibilité parce qu'on dit ce que l'on fait et on fait ce qu'on a dit. En transparence. Les chiffres, soit ils sont mauvais, soit ils sont meilleurs que prévu. Je ne dévie pas de l'objectif, quoi qu'il arrive », répète Sébastien Lecornu, même si les commentaires acerbes sur cet autosatisfecit n'ont pas manqué dans les milieux économiques. Les yeux rivés vers le Golfe, qu'il a arpenté comme ministre des Armées, il peine à anticiper la suite même s'il garde l'espoir d'un déficit sous 5% cette année : « On ne comprend pas l'effet militaire final recherché par les protagonistes. C'est sûrement la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est un élément qui change la manière de gérer la crise en interne. En cela, c'est différent de l'Ukraine. » Dès lors, pas question de prendre des mesures trop hâtives. « On a pris des baffes au Parlement pour 500 millions d'euros et là, on lâcherait 15 milliards d'euros d'un coup ? », s'étrangle un de ses ministres.

« C'est du pilotage à vue. On ne peut pas dire que c'est un premier ministre qui prépare l'avenir. Il tire des chèques », cingle une figure de la macronie passée par Mati-

gnon qui ne cesse de lui reprocher la suspension de la réforme des retraites. Et d'ajouter : « Les textes qui doivent encore être examinés ont été choisis pour ne pas que ça dégénère » et permettre au chef du gouvernement de rester Rue de Varenne jusqu'à la fin du mandat d'Emmanuel Macron. « Ne pas faire de grandes déclarations ne revient pas à tomber dans un immobilisme », clame l'hôte de Matignon, qui a été exaspéré par les critiques du patronat et de la droite sur ses concessions faites à la gauche cet hiver. Pour battre en brèche l'idée d'un gouvernement empêché de réformer, il estime « qu'il y a une volonté du pays à ce que des dossiers avancent. Des choses sont faisables et possibles jusqu'au prochain débat budgétaire, en octobre. Les Français vont vouloir une belle présidentielle et pour cela il faut un pays tenu ».

« On a jusqu'au 14 juillet pour faire aboutir nos dossiers, après on passera dans autre chose »

Une ministre

Moment suspendu avant cette échéance, ce vendredi soir, le vernissage s'étire dans le célèbre village normand, au milieu des visages familiers qui ont assisté à l'ascension du gars du coin. Une foule hétéroclite se bouscule encore à une heure de Paris. Anonymes et élus locaux de l'Eure qui célèbrent celui qui vient d'être réélu premier adjoint de la ville voisine Vernon, des spécialistes de l'art qui retrouvent Catherine Pégard, leur nouvelle ministre de la Culture. Et des figures du pouvoir, dont le secrétaire général de l'Élysée, Emmanuel Moulin, comme l'un de ses prédécesseurs socialistes, Jean-Pierre Jouyet (administrateur du musée présidé par Sébastien Lecornu) ou bien Alice Rufo, la ministre déléguée aux Armées. Au milieu des convives, les parents du premier ministre ne le perdent pas des yeux.

Deux jours auparavant, ils ont été les seuls témoins, à l'Élysée, de la décoration

de leur fils de l'ordre national du Mérite par le chef de l'État. Il n'a pas davantage assisté à la plantation de son arbre, dans les jardins de Matignon. Comme s'il veillait à être perçu comme un homme politique déconstruit, hostile à toutes les marques habituelles du pouvoir. « C'est mon caractère. Je ne voulais pas faire venir 300 personnes pour écouter le président de la République parler de moi. Je l'ai fait avec mes parents et c'était très bien. J'ai été ministre des Armées, j'ai le sens du protocole et de l'État, donc je la porte. De la même manière qu'on ne comprendrait pas qu'un militaire ne porte pas ses décorations. Mais cela n'écarte pas la nécessité de la sobriété », insiste-t-il, rosette bleue dorénavant accrochée au revers de sa veste.

« Ça colle avec son personnage de moine soldat », glisse l'un de ses prédécesseurs quand Sébastien Lecornu résume une quelconque stratégie de communication : « Je ne suis pas arrivé à la politique par la com, j'y suis arrivé par les mandats, par le terrain, par des victoires électorales. » « La vraie politique, c'est de se confronter aux débats parlementaires sans filtre, avec Marine Le Pen ou Mathilde Pamat, sans lire des notes préparées par d'autres, et de mener le combat. Faire des vidéos TikTok, ce n'est pas moi », clame l'élu de l'Eure, alors que Gabriel Attal cumule les vues sur le réseau social chinois.

Pour le cap de son premier semestre passé à la tête du gouvernement, il a publiquement fermé la porte à une candidature à l'élection présidentielle. Il est vrai que les sondages ne lui promettaient pas de faire mieux qu'Édouard Philippe ou Gabriel Attal. « Je ne veux pas laisser une porte entrebâillée sur le sujet. Je ne veux pas laisser la campagne électorale à venir entraver le travail du gouvernement », plaide-t-il encore et encore. Et de donner une règle claire à ses ministres tentés de mettre leur cabinet au service d'une ambition : « Je refuse que tel ou tel haut fonctionnaire fasse des notes et des fiches pour Pierre, Paul ou Jacques. »

Pour autant, il ne se désintéresse pas de l'avenir de sa famille politique menacée

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



Le maire de Nice, Eric Ciotti, vendredi lors du conseil municipal d'installation de la ville.

JUNEAU ALEXSABACA / ROLAND MACRI / HANS LUCAS VIA AFP

Éric Ciotti : « À Nice, s'est incarné l'avenir de la droite »

Propos recueillis par **Claire Conruyt** et **Emmanuel Galiero**

LE FIGARO. - Quelles seront les premières manifestations tangibles du changement que vous avez promis aux Niçois ?

ÉRIC CIOTTI. - Ma première mesure sera un choc de pouvoir d'achat. Dès la fin du mois d'avril, nous baisserons les taux de la taxe foncière de 20 % pour effacer la hausse voulue par Christian Estrosi en 2024. Le second pilier de mon action, c'est rétablir l'ordre dans la rue. Je m'y suis engagé : nous doublerons les effectifs de la police municipale présents sur le terrain. Nice redeviendra un bastion de l'ordre républicain.

Pourquoi avez-vous gagné face à Christian Estrosi ?

Cette victoire, c'est d'abord la validation de la cohérence de ma ligne, celle d'une droite libre qui assume l'union de toutes les forces de droite. C'est le socle de l'alliance entre l'UDR et le RN qui permet d'enclencher, ensuite, un large rassemblement. C'est la seule alternative crédible pour l'avenir. Cette victoire, c'est aussi celle de la clarté contre l'ambiguïté. Mais cette victoire repose surtout sur un ancrage local et charnel : je suis l'élu de cette ville depuis 2007 et les Niçois savent que mon engagement pour eux ne souffre d'aucune éclipse.

Pour quelles raisons devrait-on croire que l'implantation de la droite RN-UDR dans le Sud-Est préfigurerait une évolution politique à l'échelle du pays ? La grande transformation de la droite a déjà commencé. Les élections municipales confirment la dynamique et ce qu'il s'est passé à Nice en est l'archétype. À Nice s'est incarné l'avenir de la droite. Ceux qui refusent de l'admettre ratent le train de l'histoire. La victoire de notre alliance UDR-RN dans 70 villes démontre

qu'une dynamique est lancée. Je suis convaincu que ce rassemblement constitue désormais l'unique alternative à la reconduction du pouvoir macroniste, qui cherchera inévitablement à se maintenir en unissant plus ou moins discrètement Horizons, Renaissance et LR.

Dans votre alliance avec le RN, vous incarnez le courant libéral économique. Vos adversaires politiques jugent ce positionnement incohérent avec la ligne économique du RN...

Ces grossières caricatures sont le dernier argument des chapeaux à plumes LR pour tenter de justifier leur refus de l'union des droites. Mais les électeurs ne sont pas dupes : ils savent que ce n'est qu'une posture. Nous n'avons aucune leçon de libéralisme à recevoir de ces gens-là. Je ne suis pas membre du Rassemblement national, mais son allié. Il est donc logique que nous ayons des différences, même si nos points de convergence sont infiniment plus nombreux que nos nuances.

David Lisnard, qui n'est plus en phase avec LR, vous invite à vous éloigner du RN et à le rejoindre chez Nouvelle Énergie. Que lui répondez-vous ?

Je lui dis que c'est à lui de venir à l'UDR, car son isolement ne peut le propulser vers le succès. Je salue néanmoins son courage : il a enfin quitté le « Titanic LR » et ses petits matelots Péresse, Bertrand ou Copé, qui n'auront décidément évité aucun iceberg durant leurs carrières. La droite n'a pas le luxe de la division : 2027 représente certainement la dernière chance pour relever notre pays. Aujourd'hui dans les sondages, Jordan Bardella et Marine Le Pen atteignent le niveau inédit de près de 40 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Comment continuer à prétendre faire gagner la droite sans alliance avec eux ?

Mais quand Bardella dit que la droite française a disparu, n'est-ce pas l'aveu qu'il ne situe pas le RN à droite ?

Jordan Bardella a raison : l'UDR est désormais le seul parti de droite en France. LR n'est plus qu'une succursale du macronisme, une bouée de sauvetage alliée au PS dans un naufrage moral absolu. Je distingue toutefois les fossyeurs, comme Gérard Larcher et Laurent Wauquiez, cramponnés à leurs petits mandats, des hommes de convictions sincères comme Retailleau ou Bellamy, même s'il leur manque le courage de franchir le pas. Que font-ils encore dans cette galère ? Je les appelle à nous rejoindre.

Vous défendez l'union des droites mais Marine Le Pen est plutôt partisane du « ni droite ni gauche ». N'est-ce pas le ferment de difficultés à venir ?

Je n'ai jamais entendu un candidat majeur à l'élection présidentielle s'enfermer dans un camp partisan. Moi, je souhaite une majorité aux élections législatives, dans la foulée d'une victoire à la présidentielle. Et cette majorité, nous ne pourrions la chercher qu'à droite.

Par anticipation, vous dénoncez les alliances de la droite avec le macronisme, mais Bruno Retailleau ne vient-il pas d'affirmer lui-même dans « Le Figaro » qu'il ne croyait pas à la reconduction d'un candidat macroniste en 2027 ?

Le discours de Bruno Retailleau est une incantation sans écho : à l'Assemblée, aucun de ses députés ne le suit. Ses troupes soutiennent déjà le gouvernement, votent ses budgets, occupent ses ministères. De toute son histoire, LR n'a jamais été autant dans l'orbite du trou noir macroniste. Preuve encore aujourd'hui, avec cette nouvelle tribune de parlementaires et de ministres LR qui cosignent avec des élus Renaissance et Horizons un plaidoyer en faveur d'un candidat unique centriste. Si Bruno Retailleau prétend à l'Élysée, je prends le pari qu'il s'effacera devant Édouard Philippe, comme un « cadeau de Noël » préparé de longue date. Le « deal » entre

Horizons et LR est d'ailleurs déjà scellé et c'est cette alliance qui a fait perdre Nîmes à la droite au profit du parti communiste.

En s'entourant de fidèles à la tête des LR et en traçant son sillon, pourquoi le chef des LR ne pourrait-il pas aller très loin ?

Bruno Retailleau est l'otage d'un système impuissant. Son aventure est condamnée car il préside une troupe qui ne le suit plus. Avec son équipage de « révoltés du Bounty », le capitaine Retailleau ne va pas aller très loin. L'exemple de Nice est singulier : il a capitulé devant Gérard Larcher et Michel Barnier qui l'ont forcé à se renier en soutenant finalement du bout des lèvres Christian Estrosi. Mais le président du Sénat est un radical-socialiste de la III^e République, très éloigné du suffrage universel, qui ne comprend pas la France d'aujourd'hui, et Michel Barnier porte le visage du centre gauche immobile et impuissant. Le pays a tourné la page, mais tous ces hiérarques sont restés bloqués dans l'horloge politique d'il y a trente ans.

Que pensez-vous des déjeuners entre Nicolas Sarkozy et Jordan Bardella ? Il a eu des expressions publiques qui montrent qu'il est beaucoup plus lucide sur l'exigence de l'union des droites que les dirigeants LR.

L'image de votre rencontre avec François Fillon a été commentée durant votre campagne. Vous a-t-il appelé après votre victoire ?

Oui, nous nous sommes parlé, comme nous le faisons fréquemment. Je garde respect et admiration pour François Fillon. Le courage a toujours été son fil directeur.

Comment situez-vous Sarah Knafo dans votre perspective d'union des droites ? Sarah Knafo n'est qu'une illusion dont le seul bilan est l'échec. ■

culaire

par les divisions. Il multiplie les appels avec les uns et les autres, mais ne croit plus à la faisabilité d'une première pour départager les ambitions. Édouard Philippe reste, pour lui, le plus à même de rassembler le bloc central. À condition qu'il s'en donne les moyens... Il laissera ses ministres prendre part au débat, si leur rôle dans la campagne reste modeste. « Nous ne sommes pas pour autant devenus un gouvernement technique qui n'ira pas prendre ses responsabilités le jour venu. Je n'ai évidemment aucun problème à ce que l'on défende nos idées, et accessoirement notre bilan ! On ne va quand même pas se laisser condamner à un second tour entre Jordan Bardella et Jean-Luc Mélenchon ! », clame Sébastien Lecornu qui s'agace de ceux qui évoquent sa discrétion pendant le scrutin municipal : « Pour ce qui est du combat face à LFI ou contre Éric Ciotti, j'ai largement donné ces dernières semaines dans l'Hémicycle... » Il partage aujourd'hui son inquiétude de voir les premières décisions des maires de ces partis : « S'ils font n'importe quoi, ils trouveront leur préfet pour leur rappeler la loi votée par les parlementaires. Les instructions ont été données. »

Les ministres qui l'entourent restent circonspects devant cet animal politique insaisissable. Vrai ou faux modeste (ils n'ont pas tranché) mais véritable manœuvrier. « Il n'est pas facile à lire, comme un Normand de la campagne. Il sait autant être silencieux que prendre des actes forts quand il sent le moment », le décrypte un de ses ministres venus du monde de l'entreprise. Peu l'imaginent quitter Matignon au printemps 2027 pour se contenter de la présidence du Musée des impressionnistes, à Giverny. « J'aurai un choix de vie à faire. Soit être drogué à la politique, s'accrocher, et vivre du passé, vouloir en être jusqu'à la fin de ses jours. Ou se contenter, du travail accompli, du chemin parcouru, et se réinventer une vie ». Au milieu des toiles de Claude Monet, l'interrogation reste en suspens. ■

La droite minimise les acquis du RN dans le Sud-Est

Le Rassemblement national (RN) et leurs alliés de l'Union des droites pour la République (UDR), le parti d'Éric Ciotti, sont sortis des élections municipales en se félicitant d'une dynamique prometteuse. Une implantation de maires multipliée par cinq (70 villes contre 13), près de 3000 élus municipaux, une place du numéro deux à Marseille, un arc du Vaucluse aux Bouches-du-Rhône et jusqu'au Var, où ont basculé La Seyne-sur-Mer, Cagnes-sur-Mer, Nice et Menton... « Une percée à la fois inédite et historique », s'est félicité le président du RN, Jordan Bardella, dans les colonnes du Figaro.

Face à cette dynamique qui semble favorable à la droite radicale dans le Sud-Est, la droite se montre attentive et lucide. Dominique Estrosi Sassone, la sénatrice LR des Alpes-Maritimes, voit cette progression comme un danger mais la droite se garde bien de valider

l'enthousiasme des rivaux. Arguant d'abord que la poussée du RN est très « géographique » : de « petits gains », sur un terreau « fertile », poursuit-on au siège LR. Un proche de Bruno Retailleau ajoute : « Le RN n'a pas gagné à Marseille, Toulon ou Nîmes ». L'on relève donc non pas une « poussée » mais la confirmation d'une « implantation » dans le Nord « socialiste » et « lepéniste » de la France et dans le Sud. « À Brie-Comte-Robert, dans le 77, le RN et LR ont fait l'union. Ils ont fini troisièmes », poursuit cette voix LR. « La politique, ce n'est pas arithmétique. Là où il y a fusion, il n'y a pas acquisition. »

« Plafond de verre »

Chez Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur et délégué régional du parti présidentiel Renaissance, on minimise l'impact des succès RN. « En réalité, ce sont les

divisions qui ont amené au désastre à Carpentras et à La Seyne mais partout ailleurs au niveau régional, on ne peut pas parler de raz-de-marée. Au contraire ! » À Marseille, on reconnaît « l'aspiration » de l'électorat traditionnel de droite vers le RN mais on fait observer que cela n'a pas suffi à assurer la victoire de Franck Allisio dans la deuxième ville de France. Et si ces élections apparaissent parfois comme la réplique d'un mouvement observé aux législatives 2024, on insiste surtout sur la résistance d'un garde-fou qui serait celui du « vote modéré ». « On nous avait promis le pire à Toulon, Cavaillon, La Ciotat... mais au final, sur les 946 communes de la région, à peine une vingtaine de communes sont passées sous étendard RN, soit 15 villes de plus de 9 000 habitants », note-t-on.

Au lendemain du second tour, la région a consacré un communiqué de

décryptage de deux pages titré : « Moins de 2,5 % des communes sont détenues par l'extrême droite ». Elle souligne l'absence de maires RN dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes, admet 4 victoires municipales RN sur 163 communes dans les Alpes-Maritimes, 2 communes RN sur 119 dans les Bouches-du-Rhône et 4 implantations sur 151 villes vaucloisiennes. « En vérité, ces municipales ne sont pas vraiment une bonne nouvelle pour Marine Le Pen car les défaites en série du RN au second tour, montrent la permanence d'un sérieux plafond de verre », poursuit-on. Un habitué des orages politiques à droite reste philosophe. Il se sait bousculé mais ne tire pas de plans sur la comète. « Rien n'est perdu, conclut-il, les municipales sont rarement un bon indicateur pour la présidentielle. Et une hirondelle ne fait pas le printemps. » ■ E. G. ET C. C.



Paris : Emmanuel Grégoire fait du périscolaire le premier de ses combats

Richard Flurin

Intronisé dimanche, le maire de la capitale, qui a placé son mandat sous le signe de « l'hyperproximité », a nommé 36 adjoints, dont un tiers sont issus des Écologistes.

« **M**aintenant, au travail ! » C'est par ces mots qu'Emmanuel Grégoire a conclu son discours devant le Conseil de Paris, dimanche, après avoir été intronisé sans surprise maire de la ville. Les Parisiens l'avaient largement élu une semaine plus tôt (50,5%) face à la candidate de la droite, Rachida Dati (41,5%), et de l'extrême gauche, Sophia Chikirou (7,9%).

Au cours de son intervention, il a fait de la question du périscolaire sa priorité absolue. « *Le véritable combat commence maintenant. Et le premier d'entre eux, c'est le périscolaire. Nous devons tout reprendre depuis le début. Nous devons renverser la table. Nous devons identifier ceux qui se sont rendus coupables. Nous devons protéger nos enfants* », a martelé le successeur d'Anne Hidalgo. La campagne des municipales a été marquée par la multiplication des accusations de viols et d'agressions sexuelles visant des animateurs dont le recrutement est

assuré par la mairie de Paris. Un plan de lutte contre ces violences avait été mis en place par le précédent exécutif parisien à la mi-novembre. Les mesures ont toutefois été jugées insuffisantes par les parents de victimes qui se sont constituées en collectif. Le dossier particulièrement inflammable au regard de la gravité des faits figure donc tout en haut de la pile du nouvel édile. Pour entériner rapidement les premières dispositions qu'il compte prendre sur le sujet, un Conseil de Paris exceptionnel sera convoqué à la mi-avril.

Les deux autres priorités fixées par le nouveau maire de Paris sont les enfants à la rue, tandis que la nouvelle équipe a pris l'engagement au cours de la campagne d'éradiquer totalement le phénomène, ainsi que l'épineuse question de l'avenir du Parc des Princes, le stade du Paris Saint-Germain. Dès le lendemain du second tour de l'élection municipale, Emmanuel Grégoire a reçu l'appel « très cordial » du président du club de football, Nasser al-Khelaifi, qui entretenait de très mauvaises relations

avec Anne Hidalgo. L'ancienne maire refusait de céder le stade au club, entraînant des menaces de départ en dehors des frontières parisiennes. Son successeur s'est engagé à tout faire pour que le PSG reste au Parc des Princes, sans exclusion, donc, une cession.

Pour conduire l'action municipale, Emmanuel Grégoire s'est entouré de 36 adjoints dont la nomination a été ratifiée par un vote du Conseil de Paris dimanche. Cet exécutif reflète les grands équilibres politiques de la nouvelle majorité municipale, forte de 103 sièges sur 163. Un tiers des postes de l'équipe exécutive revient donc aux Écologistes, qui ont considérablement augmenté leur nombre d'élus municipaux (+7) après avoir consenti à se rallier au candidat socialiste dès avant le premier tour, fait inédit dans l'histoire politique de Paris. Certaines charges de prime importance leur reviennent. En particulier les affaires scolaires, confiées à l'Écologiste Anne-Claire Boux, qui se retrouve donc en première ligne sur la question du périscolaire.

Avec 14 sièges (+3 par rapport à la précédente mandature), les communistes conservent le portefeuille capital du logement, qui reste entre les mains de Jacques Baudrier. La petite formation de Raphaël Glucksmann, Place publique, compte quant à elle sur la promotion d'un de ses cinq conseillers de Paris, Pierre Lombard, nommé adjoint à la propreté.

La plupart des postes reviennent logiquement au Parti socialiste, dont est issu Emmanuel Grégoire. Dont le poste de premier adjoint, éminemment stratégique, qui échoie à Lamia El Aarajé, numéro deux sur la liste et première fé-

dérale du parti dans la capitale. D'autres noms avaient bien circulé, comme ceux de Lucie Castets, Audrey Pulvar ou Marine Rosset, voire d'une Écologiste, mais tous ont fait long feu. La précédente fonction occupée par Lamia El Aarajé, celle d'adjointe à l'urbanisme, revient à François Vauglin, ancien maire du 11^e arrondissement qui avait été délogé - non sans en exprimer quelque amertume - pour laisser sa place à la tête de liste Écologiste David Belliard.

Dès ce lundi, le nouveau maire de Paris, qui a placé son mandat sous le signe de « l'hyperproximité », devrait multiplier les déplacements dans la capitale. « *Il se rendra d'abord dans les arrondissements de droite* », précise un proche. Une façon d'incarner sur le terrain sa volonté de bâtir un nouveau rapport aux oppositions municipales. « *Il va travailler différemment* », promet-on dans son entourage. Emmanuel Grégoire devrait également prendre son téléphone au cours de la semaine pour joindre Rachida Dati, avec laquelle il n'a eu aucun échange depuis l'élection. ■



Le nouveau maire de la capitale, Emmanuel Grégoire, prononce un discours lors de la séance inaugurale du conseil municipal, à l'hôtel de ville de Paris, le 29 mars. JULIEN DE ROSA / AFP

« Nous devons renverser la table. Nous devons identifier ceux qui se sont rendus coupables. Nous devons protéger nos enfants »

Emmanuel Grégoire
Nouveau maire de Paris

Avec 2027 en ligne de mire, Villepin se pose en gardien du « gaullisme »

John Timsit

Invité dimanche du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat », l'ancien premier ministre estime lui aussi que le « macronisme est mort ».

Le temps d'une candidature à la présidentielle n'est pas encore venu. Pourtant, Dominique de Villepin avance peu à peu ses pions, affichant clairement ses ambitions. Une semaine après le second tour des élections municipales, dont la lecture reste complexe, les résultats apparaissant épars, sans qu'aucune vague claire ne se dégage, l'ancien premier ministre a tiré dimanche les enseignements du scrutin avant de se projeter vers 2027. « *La colère et la haine ne cessent de monter (...)* On assiste à un rejet politique extrêmement puissant : il ne reste debout parmi les partis que le Rassemblement national, de façon dominante, et La France insoumise », a averti l'ex-ministre des Affaires étrangères lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat ».

Le signe, à ses yeux, d'une « radicalisation » de l'opinion publique, prise en étau entre la « menace identitaire » du RN et le « risque communautaire » porté par LFI. Pour preuve : « *Une majorité s'oppose à un certain nombre de minorités et exclut un certain nombre de Français de notre vie nationale* », tandis que Jean-Luc Mélenchon a fait « *du clivage, de la polarisation, une arme politique, un moyen de mobiliser un certain nombre de*



Dominique de Villepin était l'invité dimanche du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat ». NICOLAS KOVARIK / JAGENCE 1827/RTL

communautés. » Face à la montée de ces deux périls à l'approche de la présidentielle, Dominique de Villepin tance l'absence de prise de conscience des partis politiques face à « *la situation nouvelle, où les Français vont progressivement comprendre que la bataille, cette fois-ci,*

devra être une bataille de rassemblement, non pas pour cliver ou pour s'identifier, mais, au contraire, pour montrer une capacité à battre le RN, qui peut gagner pour la première fois de notre histoire ».

Une analyse étayée notamment par un nouveau sondage Elabe pour BFMTV

et *La Tribune Dimanche*, qui donne le parti à la flamme gagnant dans la plupart des scénarios, bien que les intentions de vote ne soient pas, à l'entendre, « *véritablement capables de prendre en compte la dynamique de la campagne* ». Pas simple, dans ce contexte, d'y voir clair dans le jeu de l'ancien secrétaire général de l'Élysée, en quête d'un espace politique singulier. « *Je souhaite contribuer à ce rassemblement indispensable et porter les grands enjeux* », a tempéré Dominique de Villepin, dans le sillage de l'appel de quelque 90 personnalités de la droite et du centre à un candidat unique, publié dans *La Tribune Dimanche*.

Sans lever le voile sur ses intentions, il a esquissé le portrait-robot d'une personnalité apolitique capable de « *transformer cette bataille partisane en une bataille de l'intérêt général* ». Un rôle qu'il donne l'impression de vouloir endosser, avec l'espoir que la classe politique « *comprenne que nous ne sommes pas dans une bataille présidentielle classique, où l'on se compte au premier tour pour choisir au second* », à mesure que l'élection se rapproche. Reste que des logiques partisans sont déjà à l'œuvre, les candidats - déclarés ou putatifs - du feu « *socle commun* », composé du bloc

central et de la droite, fourbissant leurs armes. Qui saura alors tirer son épingle du jeu ? Peu de temps après que le patron de LR, Bruno Retailleau, a déclaré dans *Le Figaro* qu'aucun « *macroniste ne pourra être élu président* », tant le bilan depuis 2017 est « *désastreux* », Dominique de Villepin a lui aussi assuré que le « *macronisme est mort, parce qu'il n'a pas su convaincre les Français, ni sur le plan de la méthode, ni sur celui des résultats* ».

Si le constat est sévère pour nombre de figures du camp présidentiel, Dominique de Villepin en impute également une part au sénateur vendéen, au titre de ses anciennes fonctions de ministre de l'Intérieur. Il en conclut que « *le renouvellement risque d'être beaucoup plus puissant qu'on ne l'imagine aujourd'hui* ». « *Un certain nombre de personnalités qui briguent la candidature pourraient éprouver un déficit de crédibilité ou de légitimité dans leur capacité à proposer une politique nouvelle* », a-t-il lancé, tout en refusant de « *s'enfermer dans un schéma partisan* ». Son ambition : s'inscrire dans la « *continuité* » des présidents de la V^e République qui « *ont le plus défendu le gaullisme ou l'intérêt général* », du général de Gaulle à Jacques Chirac, excluant de fait les trois derniers chefs de l'État. ■

UN COUP DE POUCE POUR ANTICIPER VOS JOURNÉES SUR

la chaîne météo

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

Attentat déjoué dans le 8^e arrondissement de Paris : comment l'Iran sème la peur en Europe

Jean Chichizola

L'attaque contre la Bank of America a été précédée par plus d'une demi-douzaine d'opérations similaires sur le Vieux Continent. Avec Téhéran en suspect numéro un.

Semer la peur et le trouble, déstabiliser et obtenir une couverture médiatique et numérique maximale. Le tout pour quelques centaines d'euros. Voilà la première leçon de l'attentat déjoué dans la nuit du 27 au 28 mars contre le siège parisien de Bank of America. Encore faut-il souligner que, sans l'intervention en flagrant délit de policiers de la brigade anticriminalité en patrouille de surveillance, la vidéo de l'attentat aurait très rapidement saturé les réseaux sociaux, renforçant encore l'impact de l'action.

Cette attaque a été confiée à des individus issus de la petite délinquance et rémunérés chichement. Dimanche après-midi, trois suspects, dont deux mineurs, étaient placés en garde à vue. Le premier, se disant de nationalité sénégalaise, a été interpellé sur les lieux alors qu'il posait l'engin explosif. Les deux autres, l'un possiblement chargé de filmer et l'autre de convoier sur place ses complices, l'ont été quelques heures plus tard.

Quant au commanditaire de cette opération de communication terroriste, des sources proches du dossier confirmaient au Figaro dès samedi que, si l'enquête se poursuivait pour l'identifier, la piste de petites mains manipulées par une mouvance pro-iranienne tenait la corde.

L'affaire de la Bank of America est en fait la chronique d'un attentat annoncé depuis plusieurs jours, d'où la sécurisation mise en place. Un attentat « programmé » par un mystérieux groupuscule terroriste qui a tous les airs d'un faux nez qu'affectent les services de renseignements.

Comme l'a révélé le Middle East Media Research Institute (Memri), qui suit depuis des décennies les médias moyen-orientaux et la propagande djihadiste, le siège parisien de Bank of America a été menacé le 21 mars par un groupuscule pro-iranien « Harakat Ashab al-Yamin al-Islamiyah » (Hayi), que l'on peut traduire par « mouvement islamique des compagnons



Une camionnette de police stationnée devant les bureaux de la Bank of America, après l'ouverture d'une enquête par le Parquet antiterroriste suite à une suspicion d'attentat, à Paris, le 28 mars. CLOTAIRE ACHI / REUTERS

vertueux » ou « des partisans des justes ». Un groupe totalement inconnu jusqu'au 9 mars. Ce jour-là, soit dix jours après le début des frappes contre l'Iran, il avait annoncé, dans un message en anglais et en arabe, des attentats contre les intérêts américains et israéliens partout dans le monde. Un appel relayé par des organes numériques pro-iraniens.

« Ce n'est pas la France qui est visée »

Laurent Nunez Ministre de l'Intérieur

Ce 21 mars, une chaîne Telegram affiliée aux milices irakiennes pro-Téhéran diffuse donc un vidéo de 32 secondes d'Hayi, en français, en arabe, en anglais et en hébreu, contre la Bank of America à Paris. À noter que, dans sa version en hébreu, la vidéo cible non pas l'entreprise américaine mais une institution juive néerlandaise. Une institution qui, dans la nuit du 20 au 21 mars, a bien été visée par un attentat à la bombe déjoué.

Concernant la Bank of America, le pseudo-groupuscule l'accuse de servir « les intérêts sionistes et israéliens », d'aider la communauté juive française et d'être une « force sioniste obscure » visant à créer « un empire financier et culturel »

au service d'Israël. Une photo de la façade parisienne de la banque est barrée d'un « The targeted location ». Le Memri précise qu'un message en arabe accompagne le tout : « Pars avant qu'il ne soit trop tard. Ceci est un dernier avertissement. Quittez la banque immédiatement. »

Le moins que l'on puisse dire est que ce décorum numérique et ces déclarations ronflantes contrastent fortement avec le mode opératoire suivi à Paris par ce qui ressemble à une équipe de bras cassés, certes dangereux. Interpellé au cœur de la nuit, vers 3h30, le poseur de bombe s'appretait à mettre le feu avec un briquet à un engin rudimentaire, composé d'un bidon de liquide inflammable et d'un pétard de quelque 650 grammes de poudre.

Au vu de l'heure et de la bombe, le but semblait être de « faire le buzz » plus que de tuer, même si le déclenchement d'un incendie aurait pu avoir des conséquences dramatiques pour le voisinage. Le suspect a déclaré avoir été déposé sur place en voiture et avoir été payé 600 euros par un intermédiaire l'ayant contacté par Snapchat... Un procédé qui aurait également été utilisé pour le deuxième auteur interpellé, propulsé avec son téléphone au rang de « cameraman » de l'opération.

Commanditaire masqué, moyens improvisés, auteurs improbables... Tout

rappelle les opérations de déstabilisation goûtées par les services. Avec en prime le recours à une méthode de plus en plus usitée par des organisations criminelles et/ou par des États : le « crime as a service », « crime comme service » en version française, utilisant des délinquants, dont le sort importe peu, pour mener des actions violentes (attentats, agressions physiques, assassinats).

Un scénario qui s'est reproduit de nombreuses reprises en Europe depuis début mars. Samedi soir, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nunez, évoquait sans le nommer le groupuscule Hayi et indiquait, tout en précisant que « ce n'est pas la France qui est visée », une action parisienne faisant penser « à d'autres types d'actions vraiment similaires qui se sont déroulées dans d'autres pays, au Royaume-Uni, en Norvège, en Belgique, aux Pays-Bas ». Car c'est toute une série d'attentats ou de projets d'attentats, revendiqués ou non par Hayi, qui ont visé des intérêts américains, israéliens ou des cibles juives. Avec des suspects souvent mineurs, les plus jeunes ayant 14 ans, et souvent « chalués » sur le web.

Ces opérations auraient commencé à Oslo, dans la nuit du 7 au 8 mars, avec une explosion endommageant l'entrée de la section consulaire de l'ambassade américaine, la police locale évoquant l'hypothèse d'une « opération comman-

ditée par un acteur étatique » et de liens avec la pègre. Le 9 mars, vers 3h30, un engin explose devant une synagogue de Liège. La scène est filmée et diffusée par Hayi sur les réseaux sociaux. Le 13 mars, toujours vers 3h30, une synagogue est visée à Rotterdam. Puis c'est au tour d'une école juive d'Amsterdam, le 14.

Puis survient, dans la nuit du 20 au 21 mars, le projet d'attentat déjoué contre l'institution juive néerlandaise visée par Hayi. Et, dernières actions a priori avant la Bank of America à Paris, le 23 mars, quatre ambulances d'une association juive sont incendiées à Londres et un autre véhicule subit le même sort dans le quartier juif d'Anvers. La veille, le groupuscule a publié un message sur Telegram : « Au nom d'Allah, le très miséricordieux, le très compatissant. Ceci est le dernier avertissement à tous les peuples du monde, et en particulier à l'Union européenne. Éloignez-vous immédiatement de tous les intérêts et installations américains et sionistes, ainsi que de tout ce qui s'y rapporte. » On notera au passage, sans aucune surprise, que quand ils parlent des « sionistes », ces terroristes visent de manière indifférenciée des cibles israéliennes et juives (écoles, synagogues, organismes de charité, etc.).

« Ceci est le dernier avertissement à tous les peuples du monde, et en particulier à l'Union européenne. Éloignez-vous immédiatement de tous les intérêts et installations américains et sionistes, ainsi que de tout ce qui s'y rapporte »

Message du groupuscule Hayi, publié sur Telegram

Si l'enquête française se poursuit, en lien étroit avec les investigations menées par nos voisins européens, on voit déjà très nettement l'intérêt de ce terrorisme à bas bruit. Ces attaques permettent d'une part de faire passer le message que, s'il en était décidé, des opérations plus meurtrières pourraient avoir lieu en recourant à des moyens plus destructeurs et à des équipes plus professionnelles. Et Téhéran a prouvé par le passé qu'il en était capable. Second « avantage » de ces attentats : tenter, au-delà de la haine entre fous de Dieu chiites et sunnites, d'exciter tous les exaltés, notamment parmi les jeunes, et les inciter à passer à l'acte contre l'ennemi commun. Une tentative vaine pour l'heure. Mais ce double danger justifie l'appel de Laurent Nunez à une « vigilance extrême », en règle générale et tout particulièrement concernant les opposants iraniens, les sites juifs ou encore les intérêts américains et israéliens. ■

Après le saccage de la mairie de Fresnes, la piste politique évoquée

Christophe Cornevin

L'attaque a été perpétrée à la veille du premier conseil municipal. Une bande de voyous d'une cité voisine est toujours activement recherchée.

Quarante-huit heures après l'attaque et le saccage de la mairie de Fresnes (Val-de-Marne), une vaste traque est menée par la sûreté territoriale du Val-de-Marne pour retrouver les casseurs de cité passés à l'action vendredi soir. Selon nos informations, la piste d'un raid commando perpétré par des voyous d'une cité voisine est privilégiée. Dès 23 heures, juste après les faits, les policiers ont contrôlé deux groupes d'« individus pouvant correspondre au descriptif des pillards, à savoir vêtus de sombre et porteurs de capuche ». Faisant demi-tour à la vue de la patrouille, les suspects, porteurs d'une « cagoule, de bonnets et de cache-cous », ont été surpris, mais aucune arme n'a été retrouvée. Alors que le périmètre a été sécurisé aux abords de la mairie avec l'appui d'une équipe cynophile, les policiers ont passé au crible la vidéo surréaliste, filmée par des caméras de surveillance,

qui montre une vingtaine d'inconnus brisant la porte d'entrée de l'hôtel de ville à l'aide de ce qui ressemble à un mortier d'artifice, avant de s'y engouffrer pour tout casser, à coups de bâtons et de jets de projectiles.

Alors que la mairie a déposé plainte, une note de police précise que « les images extraites ont été sauvegardées par la police municipale de Fresnes » sachant que, toujours selon nos informations, les émeutiers ont été suivis par les caméras en direction du secteur du parc des sports, situé à moins d'un kilomètre. En quittant la mairie, les casseurs ont aussi pris pour cible une agence bancaire de la Caisse d'épargne ainsi qu'une auto-école, où une mini-moto a été dérobée. Très choquante, cette équipée pourrait-elle avoir des motivations politiques ? Plusieurs voix se sont élevées pour évoquer cette hypothèse.

En effet, le raid a été commis la veille du premier conseil municipal présidé par

le nouveau maire, Christophe Carlier (LR), qui a battu d'une courte tête la liste rivale d'union de la gauche, emmenée par l'équipe socialiste sortante. Le nou-

« Malgré l'attaque lâche et violente de l'hôtel de ville hier soir, rien ne pourra gâcher la joie de voir Fresnes reprendre son destin en main »

Vincent Jeanbrun, sur X
Ministre du Logement

vel édile, qui déplore un préjudice « colossal » pour le fonctionnement des services, n'hésite pas à fustiger une attaque contre « la maison commune », selon lui « clairement liée à l'élection ». De son côté, Julien Aubert, vice-président du

parti Les Républicains s'interroge : « Comment ne pas voir dans cette attaque un aspect politique ? Étrange ce pillage. » La présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, s'est associée au concert d'indignations pour blâmer « la violence déchaînée de ces délinquants qui n'acceptent pas la démocratie et les résultats du scrutin ».

Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nunez, a condamné l'attaque en dénonçant cette nouvelle « atteinte à notre République ». Jamais les symboles de l'État n'ont été autant pris pour cibles. Samedi, le ministre du Logement, Vincent Jeanbrun, s'est rendu à Fresnes pour assister à l'investiture du nouveau maire. « Malgré l'attaque lâche et violente de l'hôtel de ville hier soir, rien ne pourra gâcher la joie de voir Fresnes reprendre son destin en main », a-t-il commenté dans un message posté sur X, qualifiant par ailleurs les auteurs des dégradations de « voyous ». Le ministre sait de quoi il

parle : un véhicule enflammé avait été précipité sur son pavillon familial de L'Hay-les-Roses dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet 2023, alors que des violences urbaines embrasaient la France.

L'attaque de la mairie de Fresnes s'inscrit dans le climat délétère qui a empoisonné le second tour des élections municipales en France. Des élus ou candidats ont été insultés, bousculés ou empêchés de s'exprimer. Les scènes houleuses ont notamment été filmées dans plusieurs mairies de banlieue remportées par des candidats LFI ou divers gauche à Creil (Oise), Vaux-en-Velin (Rhône) ou encore au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis). Des maires battus ont dû être escortés par les forces de l'ordre, comme Raphaël Cognet (divers droite) à Mantes-la-Jolie (Yvelines), prise par une liste citoyenne rejointe par La France insoumise. Parmi les élus, le désarroi gagne du terrain et la République est une fois de plus écornée. ■



À la vitesse d'un escar-got, ce samedi 28 mars, la papamobile longe les stands en construction du futur grand prix de Formule 1 de Monaco.

Un drôle de contraste que cette éternité spirituelle avec les si précieux centièmes de seconde de ces bolides. Haut lieu de la frénésie milliardaire, «le Rocher» est aussi le socle d'une fidélité sans faille, depuis sept siècles, à l'Église catholique, religion d'État de la principauté. Deux rythmes, deux espaces-temps. Aux premiers tours de roue du célèbre 4x4 Mercedes blanc immatriculé SCV 1, plaque minéralogique du Vatican, beaucoup se demandent encore ce que le pape américain vient faire dans la principauté.

Pourquoi a-t-il choisi le pays au PIB par habitant le plus élevé de la planète pour sa première véritable visite à l'étranger (son voyage en Turquie et au Liban, l'automne dernier, avait été programmé par François)? Que vient-il dire? Les foules seront-elles là? D'autant que les hôtels - pourtant hors de portée - sont tous complets ce week-end en raison d'un congrès mondial «anti-aging»: tout ce que la Terre porte de médecins réputés et autres businessmen de «la lutte anti-âge et contre le vieillissement» sont ici. Eux pensent faire reculer la mort quand le pape évoque, lui, «la vie éternelle». Dieu a décidé de l'humour.

Ce qui s'annonçait comme un voyage papal convenu, protocolaire, lisse et sans faute, a en réalité dévoilé le nouveau pape au fil de la journée, et la montée en puissance de sa dimension internationale. Ici, à Monaco, Léon XIV est sorti d'une forme de réserve qu'il avait tenue jusque-là, en parlant très clair et très fort sur la justice sociale, sur l'éthique, sur la violence de la guerre. Au point que ce voyage semble marquer une étape de son pontificat, dont le premier anniversaire sera fêté dans quelques semaines, le 8 mai.

Baigné de soleil, tout semble idyllique sur le Rocher, mais la guerre qui enflamme le Moyen-Orient n'est pas si loin. Sans frontières, les eaux claires de cette Côte d'Azur se mêlent à celles, saumâtres, des pays du Golfe et du Moyen-Orient qui sont en feu. Fait inhabituel, la France a particulièrement veillé sur la sécurité du vol papal en hélicoptère jusqu'à la principauté, par des moyens de surveillance et de protection aériennes, en raison des menaces potentielles visant cette visite.

La guerre, c'est lors de la messe, moment culminant de cette journée dans le stade Louis-II de Monaco, que Léon XIV a choisi de l'aborder en dénonçant les «idolâtres» qui décident d'envoyer des missiles. Dans son homélie, il a attaqué «l'action occulte d'autorités puissantes, prêtes à tuer sans scrupule» et «les guerres qui sont le

À Monaco, le pape imprime la marque de son pontificat

Jean-Marie Guénois

Durant ce court séjour, samedi, Léon XIV a révélé son envergure politique et internationale en sortant de la réserve qu'il tenait jusque-là. Haut et fort, il a exprimé ses convictions sur la justice sociale, sur l'éthique, sur la violence de la guerre.

fruit de l'idolâtrie du pouvoir et de l'argent». Avec force, et en français, comme tous les discours du jour, il a insisté: «Chaque vie brisée est une blessure infligée au corps du Christ. Ne nous habituons pas au fracas des armes, aux images de guerre! La paix n'est pas un simple équilibre des forces, elle est l'œuvre de cœurs purifiés, l'œuvre de ceux qui voient dans l'autre un frère à protéger, et non un ennemi à abattre.»

Mais qui sont ces idoles d'un nouveau genre? Le pape américain n'a nommé personne mais son diagnostic est sans appel: «Le mot "idole" signifie "petite idée", a-t-il explicité. Ainsi, «les idolâtres sont des personnes à vue courte: ils regardent ce qui captive leurs yeux en les aveuglant (...), laissant le prochain dans la misère et la tristesse». Et le pape de se désoler: «Encore aujourd'hui, combien de calculs sont faits dans le monde pour tuer des innocents; combien de fausses raisons sont revendiquées pour les éliminer!»

« Chaque vie brisée est une blessure infligée au corps du Christ. Ne nous habituons pas au fracas des armes, aux images de guerre! »

Le pape Léon XIV

De retour à Rome dimanche pour une splendide messe des Rameaux sur la place Saint-Pierre, baignée de lumière, le pape a rebondi sur sa journée à Monaco en assurant: «Nous sommes plus que jamais proches par la prière des chrétiens du Moyen-Orient, qui souffrent des conséquences d'un conflit atroce et qui, pour beaucoup, ne peuvent pas vivre pleinement les rites de ces jours saints.» Et de marteler: «Dieu n'écoute pas la prière de ceux qui font la guerre», «personne ne peut invoquer le Roi de la paix pour justifier la guerre», conflit dont il faut entendre le «gémissement» des victimes. Le Christ, a-t-il rappelé, «se présente comme le Roi de la paix, alors qu'autour de Lui la guerre se prépare».

«Il n'a pas pris les armes, Il ne s'est pas défendu, Il n'a mené aucune guerre.» Il a conclu avec cette prière: «Dieu est amour! Ayez pitié! Déposez les armes, souvenez-vous que vous êtes frères!»

Samedi après-midi, dans le stade Louis-II de Monaco, cet élan a eu un fort écho dans l'assistance. Après la consécration du pain et du vin - issu d'une petite exploitation biologique viticole des côtes roannaises, La Bénison-Dieu, reprise par un couple de catholiques - et avant la communion, un échange de paix a eu lieu entre les 15 000 fidèles. Parmi eux, Marco Boeri, un Italien venu spécialement pour cette messe, n'attendait qu'une chose: «que le pape nous apporte la paix». Non loin de lui, Caroline, monégasque, et son mari, Eddy, suédois, leurs enfants dans les bras, espéraient la même chose, «la joie» en plus: «Nous en avons énormément besoin!» Venu de France, Geoffroy, 32 ans, qui redécouvre la foi, confirmait: «En ces temps difficiles, nous avons besoin de nous raccrocher à la religion.» Au diapason de Timothée, un financier monégasque, pas forcément très pratiquant, qui espérait que les paroles du pape puissent «limiter les conflits qui courent partout» et que Léon XIV «apporte la paix sur un plan universel».

Dans cette assemblée cosmopolite, se côtoyaient à l'évidence des classes sociales aux antipodes, des familles élégamment habillées, des parents aux enfants, des familles très modestes, des familles d'origine philippine ou portugaise travaillant ici au service des plus aisés. Soit une inégalité de conditions très marquée dans la principauté, qui fait figure de paradis fiscal même si elle n'est pas dans la liste noire des 11 pays pointés par les autorités européennes. Léon XIV ne s'est d'ailleurs pas attardé sur ce sujet, mais il n'a pas éludé la responsabilité de «solidarité sociale» de la principauté. Devant la communauté catholique réunie à la cathédrale, il a appelé l'Église à être un ferment d'unité dans le «mélange social et culturel» de Monaco qui est «un petit État cosmopolite où la diversité des origines s'accom-

pagne également d'autres différences socio-économiques». Et de comparer: «Dans l'Église, ces différences ne sont jamais un motif de division en classes sociales mais, au contraire, chacun est accueilli en tant que personne et enfant de Dieu, et chacun est destinataire d'un don de grâce qui encourage la communion, la fraternité et l'amour mutuel.»

«Vivre ici est pour certains un privilège, a-t-il également lancé, et pour chacun un appel spécifique à s'interroger sur sa propre place dans le monde.» S'adressant aux plus aisés, le pasteur des catholiques a rappelé que «rien ne doit être reçu en vain aux yeux de Dieu, ainsi que le laisse entendre Jésus dans la parabole des talents». Ces derniers doivent être «mis en circulation et multipliés à l'horizon du royaume de Dieu» et non pas «ensevelis». Un horizon exigeant toutefois car, a assuré le pape, «il secoue les configurations injustes du pouvoir, les structures de péché qui creusent des abîmes entre pauvres et riches, entre privilégiés et rejetés, entre amis et ennemis». Dès lors, «chaque bien mis entre nos mains a une destination universelle», de façon à ce que «personne ne soit jamais exclu de la table de la fraternité». Ce qui impose «une logique de liberté et de partage» pour «offrir de nouveaux repères capables d'endiguer ces poussées de sécularisme qui risquent de réduire l'homme à l'individualisme et de fonder la vie sociale sur la production de richesses».

Le chef de l'Église catholique parlait à cet instant-là aux côtés du prince Albert II, qui le recevait avec les honneurs dus à son rang. Il a profité de l'occasion pour donner une «mission» au petit État: «Je confie à la principauté de Monaco, en vertu du lien si profond qui l'unit à l'Église de Rome, une mission toute particulière dans l'approfondissement de la Doctrine sociale de l'Église et dans l'élaboration de bonnes pratiques, locales et internationales, qui en manifestent la force transformatrice». Ce qu'il a résumé ainsi à un autre moment de la journée: «Monaco est un petit pays, mais il peut être un grand laboratoire de solidarité, une fenêtre d'espérance.»

Le pape Léon XIV arrive à l'église Sainte-Dévote pour une rencontre avec des catéchumènes, à Monaco, le 28 mars.

GUGLIELMO MANGIAPANE / REUTERS

Après la géopolitique et son contexte guerrier, après «l'amitié sociale», autre formule de Léon XIV pour parler de la solidarité, le pape, qui a aussi évoqué l'enjeu écologique, en a profité pour soutenir et encourager Albert II dans son rejet d'une législation favorable à l'avortement et à l'euthanasie. Pour l'Église catholique, il importe en effet que «la vie de chaque homme et de chaque femme soit défendue et promue, de sa conception à sa fin naturelle».

Vendredi soir, veille de l'arrivée du pape, une cinquantaine de chrétiens s'étaient réunis dans la petite église Saint-Nicolas de Fontvieille, proche du port, afin de «confier», lors d'une prière fervente «la visite du pape et les fruits» qu'elle pourrait porter. Car l'une des participantes reconnaissait que «Monaco a tout, et n'a pas forcément soif de Dieu».

« Cette visite a apporté une forme d'espérance, tout en donnant une visibilité particulière à la principauté sur la scène internationale »

Julie

Une fidèle monégasque

Dimanche, après cette journée historique, Julie, une fidèle monégasque, confiait que cette visite «a apporté une forme d'espérance, tout en donnant une visibilité particulière à la principauté sur la scène internationale. Pour nous, elle a aussi renforcé le sentiment d'unité de la population de Monaco. Mais elle ne se limite pas à un moment symbolique: elle peut susciter des prises de conscience, à chacun maintenant de s'en saisir dans la durée.» C'est tout le défi de ce genre d'événement, à la fois institutionnel et spirituel. Matthieu Lavagna, lui, n'en a pas manqué une miette.

Ce jeune auteur catholique, d'origine monégasque, qui s'est fait connaître par son livre *Soyez rationnel, devenez catholique!*, observe: «L'avenir dira la portée de cette visite. C'est au prince et à l'ensemble de la communauté monégasque de prendre acte de ces axes d'amélioration rappelés par le pape Léon et de les appliquer.» Dont une bonne partie, en écologie et en éthique, est prise ici au sérieux, souligne-t-il. Léon XIV, de son côté, attend que son message ne reste pas lettre morte. Il a pris les Monégasques à témoin: «Dans la Bible, comme vous le savez, ce sont les petits qui font l'histoire!» ■

Patinage : Cizeron et Fournier Beaudry charment le monde

David Reytrat

Le couple français a été époustouflant de grâce pour rafler l'or mondial après le titre olympique.

Quatre minutes de grâce absolue. Où la perfection et l'émotion se mêlent comme rarement pour faire chavirer les cœurs. « Un moment suspendu », commentera Guillaume Cizeron après le verdict. L'or, évidemment. Celui mondial, après l'or olympique et le titre européen. Grand Chelem pour le patineur et sa meilleure amie, Laurence Fournier Beaudry, couple sur la glace depuis un an. Pour le meilleur.

Sur la musique du film *The Whale*, les Français, de bleu vêtus, ont reçu samedi soir une ovation interminable de la foule

d'une O2 Arena de Prague subjuguée et emportée par les juges, recevant la note maximale de 10 pour leur interprétation à la synchronisation millimétrée. Un programme libre aussi épuré que poétique, qui leur a valu la note de 138,07, à 0,34 point du record du monde. Pour un titre qui ne souffre d'aucune contestation : au cumul de leurs deux performances, ils totalisent 230,81 points et devançant de près de 20 points leurs dauphins, les Canadiens Piper Gilles et Paul Poirier.

En trois mois, Guillaume Cizeron et Laurence Fournier Beaudry ont donc tout raflé. Une première, à 33 ans, pour



la Canadienne naturalisée française qui n'avait jamais obtenu mieux qu'une 5^e place avec son ancien partenaire. Une habitude pour le patineur de 31 ans, sacré pour la sixième fois (cinq titres avec Gabriella Papadakis) en onze ans. Une longévité rare. Et loin d'être bou-

clée? Après une première année couronnée de tous les succès, le couple va-t-il s'arrêter en si bon chemin?

« On n'a pas mis de limite de temps. Je pense qu'on veut prendre des vacances. On se sent très libres de voir quelles sont nos envies pour la suite. Je n'ai aucune idée

Samedi, à l'O2 Arena, à Prague, la paire française a couronné sa saison en remportant le championnat du monde de danse sur glace. DAVID W CERNY / REUTERS

de ce qu'on va décider. Chaque chose en son temps. Il faut attendre que ça germe déjà en dedans pour pouvoir partager après. Je dirais que ce sont des sentiments contradictoires. On adore ce qu'on fait. Et en même temps, c'est énormément de sacrifices. Quand le moment arrive, il faut le sentir et le respecter. On ne sait pas si c'est le cas encore. Je ne peux pas vraiment dire plus que ça », a répondu Guillaume Cizeron, laissant planer le doute.

« Relâchement et appréciation »

Après leur performance d'une intensité folle, ils sont restés longtemps au centre de la glace, à se murmurer à l'oreille. « On avait beaucoup de gratitude pour ce qu'on venait de vivre. Pour la saison qu'on a vécue. C'est un peu la réalisation de tout ce qu'on a fait ensemble. Le chemin qu'on a fait depuis janvier dernier. C'est un grand moment de relâchement et d'appréciation », a révélé Laurence Fournier Beaudry. « D'avoir quitté la scène pendant un petit bout de temps, on sait à quel point c'est précieux ces moments-là. Ce sont des moments que j'affectionne particulièrement. On vient de finir et on peut juste prendre cette image mentale qui passe tellement vite », a complété Guillaume Cizeron, qui s'était octroyé une pause de 2022 à 2025. Va-t-il vraiment renoncer à ces moments de grâce? ■

Guirec Soudée, à l'envers et dans la légende

Martin Couturier

Le marin breton a bouclé en un peu moins de 95 jours, samedi, au large de l'île d'Ouessant, le premier tour de la planète en multicoque contre les vents et courants dominants. Un authentique exploit.

La délivrance. Le grand bonheur. Comme pour tout marin parti défier la planète, l'arrivée au port reste un instant d'extase inégalable. La fin du stress, le retour au calme, les retrouvailles avec la famille (et la douche...). Elle a eu une saveur toute particulière, samedi, pour Guirec Soudée. Car le marin de 34 ans n'a pas seulement bouclé un tour du monde, comme en 2025 avec son premier Vendée Globe (achevé à une honorable 23^e place). Il a réussi à devenir le premier homme à terminer en multicoque un tour du monde d'est en ouest, contre les vents et les courants dominants. « C'est deux fois la route, trois fois le temps et quatre fois la peine », selon les connaisseurs.

Sur les pontons de Brest, un géant de 80 ans était là pour l'accueillir, Jean-Luc Van Den Heede, auteur lui aussi du même exploit mais en monocoque, il y a vingt-deux ans de cela et après 122 jours d'une navigation agitée (Yves Le Blévec et le duo Romain Pilliard-Alex Pella s'y étaient cassé les dents en trimaran entre-temps). Son jeune successeur améliore son record de vingt-sept jours, après un voyage qui aura quand même duré plus de trois mois (94 jours, 21 heures et 58 minutes) autour du monde. Un

monde dévoré à l'envers par rapport aux traditionnels tours de la planète, qui a imposé à l'impétueux aventurier, après une descente « habituelle » de l'océan Atlantique, de se coltiner le plus dur en premier, à savoir le mythique cap Horn, puis de s'avalier les redoutables océans Pacifique et Indien, via le cap Leeuwin (Australie), avant de virer le cap de Bonne-Espérance (Afrique du Sud) et de remonter l'Atlantique vers l'Europe et



FRED TANNEAU / AFP

J'ai pratiquement fait deux fois la route normale mais je suis allé au bout! Et c'est ça qui compte!

Guirec Soudée Navigateur

la Bretagne, la terre préférée du natif de Tours.

Malin et malicieux, mais aussi attachant, volubile et sans peur, le Breton n'a pas hésité à se rallonger singulièrement la route (près de 12000 milles en plus, soit 19300 km) après le Horn pour trouver des mers et des brises portantes bien moins casse-multicoque que celles venant de face. Surtout celles du Grand Sud « fast and furious » pour un multicoque géant de 32 mètres capable d'accélérer comme Vin Diesel le vent dans le dos, mais bien plus en danger lorsque la bise fouette le visage du marin. « J'ai pratiquement fait deux fois la route normale mais je suis allé au bout! Et c'est ça qui compte! C'est passé à une vitesse folle, a réagi le skipper du trimaran MACSF. Je reviens avec un bateau un peu fatigué mais qui est encore vaillant et qui a été très costaud et ne m'a jamais laissé tomber. »

Ménager sa monture

Sur ce multicoque éprouvé, un véritable « 4x4 des mers » lancé par Olivier de Kersauson (*Geronimo*) en 2001, puis totalement remasterisé par Thomas CoVILLE (*Sodebo*) en 2014, Guirec Soudée a donc grimpé plein nord après le Cap Horn et s'est ainsi retrouvé à saluer l'île de Pâques puis la Polynésie, sans oublier

l'Australie, et la ville d'Albany où il était arrivé à vélo à l'âge de 18 ans et y avait trouvé l'un de ses premiers boulots sur un bateau de pêche.

Seize ans plus tard, l'aventurier a bien grandi, il est devenu père (d'une Maë et d'un Manec) et un marin capable de ménager sa monture pour réussir son immense pari. Sorti de l'anonymat par un premier tour du monde par les pôles de cinq ans accompli sur un voilier, en couple avec une (vraie) poule surnommée Monique et reine des réseaux sociaux, puis par une double traversée de l'Atlantique à la rame qui aurait pu lui être fatale, avant de se lancer en course sur le légendaire Vendée Globe (2024-2025), Guirec Soudée a marqué l'histoire de la navigation au terme de son défi ultime.

« Même si la tension peut être énorme à certains moments, je prends énormément de plaisir, nous avouait-il avant le passage du cap de Bonne-Espérance. C'est génial et c'est une chance de ouf de vivre ça. Je me dis que je suis en train de faire quelque chose qui est une première, et c'est assez excitant. » Lui, qui avant même le départ de son Vendée Globe, se projetait déjà sur cette aventure majuscule « à l'envers » va avoir quelques mois de repos bien mérités pour se remettre « à l'endroit ». ■

EN BREF

Tiger Woods inculpé pour conduite sous influence

Le golfeur a été arrêté vendredi en Floride après un accident de la route. Tiger Woods (50 ans), dont la voiture a terminé sur le flanc, est sorti de l'accident sans blessure grave. Le test d'alcoolémie s'est avéré négatif mais il a refusé de se soumettre à un échantillon urinaire et a été inculpé de « conduite sous influence ». L'ancien numéro 1 mondial aux 15 victoires en Majeurs, qui n'a pas disputé de compétition depuis juillet 2024, avait déjà été impliqué dans deux accidents de voiture, en 2017 et 2021.

Formule 1 : Antonelli récidive au Japon

Kimi Antonelli (Mercedes), âgé de 19 ans, a remporté dimanche au Japon son deuxième Grand Prix après la Chine il y a deux semaines, en devançant l'Australien Oscar Piastri (McLaren) et Charles Leclerc (Ferrari). L'Italien prend ainsi la tête du championnat du monde devant son coéquipier George Russell, 4^e à Suzuka, et devient le plus jeune leader de l'histoire.

20^e JOURNÉE TOP 14

ST. FRANÇAIS (5)	hier	CLERMONT (6)
TOULOUSE (1)	45-29	MONTPELLIER (4)
PERPIGNAN (13)	36-20	TOULON (11)
CASTRES (8)	49-17	MONTAUBAN (14)
LYON (12)	17-21	BORDEAUX-B. (3)
PAU (2)	27-17	RACING 92 (7)
BAYONNE (10)	26-15	LA ROCHELLE (9)

JUSTINE BRAISAZ-BOUCHET

KARL TABOURET

LOU JEANMONNOT

EMILY HARROP

TEAM BJORG

APPLAUDIT SA TEAM. BRAVO À TOUS !

L'ALIMENTATION BIO, SOURCE DE VITALITÉ.

Pour votre santé, mangez au moins cinq fruits et légumes par jour. www.mangerbouger.fr

Le lien entre douleur chronique et dépression enfin élucidé

Marguerite Jamet

Une étude suggère de cibler un type de cellules immunitaires cérébrales, les microglies, pour empêcher les patients douloureux chroniques d'évoluer vers des états dépressifs ou anxieux.

Neuropathies, arthroses, migraines répétées... Les douleurs chroniques touchent 1,5 milliard de personnes dans le monde et sont fréquemment associées à l'apparition de troubles du comportement émotionnel : 40 % des personnes touchées présentent des symptômes dépressifs ou anxieux, soit un risque deux à quatre fois plus élevé que dans la population générale.

On sait que des mécanismes neuro-inflammatoires sont impliqués tant dans la douleur chronique que dans les troubles émotionnels, et certains psychotropes se sont montrés efficaces contre la douleur. Deux éléments qui renforcent l'idée que le lien entre souffrance physique et psychique résulte en partie de mécanismes neurobiologiques. Dans la revue *Science*, une équipe de chercheurs de l'université Fudan, à Shanghai, explique avoir identifié certains leviers moléculaires impliqués dans ce mécanisme. Un premier pas pour lutter contre le développement de troubles émotionnels chez les patients souffrant de douleurs chroniques.

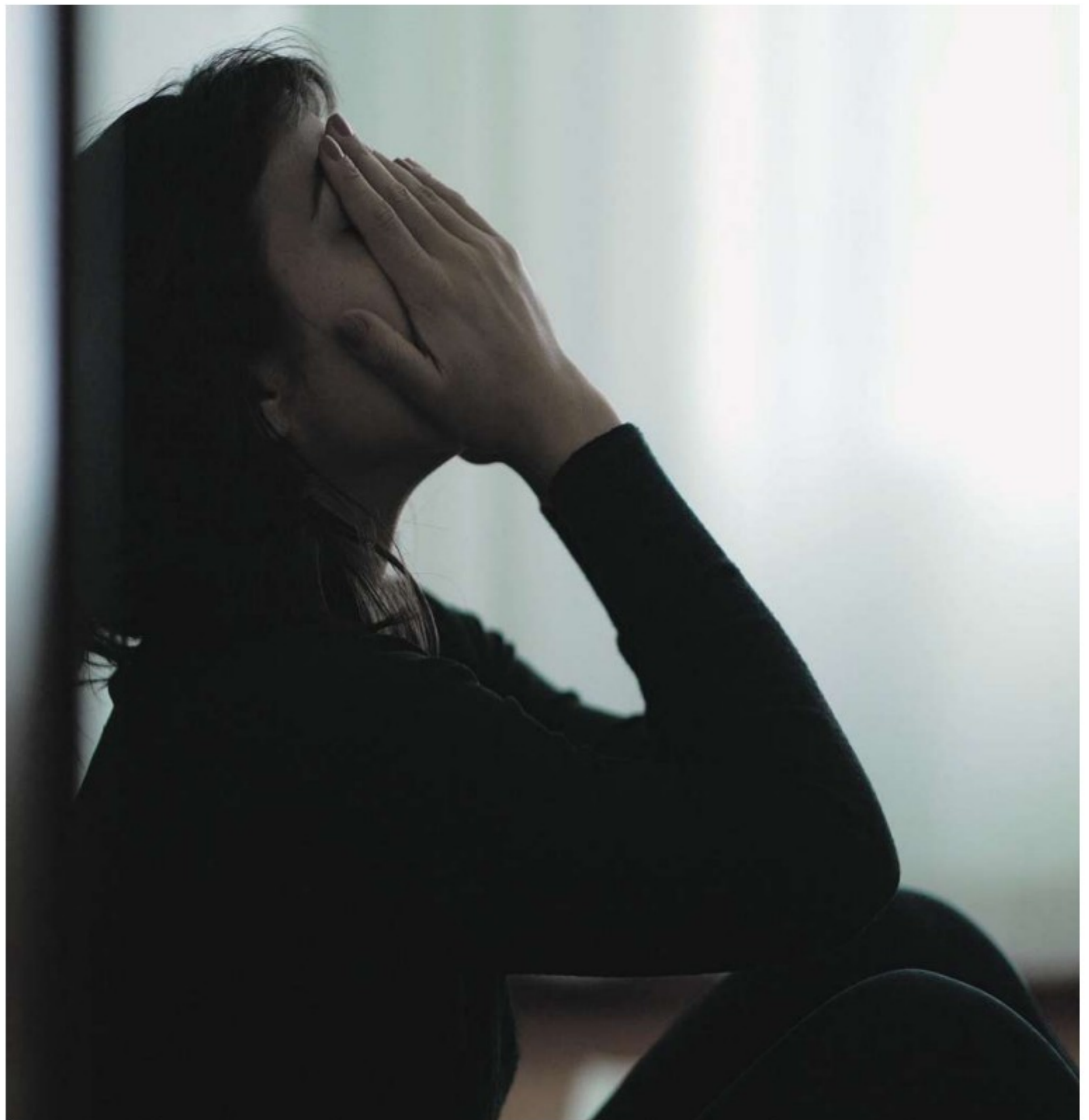
L'un des secrets à l'origine de cette association fréquente réside dans une petite structure cérébrale connue pour son rôle dans la mémoire, mais aussi impliquée dans la régulation émotionnelle : l'hippocampe. Suite à des douleurs récurrentes, ce dernier grossit en réaction à la souffrance, puis diminue et s'atrophie conjointement à l'apparition progressive de symptômes dépressifs et anxieux. En complétant ces observations humaines avec des données issues de modèles animaux, les chercheurs sont par-

venus à comprendre le déroulement des événements sous-jacents à ces modifications structurelles.

Suite à une souffrance, notre cerveau s'adapte en améliorant certaines fonctions cognitives comme la mémoire, l'apprentissage ou la capacité d'association. Ces tâches sont réalisées par notre hippocampe, dans lequel naissent de nouveaux neurones caractérisés par une forte excitabilité. Ces derniers recrutent alors des cellules immunitaires cérébrales, les microglies, qui se multiplient et s'activent pour soutenir la genèse neuronale. Localisées à proximité des nouveaux neurones, elles régulent leur naissance, promeuvent leur différenciation, stabilisent les synapses et soutiennent l'expansion des circuits neuronaux. Ce mécanisme est au cœur du processus d'adaptation, et entraîne l'augmentation volumique de l'hippocampe.

L'un des secrets à l'origine de l'association entre souffrance physique et psychique réside dans une petite structure cérébrale connue pour son rôle dans la mémoire, mais aussi impliquée dans la régulation émotionnelle : l'hippocampe

Mais chez certains sujets, l'exposition à une souffrance prolongée peut embaler ce processus initialement bénéfique. Le recrutement excessif des microglies déstabilise l'équilibre : suractivées, elles élargissent les circuits de manière aberrante et surstimulent l'excitation déjà importante des nouveaux neurones.



Le rôle de la fatigue constante, de l'isolement ou du sentiment d'impuissance ne doit pas être négligé dans l'apparition de dépressions après une exposition à des souffrances chroniques. MARCO - STOCKADOB.COM

L'hyperexcitation globale et le ralentissement de la genèse neuronale entraînent l'atrophie de l'hippocampe et les symptômes dépressifs et anxieux.

Le Dr Emmanuel Darcq, chargé de recherche dans l'équipe Neurosciences et psychiatrie à l'université de Strasbourg, souligne la valeur et le fort potentiel de ce type d'approches combinant données humaines et modèles précliniques, encore trop rarement exploitées : « L'intégration d'analyses IRM à la fois chez l'homme et chez le rongeur, associée à des approches comportementales, renforce considérablement la compréhension du mécanisme reliant douleur chronique et troubles émotionnels. » Ce mécanisme semble commun à tous les sujets

développant une dépression suite à des douleurs neuropathiques, indépendamment de leur sexe ou de la pathologie à l'origine de la douleur. Cette observation soulève l'espoir d'identifier une cible thérapeutique qui concernerait l'ensemble des patients. Mais quelle cible ? Les « initiateurs » de ce basculement sont les neurones hyperactifs nouvellement formés dans l'hippocampe, qui s'emballent. Les microglies ne sont que les amplificateurs de cette transition.

Pourtant, ce sont vers elles que les chercheurs ont décidé de se tourner pour tâcher d'enrayer le processus. En limitant leur recrutement excessif et leur suractivation, ils parviennent à empêcher la dépression chez des ani-

maux souffrant de douleur chronique, sans affecter les fonctions de l'hippocampe. Un résultat encourageant, bien qu'un long chemin reste à parcourir avant le développement d'une telle thérapie pour l'humain.

L'étude ainsi que d'autres travaux soulignent cependant que l'hippocampe n'est pas la seule structure cérébrale impliquée dans le lien entre douleurs chroniques et dépression, suggérant que des mécanismes complémentaires restent à élucider. De plus, le rôle de la fatigue constante, de l'isolement ou du sentiment d'impuissance ne doit pas être négligé dans l'apparition de dépressions après une exposition à des souffrances chroniques. ■

En Normandie, une épidémie bien réelle... mais psychologique

Soline Roy

En cause, l'anxiété face aux secours déployés pour quelques cas qui génère des symptômes similaires dans l'entourage des patients.

Un premier malade, qui présente une éruption cutanée dans le cou. Le lendemain, une autre résidente qui se réveille avec les yeux rouges, gonflés et larmoyants. Puis 5 nouveaux cas dans la journée. Que s'est-il donc passé dans ce foyer d'accueil pour adultes autistes normand, qui a vu 17 personnes (9 professionnels et 8 résidents) touchées par une drôle d'épidémie entre le 13 et le 20 janvier 2022 ?

Rapidement, des patients ont été envoyés aux urgences, des diagnostics de conjonctivite ont été posés, les pompiers sont intervenus pour rechercher une source de pollution ou d'infection, un grand nettoyage a été fait... Et de nouveaux cas sont apparus, notamment chez les professionnels entourant les résidents qui se sont mis à signaler des « yeux qui piquent », des céphalées ou une « sensation d'atmosphère pesante ».

La cause de cette étrange épidémie ? Aucune, conclut Santé publique France dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* publié ce mardi. Ou plutôt, une cause inattendue : le foyer a été victime d'un « syndrome collectif inexplicable », ou « psychogène ». Une épidémie dont le vecteur est psychologique. On parlait autrefois de « psychose de masse », ou d'« hystérie collective ». Un phénomène



Des pompiers sont intervenus pour rechercher une source de pollution ou d'infection dans le foyer d'accueil. NICOLAS - STOCKADOB.COM

ne toujours troublant, dont on peine à démêler les ressorts...

Des vomissements chez plusieurs collégiens participant à un cross dans le Jura en 2019, des allergies en cascade dans un lycée près d'Amiens fin 2006, une épidémie de fou rire chez des adolescentes de Tanzanie en 1962... La chronique historique et les pages des

lorsque l'on ne sait pas trancher entre pollution de l'air intérieur et syndrome psychogène.

Ces phénomènes suscitent toujours la légitime inquiétude des autorités (et des médias), qui s'inquiètent des causes possibles de ces symptômes partagés. Des enquêtes sont alors menées sous différents azimuts : épidémiologiques, pour recenser fidèlement les cas, cliniques, pour caractériser les symptômes et leur évolution, environnementales ou toxicologiques, pour retrouver un polluant, un toxique, une bactérie... Mais les enquêteurs font chou blanc et ne parviennent pas à expliquer la diffusion des symptômes.

Syndrôme collectif inexplicable

Dans le cas du foyer d'accueil normand, « les données cliniques suggèrent une origine infectieuse probable pour les symptômes des résidents, tandis que les symptômes des professionnels relèvent d'un syndrome collectif inexplicable induit par l'anxiété collective ». Autrement dit, les conjonctivites diagnostiquées chez les patients accueillis dans ce foyer étaient réelles, objectivables, et possiblement d'origine infectieuse, toutes les autres causes possibles (irritation, allergie, pollution...) ayant été écartées.

Mais rien de tel du côté des professionnels. Leurs symptômes étaient

plus diffus, subjectifs, et se résolvait spontanément au retour à domicile. Cause probable du mal bien physique qui les a touchés, selon les auteurs du BEH : « L'inquiétude vis-à-vis de la situation », alimentée par des « interventions multiples des services de secours, confirmant l'impression de danger » et la « discordance entre l'importance des mesures de gestion et l'incapacité des acteurs à identifier une menace objective ou des conséquences sanitaires graves ». Anxiété et symptômes qui se sont envolés « lorsque le sentiment d'exposition à un risque non maîtrisé a disparu ».

L'absence d'enquête psychosociale, faute d'enquêteurs compétents disponibles dans des délais courts, signale Santé publique France, n'a pas permis de décortiquer le phénomène en détail. Mais « cet événement montre qu'un syndrome collectif inexplicable peut survenir chez des adultes dans un environnement sain et équilibré. Il rappelle l'importance des phénomènes psychosomatiques qui peuvent se manifester chez tout un chacun. » Difficile, dès lors, de prévenir leur survenue. En revanche, insistent les auteurs, « pour pouvoir l'expliquer et parvenir à sa résolution », il faut savoir l'identifier. Donc mener l'enquête, expliquer, et informer régulièrement des résultats... même s'il n'y en a pas. ■

Cuisiner une fois par semaine peut réduire le risque de maladie d'Alzheimer

Pauline Fréour

L'activité physique et mentale mobilisée pour préparer un repas aiderait à préserver la santé cérébrale des personnes âgées.

Est-ce un geste simple, et aux conséquences plutôt sympathiques, aidait à prévenir le risque de maladie d'Alzheimer? Avec le vieillissement de la population et en l'absence de traitement pour la guérir, elle pèse de plus en plus lourd dans nos sociétés. Mais les experts estiment que près de la moitié des cas pourraient être évités, ou du moins retardés, grâce à des mesures de prévention. Encore faut-il savoir sur quoi faire porter les efforts. Des chercheurs japonais montrent qu'une piste pourrait être efficace : préparer soi-même un repas par semaine pourrait suffire, chez les seniors, à réduire le risque de plus d'un quart...

Les chercheurs se sont pour cela appuyés sur une cohorte d'environ 11 000 Japonais et Japonaises âgés d'au moins 65 ans, à qui il a été demandé par questionnaire s'ils savaient cuisiner (un peu, beaucoup...), et à quelle fréquence ils se faisaient eux-mêmes à manger. Ils ont ensuite croisé ces résultats avec les don-

nées de l'assurance-maladie nipponne sur leur santé cognitive, pendant six années consécutives (entre 2016 et 2022).

Leurs conclusions, présentées dans le *Journal of Epidemiology and Community Health*, montrent que les personnes cuisinant au moins une fois par semaine avaient un risque de présenter un Alzheimer réduit de 23% à 27% par rapport à celles cuisinant moins que cela. Et le gain était particulièrement significatif chez ceux qui déclaraient ne pas savoir bien cuisiner (-67%), par rapport à ceux déjà bien expérimentés en la matière.

Association vertueuse

Comment l'expliquer? Les études épidémiologiques comme celle-ci ne permettent pas de conclure avec certitude sur les causes d'une telle association vertueuse, mais l'équipe de Yukako Tani, de l'Institut des sciences de Tokyo, émet une hypothèse : le bénéfice serait dû à l'activité physique nécessaire à la cuisine (aller faire les courses, rester debout pen-



dant l'élaboration du plat, puis ranger la cuisine). D'ailleurs, rappellent-ils, il a déjà été montré dans une étude suédoise de 2002 que d'autres activités hebdomadaires comme le jardinage, le ménage, les loisirs créatifs ou le bricolage réduisent le risque de déclin cognitif. En outre, « cuisiner stimule la pensée à différents niveaux, car il faut planifier, séquencer et organiser ses gestes, autant d'activités intellectuelles associées dans des études antérieures avec un moindre risque de déclin cognitif », explique Yukako Tani au *Figaro*. L'effort d'apprentissage supplémentaire demandé aux cuisiniers « débutants » pourrait d'ailleurs expliquer pourquoi ceux-ci bénéficient davantage des repas qu'ils ont préparés.

Pour le Dr Catherine Malaplate, enseignante-chercheuse au CHU et à la faculté de médecine de Nancy, une autre explication peut résider dans la qualité nutri-

tionnelle du fait maison. « Quand on cuisine chez soi, on a tendance à utiliser davantage de produits bruts et frais, et moins d'aliments ultratransformés dont on sait qu'ils sont délétères pour la santé cognitive », analyse-t-elle. Bien que l'étude de Yukako Tani ne comporte pas de données sur ce que mangeaient les participants, la biologiste rappelle que le régime alimentaire japonais comporte de nombreux poissons gras riches en acides gras polyinsaturés oméga-3. « Or les recherches que je mène avec mon équipe visent à montrer que la consommation de ces composés, très présents et utiles dans les

membranes neuronales, protège les neurones et améliore leur fonctionnalité. » Le cerveau conserverait ainsi une meilleure plasticité pour compenser le déclin cognitif et retarder les premiers signes cliniques de la maladie.

En l'absence de traitement permettant de guérir la maladie d'Alzheimer, la prévention est plus que jamais un axe de recherche à développer. C'est d'ailleurs pour cette raison que la Fondation Vaincre Alzheimer en a fait le thème de son rapport annuel de 2025, souligne Marion Lévy, sa directrice scientifique. « Nous nous sommes notamment appuyés sur une étude majeure parue en 2024 dans *The Lancet*, qui liste quatorze facteurs de risque modifiables de la maladie d'Alzheimer, parmi lesquels l'isolement social, la sédentarité, la dépression, l'hypercholestérolémie, le tabagisme, l'alcool, l'hypertension ou un faible niveau d'éducation. »

Faire évaluer son audition

L'alimentation n'y est pas citée mais elle peut être considérée comme un facteur de risque indirect, puisqu'elle impacte entre autres le taux de cholestérol et l'hypertension, poursuit la scientifique. « C'est pour cela que les résultats de l'étude japonaise, même s'il est impossible à ce stade d'en tirer une conclusion ferme, ne semblent pas illogiques », analyse-t-elle, estimant qu'il serait intéressant d'essayer de les reproduire dans un pays aux habitudes alimentaires plus occidentales.

D'ici là, et bien que nous restions malheureusement démunis contre certains facteurs de risque comme l'âge, le sexe ou la prédisposition génétique, certains gestes simples à l'efficacité avérée méritent vraiment qu'on leur prête attention, insiste Marion Lévy. Rester actif, bouger et utiliser son cerveau sont utiles. Mais aussi faire évaluer son audition et s'appareiller dès les premiers signes de dégradation, car la perte auditive isole et réduit la communication, ou encore traiter son hypertension. ■

Comment limiter les récurrences de calculs rénaux

Marguerite Jamet

Une rétrospective sur plus de trente ans d'études fait le tri entre les stratégies efficaces et les autres.

En France, les coliques néphrétiques touchent 10% de la population au cours de la vie. En cause, les calculs rénaux, nés de la cristallisation de minéraux dans les reins lorsque les urines sont trop concentrées ou trop acides; au-delà de quelques millimètres, les calculs obstruent les canaux, provoquant une douleur insupportable, et peuvent être à l'origine de dommages au niveau des reins. Dans les années suivant une première colique néphrétique, la probabilité d'une récurrence grimpe à plus de 30% et peut être encore plus chez certains individus, en particulier chez les enfants. Une perspective angoissante pour les patients, tant la douleur liée aux calculs rénaux est connue comme l'une des plus intenses pouvant être ressenties.

Pour limiter au mieux ces récurrences, plusieurs conseils circulent, basés sur la modulation de facteurs de risque connus comme l'hydratation, l'alimentation ou l'acidité des urines. Mais quels sont les bénéfices réels de ces recommandations? Des chercheurs ont répertorié l'ensemble des études scientifiques publiées sur le sujet depuis une trentaine d'années, en réévaluant la rigueur des méthodologies utilisées, les biais et la solidité statistique des résultats. Leurs conclusions, récapitulées dans *Annals of Internal Medicine*, remettent en question certaines assertions en matière de prévention et, sans la nier, tempèrent l'efficacité de ces stratégies.

Le calcium s'avère bénéfique

C'est notamment le cas de la consommation d'une eau pauvre en minéraux ou la diminution des boissons alcoolisées : ces techniques n'ont pas d'effet clairement démontré sur la récurrence des calculs rénaux. En revanche, une hydratation importante (pour une production de plus de 2 litres d'urine quotidienne) permet bien de réduire le risque de rechute.

La prévention s'appuie aussi sur des recommandations diététiques, car les minéraux qui composent les calculs sont en partie fournis par l'alimentation, comme l'oxalate ou le calcium.

Un régime pauvre en protéines et en sel diminue la probabilité de rechute et, de manière contre-intuitive, une alimentation riche en calcium s'avère bénéfique : le calcium de l'alimentation se fixe à l'oxalate avant absorption pour former un composé qui sera évacué directement dans les selles, tandis qu'un régime pauvre en calcium ne permettra pas de neutraliser l'absorption d'oxalate qui sera donc envoyé dans les reins, où il contribuera à la formation de cristaux avec le calcium déjà présent dans l'organisme.

Les traitements pharmacologiques visant à réduire l'acidité des urines et à limiter ainsi la cristallisation ont un bénéfice modéré, mais variable selon les molécules et les études. L'allopurinol et le sel citrique seraient les plus efficaces, suivis par les thiazides ou le jus de citron. Deux études soulignent cependant que ce dernier pourrait entraîner des effets indésirables dans 10% des cas.

Quant à l'utilisation de febuxostat, de reloxaliase et de magnésium, ou les régimes riches en fibre, l'insuffisance et le manque de rigueur des études ne permettent pas de conclure sur leur efficacité. De même, les traitements ou régimes personnalisés en fonction des minéraux en excès dans le sang ou les urines des participants ne réduisent pas le risque de récurrence plus que les recommandations génériques, qu'elles soient nutritionnelles ou pharmacologiques.

En plus de faire le tri entre les stratégies efficaces et les autres, les auteurs montrent que très peu d'études ont été menées sur les enfants et les jeunes adultes, chez qui l'incidence des calculs rénaux augmente depuis plusieurs dizaines d'années du fait notamment des changements d'alimentation. Or il n'est pas certain que les stratégies qui fonctionnent sur les adultes s'avèrent efficaces sur les enfants. Les chercheurs déplorent aussi le manque d'études sur l'efficacité d'une surveillance par imagerie pour détecter précocement la formation des cristaux et les neutraliser éventuellement avant que leur taille ne provoque de colique néphrétique. ■

LIBÉRONS LA FRANCE DE LA CONTENTION EN PSYCHIATRIE

APPEL À TÉMOINS
0 800 71 40 40
(NUMÉRO NON SURTAXÉ)

La contention et l'enfermement en psychiatrie ne sont pas des actes médicaux, ce sont des pratiques d'un autre âge, traumatisantes pour les 28 000 malades qui en sont victimes. Des alternatives existent.

N'HÉSITEZ PAS À NOUS APPELER CAR VOS TÉMOIGNAGES NOUS AIDERONT À Y METTRE FIN.

AUTISME & TND
INFO SERVICE
www.autismeinfoservice.fr

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès

260 ETTC pour un deuil,
145 ETTC pour un événement heureux.

Le détail de nos tarifs est sur notre site.

Tarif préférentiel pour les abonnés.

Naissances, Adoptions, Baptemes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communications diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Messes et anniversaires, Officiers religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
01 70 37 31 70

LE FIGARO
le carnet du jour



Rendez hommage à vos proches
Publiez une annonce de deuil dans le Carnet du Jour.
carnetdujour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27

deuils

Pierre-François Normand, Charlotte Ménard, ses enfants, leurs conjoints, Valérie, Pierre, Caroline, Louis, ses petits-enfants, Tristan, Timothée, Jean, Athénaïs, Constance, Olympe, Augustin, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Arlette BOBRIE

le 21 mars 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} avril, à 15 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris (7^e).

L'inhumation aura lieu le jeudi 2 avril au cimetière Saint-Eloi de La Rochelle.

Compiègne (Oise).

Bernard Bonnet de La Borderie, son épouse, Cécile Hilaire Bonnet de La Borderie, Christine Fritsch, ses belles-sœurs, Valérie, Yuriko, Jérôme, France, Agnès, Jeanne, Gabrielle, Frédéric, Antoine, Olivier, ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Chantal BONNET de LA BORDERIE née Thiebaut,

survenu le 24 mars 2026, à l'âge de 78 ans, à Compiègne.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce lundi 30 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Germain, square de l'Église Saint-Germain, à Compiègne.

L'inhumation aura lieu au cimetière Nord de Compiègne.

Son épouse, Monique Tassart Brugier, ses fils, Éric et Fabien Brugier, et ses petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Georges Claude Pierre BRUGIER

survenu à Ozoir-la-Ferrière, le 20 mars 2026, à l'âge de 85 ans.

La cérémonie civile aura lieu le mardi 31 mars 2026, à 13 h 30, au crématorium de Champigny-sur-Marne, suivie de l'inhumation dans l'intimité.

Originaire d'Aveyron, il aura longtemps travaillé au sein du groupe Forclum et Eiffage énergie.

Châtel-de-Neuvre (Allier).

En union avec Marie-Solange Clerget de Saint Leger, née Milcent, son épouse,

Geneviève Clerget de Saint Leger, Mayeul Clerget de Saint Leger (†), Nicole et Remi (†) Bordet, Marie-Blanche et Laurent de Chevron Vilette, Henri et Virginie Clerget de Saint Leger, ses enfants,

Antoine et Agathe, Florence et Ivan, Charles, Bertrand, Sixtine et Yann, Nicolas, Diane, Jacques, Foucauld, Victoire et Gauthier, ses petits-enfants, ses 11 arrière-petits-enfants

ainsi que les familles Clerget de Saint Leger, Terrasse, Milcent, Callies, Lequeux, Thieux, Janoray

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu, le 25 mars 2026, dans sa 99^e année, de

Bernard CLERGET de SAINT LEGER

La messe d'obsèques sera célébrée ce lundi 30 mars, à 15 heures, en l'église de Châtel-de-Neuvre.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

Catherine Collin-Lanteaume, Béatrice Collin-Delplancke, ses filles,

Gwendoline, Romain, Clara, Thibaud, Lila, ses petits-enfants,

Koupaïa, Paola, ses arrière-petites-filles, et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Jacqueline COLLIN née Lemée,

le 26 mars 2026, à Neuilly-sur-Seine, dans sa 94^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière de Maisons-Alfort (Val-de-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Montagne, 05700 Sigottier, 12, rue Émile-Allez, 75017 Paris.

Benoît et Dominique de Senneville, Sophie Grégoire, Valérie et Pierre Yves Bouteloup, Emma de Senneville, ses enfants,

Émilie et Loïc, Augustin et Estelle, Antoine et Johanna, Timothée et Alix, Clément, Thomas, Victor, Gaspard et Marie Sophie, Garance, Malo, ses petits-enfants, ses 10 arrière-petits-enfants,

Anne de Senneville, Guislaine de Senneville, ses sœurs,

Nicole de Senneville, sa belle-sœur,

Jacqueline et Jérôme Drillon, Yannick et Gérard Moreau, ses belles-sœurs et beaux-frères,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Jean DENIS de SENNEVILLE lieutenant-colonel de l'armée de l'air, fondateur de l'association Agrir.

Il s'est éteint paisiblement dans sa 101^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle de la Maison Marie-Thérèse, 277, boulevard Raspail, Paris (14^e), le mercredi 1^{er} avril, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière des Batignolles, où il rejoindra son épouse Martine et sa fille Carole.

Odile et Louis Lagrange, Arnaud et Linda Deturmény, Hervé et Emmanuelle Deturmény, Olivier Deturmény et Irène Taudin, ses enfants et leurs conjoints,

Michelle Untersteller, sa sœur,

ses 11 petits-enfants, ses 7 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Françoise DETURMÉNY

survenu le 23 mars 2026, dans sa 90^e année.

La messe sera célébrée ce lundi 30 mars 2026, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Bois-le-Roi (Seine-et-Marne), suivie de l'inhumation, à 16 heures, au cimetière de Meulan (Yvelines).

Antony. Paris.

Sa famille et ses proches

ont le profond chagrin de faire part du décès de

M. Dominique DEVEZEUX de LAVERGNE officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 18 mars 2026, à l'âge de 98 ans, à Antony.

Famille Devezeaux de Lavergne, La Chartraîne, 20, rue Lafontaine, 92160 Antony.

Aimargues (Gard).

Guénolé et Laurent Martrille, Alice et Éric Fournier, Laurent et Clothilde de Feraudy, Élisabeth et Gilles Jaron, Bénédicte et Aymeric Soulard, Pierre-Augustin et Marie de Feraudy, Paul de Feraudy, ses enfants, Damien, Agathe et Thomas, Jehanne, Inès, Marine et Victoire, Raphaël, Benoît, Foucauld et Damaris, Antoine, Guillaume, Maguelone et Clément, Marie-Amélie, Ségolène, Aymeric et Mayeul, Marie-Pia, Éloi, Bosco, Ferréol et Wandrille, Gaspard, ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de la

vicomtesse Bernard de FERAUDY née Gabrielle

Secondat de Montesquieu, le 26 mars 2026, à Montpellier.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Saturnin, à Aimargues.

La Montagne, 05700 Sigottier, 12, rue Émile-Allez, 75017 Paris.

Marie-France GARIN DESVIAL née Vigière d'Anval,

s'est endormie dans la Paix du Seigneur le 24 mars 2026, dans sa quatre-vingt-douzième année.

De la part de Jacques Garin Desvial, son épouse, Fabrice (†) et Tekla, Jérôme et Françoise, Thibault, Céline, ses enfants, Nicolas, Sophie, Sébastien, Lucile, Emma, ses petits-enfants, Robin, Raphaël, Johan, Gabriel, Axel, Maylis, Isaac, Alma, Mathis, ses arrière-petits-enfants.

Une messe d'action de grâce sera célébrée ce lundi 30 mars 2026, à 14 h 30, en l'église Saint-Victor, 17, chemin de l'Église, à Meylan (Isère), suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Roch de Grenoble.

Jacques Garin Desvial, la Grande vigne, 24, chemin de la Ville, 38240 Meylan.

Nous sommes priés d'annoncer le décès de

M. Henri-Didier GELIN HEC 1967,

survenu le 26 mars 2026, dans sa 82^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 avril, à 14 h 30, en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20^e).

Didier et Alix Hauvette, Laurent Hauvette (†), Stéphane et Debbie Hauvette, Dorothee et Antoine Raux, ses enfants, ses 9 petits-enfants et 14 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Yvette HAUVETTE née Pougheon,

le 27 mars 2026, à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 2 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 1, rue de l'Église, à Neuilly-sur-Seine.

65, boulevard du Commandant Charcot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Patrick et Valérie Latournerie-Mérieux, Benoît Latournerie (†), Catherine Moizan-Latournerie et Hugues Moizan (†), André et Pascale Sainte-Marie-Latournerie, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Thérèse LATOURNERIE née Tack, chevalier de la Légion d'honneur, présidente d'honneur de l'Association de gestion des infirmières libérales,

survenu le 26 mars 2026, à Toulouse.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 avril, à 10 h 30, en l'église Sainte-Madeleine de Pouvoirville, à Toulouse.

Paris (16^e).

M. Thierry Mangot, M. Hervé Mangot, ses fils, leurs enfants et petits-enfants, et toute leur famille

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne MANGOT née Babouot,

survenu le 23 mars 2026, à l'âge de 105 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, à Paris (16^e), ce lundi 30 mars 2026, à 14 h 30.

herve.mangot@saphelec.fr

La comtesse Pierre de Maud'huy, née Stéphanie Poniatowska, son épouse,

Bertrand et Patricia de Maud'huy, Amélie et Mathias de Dampierre, ses enfants,

Alexia, Eustache, Anatole, Léonard, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

comte Pierre de MAUD'HUY

rappelé à Dieu le 23 mars 2026, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

Bouguival (Yvelines).

Michèle, sa compagne, Matthieu et Anne-Laure, Charlotte et Matthieu, Elsa et Gaëtan, ses enfants, Melvil, Zélie, Léonie, Titouan et Simon, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe MONDIN

survenu le 27 mars 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} avril 2026, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Bouguival.

L'inhumation aura lieu à Carantec (Finistère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nicole Ricard, née Badelon, son épouse,

Cendrine Delille et Pauline Velin, en union avec Nathalie Rouleaux Dugage et Sophie Bacot, ses filles,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

M. Yves RICARD

le 26 mars 2026, dans sa 94^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Genest, à Oradour-Saint-Genest (Haute-Vienne).

Olivier Latil, Yves Latil, Pierre Latil et son épouse Anne de Lamotte, ses enfants,

Guillaume, Céline, Maki-Sue, Arnaud et Julie, Sophie, Diane et André Thomaz, Laurent et Cassandra, Charlotte, ses petits-enfants,

Louis, Oscar, Joséphine, Valentin, Charlie, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Martine ROUSSOLET de LIFFIAC

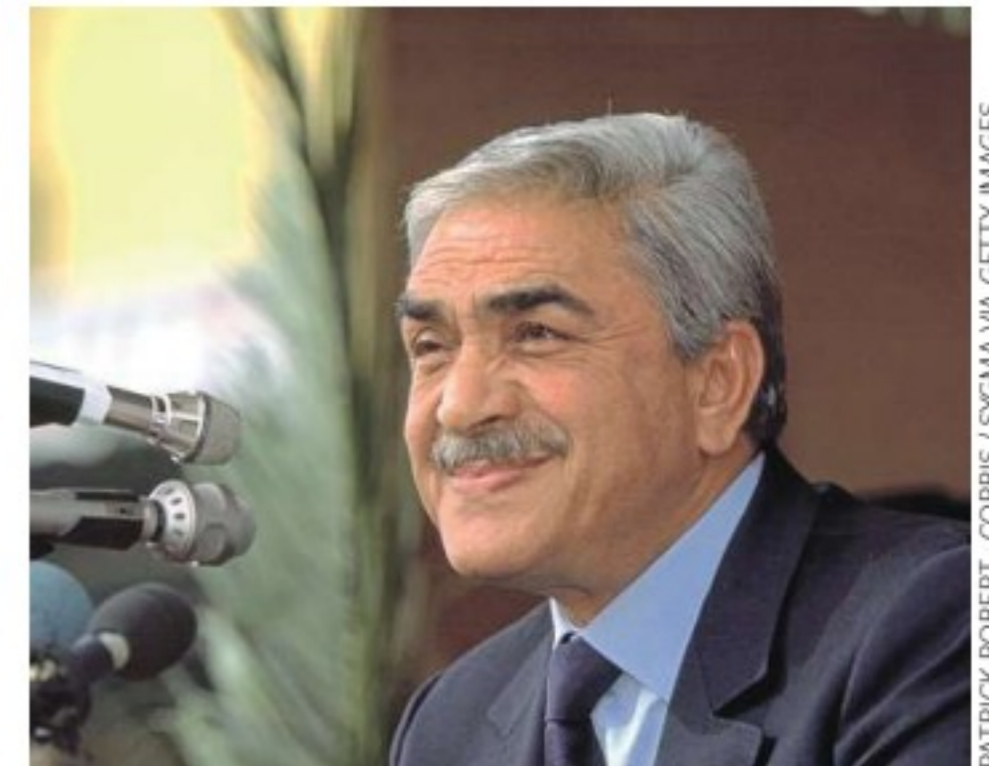
survenu le 24 mars 2026, à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} avril 2026, à 14 h 30, en l'église Saint-Antoine-et-Saint-Sulpice, à Grigny (Essonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

disparition

Zeroual, le président algérien qui n'aimait pas le pouvoir



Liamine Zeroual, ex-président de la République algérienne, le 11 novembre 1995.

Adam Arroudj Alger

C'est porté par huit militaires que le cercueil de l'ex-président algérien Liamine Zeroual est arrivé dimanche 28 mars au Palais du peuple. Un dernier hommage populaire a été rendu à l'homme d'État, décédé la veille à l'âge de 84 ans. Les funérailles se dérouleront lundi dans sa ville natale de Batna, selon sa volonté, et non pas au cimetière d'el-Alia, à Alger, où reposent tous les présidents du pays.

« Dans la tête des Algériens, il restera LE président des années 1990 (décennie de la guerre civile, NDLR), celui qui ne voulait pas du pouvoir mais qui a accepté par devoir », témoigne un riverain coincé dans les embouteillages causés par l'événement.

En 1995, face au vide institutionnel causé par l'annulation des législatives de janvier 1992 puis la démission du président Chadli, et face à la violence dans laquelle les islamistes ont plongé le pays, l'armée fait appel à Zeroual pour assumer la présidence de l'État. Abdelaziz Bouteflika vient, pour la petite histoire, de décliner l'offre. Il sera ensuite élu président de la République en novembre 1995 avec un score record, alors même que le GIA a menacé de mort quiconque irait voter.

« Liamine Zeroual, qui n'en revenait pas, eut beau protester de son incapacité à remplir cette fonction, le général Khaled Nezzar, inflexible, refusa de revenir sur sa décision. Liamine Zeroual se plia finalement aux ordres de son supérieur », témoigne l'ex-amiral Rachid Benyellès dans ses mémoires.

Natif des Aurès, dans l'Est algérien, Zeroual rejoint l'Armée de libération nationale, bras armé du FLN contre la France, à 16 ans, avant de suivre une carrière militaire après l'indépendance algérienne dans le corps de l'artillerie. Il monte en grade jusqu'à finir commandant des forces terrestres et adjoint du chef d'état-major à la fin des années 1980.

Malgré une prometteuse trajectoire, il démissionne après un désaccord avec ses supérieurs sur l'organisation des troupes de combat. L'ex-général est ensuite envoyé dans la Roumanie de Ceausescu comme ambassadeur. Là aussi, il quitte son poste

pour protester contre ce qu'il juge être le peu d'égard des autorités algériennes envers leurs ressortissants à l'étranger.

En 1993, l'armée fait une première fois appel à lui pour remplacer son ancien supérieur Khaled Nezzar, alors membre du Haut Comité d'État, au poste de ministre de la Défense.

En septembre 1998, Zeroual prend tout le monde de court en annonçant une présidentielle anticipée sur fond de désaccords avec certains hauts gradés sur la menée des négociations avec des groupes armés mais aussi sur la place de plus en plus hégémonique de son conseiller spécial, Mohamed Betchine, ancien patron des services secrets, dont l'appétit de pouvoir agaçait les généraux de l'état-major et des services.

En octobre 1995, Jacques Chirac et Liamine Zeroual devaient se rencontrer en marge d'une réunion à l'ONU, à l'initiative de la partie algérienne. Mais lorsque Chirac posa comme condition que l'entrevue se tienne à l'écart des caméras, Zeroual interpréta cela comme un refus de s'afficher publiquement avec lui et décida d'annuler la rencontre. Sa démission ouvre la voie à l'élection, en avril 1999, d'Abdelaziz Bouteflika, qui aurait, selon la rumeur de l'époque, qualifié son prédécesseur de « président stagiaire ».

Liamine Zeroual s'isole alors dans sa maison familiale à Batna, refuse d'assister aux cérémonies officielles et décline certains avantages réservés aux anciens chefs d'État. Il brise ce long silence à deux reprises. En 2014, il signe une déclaration à la veille de la présidentielle, critiquant l'annulation par Bouteflika de la limitation des mandats présidentiels à deux.

En 2019, il apporte son soutien au Hirak (vaste mouvement populaire de contestation) contre un cinquième mandat de son successeur, et refuse la proposition de l'ex-patron des services secrets Mohamed Mediène, et du frère du président, Saïd Bouteflika, de présider une instance chargée de gérer la période de transition.

Hormis une rare apparition lors d'une visite au président Tebboune, Liamine Zeroual s'est tenu ces dernières années loin du pouvoir et de ce qu'il appelait, selon les confidences d'un proche, « le trône de l'enfer ». ■



PAR
Alban Barthélemy

Suffit-il d'isoler l'extrême droite pour l'empêcher de progresser ? En France, l'idée revient à chaque élection, tel le sparadrap du Capitaine Haddock. Pour juger de sa pertinence, il suffit pourtant de regarder chez nos voisins du nord. Depuis près de 35 ans, la Belgique francophone expérimente un dispositif quasi unique au monde, appelé le « cordon sanitaire ».

L'expression, héritée du vocabulaire médical, vise à isoler politiquement et médiatiquement les partis ne respectant pas les valeurs démocratiques. Avec une efficacité relative : « Depuis que ce dispositif existe, l'extrême droite ne dispose d'aucun élu chez nous. Mais ce que l'on oublie souvent de dire, c'est que l'extrême gauche n'a jamais été aussi puissante », constate Corentin de Salle, directeur du centre Jean-Gol, le bureau d'études du MR (Mouvement réformateur, droite francophone).

L'histoire du cordon sanitaire belge remonte à 1991. Lors de l'élection législative du 24 novembre, surnommée « le dimanche noir », le Vlaams Blok (extrême droite flamande) fait, à la surprise générale, une percée historique au Parlement fédéral, en passant de 2 à 12 députés. Côté francophone, le Front national belge réussit également une percée plus modeste, en obtenant son premier député. Dans la foulée, les principaux partis flamands, sous la pression de la société civile, signent un protocole dans lequel ils s'engagent à ne conclure aucune coalition, ni développer « aucune forme de collaboration politique » avec ces nouveaux élus. « L'idée avait en réalité déjà été évoquée dès 1989 par les écologistes flamands. Mais c'est vraiment cette élection qui a fait bouger les lignes », explique Benjamin Biard, chercheur au Centre de recherche et d'information sociopolitique (Crisp).

Côté francophone, un texte similaire voit le jour plus tardivement, le 8 mars 1993, à travers une « Charte de la démocratie » signée par les quatre principaux partis de l'époque. Celle-ci va plus loin, en proscrivant de faire passer tout texte de nature législative grâce à l'apport de voix d'extrême droite. Cette charte est réaffirmée par les mêmes partis à plusieurs reprises, et complétée en 1999 par un « code de bonne conduite » des mandataires politiques, toujours en vigueur aujourd'hui. Celui-ci demande « de ne pas adopter un comportement de sympathie ou de familiarité aboutissant à la banalisation ou à la respectabilisation des élus issus de ces formations ». Un dispositif qui ne concerne toutefois pas l'extrême gauche. « Celle-ci était à l'époque quasiment absente du spectre politique », rappelle Benjamin Biard. « Par conséquent, la question de l'exclure également ne se pose pas ». Le PTB (Parti des travailleurs de Belgique), marxiste et anticapitaliste, ne fera son entrée au Parlement fédéral belge qu'en 2019, où il dispose désormais de 15 sièges, depuis les dernières élections.

Ce cordon sanitaire politique se double, côté francophone uniquement, d'un cordon médiatique, dès décembre 1991. Sur base de son décret statutaire, la Radio-Télévision belge de la communauté française (RTBF) choisit, de sa propre initiative, d'interdire l'accès à ses émissions en direct aux membres des partis ne respectant pas les principes de la démocratie, tels que consacrés dans la convention européenne des droits de l'homme. C'est alors le Front national belge (FN) qui est surtout visé. « Il y avait un contexte d'inquiétude ; d'autant qu'en Flandre, le Vlaams Blok avait réussi à entrer dans le conseil d'administration de la Radio-Télévision publique flamande », souligne Benjamin Biard.

Ce dispositif d'autorégulation, contesté en justice sans succès, est par la suite repris par l'ensemble des médias du sud du pays. Il est progressivement codifié, à partir de 1999, par le Conseil supérieur de l'audiovisuel belge (CSA), jusqu'à obtenir un caractère obligatoire dès 2012.

Trente-cinq ans plus tard, le cordon sanitaire médiatique fait pourtant toujours débat. « Il ne se passe pas une semaine sans qu'on me pose la question de son utilité », reconnaît Benjamin Biard. En janvier 2025, la RTBF déclençait ainsi un scandale politique, en faisant le choix de diffuser le discours d'investiture de Donald Trump... avec un différé de deux minutes. « Le président américain a tenu des propos racistes, d'extrême droite, xénophobes et d'incitation à la haine (...). Cette pratique permet d'éviter de banaliser de tels propos », justifiait alors Aurélie Didier, directrice éditoriale adjointe de l'information.

Plus récemment, à la mi-février, le site d'information en ligne 21News était épinglé par le CDJ (Conseil de déontologie journalistique), l'organe d'autorégulation des médias belges francophones. La raison de la sanction ? Un article reproduisant intégralement l'allocation prononcée par le vice-président américain, JD Vance, à la Conférence de Munich sur la sécurité, sans vérification, ni mise en perspective. « Le problème n'est pas d'avoir relayé le discours, ce qui relève de la liberté éditoriale. C'est de ne pas l'avoir mis en contexte », explique Muriel Hanot, secrétaire générale du CDJ. Le travail journalistique implique une mise à distance. Nous préférons d'ailleurs parler de responsabilité sociale et démocratique des médias, plutôt que de cordon sanitaire, pour éviter toute confusion avec son aspect politique ». Une décision qui fait bondir Étienne Dujardin, directeur de 21News. « Cela va beaucoup trop loin ! Où est la limite ? Je crois que les lecteurs sont assez grands pour interpréter les faits par eux-mêmes ». Un sentiment d'arbitraire renforcé par le fait que la plainte visant son média a été anonymisée sur demande des plaignants. Une demande « rarissime » d'après le CDJ.



Face à la recrudescence de la violence politique, le Mouvement réformateur (droite francophone) milite ouvertement pour une extension du mécanisme à l'extrême gauche (ici, son président, Georges-Louis Bouchez, le 17 mars 2025). HATIM KAGHAT / BELGA VIA AFP

La Belgique francophone, le pays du cordon sanitaire où l'extrême gauche prospère

Créé en 1991, ce dispositif journalistique qui interdit de donner la parole en direct aux formations ou personnalités jugées d'extrême droite, est régulièrement accusé de restreindre la liberté d'expression. De nombreux Belges préfèrent se brancher sur la France pour s'informer au quotidien

Au sein même des journalistes belges francophones, le mécanisme interroge : « Le cordon sanitaire est souvent perçu comme une forme de censure ; en réalité, nous donnons la parole à tout le monde. Mais je refuse effectivement de participer en Flandre aux émissions de débats en direct lorsqu'il y a des représentants d'extrême droite, ce qui sidère toujours un peu mes confrères flamands », constate Dorian de Meuß, rédacteur en chef du journal *La Libre Belgique*. La faible taille des audiences, dans un pays comptant environ 4 millions de francophones, rend par ailleurs difficile l'émergence de médias spécialisés, ou clairement identifiés politiquement.

Dès lors, de nombreux Belges préfèrent se brancher... sur la France, pour s'informer au quotidien. « La presse quotidienne en Belgique est très centrée », estime Tanguy, un consultant de 35 ans, qui préfère lire des revues au long cours, et indique écouter Europe 1, France Culture ou encore CNews, en podcast, lors de ses déplacements en voiture. « Dans les médias belges, j'ai souvent l'impression d'une vision à sens unique, constate quant à lui Matthieu, jeune trentenaire vivant à Bruxelles. Je me rappelle de reportages sur l'euthanasie par exemple, où seules des personnes favorables à sa légalisation étaient interrogées. Je me tourne vers les journaux français pour retrouver des enquêtes, ou des analyses plus fouillées. »

Pour justifier le maintien d'un cordon sanitaire médiatique, ses défenseurs évoquent le fait, incontestable, que la droite radicale ne dispose aujourd'hui d'aucun élu en Belgique francophone. Contrairement à la Flandre, où le Vlaams Belang (extrême droite) est présent sur les plateaux de télévision, et compte de nombreux parlementaires. « L'efficacité du dispositif sur la progression électorale a pu être démontrée. Mais c'est loin d'être le seul facteur explicatif », souligne

Benjamin Biard. L'absence de leader charismatique, de même qu'un sentiment national plus diffus permettent également de comprendre cette absence. De même que la mobilisation de la société civile et des mouvements antifascistes, capables d'empêcher la tenue de réunions publiques. « Pour prendre un seul exemple : le dernier parti d'extrême droite ayant concouru à des élections côté francophone, le parti *Chez nous*, n'a pas réussi à tenir la moindre réunion publique entre sa fondation, en 2021 et le dernier scrutin, en 2024 », rapporte le chercheur, qui constate un glissement : « Beaucoup de militants considèrent qu'il ne s'agit plus simplement de ne pas donner la parole en direct à des élus d'extrême droite ; mais de les empêcher de prendre la parole tout court. »

Cette volonté de censurer des propos dépasse la seule sphère médiatique. En mai 2025, l'essayiste française Dora Moutou était ainsi invitée à Bruxelles, pour une conférence organisée par l'Institut Thomas More. « 52 associations ont publié une lettre ouverte pour s'opposer à sa venue. Heureusement, le lieu de la réunion était privé ! », explique Aymeric de Lamotte, le directeur général adjoint de l'Institut. Une cinquantaine de policiers ont dû être mobilisés sur place le soir même, pour assurer la sécurité de la centaine de participants. »

S'il est impossible d'en faire une liste exhaustive, le cas est loin d'être isolé. En septembre 2025, une dédicace de l'essayiste Raphaël Enthoven à la librairie Filigranes à Bruxelles était annulée, sous la pression de groupes pro-palestiniens. En février de cette année, une conférence de la journaliste française Nora Bussigny, consacrée aux ingérences étrangères sur les campus universitaires, se tenait dans des conditions particulières. « Nous avions un dispositif de sécurité digne d'un aéroport, avec notamment des détecteurs de métaux à l'entrée du bâtiment », raconte Éric Muraille, biologiste et directeur de recherche au FRS-FNRS à l'Université libre de Bruxelles. « Ces groupes disent se mobiliser contre la droite radicale ; mais c'est en réalité très vague. Pour eux, si vous augmentez les frais d'inscription à l'université, vous êtes fasciste », ajoute le chercheur. Suite à plusieurs événements similaires, ce dernier indique d'ailleurs s'être vu signifier par sa faculté l'interdiction de poursuivre le cycle de conférences dont il avait la charge.

Les intimidations ne sont pas juste théoriques. Le 18 septembre dernier, le Mouvement réformateur (droite francophone), organisait à Liège un hommage à Jean Gol, ancien ministre et député européen. « Des militants nous attendaient devant l'entrée du bâtiment, raconte Martin (*), un collaborateur parlementaire. Nous avons été poursuivis dans la rue. Des coups ont été portés, on nous a jeté des pavés. Il a fallu la protection de policiers en civil pour entrer. C'était choquant, et assez effrayant. » La pression est telle que certains organisateurs prennent désormais les devants. Début mars, le salon du livre de Bruxelles annonçait exclure le centre Jean-Gol, le bureau d'études du parti libéral belge, pour des questions de « sécurité publique » ; avant de faire marche arrière, devant le tollé suscité.

« Le véritable danger aujourd'hui est moins l'extrême droite que l'extrême gauche, qui s'est fortement radicalisée, et a beaucoup plus facilement recours à la violence, insiste Corentin de Salle. Ces épisodes soulignent la facilité avec laquelle vous pouvez, juste avec

quelques militants, museler la parole de très nombreuses personnes. » « On constate de fait une remobilisation de l'activisme antifasciste », souligne Benjamin Biard. Après une relative période d'accalmie au début des années 2000, le chercheur note une résurgence de ces mouvements en Belgique francophone, avec par exemple la renaissance du Front antifasciste de Liège, fin 2018. Sur les réseaux sociaux, les « participants au front », se félicitent de la réussite de leurs actions - dont l'annulation de conférences - et appellent fréquemment à la mobilisation.

Face à cette recrudescence de la violence politique, le Mouvement réformateur (droite francophone) milite désormais ouvertement pour une extension du cordon sanitaire : « Il n'y a aucune raison de traiter l'extrême droite comme un danger absolu et l'extrême gauche comme un simple épiphénomène acceptable dans notre démocratie », soulignait récemment dans une lettre ouverte Georges-Louis Bouchez, son président, lui-même ciblé fréquemment par les militants antifas pour ses prises de position jugées conservatrices, et son ton disruptif. Une proposition qui n'est pour l'instant soutenue par aucune autre formation politique. « Il aurait fallu le faire depuis longtemps, mais c'est trop tard, estime une source parlementaire bien informée. Isoler l'extrême gauche maintenant ne ferait que la victimiser, ce qui aurait l'effet inverse de celui recherché. À Bruxelles, le PTB (extrême gauche) a recueilli lors des dernières élections près de 20 % des voix... »

« Avec les réseaux sociaux, les médias traditionnels sont de toute façon largement dépassés. Les politiques préfèrent s'adresser à leurs communautés, plutôt que de répondre à nos questions »

Dorian de Meuß Rédacteur en chef du journal *La Libre Belgique*

Un débat que d'aucuns estiment de toute façon assez vain. « Avec les réseaux sociaux, les médias traditionnels sont aujourd'hui largement dépassés, estime le journaliste Dorian de Meuß. Les politiques préfèrent bien souvent s'adresser à leurs communautés, plutôt que de répondre à nos questions. »

En France, certains continuent pourtant à rêver d'instaurer un tel dispositif. En janvier dernier, l'humoriste Merwane Benlazar suscitait la polémique, après avoir suggéré, dans une chronique sur France Inter, de « s'inspirer » de nos voisins belges. « On a été trop gentils avec l'extrême droite. Mettre un facho au micro, c'est légitimer ses idées (...) T'es un média, t'as une responsabilité, j'attends de toi que tu fasses le tri avant de recevoir les gens !, avait-il affirmé, sous les rires des autres chroniqueurs. Dans les médias belges francophones, il y a ce qu'on appelle le « cordon sanitaire ». On devrait s'en inspirer ! » Des propos condamnés dans la foulée par le député Horizons du Calvados, Jérémie Patrier-Leitus : « Votre appel à la censure politique et au cordon sanitaire médiatique, sous couvert d'humour, est grave et inacceptable », avait réagi l'élu, à la tête de la commission d'enquête sur la neutralité et le financement de l'audiovisuel public. ■ *Le prénom a été modifié.

« Les alliances du PS avec LFI faciliteront demain la convergence des électeurs LR et RN »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Alexandre Devecchio

LE FIGARO. - Peut-on tirer des enseignements nationaux des élections municipales ?

DOMINIQUE REYNIÉ. - Oui, mais pas le soir du second tour, ni même le lendemain, compte tenu de l'extraordinaire diversité de cette immense consultation nationale organisée dans 35 000 communes et, en 2026, qui plus est, avec deux modes de scrutin inédits : l'un pour les petites communes, l'autre pour les trois plus grandes villes de France. Inévitablement, la première lecture n'a pu qu'ignorer les premières et survaloriser les secondes. Pourtant, s'il s'agit de commencer à deviner les contours de la prochaine élection présidentielle, il faut rappeler que Paris, Lyon et Marseille ne représentent ensemble que 4,5 % du corps électoral, soit le même poids que nos 18 484 communes de moins de 500 habitants. Or, chacun a pu voir que, pendant la soirée électorale, Paris est devenu la France. C'est ce que nous disaient les images montrant son nouveau maire, Emmanuel Grégoire, circulant à vélo, entouré de photographes et de caméramen, comme on a pu suivre auparavant, le soir d'un second tour d'élection présidentielle, le nouvel élu, dans sa voiture, filant à travers la capitale.

Il n'est pas question de méconnaître l'importance électorale et politique des 45 villes de plus de 100 000 habitants, et parmi elles, Paris. Ce sont des enjeux importants. De plus, dans la plupart des cas, elles ont élu leur maire au terme d'un second tour ouvert, répondant à l'intérêt médiatique pour l'incertitude et l'attente d'un dénouement auquel on peut assister en direct. Cela justifie en partie cet intérêt pour les métropoles. Pour autant, même ces 45 communes de plus de 100 000 habitants ne représentent au total que 13 % des électeurs inscrits en France, outre-mer compris, tandis que 70 % des électeurs résident dans les communes de la France rurale et dans les villes de moins de 30 000 habitants.

On sait qu'à l'échelle de ces communes, les identités politiques comptent moins, ou qu'elles ne sont pas exhibées. Les résultats manquent donc de clarté en termes d'affichage politique. Il y a pourtant nécessairement des messages à décrypter, car la plupart des abstentionnistes et des électeurs du 15 mars 2026 n'en ont pas moins des préférences politiques, et ils ne les feront pas connaître avant les prochaines élections, dans un an. Déjà, les élus municipaux issus des scrutins des 15 et 22 mars 2026 manifesteront une sensibilité politique, dont leur élection est en partie le résultat, à l'occasion des élections sénatoriales. Nous verrons mieux, alors, le sens des scrutins municipaux et un peu plus la présidentielle qui vient.

L'abstention, notamment au 1^{er} tour, provoquée en partie par la réforme du mode de scrutin dans les petites communes, a-t-elle brouillé le résultat de ces élections et invisibilisé la recomposition à l'œuvre ?

Oui, je le crois. La démocratie communale ne se portait pas si mal jusqu'en 2026, ainsi qu'en attestent deux des principaux enseignements qui ressortent de ces élections municipales : 95 % des communes ont élu leur maire dès le premier tour, et 90 % des maires qui se représentaient ont été réélus. Mais le fameux droit de panachage, c'est-à-dire la possibilité de rayer ou d'ajouter un nom sur une liste, qui est souvent l'unique liste offerte aux électeurs, ce droit qu'avaient les millions de citoyens dans les communes rurales et qui préservait leur liberté de choisir, a été supprimé par l'étonnante réforme décidée en 2025. Le 15 mars, ces électeurs se sont soudain retrouvés face à une élection sans choix, contraints de valider une liste bloquée ou de s'abstenir, alors que voter est présenté comme un droit et un devoir, ou encore de voter blanc. Même si, dans ces communes, les élections n'ont jamais été disputées comme ailleurs, il demeurerait toujours une part de choix, donc de liberté. Là encore, il faut voir que la France des villes de moins de 3500 habitants réunit un tiers de la population nationale et, en

gros, 15 millions d'électeurs. Parmi eux, le 15 mars, 6 millions à 7 millions n'ont même pas participé au premier tour dans des communes où il n'y a pas eu de second tour. Or la plupart des abstentionnistes de 2026 voteront en 2027. On découvrira alors quelle est leur orientation politique. Les résultats d'ensemble donnent à penser qu'ils devraient davantage abonder le vote de droite que le vote de gauche.

La victoire des socialistes à Paris, à Lyon et à Marseille signifie-t-elle un retour de la gauche socialiste ?

Dans ce cas, ce serait le principal enseignement de ces municipales. Mais cela pourrait aussi bien montrer qu'il est des succès qui préparent la défaite, car si la gauche l'emporte dans les trois plus grandes villes de France en reculant partout ailleurs, c'est le signe d'un rétrécissement sociologique. Sur le fond, ce serait d'autant plus risqué pour le PS qu'il voguerait à contre-courant d'une France des territoires, plus hostile aux changements incessants générés par une globalisation tumultueuse dont les métropoles seraient l'expression municipale. Sur le plan électoral, la concentration territoriale de la gauche, notamment dans ces métropoles, compliquera la tâche du PS pour les législatives à venir. Ancré dans moins de territoires, le PS sera plus dépendant d'une alliance avec LFI, puisque là où le PS sera présent, LFI y sera aussi.

Après avoir fait émerger un vote des banlieues, rendu spectaculairement visible par les municipales, et donc mobilisateur pour les élections suivantes, Mélenchon est en train de forger un vote révolutionnaire

Concernant LFI, faut-il retenir sa poussée au 1^{er} tour ou le relatif plafond de verre au second tour ?

Je retiendrai que la poussée de LFI est forte, mais qu'elle est, à ce stade, plus politique qu'électorale. Il s'agit d'une poussée politique dont les effets électoraux pourraient se déployer d'ici à 2027, et au détriment du PS. Voyez le cas de Toulouse. Au premier tour, François Piquemal, le candidat LFI, réunit 27,5 % des suffrages, contre 25 % pour François Briçonnet, le candidat socialiste. Pour le second tour, le PS s'allie avec LFI alors que le RN a été éliminé. Il est donc clair que l'alliance n'a pas d'autre ambition que de battre Jean-Luc Moudenc. L'alliance échouera au second tour, mais ce vote LFI-PS atteint 46,1 % des suffrages exprimés.

À la suite du second tour, les divisions qui ont surgi au sein de la gauche à propos de ces alliances montrent qu'elles n'ont pas produit les résultats escomptés, mais non qu'une telle alliance est moralement inacceptable et qu'elle devrait accabler le PS. En réalité, ces querelles nous disent que les dirigeants socialistes n'ont pas renoncé à une alliance avec LFI. Ils renouent avec LFI aussitôt que nécessaire, comme Jean-Luc Mélenchon ne cesse de le dire publiquement.

Cette affaire montre que, sous l'effet de LFI, une part croissante des électeurs de gauche, et en particulier du PS, sont disponibles pour un vote Mélenchon dès le 1^{er} tour de la présidentielle. Jérôme Jaffré soulignait récemment dans vos pages que LFI est une formation forte mais clivante, ce qui est un obstacle pour gagner au second tour de la présidentielle. Il a raison. Mais la question est de savoir si, en l'état actuel des candidatures de premier tour, cette brutalité, clivante mais saillante, n'est pas devenue une force, l'une des conditions, en particulier à gauche, pour figurer au second tour. Après avoir fait émerger un vote des banlieues, rendu spectaculairement visible par les municipales, et donc mobilisateur pour les élections suivantes, Mélenchon est en train de forger un vote révolutionnaire. Le cas toulousain montre que ce vote s'étend bien au-delà de LFI. Il a la capacité d'attirer une grande partie des électeurs socialistes et des écologistes, qui pourraient céder à la tentation d'une gauche renonçant au réformisme après des années d'un écologisme protestataire, d'ailleurs volontiers violent, et d'un mélenchonisme

brutal. En tout cas, il est difficile d'imaginer les électeurs de gauche qui ont voté Piquemal en 2026 soutenir un candidat de la droite ou du centre pour faire barrage au RN en 2027. L'alliance du PS avec LFI en 2026 favorise déjà la victoire du RN en 2027.

S'il est difficile de désigner un véritable vainqueur, on peut, en revanche, désigner des perdants : les écologistes, mais aussi le bloc central...

Ce sont deux cas différents. Les écologistes tombent d'une hauteur imaginaire puisqu'il n'y a pas eu de « vague verte » en 2020. Ils se sont emparés de quelques villes grâce à une union des gauches et là où leurs électeurs se sont un peu moins abstenus que les autres lors de l'abstention historique favorisée par le Covid-19. Ce n'est donc pas un recul, mais le retour à un étagement électoral habituel. Rappelons que le score moyen des écologistes lors de leurs huit candidatures à la présidentielle est de 3,3 %.

Quant au bloc central, il souffre aujourd'hui de ne pas savoir se définir autrement que comme ce qui ne serait ni de droite ni de gauche. Il n'est pas sûr que le retour du « ni-ni » mitterrandien de 1988 puisse remplacer le « en même temps » macroniste de 2017. Si l'on considère les figures de ce bloc central qui sont à la fois les plus connues et à la tête d'une formation politique, à savoir deux des anciens premiers ministres du président Macron, Gabriel Attal, avec Renaissance, et Édouard Philippe, avec Horizons, il est encore difficile de savoir quelle doctrine ils portent. Quant au MoDem, alors qu'il était l'unique héritier d'une véritable doctrine, celle de la droite chrétienne-démocrate, il a pris le risque de rompre avec elle en menant le combat parlementaire pour la légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté, avant de subir la défaite de son leader historique, François Bayrou, battu à Pau par un socialiste. Il me semble que ces trois formations politiques n'ont pas trouvé dans les résultats des élections municipales l'élan recherché.

Comment interprétez-vous la victoire d'Éric Ciotti à Nice et la percée de Franck Allisio à Marseille ?

Qu'est-ce que cela dit de la recomposition de la droite et de la porosité entre les électors RN et LR ?

Je noterai d'abord, d'une manière générale, une conséquence de la progression conjointe du vote LR et du vote RN au cours de ces élections municipales. Nationalement, le progrès de l'un ne se solde pas par le recul de l'autre. À l'intérieur d'une forte concurrence LR/RN, il s'agit d'une poussée simultanée des droites LR et RN, mais plus marquée pour LR que pour le RN. Sous réserve d'un examen approfondi, cela s'inscrirait dans le mouvement général de droitisation déjà observé. La réaffirmation du clivage gauche/droite pourrait induire une plus grande fluidité entre les électors de droite. La droitisation conduirait ces électeurs à arbitrer a priori en faveur d'un candidat de droite, optant pour le candidat LR ou RN au motif qu'il permettrait de battre un adversaire commun.

J'ajoute que les alliances du PS avec LFI faciliteront demain la convergence des électeurs LR et RN. Pourquoi s'en priveraient-ils dès lors que le PS, qui fut, depuis 1986, l'inventeur du « barrage républicain » et se montra censeur tatillon et sévère avec la droite pendant toutes ces années, pourrait s'autoriser une alliance avec LFI, qui s'est rendue le plus infrequentable de tous les partis, en brutalisant la politique, par son penchant pour l'antisémitisme, sa proximité assumée avec des organisations violentes, comme la Jeune Garde, et la redoutable application avec laquelle il tente de racialisier les confrontations politiques ?

Par différence avec l'alliance LFI-PS, cette fusion de fait serait opérée par la base, sans égard pour les appareils partisans ou les directives de leurs dirigeants. Ce processus œuvrant au retour du clivage gauche/droite pourrait contraindre les partis du bloc central à prendre position.

Que vous inspirent les scènes de lynchage symbolique des maires sortants qui ont accompagné la victoire des LFI en banlieue ?

On doit rappeler que ces scènes lamentables impliquent une minorité des populations locales concernées. Mais ces comportements ont aussi mis en cause des élus manifestement insensibles à l'ordre démocratique qui a permis leur élection. En l'absence de sanctions dissuasives, la suite sera désastreuse. D'autant plus que la cause de cette espèce de fureur ne peut pas être le résultat du scrutin, puisque les plus menaçants sont parmi ceux qui ont gagné les élections. Loin de célébrer ce moment qui prouve que la démocratie fonctionne, que la France tient ses promesses, qu'elle est bel et bien ouverte à tous, quelles que soient ses origines, sa religion, sa couleur de peau - comme il n'est possible de le vérifier qu'en très peu d'endroits dans le monde d'aujourd'hui -, ces scènes donnent à penser que la victoire ne suffit pas. Le 25 mars 2026, devant les députés, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a fait savoir que 120 faits judiciaires ont été enregistrés dans le cadre de la campagne électorale. Il a précisé : « C'est beaucoup plus que les autres années », ajoutant que « les communes dans lesquelles ces faits ont eu lieu, ce sont souvent celles de LFI ». ■

* Dominique Reynié est professeur des universités à Sciences Po et directeur général de la Fondapop (think-tank de droite).

DOMINIQUE REYNIÉ

Une semaine après le second tour des élections municipales, le professeur des universités à Sciences Po* analyse les tendances structurelles révélées par le scrutin. S'il faut rester prudent, eu égard aux abstentionnistes et aux 15 millions d'électeurs des petites communes n'ayant pu voter que pour une liste, cette élection est porteuse d'enseignements majeurs sur l'évolution du paysage partisan, explique-t-il.



France 2027 : aux idées, citoyens !



CHRONIQUE
Nicolas Baverez

L'élection présidentielle de 2027 sera pour la France une heure de vérité. Agences de notation, marchés financiers et partenaires européens ont accordé à notre pays un sursis jusqu'à l'élection présidentielle pour remédier à la perte de contrôle de ses finances publiques, tout en plaçant sous haute surveillance. Leur complaisance n'ira pas au-delà. Soit la France se saisit du grand débat présidentiel pour prendre en main son redressement, soit, quel que soit le prochain chef de l'État, elle subira un violent choc financier et n'aura d'autre choix que de passer sous les fourches caudines du FMI, du Conseil européen et de la BCE.

Jamais depuis la fin de la IV^e République la France, devenue l'homme malade de l'Europe et du monde développé, n'a été aussi fragilisée à la veille d'une élection nationale. Emmanuel Macron a transformé la lente dérive de notre pays en faillite.

Faillite démographique avec, pour la première fois depuis 1945, un excédent des décès sur les naissances en 2025 et un taux de fécondité ramené à 1,56 enfant par femme. Faillite économique avec une croissance qui plafonne à 1% par an, une productivité stagnante depuis une décennie, un appareil productif sous-compétitif qui ne fabrique plus que 36% des biens manufacturés consommés, une balance commerciale déficitaire de 2% à 3% du PIB. Faillite sociale sous l'effet du chômage structurel, de la paupérisation massive de la population, avec une richesse par habitant reléguée au 34^e rang mondial et inférieure de 7% à la moyenne de l'Union européenne, ainsi que de la montée de la pauvreté, qui touche 9,5 millions de Français. Faillite financière avec une dette publique de 3500 milliards d'euros, à laquelle s'ajoutent 180 milliards dus au titre des emprunts de l'Union pour le plan de relance post-Covid et l'Ukraine ainsi que 12300 milliards d'engagements de retraite. Faillite politique avec la paralysie des institutions de la V^e République adossées à un État obèse et impuissant qui accapare 57% du PIB tout en échouant à assurer les services de base d'éducation de santé ou de sécurité. Faillite stratégique avec l'incapacité, du fait du surendettement public, à financer le réarmement et la modernisation d'une armée inapte au combat de haute intensité.

Tous ces maux sont amplifiés par le choc pétrolier provoqué par les frappes sur les installations de l'ensemble des pays du Golfe et par le blocage du détroit d'Ormuz. La France est particulièrement vulnérable à la stagflation et ne dispose plus, contrairement aux années 1970, d'aucune marge de manœuvre pour l'enrayer. La croissance chutera à 0,7% et l'inflation tendra vers 2,6% si le baril reste autour de 100 dollars; l'activité stagnera et la hausse des prix dépassera 4% si le baril s'établit durablement autour de 150 dollars. Simultanément, les tensions sur la dette souveraine française se renforcent avec une poussée des taux vers 4%. Le choc est douloureux pour les ménages. Il est dévastateur pour les entreprises, qui cumulent choc pétrolier, choc financier et choc fiscal du budget 2026 qui, comme en 2025, a mis à leur charge 20 milliards de prélèvements supplémentaires. Il achève de ruiner l'État en faisant exploser le service de la dette.

Faisons la vérité sur nos maux qui ne viennent que de nous, et non pas de la mondialisation ou de l'Europe, des immigrés ou des riches

Dès lors, le scrutin présidentiel de 2027 ne peut en aucun cas être une nouvelle élection volée ou tronquée, comme en 2017, où Emmanuel Macron fut désigné par les juges autant qu'élus par les Français, en 2022, sous le surplomb de la guerre d'Ukraine, en 2024, avec la prise en tenaille des législatives par la dissolution et les Jeux olympiques de Paris. Il est impératif que s'instaure un véritable débat autour de la situation critique de notre nation et des moyens de la relever. Et ceci exige du travail et du temps.

L'élection présidentielle de 2027 peut être abordée de deux façons. Soit par le système politique, à travers les postures et la multiplication anarchique des candidats inversement proportionnelle à la cohérence des projets et à la qualité du débat. Avec pour seul effet d'écoeurer les citoyens et de faire le jeu des extrémistes. Soit par un travail d'analyse, de réflexion et de pédagogie portant sur la situation du pays, les priorités pour le redresser, la méthode pour rassembler et mobiliser les Français.

Cette démarche ne peut être improvisée et ne peut être fondée que sur l'engagement des citoyens. C'est aux Français de sortir du déni sur la crise existentielle du pays et de la capitulation qui la prétend fatale et la rend irréversible. La France est le pays des hauts et des bas vertigineux. En 1958, elle est passée en deux ans de la faillite à la plus belle décennie de progrès économique et social de son histoire.

Faisons la vérité sur nos maux qui ne viennent que de nous, et non pas de la mondialisation ou de l'Europe, des immigrés ou des riches. Rappelons aussi les formidables atouts dont nous disposons si nous voulons bien les valoriser au lieu de les dilapider. Atouts économiques et culturels : talents et cerveaux, universités, épargne, énergie décarbonnée, infrastructures, CAC 40, armées ayant gardé l'expérience du combat, patrimoine, mode de vie, civilisation. Atouts politiques avec les principes de la V^e République qui n'ont jamais été aussi pertinents : indépendance et souveraineté nationale; État fort pour affronter les secousses de l'histoire; dissuasion nucléaire; construction d'une Europe politique entre les blocs. Associons l'assainissement financier à la relance économique et à un nouveau pacte politique et social. Il est impératif de ramener rapidement le déficit public à 1,5% du PIB car seul un excédent primaire assure la soutenabilité de la dette, donc la souveraineté de la nation. Et il faut le faire en diminuant la partie improductive des 1770 milliards d'euros de dépenses publiques. Mais il est tout aussi important de réinventer un modèle français adapté au XXI^e siècle, qui réconcilie les générations et réaligne puissance publique, entreprises et citoyens.

L'État n'est pas la solution, il est le problème. Les Français ne sont pas le problème, ils sont la solution. Seule leur fait défaut la confiance, sapée par le principe d'irresponsabilité illimitée qui sert de compagnon de route à l'étatisme. Alexis de Tocqueville soulignait à juste titre que « si les Français qui firent la Révolution étaient plus incrédules que nous en fait de religion, il leur restait du moins une croyance admirable qui nous manque : ils croyaient en eux-mêmes ». Pour réussir 2027, les Français doivent retrouver foi en eux-mêmes, en leur dignité de citoyens responsables de leur avenir, en la grandeur de la France dont le destin se confond avec la liberté. ■

Les conseils d'Aristote pour trouver un bon candidat

Le flacon des municipales à peine rebouché, voici que le génie de la présidentielle s'ébat déjà dans l'air médiatique. Rien de surprenant, à un peu plus d'un an de l'échéance reine de la V^e République et sans scrutin intermédiaire d'ici là : si, bien sûr, le calendrier est respecté.

On est redevable à l'Ifop d'avoir fait, pour le compte de LCI, le pont sondager entre les deux élections avec une enquête instructive sur le bilan tiré par les Français des municipales et leur évaluation d'une vingtaine de personnalités dans la perspective de 2027.

On ne reviendra pas ici sur ses enseignements politiques, mais on observera d'abord le statut très différent de ses deux parties : le bilan des municipales est un avis sur des résultats connus et récents, tandis que l'opinion publique, à la différence du monde politico-médiatique, n'est pas encore entrée dans « 2027 ».

Pourtant, les deux séries de réponses confirment une conviction d'Aristote pour qui « il est possible que la multitude, bien que composée d'individus qui ne sont pas chacun des hommes vertueux, soit néanmoins, prise collectivement, meilleure que les meilleurs pris individuellement (...) Car chacun possède une part de vertu et de prudence, et, réunis, ils deviennent comme un seul homme ayant de multiples pieds, mains et sens. » (Politique, II, 11.)

On mesure cette « compétence morale du peuple », pour reprendre l'expression de Raymond Boudon, dans le bilan des élections municipales. Pour les Français, celles-ci se sont traduites par une stabilité d'ensemble, le renforcement du RN, un résultat contrasté pour LFI et une défaite nette pour les écologistes. Ce qui est le reflet exact des résultats au plan national même si, comme le permet l'immense disparité de scrutins tenus dans 35000 communes, chaque parti a crié

victoire le 22 mars au soir. On sait depuis Clemenceau qu'il n'y a pas plus menteur qu'un politicien avant les élections; il se pourrait bien qu'il en soit de même après...

Les perspectives pour 2027 sont évidemment plus marquées par les biais cognitifs, à commencer par le biais partisan et le biais de notoriété qui peuvent se renforcer l'un l'autre ou jouer en sens contraire. Leur combinaison explique ainsi les scores avantageux - mis en avant dans tous les commentaires - d'Édouard Philippe, de Jordan Bardella et de Marine Le Pen, tandis qu'Éric Zemmour et Jean-Luc Mélenchon ferment un peloton où le gros des coureurs se situe entre 20% et 35%, preuve de la faible mobilisation de l'électorat à ce stade.

Au demeurant, fait moins remarqué, pas un seul des noms testés ne reçoit une majorité de réponses positives : tous restent donc à ce jour de « mauvais candidats » : y compris Édouard Philippe pour 54% des Français, Jordan Bardella pour 55% et Marine Le Pen pour 58%.

Voilà qui amène à méditer une deuxième leçon d'Aristote : « La rhétorique (...) consiste à considérer ce qui est probable et ce qui n'a que l'apparence de la probabilité. » (Rhétorique, I, 2.) Présenté aujourd'hui l'élection présidentielle comme un combat réservé d'avance à quelques protagonistes, n'a que « l'apparence de la probabilité », au vu du profond scepticisme des Français sur la politique en général et le personnel politique en particulier. Le jeu est ouvert comme jamais car les joueurs sont moins certains que jamais. Une seule probabilité fait consensus : l'accès du candidat RN au second tour, mais lequel ? La quasi-égalité de Marine Le Pen et de Jordan Bardella dans les sondages ne garantit pas le même succès des deux dans la campagne. Les LR, de leur côté, se querellent sur les modalités de désignation de leur « bon candidat » comme sur le sexe des anges. L'incerti-

tude est aussi totale pour le « bloc central », faute d'en connaître le périmètre même. Quant à Jean-Luc Mélenchon, son bas niveau dans les sondages est compensé par la solidité sans égale de son socle électoral qui rassemble une population issue de l'immigration récente en mal (ou en refus) d'intégration et une jeunesse issue de formations sans débouchés en mal (ou en refus) de reconnaissance. Ce qui n'assure pas pour autant au chef de La France insoumise une place au second tour, tant le rejet qu'il suscite est à la mesure de sa volonté de « tout conflictualiser » et des comportements antirépublicains de ses troupes.

Mais les pronostics sont surtout déjoués par la fragmentation d'une France de plus en plus archipelisée et par les failles béantes qui s'ouvrent sur la planète. La guerre est de retour à nos portes orientale et méridionale, et la Fortune, sortie de son cours normal, détruit, comme à l'époque de Machiavel, nos repères familiaux. Il nous faut donc prendre quelque distance avec un autre biais auquel les commentateurs (et les historiens les premiers) sont naturellement enclins : celui du précédent. Pour 2027, le plus probable pourrait bien être le moins prévu.

Or, troisième enseignement d'Aristote, une telle situation d'incertitude rend encore plus décisif l'ethos de l'homme politique : c'est-à-dire, en démocratie, sa crédibilité et sa représentativité. En effet, « on croit davantage et plus volontiers les hommes de bien, sur toutes les questions en général, mais surtout sur celles où il n'y a pas de certitude et qui laissent place au doute ». (Rhétorique, I, 2.)

Au regard d'un tel critère et du formidable défi national voire civilisationnel à relever, l'ethos des aspirants à la fonction suprême sera donc l'enjeu central du combat à venir. Dès lors, il se pourrait que le « bon candidat » pour 2027 ne se trouve pas parmi ceux que l'on met aujourd'hui le plus en avant. ■



CHRISTOPHE DE VOOGD

Une semaine sur deux, le spécialiste de rhétorique politique analyse les mots et les concepts qui peuplent le débat public. Aujourd'hui, il s'appuie sur la pensée du philosophe grec pour déterminer quel serait le meilleur président pour la France en 2027.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Eric Trappier

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoit Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gelle (International),

Anne Huet-Wullème (Edition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)

Directeur
du pôle news
Bertrand Gié

Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurélien Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h :
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

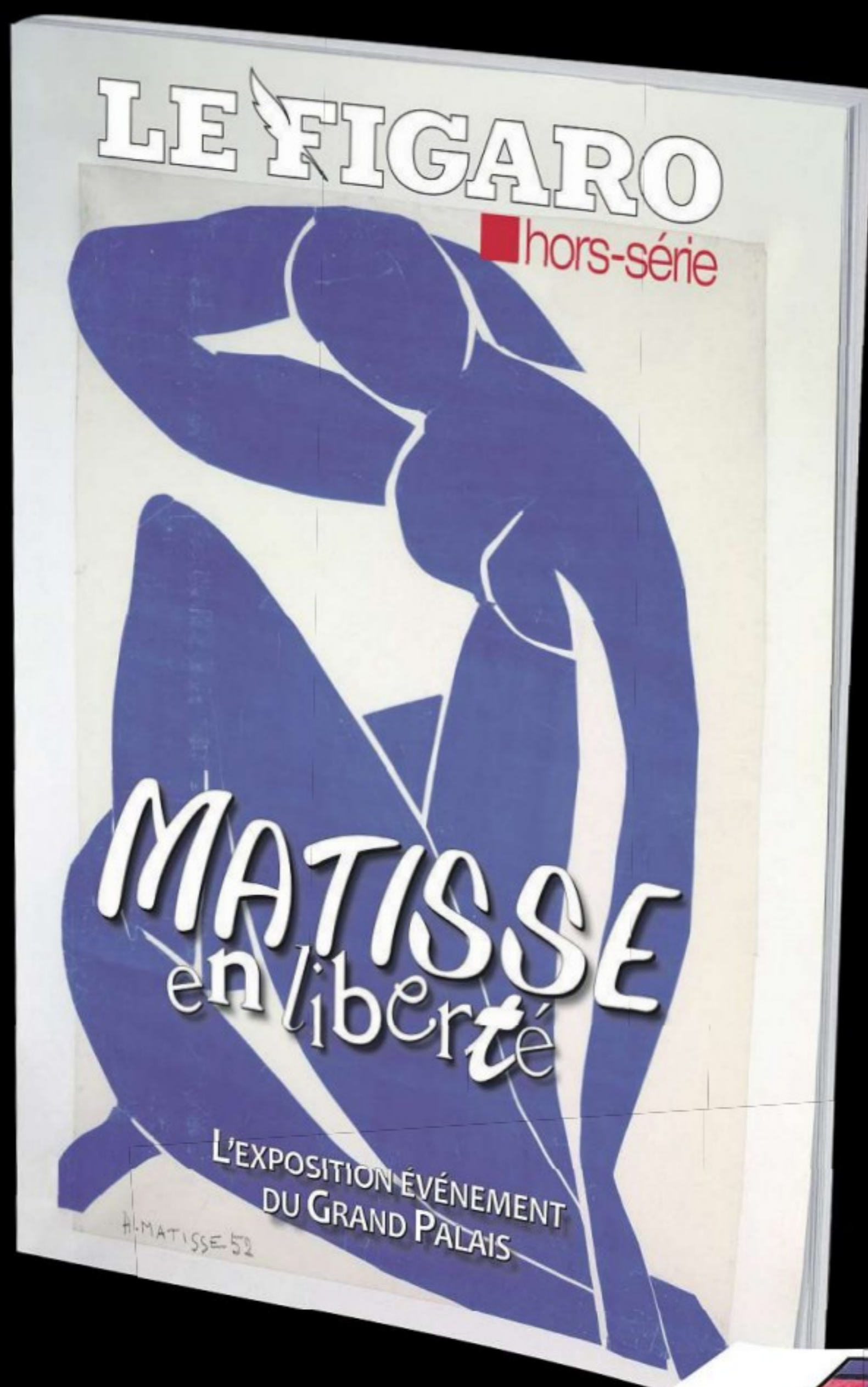
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocollable européen
sous le numéro FI/011/001. Europhosphation : Prot. 0,002 kg/tonne de papier.



Le journal
se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 8 pages
Cahier 4 Le Figaro
Demain 8 pages

LE FIGARO

■ hors-série



MATISSE, LA CONQUÊTE DE LA LIBERTÉ

À l'occasion de la splendide exposition « Matisse, 1941-1954 », au Grand Palais, *Le Figaro Hors-Série* rend hommage à l'un des peintres les plus audacieux du XX^e siècle, qui a fait de son itinéraire artistique un voyage initiatique. C'est la couleur qu'Henri Matisse a cherché à comprendre tout au long de sa vie, à en reproduire la lumière et l'intensité, les contrastes et les formes. Découvrez ses maîtres, ses rivaux, ses modèles et ses inspirations : de l'atelier de Gustave Moreau, son maître, aux innovations des fauves auxquels il fut rattaché malgré lui, en passant par son amitié avec Picasso et son admiration pour Cézanne. Comment l'homme venu du Nord a-t-il été ébloui par la lumière du Sud ? Impressionniste, fauve, orientaliste... tant de qualificatifs pour un peintre qui fut aussi un dessinateur et un sculpteur, à la fois critiqué et adulé, revendiquant son appartenance au classicisme sans jamais cesser d'innover. Un nouveau numéro magnifiquement illustré pour comprendre ce peintre révolutionnaire, qui aspira pourtant toute sa vie à la simplicité.



14€
90

164 pages, en vente actuellement
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie



Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur X et Facebook

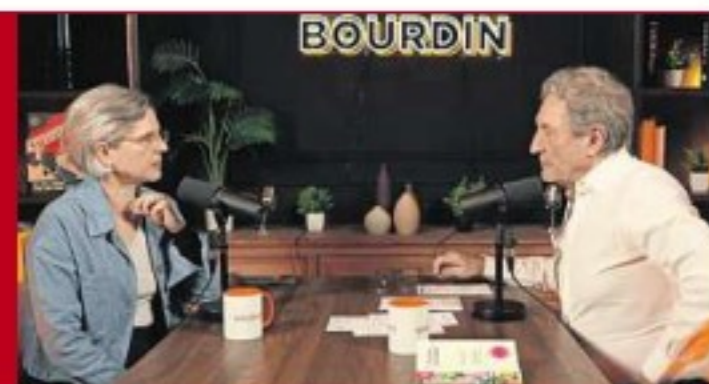


LE FIGARO économie



SANTÉ
LES PRESCRIPTIONS DES MÉDECINS DU SECTEUR 3 BIENTÔT NON REMBOURSÉES PAGE 23

MÉDIAS
L'UNIVERS DES PODCASTS À L'HEURE DU GRAND VIRAGE VERS LA VIDÉO PAGE 28



Paiement : l'Europe bataille pour sa souveraineté

Les géants américains Visa, Mastercard et PayPal sont dominants en Europe. Une situation de plus en plus perçue comme dangereuse depuis l'élection de Trump.

Longtemps ignorée, la dépendance de l'Europe en matière de paiements commence à inquiéter. Et pour cause, plus de 65% des transactions par carte bancaire effectuées sur le continent transigent aujourd'hui par les canaux des géants américains Visa et

Mastercard. L'Hexagone dispose de son propre système, le réseau CB, créé par les banques françaises. Mais ce dernier avait tendance à perdre du terrain ces dernières années. Pis, 21 pays de l'Union européenne n'ont aucun système national.

Depuis l'élection de Donald Trump et la montée des tensions transatlantiques, les banques européennes et les pouvoirs publics se mobilisent, notamment dans le paiement numérique. Le système Wero, qui permet de faire des virements de compte à compte

depuis son mobile et bientôt de payer dans les commerces, se développe. La BCE travaille sur l'euro numérique. Reste à savoir si les consommateurs adopteront ces solutions. La bataille de la souveraineté, qui concerne tous les secteurs, est vitale pour l'avenir.

→ BRIQUE PAR BRIQUE, L'EUROPE TENTE DE RECONQUÉRIR SA SOUVERAINETÉ PAGE 22

> FOCUS LES OUVERTURES D'USINE RALENTISSENT EN FRANCE

Le mouvement ne s'est pas inversé, mais il ralentit nettement... Après une année 2024 déjà marquée par un coup de frein, la dynamique de réindustrialisation marque de nouveau le pas en France en 2025. Selon le baromètre industriel de l'État, élaboré par la Direction générale des entreprises (DGE), le solde net entre les ouvertures et extensions d'usine et les fermetures est tombé à +19 en 2025, contre +88 un an plus tôt.

À première vue, le signal reste encourageant : le pays continue d'ouvrir et d'agrandir davantage de sites qu'il n'en ferme. Mais dans le détail, le constat est plus contrasté. Ce solde positif repose largement sur les extensions d'usine, bien plus nombreuses que les créations de nouveaux sites.

Dans le même temps, les ouvertures stagnent et les fermetures progressent, sous l'effet d'un contexte international dégradé. Concurrence accrue des industriels asiatiques, hausse des coûts de l'énergie, tensions commerciales avec les États-Unis : les vents contraires s'accumulent et pèsent sur la compétitivité des industriels.

Face à ces difficultés, tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne. La défense, l'aéronautique et le spatial restent particulièrement dynamiques. « S'y ajoute l'ouverture d'usines liées aux politiques d'électrification et en faveur de la transition écologique de l'industrie », précise le baromètre. En revanche, le transport, la chimie et la métallurgie apparaissent nettement plus exposés. Pas certain que les prochains mois soient plus propices à une inversion de la tendance.

JEAN CITTONE

Disneyland, un jackpot touristique pour la France

Avec 15 millions de visiteurs par an, le parc d'attractions est la destination la plus fréquentée du Vieux Continent. L'ouverture du Monde de la Reine des neiges marque une nouvelle étape dans sa montée en puissance. PAGE 26



J.C. MARMARALE FIGARO - M. MIRVILLEZUMA PRESS WIRE VIA REUTERS CONNECT - B. JACKSONALAMY VIA REUTERS CONNECT - CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE

le PLUS du FIGARO ÉCO

UN AUTRE REGARD

L'Europe prisonnière de son aversion pour l'échec

PAR ANNE DE GUIGNÉ PAGE 27

LIBRES ÉCHANGES

Les deux tiers des Parisiens sont locataires, et ce sont eux qui ont élu le maire de Paris

PAR JEAN-PIERRE ROBIN PAGE 27

LIVRES & IDÉES

Et si les boomeurs n'avaient pas tous les torts

PAR A. DE G. PAGE 27

L'HISTOIRE

Après une histoire qui a duré 80 ans, Air France quitte Orly

Air France a fait ses adieux à Orly ce week-end, avec un dernier vol en provenance de Nice, qui a atterri sur le tarmac samedi soir à 21h59. Leur histoire avait commencé en 1946, un Douglas DC-4, un quadrimoteur à hélices aux couleurs de la compagnie tricolore assurant la ligne Paris-New York. Elle n'a pas résisté à la forte baisse du trafic sur les liaisons domestiques, depuis la pandémie de Covid. En 2021, la loi climat et résilience a interdit les vols intérieurs dès lors qu'il existe une alternative ferroviaire en moins de 2 heures 30. Quant à la clientèle d'affaires, elle a changé ses habitudes : aux déplacements systématiques, elle a préféré les visioconférences moins chères et moins fatigantes. En outre, la montée en charge de l'offre de TGV depuis de nombreuses

années a aussi joué. Résultat : entre 2019 et 2023, les allers-retours à la journée au départ ou à l'arrivée de l'aéroport ont ainsi chuté de 60%. Air France a bien tenté de faire face en réduisant les fréquences de ses rotations, passées de 25 à 12 sur Orly-Toulouse et Orly-Nice ou avec de nouveaux tarifs et de nouveaux abonnements. En vain. Le recentrage des opérations à Paris-Charles de Gaulle, annoncé dès 2023, « facilitera les correspondances internationales et renforcera la connectivité des régions et des territoires d'outre-mer », indique la direction d'Air France. Ses clients

pourront toujours prendre l'avion entre Paris-Orly, Toulouse, Nice et Marseille. Mais ces liaisons sont assurées depuis dimanche par Transavia, sa compagnie à bas coûts. ■

MATHILDE VISSEYRIAS



60 millions de consommateurs : l'État cherche un repreneur

Créé en 1966 et devenu un établissement public industriel et commercial en 1990, l'Institut national de la consommation (INC), qui diffuse le titre 60 millions de consommateurs, a été placé en liquidation judiciaire, selon un décret publié au Journal officiel ce dimanche. Conséquence directe : le magazine fondé en 1970 - spécialisé dans les comparatifs de produits, les tests et l'information à destination des consommateurs - est à vendre et cherche un repreneur. En décembre, une centaine de journalistes, d'élus ou encore de scientifiques avaient dénoncé la « mise à mort » du titre, dans une tribune publiée dans Le Monde. Le décret du ministère du Commerce prévoit la nomination d'un liquidateur, pour une période de neuf mois à compter du 31 mars 2026. Celui-ci devra « assurer la continuité de l'activité de presse de l'établissement pour la durée nécessaire à la recherche d'un acquéreur privé

pour cette activité ». Un délai de trois mois est prévu, à compter de l'ouverture de la liquidation, pour trouver ce fameux repreneur. Mais ce délai pourra être prolongé si besoin. Le ministère du Commerce a déclaré qu'il portera une « extrême attention » au processus de reprise. « Le choix du repreneur se fera dans l'intérêt du titre », assure le ministère qui est prêt à travailler sur les offres d'acteurs privés, d'associations et de médias existants ou sur la reprise par les salariés du magazine. Si la reprise n'aboutit pas, le liquidateur sera chargé « de mettre fin à cette activité », dont les actifs pourront être cédés de façon séparée dans le cadre de la liquidation, entraînant le licenciement de quelque soixante salariés. « Il faut garantir l'indépendance du titre aux niveaux juridique et de la ligne éditoriale, pour ne pas devenir un organe d'opinion », prévient Lionel Maugain, syndicaliste SNME CFTD.

GUILAUME ERRARD

Face aux Américains, les banques européennes se battent pour la maîtrise des paiements

Danièle Guinot

Visa, Mastercard et PayPal dominant en Europe. La France est à la pointe du combat pour plus d'indépendance.

C'est une présence qui en dit long sur la volonté de l'Europe de reprendre en main son destin dans les paiements. Pour la première fois, Emmanuel Macron interviendra, en vidéo, au Sommet CB (Carte bleue) de Paris le 31 mars. Et dont le mot d'ordre est « la souveraineté des paiements ».

Le temps presse depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. En raison des tensions transatlantiques, d'aucuns redoutent que les États-Unis demandent un jour aux géants américains Visa et Mastercard, dominants en Europe, de ne plus opérer sur le continent. Ce qui serait catastrophique pour les consommateurs des nombreux pays qui n'ont pas d'autre solution de paiement par carte. Les banques françaises ont créé, en 1984, le réseau CB, par lequel transitent les paiements par carte réalisés dans le pays (les paiements internationaux étant, eux, couverts par Visa ou Mastercard dont les noms figurent sur les cartes). Mais tous les États ne sont pas dans ce cas, loin de là. « Seuls six pays ont un réseau national de carte comparable à celui de CB, et 21 sont entièrement dépendants de Visa et Mastercard », souligne Geoffrey Laloux, principal chez Square Management. Près de 65 % des paiements par carte sur le Vieux Continent transitent par les canaux de ces géants américains.

Une première alerte a déjà eu lieu. Washington a pris des sanctions contre plusieurs magistrats de la Cour pénale internationale en raison d'un mandat d'arrêt visant Benjamin Netanyahu. Ces juges ne peuvent plus utiliser leur carte Visa ou Mastercard. « Leur problème n'est pas uniquement lié au paiement », précise François Lefebvre, directeur général adjoint de la Fédération bancaire française (FBF). Ils sont traités par les autorités de Washington comme des terroristes en étant inscrits sur une liste de sanctions américaines. Ils n'ont plus accès à aucun service bancaire parce que les banques, publiques ou privées, respectent ces listes. »

Dans ce contexte géopolitique plus instable, les pouvoirs publics et les banques du Vieux Continent s'activent pour regagner en souveraineté. « Le réseau CB est, en France, la première ligne de défense des paiements français, avance Philippe Laulanie, directeur général du GIE CB, qui gère le système CB. Le paiement CB est de bout en bout souverain. » Le réseau français avait perdu des parts

de marché ces dernières années : il représentait 63,6 % des paiements en 2024, contre 89,6 % en 2021. Et ce, pour plusieurs raisons. Les sites d'e-commerce proposent souvent de payer soit par Visa, Mastercard ou CB. Faute de connaître ce que signifie CB, les clients cliquent sur les icônes des géants américains et passent par eux. Par ailleurs, les banques en ligne (N26, Revolut, Bourso-Bank...) fournissent à leurs clients des cartes de paiement qui ne proposent que le système Visa ou Mastercard. Pendant les Jeux olympiques, le groupe BPCE (Banque populaire Caisse d'Épargne) a émis ce type de carte. La banque mutualiste vient cependant de tirer un trait sur cette pratique. Enfin, les paiements mobiles réalisés par Apple Pay, Google Pay ou PayPal ne passaient jusqu'à présent

que par les canaux de Mastercard ou Visa. Mais la situation évolue. « Nous sommes en train de regagner des parts de marché avec les Xpay (paiements via les smartphones, NDLR), qui embarquent désormais CB et les nouveaux membres français et internationaux qui adhèrent à CB », explique Philippe Laulanie. Le groupement CB a aussi mené des campagnes de communication pour inciter à cliquer sur la bonne icône.

Les banques du Vieux Continent bataillent également sur le front du paiement numérique face aux mastodontes américains. Seize d'entre elles, dont toutes les françaises, ont lancé le portefeuille de paiement numérique Wero. Celui-ci permet de faire des virements instantanés de compte à compte. Désormais le consortium

European Payments Initiative (EPI), qui développe Wero, compte 45 membres. À l'avenir, il sera possible d'utiliser Wero pour payer avec son mobile dans les commerces.

Le consortium EPI vient de se rapprocher d'un autre consortium européen, European Payments Alliance (EuroPA) et de certains de ses membres (Bizum en Espagne, Bancomat en Italie, MB Way, Vipps MobilePay). Ensemble, ils vont créer une plateforme commune permettant au consommateur de payer avec Wero ou Bizum par exemple, lors de leurs déplacements à l'étranger. « Notre objectif est que si l'Administration Trump décidait demain d'arrêter les systèmes de paiement Visa et Mastercard en Europe, on puisse, pour les principaux cas d'usage,

payer de façon indépendante et européenne », explique Martina Weimert, la directrice générale d'EPI. La Banque centrale européenne (BCE) est aussi à la manœuvre. Elle a demandé aux banques de mettre en place le virement instantané. Et elle planche sur un euro numérique : destiné au grand public, il se présentera comme un moyen de paiement numérique, accepté dans l'ensemble de la zone euro, dans les magasins, en ligne ou entre particuliers, et non relié au compte bancaire.

« Tous les pays n'ont pas de stratégie pour reprendre en main leur destin dans les paiements. C'est un problème »

Hervé Sitruk
Président de France Payments

« L'euro numérique de détail est une erreur, estime cependant Daniel Baal, le président du Crédit mutuel et de la Fédération bancaire française (FBF). Cela revient à créer un nouveau système public, très coûteux et long à mettre en place, concurrent des solutions privées européennes interoperables entre elles, comme Wero, qui devraient couvrir 94 % de la population de l'Union européenne d'ici à la fin 2027. »

Si la France est l'un des pays les plus actifs pour s'affranchir des géants américains, c'est loin d'être le cas partout ailleurs. « Tous les pays n'ont pas de stratégie pour reprendre en main leur destin dans les paiements. C'est un problème », explique Hervé Sitruk, président de France Payments, une association professionnelle. Or, il faudrait que chaque pays puisse adopter des solutions plus souveraines. » Se posent d'autres questions. « Techniquement, le Vieux Continent commence à avoir un éventail de solutions pour améliorer sa souveraineté. La question est de savoir si les consommateurs les adopteront », souligne Geoffrey Laloux.

Qualité de service, notoriété, marketing puissant : les géants américains, de Visa à Mastercard, en passant par PayPal, Google Pay et Apple Pay, ont des atouts. « L'Europe a la capacité d'avancer de manière plus unie en s'appuyant sur des initiatives qui fonctionnent déjà. À condition cependant que des solutions comme Wero proposent une expérience client au niveau des meilleurs standards du marché, souvent définis par des groupes américains, conclut Tristan Beau, associé chez Sia. »



Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, d'aucuns redoutent que les États-Unis demandent un jour à Visa et Mastercard de ne plus opérer sur le continent européen. PHOTOPQR/LE BIEN PUBLIC/MAXPPP

Brique par brique, l'Europe tente de reconquérir sa souveraineté

Bertille Bayart

Crise après crise, choc après choc, l'Europe s'est découverte vulnérable, dépendante, voire déclassée. En 2008, la grande crise financière née de l'implosion des crédits subprimes avait révélé la dépendance au dollar de l'Europe, suspendue au guichet des billets verts de la Banque centrale américaine. En 2011-2012, la crise des dettes souveraines avait démontré la vulnérabilité de l'Europe au comportement de ses créanciers internationaux.

En 2020, la pandémie de Covid avait fait découvrir aux Européens leur subordination complète à la production asiatique d'équipements médicaux et de principes actifs. Les deux années suivantes, dans la grande désorganisation des chaînes de valeur, le Vieux Continent avait compris qu'il ne maîtrisait plus grand-chose dans un domaine aussi critique, celui des semi-conducteurs.

En 2022, la guerre lancée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine avait mis à nu le double secret de Polichinelle européen : la sujétion au gaz russe et la vassalisation au système sécuritaire américain. En 2025, la guerre commerciale a fait de l'Europe un dégat collatéral de

l'affrontement des deux superpuissances américaine et chinoise : elle subit le déversement des excédents chinois et souffre des restrictions sur les exportations de terres rares depuis l'empire du Milieu. En 2026, la guerre en Iran confirme la difficulté de l'équation énergétique de l'Union européenne, dépendante de ses importations d'hydrocarbures et de leurs produits dérivés.

Matières premières, énergie, capitaux, monnaie, industrie, technologie, espace, défense... l'Union européenne doit reconquérir sa souveraineté partout. Brique par brique. La succession de crises rapprochées a fait bouger les Vingt-Sept, qui ont peu à peu adopté l'agenda de souveraineté - d'autonomie stratégique, selon la formule bruxelloise - d'abord poussé par Emmanuel Macron dès son arrivée à l'Élysée. Mais l'Union a péché par la méthode, faite d'objectifs, de calendrier, et de réglementations. « L'UE s'est trop satisfaite de sa capacité à produire des normes et à orienter les comportements », écrit Erwan Le Noan dans sa note pour la Fondapol, « La guerre par la norme ; la régulation, arme économique stratégique ».

Exemple criant de cette confiance mal placée dans une planification souvent hors sol : la transition énergétique. Le mois dernier, la Cour des

comptes européenne a jugé « hors de portée » l'objectif de sécurisation totale en matières premières nécessaires à ce grand plan affiché à l'horizon 2030. Ainsi, seulement sept des vingt-six matériaux concernés présentent des taux de recyclage compris entre 1 % et 5 %, tandis que dix autres ne sont pas recyclés du tout. Atteindre 25 % de recyclage en 2030 est un doux rêve. Les projets de réouverture de mines sur le Vieux Continent sont également beaucoup trop lents.

« L'UE s'est trop satisfaite de sa capacité à produire des normes et à orienter les comportements »

Erwan Le Noan
Membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondapol

Plus en aval, la filière des batteries, cruciale pour l'électrification du secteur automobile, émerge dans la douleur. Il ne suffit pas de faire sortir de terre des gigafactories pour remplacer l'industrie chinoise : la montée en compétences est lente et nécessite... le savoir-faire chinois.

La méthode est en train de changer. Elle est en premier lieu plus pragmatique :

l'Union européenne est en train d'accepter que la condition de la vitesse, nécessaire face à l'agilité de ses rivaux, est parfois d'avancer à quelques pays seulement et non à vingt-sept. C'est ainsi que l'Union des marchés de capitaux, serpent de mer de l'intégration du marché intérieur, pourrait n'être mise en œuvre que par un bloc de six pays, dont la France et l'Allemagne.

La Commission change par ailleurs de logiciel avec le projet d'imposer une préférence européenne - élargie aux pays avec lesquels elle est liée par des traités commerciaux - pour certaines filières stratégiques. Un petit pas. On voit dans le domaine numérique combien les efforts pour privilégier des solutions logicielles ou d'hébergement de données souveraines sont laborieux.

L'Union européenne se convertit aussi à des méthodes un peu plus musclées. C'est le cas du contrôle des investissements étrangers, qui se renforce. En France, où il est déjà étendu, une proposition de loi portée par le député Philippe Juvin (LR) a été déposée le 27 mars pour consolider le dispositif.

Autre exemple : la lutte par des barrières tarifaires européennes l'été prochain contre les petits colis de Shein, « un cas emblématique de la stratégie chinoise de flux submersifs à des fins de

fragmentation sectorielle », décrit François Godement pour l'Institut Montaigne. Est-ce à la hauteur du défi ? On en est encore très loin. « Les mesures commerciales et réglementaires convoquées par la Commission apparaissent très insuffisantes, tant elles sont minimes, tardives et liées à des contrôles douaniers stricts difficiles à mettre en œuvre », ajoute François Godement.

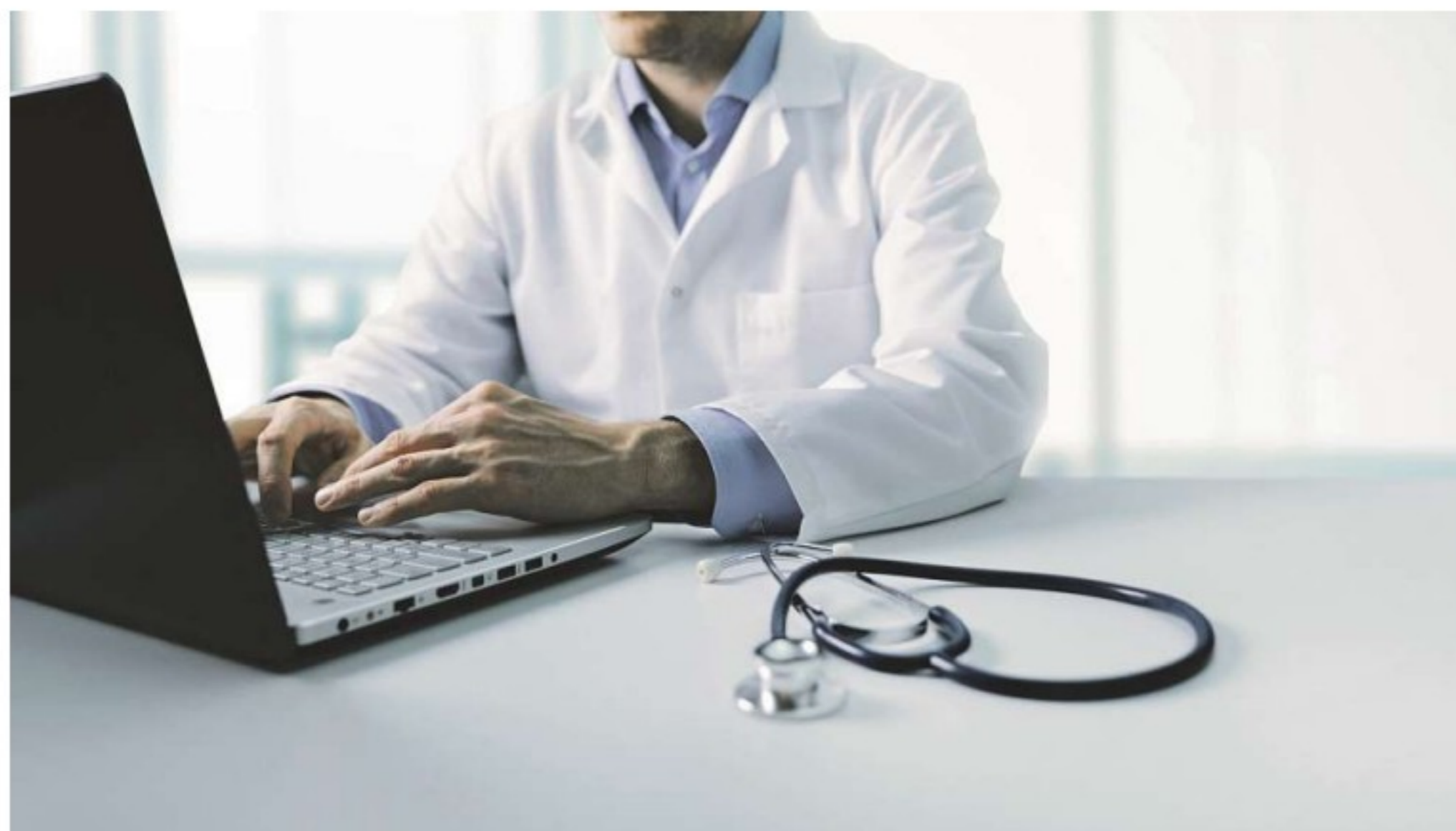
Et face aux coups de boutoir de l'Administration Trump, qui a donné à ses ambassadeurs en Europe l'instruction de combattre les réglementations qui contraignent en particulier les géants du numérique, l'Union européenne hésite toujours à hausser le ton. L'instrument anti-coercition, conçu pour répondre à ce genre d'attaque contre la souveraineté, reste à ce jour rangé dans les tiroirs de la Commission.

Mais surtout, l'Union européenne comprend que la condition première de la reconquête de sa souveraineté passe par la compétitivité. « L'influence (de la norme) n'est qu'un pouvoir qui s'affaiblira s'il ne repose pas sur l'efficacité économique », écrit Erwan Le Noan. La mise en œuvre, besogneuse, des mesures de simplification, voire de dérégulation, par la Commission européenne est plus importante que les grands discours. ■

Médecins en secteur 3 : vers la fin du remboursement des prescriptions

Jean Citti

Les soins et médicaments prescrits par ces praticiens ne seront plus remboursés par l'Assurance-maladie à partir de 2027.



RONSTIK - STOCK-ADobe.COM

Ils sont très peu nombreux mais ils comptent bien faire entendre leur colère. Une poignée de médecins libéraux (environ 1000 sur plus de 200 000 médecins en activité régulière) ont décidé de ne pas signer de convention avec la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam), afin d'exercer leur métier sans contraintes, sans comptes à rendre à la Sécurité sociale et en fixant librement leurs tarifs. Ainsi, après une consultation chez un généraliste déconventionné (secteur 3), les patients ne sont remboursés que d'une poignée de centimes. La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026 est allée encore plus loin : à partir du 1^{er} janvier 2027, les médicaments et les actes que prescriront ces médecins ne seront plus remboursés non plus. Leurs patients verront donc leurs frais de santé augmenter fortement.

Le docteur Kamyar Dadsetan, médecin généraliste et président du syndicat des médecins de secteur 3 (MS3), dénonçait au début du mois de mars auprès du *Quotidien du médecin* « une vraie rupture d'égalité entre les médecins mais aussi entre les patients ». Face au risque que ces

praticiens cessent leur exercice libéral, voire partent à l'étranger, il compte « user de tous les moyens juridiques à (sa) disposition pour censurer cette loi », devant le Conseil d'État voire le Conseil constitutionnel. Plusieurs syndicats engagés dans la convention soutiennent par ailleurs ces soignants. « Ils savent que si on tombe, ils tomberont aussi derrière », craint le Dr Dadsetan. Le Dr Jérôme Marty, président de l'Union française pour une médecine libre, juge que « les politiques ont joué avec le feu » et que « la ministre de la Santé n'a pas mesuré ce que cela engageait », car, selon lui, « supprimer le déconventionnement, c'est rendre le conventionnement obligatoire ».

Stopper l'hémorragie

Cette disposition votée par les députés ne sort pourtant pas de nulle part. Elle était déjà proposée dans un rapport de l'Assurance-maladie en 2023. Rappelant qu'« il existe toujours une très faible minorité de professionnels qui ne sont pas conventionnés avec l'Assurance-maladie », la Cnam regrettait que « depuis quelques années, des mouvements de déconventionnement soient portés par certains groupes ou

syndicats ». Pour stopper l'hémorragie, elle proposait alors cette limitation de la prise en charge de leurs prescriptions.

Dans le paysage médical, les médecins déconventionnés font en effet figure d'exception. La plupart des praticiens sont actuellement signataires d'une convention avec l'Assurance-maladie (secteurs 1 et 2). La Cnam s'engage auprès d'eux à rembourser à leurs patients une partie de leurs consultations et des actes effectués, en échange de tarifs réglementés - renégociés régulièrement avec les syndicats représentatifs - et d'engagements pour améliorer la qualité des prescriptions. C'est dans ce cadre que la consultation chez le médecin généraliste est passée à 30 euros en 2025. Pour le secteur 1, les tarifs sont plafonnés et ne peuvent être dépassés. Pour les praticiens du secteur 2, des dépassements d'honoraires sont autorisés avec « tact et mesure ».

Ce sont d'ailleurs ces dépassements à la charge des patients, parfois importants, qui ont motivé le vote des députés. Un rapport sur le sujet publié en octobre, conduit par les députés Yannick Monnet (PCF) et Jean-François Rousset (Renaissance), a proposé à son tour de mettre en

œuvre la fin du remboursement des prescriptions en secteur 3. Selon ce document, « si l'activité du secteur 3 a peu d'effets sur le volume des dépassements d'honoraires, le non-remboursement de la consultation et le remboursement des prescriptions sont une cohérence symbolique contestable ». En clair, cette mesure ciblée ne résoudra pas le problème des tarifs exorbitants pratiqués par certains praticiens, mais elle entérine l'absence de lien avec la Cnam, laquelle estime que « l'Assurance-maladie ne peut solvabiliser l'ensemble des prescriptions d'un médecin qui ne souhaite pas conventionner avec elle ».

Le gouvernement ne se cache pas, non plus, de vouloir faire revenir les médecins dans la convention. « Il faut recréer le lien de confiance distendu », explique-t-on dans l'entourage de la ministre de la Santé, Stéphanie Rist. Le budget de la Sécurité sociale prévoyait même une taxe sur les dépassements d'honoraires (qui ont atteint 4,3 milliards d'euros en 2024), cherchant là aussi à inciter les praticiens à rentrer dans les clous fixés par l'Assurance-maladie. Une mesure finalement abandonnée, tout comme la possibilité pour la Cnam de modifier

Parmi les 200 000 médecins en activité régulière, environ 1000 n'ont pas signé de convention avec la Cnam (soit 0,5%).

unilatéralement des tarifs de certains actes médicaux lorsqu'une situation de rentabilité excessive était constatée.

Loin de l'image d'Épinal du médecin déconventionné ne faisant que de la chirurgie esthétique ou des pratiques éloignées du soin, près de la moitié des 1000 médecins établis en secteur 3 sont en réalité des généralistes. Maillon essentiel du système de santé, un généraliste voit en moyenne 1700 patients au moins une fois par an. Alors que la problématique de l'accès aux soins reste prégnante (87% du pays est toujours considéré comme un désert médical), la fin du remboursement des prescriptions des médecins en secteur 3 pourrait entraîner des fermetures de cabinets. Un phénomène restreint, relativise l'entourage de la ministre de la Santé, mais les quelques milliers de patients concernés par ce changement seront toutefois face à un choix en 2027 : changer de praticien ou mettre la main au portefeuille. ■



Comptes Ados d'Instagram avec nos protections intégrées les plus fortes.

Accord parental requis

Les parents doivent approuver toute modification des paramètres par défaut pour les ados de moins de 16 ans.

Comptes privés

Les Comptes Ados sont privés par défaut.

Mise en relation bloquée

Les ados ne peuvent pas être contactés par des personnes avec lesquelles ils ne sont pas connectés.

Filtrage du contenu et des commentaires

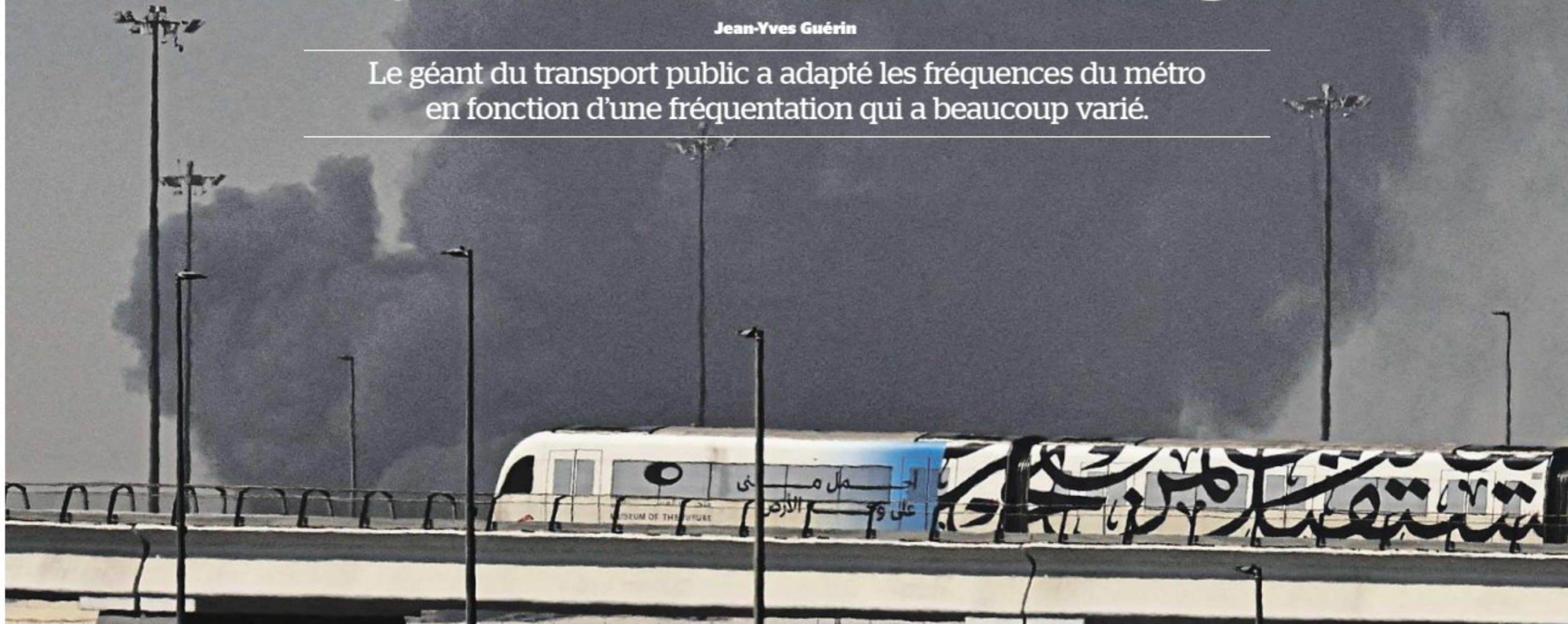
Aide à s'assurer que ce que les ados voient est adapté à leur âge.

En savoir plus sur la façon dont les Comptes Ados d'Instagram aident à mieux protéger les ados : instagram.com/ComptesAdos

À Doha et Dubaï, le français Keolis fait face à la guerre

Jean-Yves Guérin

Le géant du transport public a adapté les fréquences du métro en fonction d'une fréquentation qui a beaucoup varié.



Aux premières loges de la guerre du Golfe entre l'Iran d'un côté, les États-Unis et Israël de l'autre. Le géant français du transport public Keolis exploite les métros de Doha (Qatar) et de Dubaï. Il va aussi opérer avant la fin de l'année une ligne ferroviaire qui fera le tour des sept Émirats arabes unis. « Dans le métro de Dubaï, le trafic avait chuté de 30 % les premiers jours du conflit. À la demande des autorités organisatrices de la mobilité, nous avons baissé l'offre de transport. Puis nous l'avons remontée car les passagers ont repris le métro très vite. Aujourd'hui, le trafic se rapproche de la normale », explique Laurence Broseta, directrice générale internationale de cette filiale à 70 % de la SNCF.

En fait, la fréquentation a d'abord beaucoup reculé car au début du conflit, il était recommandé de télétravailler. Les passagers sont revenus dans le métro lorsque les consignes de rester chez soi se sont grandement assouplies, voire ont disparu. Dans cet univers mouvant, Keolis a joué sur les fréquences pour s'adapt-

ter à la demande. Avec des dommages financiers à la clé ? Absolument pas. « Ce sont les autorités organisatrices qui nous ont demandé de baisser ou de remonter les fréquences. Nous n'avons donc aucune conséquence financière liée à ces mouvements », complète Laurence Broseta. La précision est capitale car il s'agit de gros

« Ce sont les autorités organisatrices qui nous ont demandé de baisser ou de remonter les fréquences. Nous n'avons donc aucune conséquence financière liée à ces mouvements »

Laurence Broseta Directrice générale internationale de Keolis

contrats : pour faire tourner le métro de Dubaï, Keolis (70 %) et son partenaire japonais Mitsubishi (30 %) se partagent 125 millions d'euros par an. Pour le métro de Doha, Keolis associé à RATP Dev et à une société qatarienne, Hamad Group,

ont signé un contrat à 3 milliards d'euros sur vingt ans.

Sur un plan matériel, aucune des infrastructures du groupe dans le Golfe n'a été touchée par des tirs de missiles iraniens ou n'a été percutée par des débris de drones ou autres armes. De même, personne n'a été blessé ou tué depuis le début de la guerre. Néanmoins, les personnels et les passagers suivent les recommandations des pouvoirs publics. Grâce à leur système d'alerte, les gouvernements peuvent prévenir les habitants qu'une frappe va arriver. Qu'on soit dans le métro ou à l'air libre, la consigne est toujours la même : rester à l'intérieur et s'éloigner des fenêtres car l'effet de souffle peut se révéler ravageur.

La période est tout de même très particulière. Ainsi, des vitres ont été stockées dans plusieurs stations au cas où il faudrait en changer après une éventuelle attaque. À côté de cela, 250 salariés de Keolis testent à Abu Dhabi les trains qui circuleront dans les sept Émirats arabes unis. La date de mise en service de cette ligne, prévue avant la fin de l'année, n'a pas été remise à plus tard. D'ailleurs, parmi

les 3200 salariés du groupe présents dans la région, aucun n'a demandé à être rapatrié. « Dans nos équipes au Moyen-Orient, nous avons 42 nationalités, argumente Laurence Broseta. Aucun gouvernement n'a demandé l'évacuation de ses ressortissants. »

À cause de cette situation géopolitique tendue, le nouveau président du directoire de Keolis, Frédéric Van Heems, attendra un peu avant de venir dans la région. Peut-être aussi parce qu'il a d'autres priorités. Comme il n'est pas du sérail, cet ancien patron de Veolia Amérique du Nord multiplie les visites sur le terrain. On l'a vu à Vélizy sur le chantier de la ligne 18 que son groupe opérera à partir de l'automne prochain. Toujours à Vélizy, il s'est rendu au centre opérationnel des bus. Dans les bureaux, il va découvrir une entreprise en ordre de marche : en 2025, le groupe a dégagé un résultat opérationnel récurrent de 201 millions d'euros et un résultat net de 33 millions.

Deux ombres au tableau : si la marge d'Ebit a progressé à 2,8 %, elle reste encore faible. Et le chiffre d'affaires (7,1 milliards d'euros, en baisse de 7,1 % l'année dernière) a connu un

Aucune des infrastructures du groupe Keolis (ici, une rame de métro dans le port de Jebel Ali, aux Émirats arabes unis) n'a été endommagée depuis le début du conflit. FADEL SENNA/AFP

trou d'air à cause de la perte de deux très grosses affaires : l'exploitation du plus grand tramway du monde à Melbourne, la deuxième ville d'Australie ; et l'exploitation du métro et du tramway de Lyon que Keolis opérait sans discontinuer depuis 1993. Le groupe s'est fait chiper ce contrat par la RATP. Pour enclencher une nouvelle dynamique, Frédéric Van Heems a sa petite idée « Je suis là pour faire de la croissance rentable. La croissance pour la croissance, cela ne m'intéresse pas. » Cette année, Keolis devra aussi relever deux challenges opérationnels : à Boston, où il opère les trains de banlieue, acheminer tous ceux qui assisteront en juin aux sept matchs de la Coupe du monde de football au Gillette stadium. En région parisienne, Keolis commencera à exploiter la ligne 18 du métro. La première du Grand Paris Express. ■

Thales innove dans la lutte contre les mines marines

Véronique Guillermand

Le groupe de défense français vient de lancer une nouvelle solution, dont le cœur est un centre d'opérations portatif.

Alors que, selon le Pentagone, l'Iran a commencé à déployer des mines dans le détroit d'Ormuz, l'annonce de Thales tombe à pic. Le groupe de défense et de hautes technologies français a lancé, jeudi 26 mars, une nouvelle solution de lutte contre les mines marines, baptisée « Expeditionary PathMaster ». Elle est dérivée du système de guerre des mines robotisée, le premier au monde à avoir été développé, que Thales a livré à la marine nationale en 2024 et à la Royal Navy en 2025, dans le cadre du programme franco-britannique MMCM. En s'appuyant sur l'expertise acquise dans le cadre de ce programme, Thales a développé une offre mobile cybersécurisée, adaptée aux différents besoins des marines mondiales, même celles qui ne disposent pas de flotte de bateaux chasseurs de mines. « La solution Expeditionary PathMaster a, pour colonne vertébrale, le centre d'opération portatif e-POC, associé au système de gestion et de suivi de missions M-Cube. L'e-POC peut être déployé rapidement partout : sur un bateau, dans un bâtiment, sur un camion, depuis le rivage », précise Benoît Drier de Laforte, conseiller guerre des mines au sein de Thales.

L'e-POC, constitué d'un ordinateur de type PC, doté de trois écrans, tient dans une mallette. Le M-Cube, grâce à son architecture modulaire, peut s'interconnecter avec tous les types de drones de surface et drones autonomes sous-marins ainsi que de capteurs, dont disposerait déjà le pays client ou qu'il prévoit de développer. « Notre solution est modulaire, évolutive et interopérable, résume Benoît Drier de Laforte. Elle est ainsi compatible avec le format Otan, c'est-à-dire qu'elle utilise les canaux otaniens pour l'échange de données, ce qui permet de l'intégrer dans le cadre d'opérations menées en coalition avec des pays alliés. » Intéressée, l'Otan a testé la solution lors de plusieurs exercices, et a lancé son processus de qualification.

Le choix des moyens robotisés reste à la main du pays client, en fonction de ses besoins opérationnels. Comme à Singapour, où Thales a signé son premier contrat à l'international, en mai 2025, pour fournir un système de lutte contre les mines robotisées. La marine singapourienne a décidé de remplacer ces chasseurs de mine conventionnels par quatre drones porteurs de 12 mètres de long et 20 tonnes, développés par un industriel local, ST Engineering. Pour la

mission de neutralisation des mines, Singapour a opté pour les drones sous-marins français A18 d'Exail.

Leader mondial de la lutte contre les mines, Thales propose de coupler sa nouvelle solution avec son sonar tracté Samdis, qui, en un seul passage, scanne les fonds marins, en photographiant trois fois et sous trois angles différents

« Selon les besoins, nous sommes prêts à faire du sur-mesure et à travailler en partenariat avec les industriels locaux »

Benoît Drier de Laforte Conseiller guerre des mines au sein de Thales

tous les objets jusqu'à une profondeur de 200 mètres. Ainsi qu'à son logiciel d'analyse de données, Mi-Map. Grâce à ses algorithmes à base d'intelligence artificielle (IA), ce dernier classifie et distingue les échos suspects renvoyés par les mines de ceux issus du milieu marin. « En traitant et en analysant un flux de données massif, Mi-Map apporte un soutien à l'opérateur humain avec un niveau de performance garantie et une prise de décision rapide », développe le conseiller

guerre des mines de Thales. Le taux de réussite de Mi-Map a atteint 99 %, lors de tests menés en rade de Brest.

La solution portative de Thales répond aux besoins de trois types d'opérations. D'abord, « aider certaines marines à faire un premier pas vers la guerre des mines robotisées, une bascule qui prend du temps et exige une transformation de leur doctrine », développe l'amiral Éric Chaperon, conseiller pour la défense navale du groupe. Ensuite, « équiper des unités militaires spécialisées, comme des groupes de plongeurs, pour des missions à haute valeur ajoutée. Et offrir aux marines de premier rang un outil de lutte contre les mines hybrides, qui peut s'installer sur des bateaux chasseurs de mines, afin de multiplier leur efficacité », explique-t-il. La solution est disponible sur étagère, souligne Thales. Le groupe offre à ses futurs clients le choix d'acquiescer tout ou partie de ses différentes composantes. « Selon les besoins, nous sommes prêts à faire du sur-mesure et à travailler en partenariat avec les industriels locaux », précise Benoît Drier de Laforte. Et à organiser des démonstrations, comme récemment avec la marine lituanienne. Thales a été sollicité par plusieurs pays du Golfe avec lesquels des discussions sont en-

gagées. « Un Expeditionary PathMaster est pertinent pour être utilisé dans le détroit d'Ormuz mais aussi en mer Noire si c'est envisagé », souligne l'amiral Éric Chaperon.

Les mines marines ne sont pas une menace récente. Elles ont été massivement utilisées lors des deux guerres mondiales, mais le sujet est revenu sur le devant de la scène, depuis 2022, lorsque l'Ukraine et son agresseur, la Russie, ont déployé à grande échelle des mines en mer Noire. Et que des incidents se sont multipliés en mer Baltique. Ce fléau menace de nombreuses zones maritimes, certaines telles que le détroit de Malacca ou celui de Taïwan, en mer de Chine, étant particulièrement vulnérables. Sans oublier les chemins d'accès aux bases navales militaires ainsi qu'aux ports. Les marines veulent moderniser ou se doter de capacités de lutte contre les mines, devenues cruciales pour assurer la souveraineté, la liberté de mouvement ainsi que la sécurité des bateaux militaires et commerciaux et des infrastructures. La solution de Thales, partenaire de 52 marines dans le monde, arrive sur un marché en croissance. Il pesait 550 millions d'euros en 2025 et devrait franchir le cap des 850 millions en 2030. ■

En Russie, des milliers d'entreprises au bord de la faillite

Alain Barluet Correspondant à Moscou

Conséquence de la guerre, une hausse de la fiscalité, décidée pour rétablir les finances publiques, étrangle de très nombreuses PME.

Dans sa boulangerie, Denis Maximov se serre le cou d'une main pour mimer sa situation financière : il est étranglé par les taxes, comme beaucoup de dirigeants de PME russes, tout particulièrement depuis le début de l'année. Ces petits patrons subissent en effet la nouvelle réforme fiscale mise en place le 1^{er} janvier dernier pour renflouer le budget et financer la guerre en Ukraine de Vladimir Poutine.

« Avant, je payais seulement une patente de 120 000 roubles par an (environ 1 500 euros) à laquelle je pouvais même appliquer certaines réductions, mais depuis le mois de janvier, je suis assujéti à un impôt mensuel de 350 000 roubles (environ 4 000 euros) », explique ce solide gaillard de 49 ans à la barbe fournie. « Rendez-vous compte, ma charge fiscale a augmenté d'environ trente-cinq ou quarante fois », se déssole-t-il. Il y a huit ans, Denis Maximov a inauguré sa première boulangerie, à Joukovski, dans le sud-est de Moscou. Avec son épouse, au prix d'un travail d'arrache-pied, il a pu depuis en ouvrir d'autres à Kraskovo, autre localité de la grande banlieue de la capitale russe. C'est là qu'il nous reçoit, dans un magasin clair et récemment rénové qui porte le nom d'une de ses filles, Machenka : pains divers, croissants, tartes, sandwiches, pirojkis (petits pâtés fourrés à la viande, au poisson ou au chou). Il a une dizaine d'employés au total (payés l'équivalent de 55 euros environ par jour), mais peine à recruter. Et il s'inquiète sérieusement pour l'avenir.

« Notre modèle financier reposait sur une faible imposition et nous permettait de tenir le coup comme cela. Mais avec la nouvelle fiscalité, notre modèle est devenu intenable », insiste-t-il. Le patron boulanger explique : « Depuis le début de l'année, nous sommes soumis à ce que l'on appelle le système fiscal simplifié, qui impose le paiement de 6 % du chiffre d'affaires plus 5 % de TVA. Par conséquent, la charge fiscale totale est passée à 11 % de notre chiffre d'affaires total. Dans ces conditions, nous ne pouvons plus nous développer. »

Jusqu'à cette année, seules les entreprises réalisant plus de 60 millions de roubles de chiffre d'affaires (environ 700 000 euros) devaient s'acquitter de la TVA. Mais ce seuil d'exonération vient d'être abaissé à 20 millions de roubles (quelque 235 000 euros) et Denis Maximov a été rattrapé par l'hydre fiscale, comme nombre de petits patrons. « Cette réforme n'est pas une mesure temporaire mais un changement de paradigme. L'ère de la fiscalité préférentielle touche à sa fin », analyse un bon observateur de l'économie russe. Une entreprise sur dix dans le pays pourrait être directement affectée.

La Russie compte 6,8 millions de PME employant 15 millions de personnes. Des petites entreprises qui façonnent l'économie et le visage des villes : boulangeries, cafés, commerce de détail et de services, boutiques en lignes, ateliers de couture et de réparation, petits transporteurs... Et le secteur routier de servir de vache à lait pour renflouer le déficit budgétaire de l'État fédéral qui s'est creusé de 60 %, atteignant l'équivalent de 58 milliards d'euros (5 600 milliards de roubles).

Il suffit de se promener dans les rues de Moscou pour mesurer, au nombre de restaurants fermés et de vitrines occultées, l'ampleur des dégâts parmi le petit commerce. Plusieurs facteurs se sont accumulés : le ralentissement de la croissance et de la consommation, l'augmentation des taxes et de la fiscalité

locale. Le taux de base de la TVA a été porté au 1^{er} janvier de 20 % à 22 %. « À cause des taux d'intérêt directs élevés, prendre un crédit devient trop onéreux ; or beaucoup de petites entreprises y avaient recours deux fois par an pour constituer leurs stocks », relève un entrepreneur français demeuré à Moscou. Et pour couronner le tout, le blocage d'internet dans les grandes villes russes, ces dernières semaines, complique sérieusement les affaires.

Dans ces conditions, les experts anticipent une annus horribilis. Les dirigeants d'un tiers des PME russes envisagent de fermer ou de vendre leur entreprise, selon une étude récente coréalisée par la Haute École de l'économie de Moscou et publiée le 11 mars dans le journal *Kommersant*. Au quatrième trimestre de l'an dernier, 40 % des petites entreprises étaient en mode survie. Au total, 250 000 à 350 000 d'entre elles pourraient être contraintes de baisser le rideau cette année, selon la plateforme de contenu Dzen (créée par le géant Yandex).

Denis Maximov place désormais tous ses espoirs en Vladimir Poutine. Il a même fait parvenir au chef du Kremlin une sélection de ses viennoiseries, comme en témoigne une photo accrochée dans son magasin. Et en décembre dernier, lors de l'émission télévisée « Ligne directe », où des citoyens posent des questions au président, il a pu s'adresser directement à lui : « Je comprends la situation du pays et la nécessité de renflouer le budget mais l'objectif que vous avez fixé ne sera pas atteint avec cette réforme et de nombreux économistes partagent cet avis... », a-t-il ainsi interpellé le chef de l'État, ce qui lui vaut depuis une certaine renommée médiatique.

« Notre modèle financier reposait sur une faible imposition et nous permettait de tenir le coup comme cela. Mais avec la nouvelle fiscalité, notre modèle est devenu intenable »

Denis Maximov Patron boulanger à Joukovski, dans le sud-est de Moscou

Début mars, des informations ont fait état de la suspension, pour neuf mois, du paiement de la TVA pour les PME (commerce alimentaire et restauration). Cette décision n'a toujours pas été officialisée. Mais quoi qu'il en soit, Denis Maximov affirme qu'il ne fermera pas boutique. « Je pense que mon entreprise restera rentable, quitte à ce que je réduise ma marge », dit-il.

Pour Alexei Zajiguine, en revanche, propriétaire de Business Style, une chaîne de vêtements professionnels féminins, à Saint-Petersbourg, la situation est alarmante. « Avec la réforme, notre charge fiscale a été multipliée par dix environ. Même si nous ne faisons pas de bénéfices, nous devons payer une somme importante en impôts », explique-t-il. « Actuellement, nos comptes sont dans le rouge, et je couvre le déficit de ma poche », concède le chef d'entreprise. Il avait sept magasins, il a dû en fermer deux. « Nous devons sans doute réduire la taille du réseau et fermer les magasins les moins rentables », dit-il avec résignation.

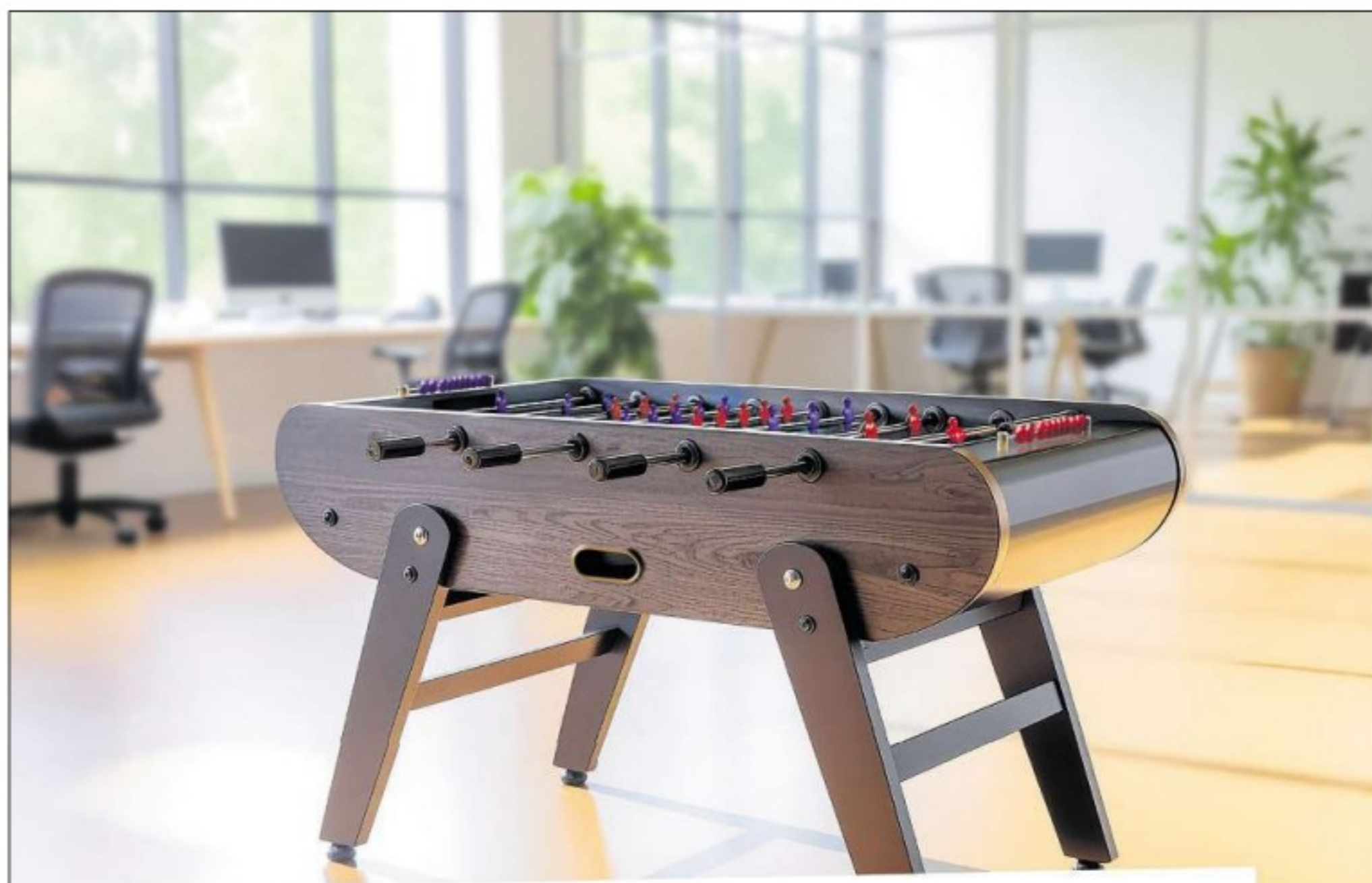
L'équation apparaît en effet insoluble. Les effectifs ont déjà été réduits au maximum. Augmenter les prix ? « Pour compenser la hausse fiscale, il faudrait hausser les prix de 20 % ; on



passerait alors dans un segment haut de gamme qui est supérieur au nôtre », souligne Alexei Zajiguine. Les clients ne suivraient pas. Augmenter ses prix, ferait immédiatement baisser les ventes, explique l'entrepreneur. Comme

beaucoup d'autres, il est sans illusion : « Dans la bataille pour attirer des consommateurs au pouvoir d'achat en baisse, le commerce de détail subit une pression implacable des plateformes de vente en ligne. » ■

Les dirigeants d'un tiers des PME russes envisagent de fermer ou de vendre leur entreprise, selon une étude récente (ici, une ancienne épicerie, à Saint-Petersbourg, le 20 février). AP/DMITRI LOVETSKY



ON N'ATTIRE PAS LES SALARIÉS AVEC UN BABYFOOT

Parce qu'il en faut plus pour recruter les collaborateurs,

Crédit Agricole présente La Banque des Ressources Humaines

Dirigeants d'entreprise, découvrez la première solution sur-mesure qui facilite, protège et améliore la vie de vos salariés :

- Épargne salariale et retraite collective⁽¹⁾
- Titres-restaurants et autres avantages⁽²⁾
- Complémentaire Santé et Prévoyance⁽³⁾



CA
ENTREPRISES

(1) Solutions proposées par Amundi Asset Management (SAS au capital de 1 143 615 555 € - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036 - Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris - France - 437 574 432 RCS Paris) et Crédit Agricole Assurances Retraite (SA au capital social de 350 929 580 € - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des Assurances - Siège social : 18, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris - 905 383 667 RCS Paris).

(2) Solutions assurées par Worklife (SAS au capital de 52 649 € - Siège social : 50, rue la Boétie, 75008 Paris - 533 592 051 RCS Paris).

(3) Solutions assurées par PREDICA (S.A. au capital entièrement libéré de 1 029 934 935 € - Entreprise régie par le Code des assurances - Siège social : 16-18, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris - 534 038 123 RCS Paris).

Informations complètes de votre Cde se trouvent pour connaître la disponibilité et les conditions des solutions de La Banque des Ressources Humaines.

02/2026 - Édité par Crédit Agricole S.A. - agréé en tant qu'établissement de crédit - Siège social : 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex - Capital social : 9 077 707 050 € - 784 608 416 RCS Nanterre - 36 475

Disneyland, cette machine à rêves devenue un jackpot pour la France

Mathilde Visseyrias

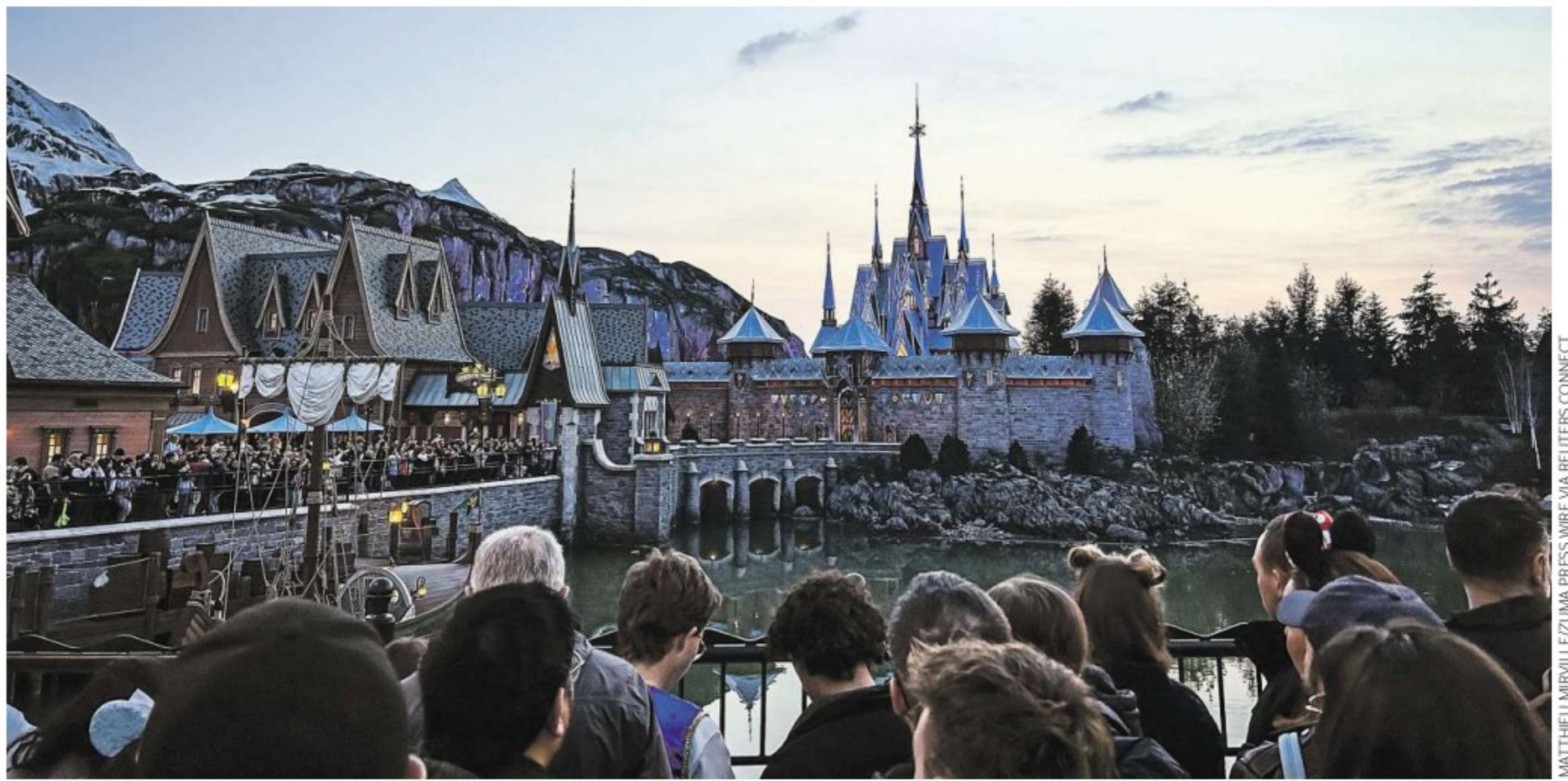
Le parc d'attractions, qui génère à lui seul 6% des recettes touristiques du pays, ouvre ce dimanche le Monde de la Reine des neiges.

Emmanuel Macron en visite d'État chez Mickey, sur un air de Libérée, délivrée. Le président de la République s'est rendu vendredi à Disneyland Paris pour rencontrer Elsa, Anna et Olaf, personnages star de *La Reine des neiges*, dans un tout nouveau site qui leur est consacré. Situé au fond du parc Walt Disney Studios (rebaptisé « Disney Adventure World »), le Monde de la Reine des neiges ouvre ce dimanche au public.

Les aficionados de la saga, inspirée du conte d'Andersen, attendent l'événement depuis des années. En 2018, The Walt Disney Corporation avait officialisé un projet d'extension majeur de son parc d'attractions en France, représentant un investissement de 2 milliards d'euros. Le projet aurait pu disparaître à cause du Covid. Il a pris plus de temps que prévu, mais se concrétise avec la création de trois nouveaux univers : Marvel Avengers Campus a ouvert en juillet 2022, le Monde de la Reine des neiges, ce week-end, tandis que Le Roi Lion attend son heure, qui viendra dans les prochaines années. « Cette décision d'investissement est un vote de confiance de Disney envers la France », déclarait Bob Iger en 2018 au *Figaro*. Au terme de cette transformation, la plus importante depuis l'ouverture du parc, le 12 avril 1992, la superficie aura quasiment doublé.

Même plus petit, Disneyland Paris a déjà rapporté gros. En s'installant sur d'anciennes terres agricoles de l'Île-de-France il y a 34 ans, Mickey et sa bande n'ont pas seulement métamorphosé la région parisienne, ils ont propulsé le tourisme français et européen dans une autre dimension. Avec ses quelque 15 millions de visiteurs annuels, Disneyland Paris est la destination la plus fréquentée du Vieux Continent, capable de faire venir les foules, principalement d'Europe. Les Français viennent et reviennent régulièrement. Mais les touristes étrangers représentent 56% des visiteurs, une performance inédite dans un monde des parcs d'attractions, qui vit d'abord grâce à une clientèle de proximité.

« Disneyland Paris participe grandement à ce que la France soit la première destination touristique mondiale, fait remarquer le sociologue Jean Viard. C'est un moteur économique, d'emplois et



Nouvelles animations, décors scandinaves, lac de 3 hectares... Disneyland Paris promet d'émerveiller ses visiteurs avec la création de son nouvel univers.

d'attractivité. Pour beaucoup, aller chez Disney, c'est l'événement de l'année. En France, il y a Paris, la Côte d'Azur, la Savoie et Disneyland Paris. » Employant plus de 19000 personnes, Disneyland Paris cumule les superlatifs : à lui seul, le parc génère environ 6% des recettes touristiques de la France, selon Atout France, agence de promotion du pays. Grâce à Disney, l'État et les collectivités locales perçoivent de « 400 à 500 millions d'euros de recettes fiscales par an (TVA, taxes de séjour, cotisations sociales) », toujours selon Atout France.

500 métiers différents

Aucune entreprise en France n'emploie autant de salariés sur un même site. Un emploi sur le parc génère près de trois emplois à l'extérieur : fournisseurs, prestataires de services, hôtels partenaires. Avec plus de 120 nationalités représentées dans ses effectifs, Disneyland Paris fait vivre 500 métiers différents, de l'ingénierie à l'hôtellerie, en passant par le spectacle vivant.

Avec 7 hôtels et 5740 chambres, Disneyland Paris est aussi, et de très loin, le premier groupe hôtelier parmi tous les parcs à thèmes européens. Pour profiter au maximum des attractions, ses clients sont nombreux à dormir au moins une nuit sur place, dans le parc ou aux alentours, où les hébergements ont poussé comme des champignons. Il y a ainsi 43500 chambres d'hôtels à Marne-la-Vallée. Les meublés de tourisme (Airbnb, Booking.com...) sont tellement nombreux qu'ils provoquent une pénurie de logements. À Val d'Europe

et à la communauté d'agglomération de Marne et Gondoire, Atout France dénombre plus de 4500 offres de location.

L'ouverture ce week-end du Monde de la Reine des neiges devrait accélérer le rythme de cette machine à rêves, devenue un jackpot, particulièrement pour la région parisienne. « Alors qu'au début il était vu comme l'envahisseur américain, Disneyland est un moteur économique extraordinaire », déclare Philippe Descrouet, président de Val d'Europe Agglomération. Quand Disney est arrivé à Marne-la-Vallée, c'était la campagne. Il y avait 5000 habitants. Ils sont dix fois plus nombreux aujourd'hui. » Val d'Europe est désormais l'agglomération la plus riche de France et le troisième poumon économique d'Île-de-France (après Saclay et Paris-Roissy), avec plus de 9300 entreprises et 50000 emplois.

« Avoir une locomotive comme Disneyland Paris capable d'attirer des milliers d'entreprises est un atout énorme, poursuit Alexandra Dublanche, vice-présidente de la région Île-de-France. Ses retombées économiques se chiffrent en dizaines de milliards depuis 1992. C'est aussi un excellent moyen d'éviter le sur-tourisme en Île-de-France. »

Quatre des 5 hôtels de plus de 1000 chambres dans l'Hexagone sont à Disneyland. « Le géant américain a amené une capacité à raisonner en grand et mis la barre très haut dans l'accueil, le sens du détail, la gestion des flux de visiteurs et la thématisation des hôtels », constate Didier Arino, directeur du cabinet spécialisé Protourisme. Il a

révolutionné les standards du tourisme en France. On retrouve d'ailleurs beaucoup d'anciens salariés de Disneyland dans toutes les entreprises du secteur. » Ainsi, le parc a inspiré tout un écosystème (parcs d'attractions, hôtels, villages de vacances, campings...). Sur le modèle Disney, les parcs français - Parc Astérix, Futuroscope, Puy du Fou... - se sont tous mis à construire des hôtels ; ils renouvellent en permanence leurs attractions et innovent. Une excellente nouvelle pour le tourisme en France. Avec 3 millions de visiteurs en 2025, Parc Astérix (deuxième parc en France) prépare ainsi l'ouverture de L'Odyssée d'ici à 2028, hôtel de 300 chambres qui viendra compléter Les Trois Hiboux, La Cité suspendue et Les Quais de Lutèce.

Ce n'était pourtant pas gagné. Lorsque The Walt Disney Corporation a décidé d'ouvrir un parc d'attractions en Europe, le géant américain hésitait entre Paris et Barcelone. La France l'a emporté, en déroulant le tapis rouge au géant américain. Elle s'est fait de grosses frayeurs. Les premiers temps, la fréquentation n'était pas au rendez-vous, les Européens n'ayant pas la culture de cet univers de loisirs XXL. « Les Américains sont arrivés en impérialistes, sans intégrer les spécificités du marché français », se souvient un bon connaisseur. L'entreprise Euro Disney s'est révélée incapable de faire face au poids de sa dette (liée aux investissements pour la création du parc et au renouvellement des attractions) et à la rémunération de sa maison mère, sous

forme de royalties. Euro Disney a même frôlé la faillite dans les années 1990.

Cotée à la Bourse de Paris entre 1989 et 2017, l'action Euro Disney a perdu 99% de sa valeur et fait perdre beaucoup d'argent à de nombreux investisseurs. The Walt Disney Company a mis fin à ce cauchemar en 2017, en renflouant sa filiale pour un montant de 1,5 milliard d'euros et en la retirant de la cote. Ce n'est qu'à partir de 2023 que la société a dégagé des profits. L'an passé, le bénéfice net a atteint 260 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros.

« Le groupe a toujours touché des royalties de sa filiale et a fait une excellente opération immobilière, en achetant des terrains à un prix dérisoire », rappelle aussi Didier Arino. C'était une des conditions de son arrivée en France. Si The Walt Disney Corporation a préféré l'Hexagone, ce n'est pas simplement parce que l'Île-de-France est au cœur du Vieux Continent. L'État français a notamment accepté de financer la construction de toutes les infrastructures (TGV, RER, autoroute) pour arriver dans le parc. Une convention signée en 1987 a également donné aux Américains des conditions d'aménagement très avantageuses sur 2100 hectares de terrain : ils sont réservés à Disneyland Paris, qui n'en a acheté qu'une partie (environ la moitié) à un prix inférieur à celui du marché. Début 2025, la Cour des comptes a recommandé de réexaminer cette convention, déplorant notamment un manque de transparence. Mais il ne s'agirait pas d'arrêter la machine à rêves Disney... ■

Le plan d'Action pour séduire les Américains

Manon Malhère

Le hard-discounter néerlandais a pour ambition d'ouvrir un premier magasin aux États-Unis fin 2027 ou début 2028.

Après avoir conquis une quinzaine de pays européens, dont la France, en vingt ans, Action prend le large et se prépare à partir à l'assaut des États-Unis d'ici à fin 2027. L'objectif est d'ouvrir une centaine de magasins d'ici à fin 2030. « Nous sommes prêts à franchir cette étape car nous en avons la capacité et notre organisation est suffisamment mature », explique au *Figaro* Hajir Hajji, la directrice générale du hard-discounter néerlandais, détenu majoritairement par le fonds d'investissement britannique 3i.

La décision a été prise par la direction en fin d'année dernière. Et ce, après avoir mené des études approfondies sur différents marchés depuis deux ans. « Aux États-Unis, le modèle Action a un immense potentiel, car nous proposons quelque chose d'unique avec quatorze catégories de produits à bas prix et de qualité, poursuit la dirigeante. Nous pouvons faire la différence. »

Ustensiles de cuisine, produits pour le ménage, jouets, papeterie, décoration... En Europe, ces articles à bas prix ont séduit des dizaines de millions de consommateurs issus de toutes les classes sociales en quelques années. Fondé en 1993 par Gerard Deen et Rob Wagemaker, Action a enfin connu une croissance fulgurante. Le groupe, qui est arrivé en France en 2012, ne cesse d'ouvrir des magasins sur le Vieux Continent. En 2025, son chiffre d'affaires global a progressé de 16% par rapport à 2024, à 16 milliards d'euros. Les ventes à périmètre comparable - soit en comparant les ventes des magasins déjà existants l'année précédente - ont, elles, augmenté de 4,9%. Son Ebitda (excédent brut d'exploitation) a grimpé de 14%, à près de 2,4 milliards d'euros.

Hajir Hajji sait pertinemment que réussir à s'implanter sur le marché américain, qui est très concurrentiel, ne sera pas facile. Avant de prendre sa décision, la direction a regardé de près les entre-

prises européennes qui ont réussi leur conquête de l'Amérique, citant notamment « l'exemple » réussi du hard-discounter alimentaire allemand Aldi. « C'est un excellent concept de discount qui a voyagé de l'Europe aux États-Unis, constate la dirigeante. Ils sont dans l'alimentaire et nous, dans le non-alimentaire mais si vous regardez leurs magasins, leur efficacité, leur simplicité et l'accent mis sur le prix et la qualité, je pense qu'il y a beaucoup de points communs. »

Des États ciblés

Pas question donc de brûler les étapes. D'ici à fin 2027, ou début 2028, le groupe prévoit d'ouvrir un premier magasin, suivi rapidement d'une vingtaine, d'abord en Caroline Nord, en Caroline du Sud et dans le nord de la Géorgie. Pourquoi commencer par ces États ? « La population est en forte croissance et est très diversifiée, ils ont des villes différentes, de petite et grande taille », explique la dirigeante.

Pas question non plus de changer l'ADN d'Action qui a fait son succès. Le groupe opère selon une organisation très centralisée basée aux Pays-Bas, où les coûts sont maîtrisés et les achats sont bien ficelés, assurés par une équipe très restreinte de vingt-trois acheteurs. Ces achats sont massifiés : 90% des assortiments vendus dans les 3302 magasins, dont 915 dans l'Hexagone, sont identiques. Parallèlement, la direction s'appuie sur une direction locale qui comprend les spécificités du terrain.

Le distributeur restera également fidèle à sa politique commerciale : des produits du quotidien à prix très attractifs répartis en quatorze catégories, avec des marques internationales, des marques propres du distributeur et des produits de fabricants indépendants. Proposer des assortiments qui collent aux besoins des consommateurs américains sera toutefois l'un des principaux défis du discounter pour réussir sa

conquête outre-Atlantique. Aussi, « aux États-Unis, nous allons établir une équipe d'achats distincte, avec des Américains et des personnes de chez Action en Europe qui vont s'installer là-bas, explique la dirigeante du groupe qui commence à mettre en place son équipe américaine. La philosophie globale reste la même, mais les assortiments vont être ajustés. »

Parallèlement à son projet outre-Atlantique, Action compte poursuivre ses ouvertures de magasins, notamment en France - son premier marché -, et s'implanter dans de nouveaux pays européens. « Pour répondre à la demande croissante de ses clients, Action prévoit d'ouvrir au moins 400 magasins en 2026 et de s'implanter sur deux nouveaux marchés », que sont la Croatie, avec un premier magasin déjà ouvert en mars, et la Slovaquie, indique la direction. En 2027, le distributeur espère également ouvrir des magasins en Bulgarie. ■



UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

L'Europe prisonnière de son aversion pour l'échec

Des optimistes, sans doute un brin rêveurs, ont tenté ces derniers mois de combattre la thèse du déclin de l'Europe, et de la France, vis-à-vis des États-Unis. Le débat ne se prête pourtant pas à de multiples joutes : en termes de PIB par habitant, ajusté de l'inflation, comme de productivité horaire, les Européens décrochent, pas après pas, face à leurs cousins américains depuis les années 1990. Mario Draghi, dans son fameux rapport sur la compétitivité, a analysé les ressorts de cette divergence. « La principale raison pour laquelle la productivité de l'Union européenne a pris du retard sur celle des États-Unis au milieu des années 1990 a été l'incapacité de l'Europe à tirer parti de la première révolution numérique déclenchée par l'internet (...) », écrit-il.

Et un peu plus loin : « L'Europe semble actuellement prendre encore plus de retard. » Un rapport récent du McKinsey Global Institute lui donne raison. Le cabinet s'interroge sur la dissociation du capitalisme contemporain entre des groupes gigantesques, qui maîtrisent la technologie, investissent massivement et écrasent partout la concurrence, et les autres plus petites entreprises se battant pour survivre. Il identifie neuf mastodontes, des « omniscaleurs », selon les termes des consultants, capables de répliquer leur capacité de passage à l'échelle sur plusieurs marchés. Six sont américains : Alphabet, Amazon, Apple, Microsoft, Meta et le cluster Tesla/SpaceX. Trois asiatiques : Alibaba, Huawei et Samsung. Et l'Europe dans tout ça ? Elle doit tout faire pour favoriser l'émergence de champions de la tech locale, répond Draghi et avec lui, en chœur, tous les chefs d'État.

Dans la pratique, les États européens s'activent en effet. Soutien à la recherche, aides ciblées aux jeunes pousses, abondement de fonds, initiatives communes pour les capacités de calcul... Les dispositifs sont nombreux, les résultats modestes. L'urgence s'impose pourtant, alors que les entreprises européennes adoptent en ce moment, pour l'immense majorité, des solutions américaines, voire chinoises, d'intelligence artificielle. Le déploiement de ces nouveaux outils augmentera rapidement la productivité des groupes. Il provoquera aussi un transfert d'une part de la valeur ajoutée européenne vers les États-Unis ou la Chine. Au détriment du capital mais aussi du travail européen.

Sans avancée majeure, les dépendances du Vieux Continent menacent donc de s'accroître. Dans ce contexte, un article de trois économistes, Patrick Artus, Yann Coatanlem et Olivier Coste, publié dans le dernier numéro de la revue *Commentaire*, interpelle. Il

appréhende par le versant du marché du travail ce défi de la faiblesse technologique européenne. Les auteurs expliquent ainsi comment le groupe Meta a changé rapidement de braquet face au succès fulgurant de ChatGPT. En quelques mois, il a abandonné son projet de « mé-tavers » pour se redéployer sur l'intelligence artificielle. D'un côté, 20 000 employés très qualifiés ont été remerciés, pour un coût de quatre mois de salaire par employé. De l'autre, 10 000 spécialistes de l'IA ont été embauchés et des dizaines de milliards de dollars investis dans des centres de données.

« Une protection de l'emploi mal ciblée freine l'investissement en recherche et développement, car l'innovation à la frontière technologique exige de réconcilier la prise de risque avec la possibilité même de l'échec »

Selon les économistes Patrick Artus, Yann Coatanlem et Olivier Coste

Une telle réactivité est impossible aujourd'hui dans la plupart des pays européens, qui affichent des coûts très élevés de redéploiement du personnel. « Les coûts d'adaptation se montent en moyenne à 31 mois de salaire en Allemagne et aux Pays-Bas, 38 mois en France, 52 mois en Italie, 18 mois au Royaume-Uni contre seulement 7 mois aux États-Unis, 3,3 mois au Danemark et 2,5 mois en Suisse », écrivent ainsi les économistes. En Allemagne, pour faire accepter par l'opinion publique, les grands constructeurs automobiles ont annoncé des plans sociaux courant jusqu'en 2030... L'article démontre ainsi « qu'une protection de l'emploi mal ciblée freine l'investissement en recherche et développement, car l'innovation à la frontière technologique exige de réconcilier la prise de risque avec la possibilité même de l'échec ».

Le Danemark, qui se distingue par sa fameuse flexisécurité et de faibles coûts de restructuration, a bien compris la leçon. Le pays a choisi de protéger non les emplois mais les personnes. Prudents, nos économistes ne suggèrent pas d'étendre, du jour au lendemain, à tous les salariés européens ces bonnes recettes. Ils recommandent une dose de flexisécurité ciblée sur les catégories de salariés « les plus qualifiés et les mieux payés parce que ce sont typiquement ceux concernés par l'innovation ». Une telle réforme ferait couler de l'encre. Las, ne rien tenter n'est plus une option. ■



LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

Les deux tiers des Parisiens sont locataires, et ce sont eux qui ont élu le maire de Paris

Les promesses de baisse d'impôt aident à gagner les élections, encore faut-il bien les cibler. En 2017, le candidat Macron à la présidentielle avait fait mouche, promettant la suppression de la taxe d'habitation « pour 80% des foyers », les moins aisés. Il ratissait large, et cette mesure de pouvoir d'achat, simple et concrète, dont la démagogie n'échappa à personne, contribua grandement à lui ouvrir les portes de l'Élysée. Pour sa part, Rachida Dati, candidate malheureuse à la mairie de Paris, s'était engagée à réduire de 62% la taxe foncière des Parisiens propriétaires occupants de leur logement. Sa mesure phare en matière de logement consistait à effacer l'augmentation décréétée en 2022 sous la mandature d'Anne Hidalgo, ce qui avait été ressenti comme un coup de massue. Seul hic, la cible des électeurs concernés par la taxe foncière est sinon étroite, en tout cas très minoritaire. « Les ménages parisiens sont moins souvent propriétaires de leur logement (33% contre 39% dans la MGP, Métropole du Grand Paris, et 57% dans la France entière), les deux tiers étant locataires du parc privé ou social », souligne l'Insee dans son étude, « Ville de Paris : un portrait de ses habitants ».

« La sociologie parisienne est ce qu'elle est : une ville majoritairement de gauche et nettement coupée entre l'Est et l'Ouest, où mon score s'est établi entre 57% et 80% des voix », se justifie Rachida Dati, dans un entretien au *Figaro* (nos éditions du 24 mars). Réélue maire du 7^e arrondissement dès le premier tour, elle a échoué à conquérir l'Hôtel de Ville au second tour, n'obtenant que 41,52% des voix. Pas tous des propriétaires néanmoins, mais pas assez de locataires pour être élue ! À l'inverse, Emmanuel Grégoire, le nouveau maire de Paris avec 50,52% des votes, n'a certes pas fait le plein de l'électorat locataire, mais il en a rallié une bonne part. Après les avoir courtisés sans vergogne. Ainsi, a-t-on vu fleurir ces dernières semaines sur les murs de la capitale une affiche au message explicite : « Locataires, les loyers sont encadrés à Paris. Vérifiez le vôtre sur paris.fr/encadrementloyers ». L'affiche n'est pas nouvelle. La mairie de Paris l'avait déjà placardée à l'hiver 2024, suscitant la polémique. On y avait vu un appel à la délation. La mairie a créé en effet une plateforme pour aider les locataires à signaler les dépassements de loyers jugés abusifs.

C'est de l'arithmétique élémentaire : de par leur nombre, les locataires parisiens sont en mesure d'élire le maire de Paris. Quitte à les opposer aux propriétaires qui sont leurs bailleurs ? C'est un risque que la municipalité d'Anne Hidalgo et son successeur sont manifestement prêts à prendre, et cela leur a réussi. Très en amont des municipales de 2026, Emmanuel Grégoire a exposé, dès mai 2025, son programme

dans une étude publiée par la fondation Jean Jaurès, « Le droit à vivre Paris : répondre à la crise du logement ». Il part du constat qu'il n'y a pas de pénurie physique de logements dans la capitale. Alors que la population n'a cessé de décroître, passant de 2,8 millions en 1954 à 2,1 millions en 2024, le parc a augmenté de 200 000 unités pour atteindre 1,4 million aujourd'hui. Or cette augmentation s'est accompagnée d'une diminution du nombre de résidences principale (34 000 en moins entre 2011 et 2020). Emmanuel Grégoire en attribue la cause à deux phénomènes spécifiques : d'un côté, l'importance des logements vacants (120 000), soit 9% du parc, et de l'autre, les 130 000 résidences secondaires, qui représentent 10% du total (2% en 1968).

Le cap du nouveau maire

La crise du logement s'exprime en trois chiffres que met en avant le nouvel édile de Paris. Tout d'abord, le prix à l'achat des biens qui oscille autour de 10 000 euros le mètre carré en moyenne (de 6 640 euros dans le quartier de la Goutte d'Or à 15 970 euros dans celui de Notre-Dame). Ensuite, les loyers (hors meublés touristiques) qui s'élèvent à 30 euros le mètre carré en moyenne. Et, last but not least, « le taux d'effort logement » dépasse souvent 40% du budget des ménages selon la Fondation pour le logement des défavorisés (ex-abbé Pierre). Les Parisiens ont tous de bonnes raisons de se plaindre. Des familles de cadres supérieurs empêchées de devenir propriétaires à Saint-Germain-des-Prés (15 870 euros le mètre carré), aux habitants des « quartiers prioritaires de la ville » (QPV), ces cités de la misère pour lesquelles les mairies disposent d'aides spéciales. Car il existe bel et bien 21 QPV dans Paris

intra-muros, situés dans chacun des arrondissements à « deux chiffres » (exceptés le 12^e et le 16^e).

La sociologie de la capitale est ce qu'elle est : le département le plus riche de France par les revenus de ses habitants, mais dont le taux de pauvreté dépasse la moyenne nationale, selon l'Insee. Confrontés à la diversité des populations, dont le dénominateur commun est l'exiguïté de l'habitat (46 m² par foyer parisien contre 91 m² en France), les maires de Paris, socialistes depuis 2001, ont toujours cherché à privilégier les locataires aux dépens des « proprios ».

L'arbitrage a été manifeste durant les mandats d'Anne Hidalgo, et dans trois registres. Fiscal, avec l'augmentation de plus de moitié de la taxe foncière en 2022 et la hausse d'un demi-point, de 4,5 à 5% de la taxe DMT0 (dite « frais de notaire ») sur l'achat des biens en 2023. Réglementaire, avec l'encadrement des loyers. En matière de gestion du parc immobilier enfin, à travers une politique de préemption : 2 000 logements ont été rachetés en 2025, pour les transformer en logements sociaux. La proportion des HLM et des logements intermédiaires (à loyer plafonné) est passée de 13,4% du parc en 2001 à 25% en 2024. « Nationalisation rampante », accuse l'UNPI (Union nationale des propriétaires immobiliers). « Le cap est clair : atteindre 40% de logement publics d'ici à 2035, dont 30% de logements sociaux et 10% de logements abordables. Notre objectif : tendre vers 60% de logements publics, à l'image de la ville de Vienne (la capitale autrichienne, considérée unanimement comme le paradis des locataires, NDLR) », promet sans ambages Emmanuel Grégoire dans sa profession de foi de la Fondation Jean Jaurès. Pour se faire réélire ? ■



Emmanuel Grégoire, le nouvel édile de la capitale, pointe le poids des logements vacants (9% du parc) et des 10% de résidences secondaires.

LIVRES & IDÉES

Et si les boomeurs n'avaient pas tous les torts

C'est un livre sympathique et enlevé, un vibrant plaidoyer en faveur de la solidarité entre les générations, que publie Hippolyte d'Albis, professeur à l'Essec et vice-président du cercle des économistes. Cet essai - *Économie des âges de la vie. En finir avec la guerre des générations*, Odile Jacob, 2026 - répond aussi au mouvement *C'est Nicolas qui paie*, qui enfièvre les réseaux il y a quelques mois, en mettant en scène le « ras-le-bol fiscal » d'une partie de la jeune génération. Exaspération virant parfois en sourde acrimonie envers les plus âgés. Le livre s'attache ainsi à nuancer l'idée que ces égoïstes de seniors laisseraient deux dettes, financière et climatique, à leurs descendants. « À l'instar de la charge d'intérêt de la dette publique, le coût du changement climatique incombe à toutes les générations présentes et n'est pas réservé aux générations futures », avance l'auteur, qui rappelle

que la dette levée pendant le Covid fut essentiellement de court terme, et est donc d'ores et déjà en train d'être remboursée. L'argument porte moins vis-à-vis de la dette qui finance le flot des dépenses sociales annuelles.



HIPPOLYTE D'ALBIS ÉCONOMIE DES ÂGES DE LA VIE. EN FINIR AVEC LA GUERRE DES GÉNÉRATIONS Odile Jacob

L'économiste vole encore au secours du train de vie des retraités, rappelant que « pour toutes les générations, le niveau de vie a tendance à augmenter au cours de la vie » mais aussi qu'« à mesure que l'on avance en âge, la proportion d'individus à hauts revenus tend donc à augmenter dans chaque classe d'âge, ce qui élève mécaniquement le niveau de vie moyen avec l'âge ». Il encourage chacun à s'occuper des personnes âgées de son entourage, rappelle que les



baby-boomeurs ne sont pas responsables de leur nombre et défend le principe d'un soutien public à la vieillesse. « 40 milliards peut sembler un gros chiffre, mais c'est à peine 1,4% de la richesse que nous produisons chaque année. Accorder 1,4% de ce que nous gagnons aux personnes âgées qui ont besoin de nous, ce n'est pas beaucoup », écrit d'Albis. En effet !

Étapes de la vie

C'est surtout par son analyse sur les différents âges de la vie que l'auteur interpelle. Il divise, classiquement, la trajectoire humaine en trois étapes : enfance au sens large, âge actif, et vieillesse. Deux périodes de déficit et une de production, ce qui lui permet de calculer que nous dépendons, en moyenne, des autres durant 57% de notre vie. Autrement dit, « pour la plus grande partie de notre vie, notre consommation sera financée par le travail des autres ». Les

canaux de financement diffèrent en fonction des étapes de la vie. Le premier déficit est essentiellement comblé par la famille et des services publics en nature, le second par l'État, secondé par les marchés. D'où cette tension accrue sur les seniors. Tordant le cou à l'intuition commune, l'auteur assure que ces dernières décennies, les transferts « vers les jeunes se sont accrues, tandis que ceux en direction des plus âgés ont reculé », même s'ils restent largement supérieurs aux premiers.

Cet essai nuance efficacement l'image de retraités menant grand train entre « potage à la tortue, venaison et cuillère en or » pour reprendre les mots de Dickens. Il apporte en revanche peu de réponses à ceux qui s'alarment du sort de la jeunesse, en première ligne face aux crises du logement et du travail, ni à la question de la soutenabilité du généreux modèle social français. ■ **A. DE G.**



« Bliss Stories », l'un des podcasts audio les plus populaires de France, animé par Clémentine Galey (à gauche), a basculé au format vidéo, il y a 6 mois. CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE

Lauren Bastide dit stop. La productrice, qui a lancé il y a dix ans le podcast audio féministe « La Poudre », a annoncé le mois dernier sur LinkedIn arrêter la version vidéo de sa nouvelle émission d'entretiens sur la santé mentale, « Folie douce ». « La vidéo coûte cher, prend du temps et mobilise de l'énergie pour une valeur ajoutée minimale », écrit-elle. « Je n'ai pas envie de me cramer dans la course à l'attention. Je fais des podcasts pour partager avec vous des conversations longues et profondes. Pas pour écrire les TITRES DE MES ÉPISODES EN MAJUSCULES ou découper les interviews en reels (format vidéo d'Instagram, NDLR) de 20 secondes. »

De l'autre côté de l'Atlantique, d'autres figures du podcast ont pris une décision radicale : arrêter les frais. L'émission pionnière « WTF with Marc Maron » a ainsi pris fin après seize ans d'existence, 1 700 épisodes et 55 millions d'auditeurs par an. « Nous savions qu'à l'avenir, nous ne pourrions plus faire de podcast comme nous le souhaitions », c'est-à-dire au format 100 % audio, explique au Wall Street Journal son producteur, Brendan McDonald.

L'industrie du podcast fait face à une révolution tellurique. Elle est née dans le courant des années 2010 aux États-Unis, propulsée par l'application Apple Podcasts. Sa promesse : des entretiens, des documentaires ou des fictions audio écoutables à la demande qui, par leur forme, leur longueur ou les thématiques abordées, n'auraient pas eu leur place sur les grilles des radios linéaires. La France a suivi cette vague avec la naissance, entre 2015 et 2019, des studios Nouvelles Écoutes, Binge Audio, Louie Media, Paradiso ou Majelan, ainsi que la création de podcasts dits « natifs » chez les radios et médias traditionnels.

Mais dix ans plus tard, le marché se tourne vers un tout autre genre de podcast qui touche un public bien plus large. Une table, deux micros, une célébrité à l'animation (une star d'Instagram, une vedette de la télévision, une actrice, un sportif, un entrepreneur...), une conversation compliquée avec l'invité, le tout filmé dans un studio à l'esthétique léchée : c'est cette fois-ci YouTube qui a impulsé la tendance du podcast vidéo. Le grand succès de « Legend », émission lancée par l'ex-animateur de NRJ Guillaume Pley, est la parfaite illustration de cette tendance.

« Le podcast est désormais au croisement de la télévision et de l'industrie des créateurs de contenu, et la barrière à l'entrée est plutôt basse », explique Philippe Lamarre, président et fondateur du groupe média québécois Urbana. Ce dernier vient de racheter Binge Audio à la barre du tribunal de commerce, et va passer dès le mois prochain certains programmes du studio en version vidéo. YouTube est devenu

Le grand virage vers la vidéo chamboule l'univers des podcasts

Chloé Woitier

Média audio, le podcast est en train de muer vers l'image sous l'impulsion de YouTube. Une révolution tellurique pour cette industrie.

un point d'entrée central dans la consommation de ces émissions, et revendique 1 milliard d'auditeurs par mois. Cela a obligé Spotify à intégrer la vidéo dans son application, et Apple Podcasts s'approprie à faire de même dans les prochaines semaines. « Ils veulent reprendre de la part de marché à YouTube », poursuit Philippe Lamarre. L'heure tourne pour Apple. D'après une étude Coleman Insights, seuls 9 % des « Gen Z » américains consomment des podcasts sur son application, contre 35 % sur Spotify et 46 % pour YouTube.

Ce virage pousse les acteurs historiques du podcast, qui ont construit leurs audiences et leur notoriété sur l'audio, à s'interroger. La vidéo, faut-il y aller, et si oui, comment ? « Est-ce qu'on a envie de se montrer ? De jouer à l'influenceur ? Ceux qui acceptent de jouer le jeu de l'image sont souvent récompensés, mais tout le monde n'en a pas forcément l'envie », explique Mélanie Vazeux, qui représente plusieurs créatrices de podcasts (Lauren Bastide, Victoire Tuillon, Lucile Woodward...) avec son agence The Podcast Bureau.

« L'idée de devoir filmer mes entretiens m'a déprimé », confie ainsi Clémentine Galey, qui a créé en 2018 l'un des plus grands succès du podcast français avec plus de 110 millions d'écoutes : « Bliss Stories », des entretiens avec des anonymes ou des célébrités sur l'expérience de la maternité. « Je viens de la télévision, et en lançant « Bliss », j'avais précisément voulu m'affranchir de l'image pour capter l'émotion par la voix et retrouver la pureté de l'échange. Je suis allée vers la vidéo à reculons... mais les usages changent, alors on s'adapte », affirme-t-elle.

Six mois après l'ajout de la vidéo à son programme, qui continue d'être disponible en version audio, Clémentine Galey constate que « l'on touche une autre audience, plus jeune, sur YouTube. Nous travaillons donc à de nouveaux formats pour ces jeunes femmes de 20-25 ans qui

n'ont pas d'enfant mais sont curieuses. » L'un de ses derniers entretiens, avec la tiktokeuse Pseudo2ouf, 19 ans, a dépassé les 500 000 vues sur YouTube : « On a touché une cible qui ne nous connaissait pas. » Le studio Louie Media, devenu en 2022 filiale du groupe média CMI France (Elle France, Editis...), a aussi vécu la même surprise, bien que ses programmes ne soient pas filmés mais illustrés avec des animations. « Notre émission « Émotions » a été poussée par l'algorithme de YouTube. Cela nous a apporté beaucoup de nouveaux abonnés, avec un profil différent de notre cœur de cible », urbain et CSP+, explique sa cofondatrice Charlotte Pudlowski.

« Les revenus venant des coupures publicitaires YouTube ne sont pas très lucratifs. C'est toujours ça de pris, mais cela ne révolutionne pas notre business model »

Clémentine Galey
Animatrice du podcast « Bliss Stories »

Les acteurs interrogés sont unanimes. L'attrait pour YouTube repose sur la facilité avec laquelle cette plateforme « fait découvrir des podcasts, chose que les plateformes audio n'ont jamais su faire », explique Mélanie Vazeux. Mais personne n'est repéré par ce service vidéo d'un coup de baguette magique. « Il faut maîtriser ses codes, et comprendre la manière dont fonctionnent ses algorithmes », poursuit-elle. Soit une toute nouvelle grammaire à apprendre.

Julien Neuville, PDG de Nouvelles Écoutes, est parti dans cette course avec un avantage stratégique. Son studio a été acquis en 2022 par le groupe suédois PodX, qui détient d'autres studios à travers l'Europe. « Ils ont des

spécialistes qui suivent l'évolution des algorithmes de YouTube, comment titrer les vidéos, quel type de miniatures faire... C'est un gros gain de temps », explique-t-il. Lancé en mai 2025, le premier podcast vidéo de Nouvelles Écoutes, « Alice Underground », « oscille entre 1 et 1,5 million d'écoutes par épisode, plateformes vidéo et audio confondues », avec une dizaine d'émissions ayant dépassé les 100 000 vues sur la plateforme vidéo de Google.

« Les six premiers mois, le tiers des audiences venait des recommandations YouTube. L'effet propagateur est fantastique », souligne le PDG, qui apprécie aussi les outils mis à la disposition des créateurs. « Transcription, chapitrage des émissions, tu connais le taux de complétion, quand les gens arrêtent d'écouter, quelle est la granularité de ton public... On connaît bien mieux notre audience que sur les plateformes audio. »

La réussite de « Alice Underground » a incité Nouvelles Écoutes à lancer à l'automne le talk-show « Rugby Confidential », co-animé par l'ex-XV de France Gaël Fickou, et il y a quelques jours « Niche », des entretiens avec « celles et ceux dont la vie croise celle d'un chien ». « On pivote vite. Comme le podcast vidéo coûte plus cher à produire, on teste et on arrêtera vite ceux où il n'y a pas de traction », poursuit Julien Neuville.

Un autre levier vidéo devenu incontournable pour se faire connaître est celui des courts extraits des meilleurs moments d'un podcast, au format vertical, et propulsés sur YouTube Shorts, TikTok et Instagram. « On a pu dépasser les 500 000 vues sur TikTok et frôler le million sur Instagram, avec beaucoup de commentaires et de likes, sur certains extraits du podcast », explique Mathieu Gallet. L'ancien PDG de Radio France, et cofondateur de Majelan, a lancé il y a quelques semaines le podcast vidéo « Bourdin Media » avec le célèbre journaliste politique, ex-interviewer

star de BFM-RMC puis de Sud Radio. « Jean-Jacques Bourdin a vu le poids des podcasts dans la campagne américaine de 2024, et estime qu'ils vont aussi jouer un rôle pour notre présidentielle 2027 », décrypte Mathieu Gallet. Nous sommes en phase de rodage, et l'enjeu va être de ramener les spectateurs de nos extraits vers l'entretien complet. Les clés pour réussir, c'est la régularité de publication, avoir une incarnation forte, et bâtir une communauté. C'est un autre versant de la « creator economy ». »

L'ajout de la vidéo à la panoplie des studios de podcast oblige ces derniers à se doter de nouvelles compétences. Mais qu'en est-il des revenus dégagés ? « Les revenus venant des coupures publicitaires YouTube ne sont pas très lucratifs. C'est toujours ça de pris, mais cela ne révolutionne pas notre business model », qui provient pour moitié de l'événementiel et de l'e-commerce, affirme Clémentine Galey de « Bliss Stories ». « Le coût pour 1 000 vues sur YouTube est de quelques euros, contre 60 à 90 euros pour le podcast audio », ajoute Joël Ronez, cofondateur de Binge Audio.

Mais ce dernier estime que le format vidéo « va inciter les annonceurs et les agences médias françaises à penser autrement », alors que 75 % du chiffre d'affaires partenariat et sponsoring du studio provient aujourd'hui d'annonceurs américains. Charlotte Pudlowski, de Louie Media, note déjà l'appétit des clients de son agence de brand content, Louie Creative, pour la vidéo. Idem chez Nouvelles Écoutes, qui décroche ainsi de plus gros budgets pour son activité d'agence en marque blanche. « Les campagnes vidéo se négocient 5 à 6 fois plus cher », affirme Julien Neuville.

Vit-on la fin du podcast audio ? « Je crois à l'audio comme au premier jour. Il y a toujours un besoin de déconnexion », affirme Charlotte Pudlowski, qui rappelle que tous les types de podcasts, comme le documentaire ou l'enquête, ne se prêtent pas à la vidéo. Mélanie Vazeux rappelle également que les podcasteurs historiques avec des communautés engagées peuvent se passer de la vidéo : « Ceux que j'accompagne publient des livres, ont des newsletters payantes, font des conférences... Leurs sources de revenus sont diversifiées. » Mais il risque d'être difficile de résister aux caméras face à l'arrivée de nouvelles plateformes de distribution. Disney+ codiffuse ainsi le podcast de Léna Situations, « Couch ». Aux États-Unis, Netflix a noué des accords de distribution avec des studios spécialisés, et a lancé ses propres podcasts vidéo originaux. « C'est une manière pour eux de garder leurs abonnés engagés avec du contenu moins coûteux qu'une série », note Julien Neuville. Selon nos informations, ces acteurs américains ont commencé à approcher plusieurs studios français. Et ce n'est pas fini. Pour alimenter son application pour téléviseurs connectés, TikTok souhaiterait également diffuser des podcasts vidéo en intégralité. ■

ESPRIT
D'ENTREPRISE

présenté par Olivia Détryat et Gaëtan de Capèle

LE FIGAROTV
TOUT LE FIGARO À LA TÉLÉVISION



disponible sur

TNT IDF 34	CANAL+ 126 / 136*	TF1+
Samsung TV Plus	118	194
Free	203	247
Apple TV		Google TV
Aussi sur LeFigaro.fr et l'app		

* (i) hors réception satellite
(ii) également accessible sur myCANAL

LE FIGARO et vous



BEAUTÉ

LES FRANÇAIS PARLENT PLUS OUVERTEMENT DE LEURS INJECTIONS ET GREFFES DE CHEVEUX

PAGE 32

HIGH-TECH

ORDINATEURS PORTABLES, SMARTPHONES... TOUTES LES SOLUTIONS POUR MAINTENIR LA CONFIDENTIALITÉ DE SES DONNÉES

PAGE 33



Centenaire de la mort de Monet : une année de grandes expositions



IMAGE CCO3 : HIROH ; THE CORVID COMPENDIUM/LAMY/ABACA/PRESS

Le géant de l'impressionnisme est décédé le 5 décembre 1926 dans sa maison de Giverny, près de Vernon. L'hommage commence dès ce printemps avec des manifestations à Paris et en Normandie. **PAGES 30 ET 31**

À la Porte-Saint-Martin, un grand « Cid » coup de tonnerre

Anthony Palou

Ce Corneille monté par Denis Podalydès avec Benjamin Lavernhe, grandiose, et Suliane Brahim, rugissante, fait honneur à l'amour et au théâtre.

Une scène austère. Six colonnes sombres. Les cordes d'une viole de gambe brisent le silence. Un homme d'une grande élégance s'avance, une épée à la main. Il manie son arme avec noblesse. Cet homme, c'est Don Gomès, comte de Gormas, père de Chimène. Il est interprété par Christian Gonon, qui porte toujours beau. *Le Cid* dirigé par Denis Podalydès commence par la scène 3 de l'acte I. C'est un coup de maître. Elle nous plonge directement dans l'intrigue sans finasser. Puis Don Diègue (Didier Sandre), père de Rodrigue, avance sur le plateau de bois nu surélevé. Il apprend au comte qu'il vient d'être nommé précepteur du prince royal, titre qui devait lui revenir. Furieux de n'avoir pas été choisi, il le soufflette. Incapable de se battre, Don Diègue charge son fils Rodrigue de le venger. Ce sera le début de la fin pour leurs enfants

respectifs, les jeunes amants Chimène et Rodrigue. Plutôt le début d'une reconquête, celui d'un amour impossible.

Un divertissement brillant

Inutile de parler des qualités de cette tragicomédie. D'autres s'en sont chargés. Toutes les possibilités scéniques sont exploitées à mesure que se précise l'hostilité de Chimène, dévastée par la mort de son père de la main de son amant, Rodrigue. Et les principaux caractères se dessinent : tout est là pour que nous assistions à un divertissement brillant. Les mots de Corneille sont, dès le début, pleins d'une fougue rugueuse et on ne compte plus les vers entrés dans notre ADN. Ne pouvant citer toutes les scènes « cultes » que nous avons apprises au collège, retenons le compte rendu au roi par Rodrigue de sa bataille contre les Maures. Ici, la mise en scène de Podalydès, les astuces

scénographiques d'Éric Ruf, la lumière de Bertrand Couderc et, bien sûr, le jeu époustouflant et tambourinant de Lavernhe resteront gravés dans notre mémoire. Splendide moment du théâtre qui

va crescendo avec en contrepoint la vraie fausse détresse de Chimène. Quelle fougue ! Quelle ardeur soudain immortalisée dans ce Théâtre de la Porte-Saint-Martin qui nous offre en

fond de scène son mur de pierre comme un hommage à la cour du Palais des papes qui accueillit, en 1951, Gérard Philipe sous la direction de Jean Vilar. Voilà aussi la célèbre scène 4 de l'acte II,

lorsque Rodrigue s'introduit dans la chambre de Chimène, en deuil, pour lui donner la possibilité de venger la mort de son père. Nos deux héros défendent les mêmes valeurs : l'amour et l'honneur.

Les costumes de Christian Lacroix sombres et bigarrés, les tableaux (ciel ennuagé, forêts de cyprès...) et les cloisons ajourées, majestueux moucharabiehs qui descendent et remontent des cintres - *Le Cid* est une pièce construite comme une suite d'antichambres mentales -, le trône du roi de Castille campé par un déroulant et attachant Bakary Sangaré, tout est beau comme de l'antique et chaque soir, « tout Paris a pour Chimène les yeux de Rodrigue ». ■ *La Comédie-Française au Théâtre de la Porte-Saint-Martin (Paris 10^e). Jusqu'au 17 mai.*

Suliane Brahim et Benjamin Lavernhe dans *Le Cid*, dirigé par Denis Podalydès.
JEAN-LOUIS FERNANDEZ/COLL. COME



Un siècle après sa mort, Claude Monet toujours célébré à Giverny

Éric Biétry-Rivierre

Le centenaire de la mort de l'artiste est l'occasion de plusieurs expositions en Normandie, à Paris et à Londres. Retour sur les derniers moments d'un géant.

« **U**n très grand peintre vient de mourir », apprend-on dans *Le Figaro* du 6 décembre 1926. Le décès de Claude Monet est survenu la veille. À l'âge de 86 ans, le patriarche de l'impressionnisme s'en est allé comme il partait sur le motif, mais cette fois et pour toujours sans son chevalot ou autre matériel portatif. Un cancer du poumon a eu raison de ce géant, fumeur invétéré, tombé parmi ses ultimes toiles et ses fleurs chéries en son jardin atelier de Giverny (Eure). Aujourd'hui, tandis que plusieurs expositions et autres manifestations commémoratives fleurissent en France comme dans le monde, les spécialistes revisitent cette ultime période, charnière pour la perception de l'œuvre.

Depuis le Japon, où elle examine des tableaux de son artiste préféré, Marianne Mathieu, ancienne directrice scientifique du Musée Marmottan Monet, à Paris, à présent membre du comité qui authentifie les œuvres, auteur de *Monet. Par-delà l'horizon*, et qui participe à la mise à jour du catalogue raisonné, pose d'abord le cadre. Était présent le dernier de ses fils vivants, Michel Monet, qui a été son légataire universel (mort lui-même en 1966 sans enfant), sa belle-fille, élève et assistante Blanche Hoschedé-Monet, dite l'« Ange bleu de Giverny », et Georges Clemenceau, peut-être le plus fidèle ami. Le Tigre est alors un vieil homme, cet ancien chef du gouvernement s'est retiré depuis 1919 de la vie politique. Il cultive lui aussi son jardin, en Vendée. Lui et Monet se ressemblent. Il décédera moins de trois ans plus tard.

En attendant, sa présence marque les obsèques. Dans la maison de Giverny, laissée sans consignes ni testament, il fait décrocher les rideaux clairs et fleuris pour remplacer le drap noir recouvrant le cercueil. « *Pas de noir pour Monet, le noir, ce n'est pas une couleur* », assène-t-il en une phrase qui parachève le mythe. Celui du patriarche de l'impressionnisme, serviteur accompli de la lumière atmosphérique et de la nature.

Enterrement souhaité dans la plus stricte intimité, à l'image de ce qui se fait dans les campagnes. Il est demandé aux proches de ne pas se déplacer. Plusieurs amis qui connaissent le chemin prennent toutefois le train ou la voiture. Notamment les cadets nabis,

Édouard Vuillard et Pierre Bonnard, qui a une maison et une barque non loin en aval de la Seine, à Vernonnet. On note autrement la présence de familles de galeristes, notamment les Bernheim et les Durand-Ruel. Paul Durand-Ruel, le grand soutien et promoteur de l'impressionnisme à l'international (plusieurs centaines de Monet sont passés entre ses mains), n'étant plus de ce monde depuis près de cinq ans.

Clemenceau fait écarter la foule des voisins et autres curieux pour ouvrir le chemin au cortège photographié par la presse. Direction le cimetière, où une concession a été acquise en 1891 par Alice Hoschedé, la seconde épouse, décédée en 1911. Au lendemain de cette modeste cérémonie du 8 décembre, le retentissement est plus que national. Les journaux font leur une. Le 12 notamment, *Le Figaro* publie une nécrologie signée Arsène Alexandre, journaliste, critique, mais aussi collectionneur d'art et inspecteur général des musées français.

« **Pas de noir pour Monet, le noir, ce n'est pas une couleur** »

Georges Clemenceau
Ancien président du Conseil
et ami fidèle du peintre

De tels textes parlent d'un artiste majeur, d'un des plus éminents représentants de l'art français. Ils décrivent bien sûr le père de cet impressionnisme désormais devenu triomphant, évoquant les années de vaches maigres et de combats pour s'imposer. On fait remarquer que Rodin est né deux jours avant Monet, et que ni l'un ni l'autre n'ont été membres de l'Institut. Et l'on termine en évoquant ses séries (25 meules, la Seine, les platanes, 30 cathédrales de Rouen, 12 gares Saint-Lazare, 19 Parlements de Londres). C'est-à-dire en soulignant l'importance de la représentation de l'instantanéité, du fugitif.

Avec Monet, ce n'est pas le dernier des impressionnistes qui s'éteint - Armand Guillaumin, qui mourra en 1927, s'est retiré depuis de nombreuses années dans la Creuse -, mais c'est donc tout comme. Rien n'est dit cependant de ses *Nymphéas*, cet ultime cycle. Ce sont des grandes décorations. Elles n'ont pas été livrées. Et donc personne, à l'exception de quelques privilégiés admis dans l'atelier, ne les a encore

vues. Le 12 avril 1922 a pourtant été signé devant notaire un acte de donation à l'État. Et un décret d'acceptation a été paraphé par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ainsi que par le président de la République, Alexandre Millerand. Ce cadeau à la France va avoir une influence considérable sur l'évolution de la cote.

À ce propos, il faut garder en mémoire que l'intéressé avait cessé de présenter ses nouvelles créations depuis déjà dix ans. Les dernières avaient été ses vues des Venise, exposées à Paris chez Bernheim-Jeune. Pour cet événement, le galeriste avait dû déboursier plus de 300 000 francs et s'associer avec Durand-Ruel. Mythifié dès son vivant, Monet était donc déjà sur ses vieux jours une figure incontournable des ventes. Dix mille dollars l'estimation d'un paysage d'eau présenté en 1922 à New York. La même année, un amateur japonais emportait 19 toiles, dont un *Nymphéas* de 2 m x 4 m. C'était à ce moment l'œuvre la plus grande (et la plus chère) jamais vendue par l'artiste et l'événement a été médiatisé jusqu'aux États-Unis.

Reste qu'en cette ultime période où la gloire est au plus haut, où l'on guigne jusqu'aux œuvres que Monet trouve les moins réussies et rechigne à laisser partir au point d'en détruire beaucoup, le don des *Nymphéas* n'est pas réalisé. La mort est survenue entre-temps. Le premier geste de Michel Monet va donc être de l'honorer. Et de faire enlever les panneaux, inaugurés à l'Orangerie en mai 1927. Lors du vernissage, la réception est terrible. On sait les mots du

Une célébration du Havre à Paris

■ **La maison et les jardins de Claude Monet à Giverny (Eure) rouvrent à partir du 1^{er} avril et jusqu'au 1^{er} novembre.**
■ **« Avant les Nymphéas. Monet découvre Giverny, 1883-1890 », jusqu'au 5 juillet au Musée des impressionnismes de Giverny.**
■ **« Mémoire de Limon. Hommage à Monet », du 16 mai au 5 décembre au Musée Blanche Hoschedé-Monet de Vernon.**
■ **L'édition 2026 du Festival Normandie impressionniste, du 29 mai au 27 septembre, sera consacrée au thème du jardin de Giverny. Une soixantaine de projets d'art contemporain, portés par des artistes**



Claude Monet pose, en 1921, dans son jardin atelier, à Giverny. ALAMY VIA REUTERS CONNECT

internationaux, le réinterpréteront de façon libre et moderne.
■ **« Monet au Havre », du 5 juin au 27 septembre au MuMa du Havre (Seine-Maritime).**
■ **« Claude Monet, des jardins en héritage », du 11 juillet au 1^{er} novembre au Musée des Franciscaïnes de Deauville (Calvados).**
■ **« Monet, peindre le temps », du 30 septembre au 25 janvier 2027, au Musée de l'Orangerie à Paris (1^{er}), avant une seconde étape à la Tate Modern de Londres.**
■ **« 1927. Le temps retrouvé », du 31 mars 2027 au 16 août 2027 au Musée de l'Orangerie en collaboration avec le Centre Pompidou.** E. B.

peintre et théoricien du cubisme André Lhote. Il a parlé de « suicide plastique ». Les nouvelles générations ruiaient dans les brancards ? Pour sa part, tout à son obsession (son bassin de nénuphars lui a inspiré près de 300 tableaux durant trois décennies), le vieux Monet semble avoir été indifférent aux avant-gardes. Le cubisme ? Il le connaissait peu, selon sa biographe Anne Martin-Fugier. De ce qu'il a pu en voir, il a dit : « *Je ne comprends pas, mais je ne dis pas que c'est mal. Car je me souviens de ceux qui ne comprenaient pas mes œuvres et qui disaient : c'est mal.* » « *Le dernier Monet, celui qu'on découvre après sa mort, entre au purgatoire de l'histoire de l'art* », poursuit Marianne Mathieu. Elle constate qu'il y a alors deux Monet cotés : le grand, celui de l'épopée qui commence par *La Grenouillère, Impression, soleil levant*, et va jusqu'à ses paysages vénitiens, et le petit, un décorateur jugé impotent, tombé dans le panneau, noyé dans ses barbouillis XXL.

Autrement, son héritage est estimé à 5 millions des francs de l'époque.

Comment la notoriété du peintre a métamorphosé le petit village des bords de

Ariane Bavelier
Envoyée spéciale à Giverny (Eure)

« **É**normément de choses ont été faites à Giverny sur la maison et le jardin et il en reste énormément à faire pour répondre au surtourisme », dit Alain-Charles Perrot, architecte et membre de l'Académie des beaux-arts, qui depuis la mort d'Hugues Gall, en mai 2024, préside aux destinées de la Maison Monet. « *Le problème délicat est de retrouver une vérité historique dans ce lieu pour mieux faire comprendre encore ce qu'a été Monet.* »

On ne s'en doute pas en arrivant dans les lieux, mais la maison que louent Claude Monet et Alice Hoschedé pour loger leur famille recomposée de huit enfants au printemps 1883 est bien plus modeste que celle qu'on découvre. L'atelier, transformé aujourd'hui en salon, est une grange aveugle où le peintre stocke ses toiles, la cuisine et la salle à manger occupent la pièce au rez-de-chaussée, Monet et sa femme partagent le premier étage avec les

filles, les chambres des garçons sont dans les combles.

Giverny est un village agricole avec vignes et fermes, petites exploitations d'un hectare. La maison s'appelle Le Pressoir. Les habitants tiennent pour un bohème un peu louche cet homme qui voyage, jardine et regarde passer les trains au bout du Clos Normand : depuis quand peindre serait un métier ? Monet garde des relations dignes avec ses voisins, malgré leur mépris et leurs exigences. S'il veut que les meules restent en place pour les peindre, qu'il paie. Idem pour les peupliers. Avec la notoriété du peintre, les fermiers voient le prix de leur maison croître et embellir, et les hôteliers de la maison Baudy se réjouissent des hôtes venus partager les paysages des tableaux. Deux phénomènes toujours avérés, d'autant que l'Académie des beaux-arts, propriétaire de la Maison Monet, a largement racheté les terres pour conserver intact le paysage cher au peintre.

« *Sans Monet, Giverny n'existe pas* », dit Claude Landais, son maire entré au conseil municipal dès 1988. Au reste, parkings, toilettes publiques tout a été

organisé par la Maison Monet en lien avec la mairie pour que le village accueille les fans du peintre : « *Ici, la population admet la saison, les visiteurs sont très patients dans les queues, et on n'a pas l'impression d'un surtourisme.* » D'autant que les Givernois profitent des mannes apportées par le peintre. « *Quand les parents meurent, leurs héritiers vendent la maison. Car avec les chambres d'hôte et les gîtes à 200 euros la nuit, le prix du mètre carré croît sans cesse* », indique Claude Landais. « *L'école se vide, la boulangerie ne fait plus de pain mais des casse-croûtes, les restaurants et les fast-foods fleurissent. On interdit désormais que le moindre garage soit transformé en boutique. Le classement déjà ancien nous met sous l'œil de l'architecte des bâtiments de France et nous permet de rester un village.* » Qui compte 300 habitants avant la guerre de 1914, contre 450 aujourd'hui. Hivers paisibles désormais bousculés par les visiteurs de la Maison Monet.

Lorsqu'elle ouvre dans les années 1980, suite à la restauration menée par les Van der Kemp, les visites restent



confidentielles, avec à peine 50 000 visiteurs par an. On en est à 900 000 visiteurs en 2025, contre 200 000 au Musée des impressionnismes. Principalement des croisiéristes de la ligne Le Havre-Paris profitant d'une escale à Vernon,

Parmi les projets destinés à améliorer la visite, le pont japonais qui menace de s'effondrer sous le poids de la glycine sera rénové d'ici à cet été. OLYMPIA DE MAISMONT / AFF



L'essentiel est constitué de placements financiers. Giverny a été évaluée 400 000 francs et il y reste pour 1,2 million de francs de tableaux. Avec cela, Michel fait construire son petit Giverny à Sorel-Moussel (Eure-et-Loir). Quant à Blanche, elle restera la gardienne de la maison du pressoir jusqu'à la fin de sa vie en 1947. À charge tout de même à Michel de prévoir l'avenir de Giverny.

C'est là que les choses se compliquent. Face aux vexations endurées à l'Orangerie - en 1935, pour une exposition d'art flamand, on est allé jusqu'à recouvrir par des tapisseries ces nymphéas décidément peu goûtés -, Michel fait le dos rond. Un contentieux fiscal l'oppose au Trésor public. Il refuse de payer l'impôt sur ce qui est légalement sa résidence secondaire, Giverny, considérant qu'il s'agit d'une « maison du Souvenir ». Et conteste même le fait de payer l'impôt sur le revenu car, dit-il, il ne travaille pas mais vit de l'aliénation de sa fortune, à savoir la vente des tableaux de son père et de sa collection d'impressionnistes. In fine, tout cela

deviendra le Musée Marmottan Monet que l'on connaît, après que Michel a évoqué la possibilité de léguer Giverny à un ami, le peintre André Barbier (1883-1970) afin qu'il puisse en faire un lieu de commémoration.

Le 14 mai 2019, un Monet entre dans le club des dix tableaux les plus chers au monde. Une *Meule* de 72x92 cm, peinte à Giverny pendant l'hiver 1890-1891, a été vendue 110,7 millions de dollars aux enchères, chez Sotheby's à New York. La courbe ascendante de la cote ne semble plus connaître de limite; accessoirement, c'est aussi la première fois qu'un tableau impressionniste passe la barre des 100 millions. Et les *Nymphéas*? Comment en est-on venu à aimer cette dernière manière, ces 91 mètres habillant les deux salles ovales formant l'oméga, signe de l'infini, dans cette Orangerie, bombardée en 1944, rouverte en 1952 et qui, depuis, draine les foules du monde entier? Par le Nouveau Monde bien sûr!

En 1954, un lien y a été imaginé entre ces compositions et l'abstraction

lyrique new-yorkaise. Celle de Pollock, Rothko, De Kooning. Celle de Joan Mitchell, venue vivre en voisinie de Giverny, à Vétheuil. Celle des Barnett Newman et autres Sam Francis. Vingt-cinq ans après le décès, le jeune Ellsworth Kelly filait même à Giverny en quête des dernières toiles oubliées du maître. Lui comme nombre d'Américains influents, tel le premier directeur du MoMA de New York, Alfred Barr, ont vu dans ces horizons d'eau tachés de végétations, dans ces paysages regardés par le prisme d'une vue défaillante (une cataracte, qui a manqué de rendre Monet aveugle, lui a brouillé les formes et modifié sa perception des couleurs) la pierre fondatrice de la peinture abstraite moderne. Cette vue de Monet, « on l'a prétendue folle et malade avant de la dire savante et miraculeuse », a résumé Anne Martin-Fugier. ■

À lire : « Monet. Par-delà l'horizon », de Marianne Mathieu, Hazan, 280 p., 120 € et « Claude Monet », d'Anne Martin-Fugier, Gallimard, coll. « Folio » 371 p., 11,20 €.

tre les deux jardins s'effectue aujourd'hui par un tunnel à droite que Perrot voudrait fermer pour en construire un autre à gauche plus vaste, plus discret et accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR).

L'architecte voit encore au-delà. Il voudrait exploiter le vaste champ qui s'ouvre derrière le jardin d'eau. Des coquelicots et autres fleurs des champs vont y être semés dès ce printemps. « On pourrait accéder depuis le parking qui le jouxte, mettre ici la billetterie et quelques panneaux d'explication, et entrer par le jardin d'eau plutôt que de laisser les visiteurs marcher le long de la route, ce qui est dangereux, pour rejoindre l'entrée actuelle par le Clos Normand », dit Alain-Charles Perrot, qui voudrait aussi alléger les barrières de deux mètres séparant les nymphéas de ce champ. Pas question cependant d'y installer des meules ou de tirer des chemins piétons entre les coquelicots : « Je ne veux pas que ce soit Disneyland. On ne va pas faire des choses qui n'existaient pas. Je veux restituer le domaine tel que Monet l'a connu. » ■

Expositions : coup d'envoi, en face de la maison du maître, au Musée des impressionnistes

« Comment sont charmants ces jours de premier printemps chez nous, et la joie, le plaisir qu'ils font au cœur! » Les premières années de Claude Monet à Giverny, alors village de 270 habitants, sont un bonheur. Fini les débâcles de la Seine à Vétheuil. Cela commence enfin à être l'éden, après tant d'années de vaches maigres et de drames (Camille, la première épouse, vient de mourir à l'âge de 32 ans). Il a fallu la chercher cette propriété, découverte à l'âge déjà mûr de 43 ans et où le peintre passera ses 43 dernières années. Avant de se décider à en faire son havre, la réflexion a été longue sur ce que l'endroit pouvait apporter comme synthèse des motifs désirés. Monet y a également projeté plusieurs chantiers susceptibles de le perfectionner, tant pour y travailler que pour y vivre agréablement au sein d'une famille reconstituée.

Sur place, sur la petite route qui mène à cet ancien pressoir largement modifié par l'intéressé, le Musée des impressionnistes, bâtiment aussi moderne que discret, est lui aussi parfaitement serti dans son écrin de fleurs. Pour le centenaire, y est proposée une exposition consacrée à ces premières années. De l'arrivée en mai 1883 (alors qu'Édouard Manet vient de mourir) à la fin 1890, quand Monet devient propriétaire et peut enfin entreprendre la création de son jardin, bassin et pont japonais compris.

Durant cette période fondatrice de l'ultime manière, celle des nymphéas, celui qui s'impose de plus en plus comme le patriarche d'un impressionnisme désormais triomphant semble faire l'inventaire des motifs disponibles aisément : champs de coquelicots, rangs de peupliers, prairies et collines, cours de l'Epte et de la Seine. « Il aime cette topographie façonnée par la pluie et le brouillard, le soleil et les nuages, commente Cyrille Sciana. C'est un Monet plus intime, parfois hésitant, toujours en mouvement, que l'exposition donne à voir, dans le lieu même où son regard s'est transformé. »

La curiosité du peintre l'a conduit d'abord à arpenter le territoire jusqu'aux villages voisins, et à s'intéresser aux charmes de cette nature tempérée, comme à la vie paysanne

Avec la commissaire Marie Delbarre, assistante de recherche dans ce musée sans grande collection mais partenaire pluriannuel avec le Musée d'Orsay et soutenu par Musée Marmottan Monet et l'Académie des beaux-arts, ce directeur a pu rassembler une sélection éclairante. Une *Prairie à Giverny* vient ainsi du Musée de Fukushima. Du Japon également, ce radical *Meules à Giverny, soleil couchant. Panorama de Vernon* a voyagé depuis Norfolk en Virginie. Quant à *Peupliers à Giverny*, c'est un prêt du Musée de Potsdam, en Allemagne. On ne reverra pas de sitôt ces trésors. D'où la présence lors de



Autoportrait coiffé d'un béret, huile sur toile (1886).

TOUS DROITS RÉSERVÉS / ROY FOX FINE ART PHOTOGRAPHY

l'inauguration, vendredi 27 mars au soir, de Sébastien Lecornu, premier ministre, et de Catherine Pégard, ministre de la Culture.

L'ensemble riche d'une soixantaine de toiles permet d'épouser la curiosité du peintre; laquelle l'a conduit d'abord à arpenter le territoire jusqu'aux villages voisins, et à

« C'est un Monet plus intime, parfois hésitant, toujours en mouvement, que l'exposition donne à voir, dans le lieu même où son regard s'est transformé »

Cyrille Sciana

Directeur général du Musée des impressionnistes de Giverny

s'intéresser aux charmes de cette nature tempérée, comme à la vie paysanne. Cet homme qui passe ainsi avec sa barbe et son béret, ne serait-ce pas un nouvel Hésiode, l'auteur antique de *Des Travaux et des Jours*? Tout à leur tâche, les rudes gerbiers qui hissent des meules ne se posent pas la question.

La période est aussi le temps des voyages dans le sud de la France, en Angleterre ou encore à Belle-Ile. Autant de coupures régénératrices avec soleil éclatant, surprenants effets de fogs, falaises, rochers déchiquetés et houle violente. Autant de défis autres, qui stimulent l'œil et emballent une main maîtresse d'elle-même; à la fois juste pour donner la sensation de l'air et de l'eau durant tel moment de telle journée, mais agissant de façon sans cesse plus spontanée. Jusqu'à se hisser à une liberté et une facilité confondantes. À Giverny, les motifs sont infiniment moins contrastés. Mais, précisément, ne sont-ce pas les nuances qui, s'avérant au coloriste les plus difficiles à rendre, constituent le charme? ■

É.B.R.

Jusqu'au 5 juillet au Musée des impressionnistes, 99, rue Claude-Monet - 27620 Giverny. Catalogue Flammarion à paraître le 1^{er} avril, 256 p., 39 €. Tél. : 0232519465. mdig.fr

Seine

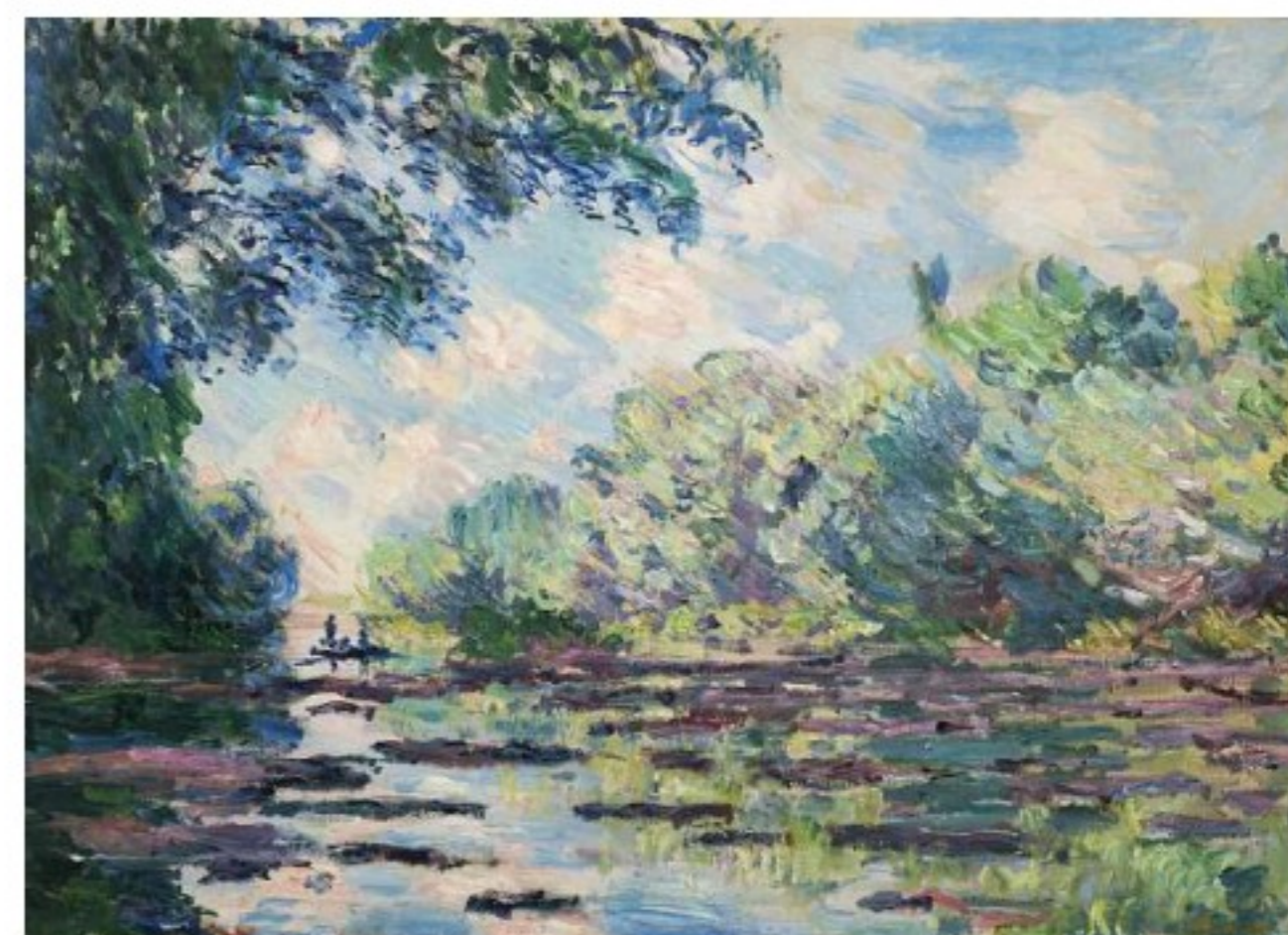
et les tour-opérateurs dans un circuit Versailles, Monet, Le Moulin Rouge. Beaucoup de Français, d'Américains et de familles. « C'est très difficile à gérer, indique Alain-Charles Perrot. Quand les visiteurs viennent sur réservation, ce qui est le cas pour les groupes et certains individuels, on organise les flux. Mais

« Le classement déjà ancien nous met sous l'œil de l'architecte des bâtiments de France et nous permet de rester un village »

Claude Landais Maire de Giverny

pour l'instant, on refuse de fermer notre porte à des visiteurs qui débarquent en famille après avoir fait de la route pour profiter d'une belle journée de printemps. Aux jours de pointe, on compte 5 000 personnes dans le jardin et jusqu'à 800 par heure. » Et de conseiller d'arriver après 16 heures pour le découvrir une fois la foule partie et dans la lumière qui, vers le soir, allume les couleurs des fleurs.

Pour autant, Alain-Charles Perrot caresse d'un regard neuf quelques projets conséquents pour améliorer la visite. Certains relèvent de la cosmétique élémentaire. À force de crouler sous la glycine, le pont japonais menaçait de s'effondrer. Il sera refait pour cet été. Le vert des volets et l'enduit rose brique de la maison vont reprendre leur couleur d'origine, retrouvée dans les tableaux et en grattant les couches actuelles. Plus important, un mur acoustique devrait être construit, probablement l'hiver prochain, le long de la partie des nymphéas pour couper les bruits de la route. Ouverte à la place de la voie ferrée, entre le Clos Normand et les nymphéas, celle-ci est une nuisance considérable. On n'en est plus aux quelques trains par jour venant de Saint-Lazare que Monet aimait contempler et qui lui servaient d'horloge. Le passage des poids lourds fait trembler la route et trouble le jardin d'eau étudié pour la méditation. Le même tintamarre dérange l'observation des milliers de fleurs côté Clos Normand où un mur acoustique serait également souhaitable. Le passage en-



Bras de Seine à Giverny, huile sur toile (1885).

MUSÉE MARMOTTAN MONET / STUDIO CHRISTIAN BARAJA SLB

Clément Laré

Avant, on ne parlait que des liftings ratés et des stars défigurées. Aujourd'hui, en France, les trentenaires entretiennent un rapport décomplexé vis-à-vis des greffes capillaires et des injections et n'hésitent plus à partager leur expérience avec leur entourage.

« Quelqu'un a une bonne adresse pour du Botox ? » Sur le réseau social Instagram, Henri, 31 ans, pose la question dans une story à ses abonnés, comme certains demandent des bons plans vacances ou postent leurs recherches de logement. Sans complexe, donc. « J'ai toujours dit ouvertement que je ferai des injections », assume-t-il quand on l'interroge.

Pas de quoi surprendre Juliette ni sa bande d'amies. Depuis qu'elles ont passé le cap des 30 ans, elles ont décidé d'une règle pour l'argent en trop après achat du cadeau, avec les cognottes d'anniversaire : il finit dans une enveloppe pour « se payer des injections ».

Ces deux trentenaires sont représentatifs d'une génération qui n'a plus de tabou à parler de médecine esthétique, définie par l'association française comme un « ensemble de techniques de soins médicaux spécifiques, sans chirurgie, destinées à améliorer les problèmes disgracieux, liés ou pas aux effets du vieillissement, du corps ou du visage ».

Dans l'Hexagone, la pratique se répand. En 2024, l'Ordre national des médecins estimait à « deux millions de patients ayant déjà consulté un médecin pour des soins esthétiques ». Selon une étude menée par Norstat et présentée lors du dernier congrès mondial, fin janvier, des médecins esthétiques, des dermatologues et des chirurgiens plasticiens (IMCAS), 40 % des Français y ont eu recours ou l'ont envisagé.

« J'ai l'impression que, non seulement, ce type d'interventions est rentré dans les mœurs des gens autour de moi, mais qu'on aime de plus en plus en parler », témoigne Amélie, 35 ans, qui discutait soin laser avec une amie pas plus tard que le matin même. Ce qui la pousse à vouloir consulter ? « C'est de voir les beaux résultats sur les

La médecine esthétique s'invite dans les conversations

célébrités quand, auparavant, on ne voyait que le pire. »

Ce que confirme Arnaud Lambert, médecin esthétique : « Les Français ont longtemps eu une image caricaturale de la médecine esthétique, à cause de la télévision américaine et ces acteurs et actrices aux visages complètement figés. Mais il s'agit là d'excès qui ne sont pas représentatifs du rendu des injections sur nos patients. »

D'autant que, jusqu'ici, lorsqu'une célébrité évoquait une quelconque intervention, c'était pour en dire du mal. « Les rares stars qui s'exprimaient sur le sujet le faisaient en prévention, pour dire qu'elles regrettaient ce qu'elles avaient fait, analyse Lénaïg Le Vaillant, journaliste people. Aujourd'hui, c'est devenu cool d'assumer et même d'en parler sur les plateaux des talk-shows. Elles sont conscientes que, si elles ne prennent pas la parole, d'autres le feront pour elles. Même les médecins réalisent désormais des vidéos virales, pour expliquer les interventions de telle ou telle personne. »

Une injonction à la transparence un peu forcée, qui participe à changer le regard et à délier les langues. Récemment, l'humoriste français de Radio Nova Aymeric Lompret revenait, au micro de David Castello-Lopes pour le podcast Small Talk de Konbini, sur sa greffe de cheveux, qu'il n'a jamais cachée. « Je ne me voyais pas faire mes chroniques avec mes cheveux tout rasés », disait-il en évoquant cette période post-opération, durant laquelle les greffons, posés sur une zone du crâne rasée, sont visibles puis tombent au bout de trois semaines, avant que les cheveux ne repoussent véritablement après un délai de trois-quatre mois.

De nos jours, la greffe capillaire est devenue un sujet de conversation fréquent chez les hommes passés trente ans. Timothée n'est pas directement concerné - « Je remercie tous les jours mon père pour son patrimoine capillaire ! » - mais à force d'entendre les expériences de ses clients chaque matin dans son coffee shop du 9^e arrondissement, il est devenu incollable sur les bonnes adresses, le prix, les pays à éviter, etc. « Ils ont besoin d'en parler car c'est souvent une décision très importante pour eux et, de toute façon, ils ne peuvent pas cacher qu'ils vont être absents pour une intervention ni que soudainement, ils ont une casquette vissée sur la tête. »

« Je remarque que c'est cool de dire que tu as fréquenté telle ou telle clinique. C'est devenu un objet de distinction sociale dans le sens bourdieusien du terme »

Alexandra

Cliente d'une clinique parisienne

Dans le groupe d'amis de William, 32 ans, plusieurs ont déjà sauté le pas. « Si bien que c'est devenu un sujet de discussion interminable. Au fil de nos échanges sur WhatsApp, il n'est pas rare qu'entre deux messages pour savoir ce qu'on va voir au cinéma, on s'envoie des photos de nos crânes pour demander l'avis des autres. »

Camille, 31 ans, a décidé de se lancer. Un court séjour en Grèce lui a ainsi

permis de retrouver une masse de cheveux, avec laquelle il se sent confiant. Depuis, il partage son expérience avec qui le veut. « Le frère d'une copine y songeait mais avait plein de questions. Elle a organisé un déjeuner spécial "greffe" pour que je puisse lui répondre, raconte-t-il. J'ai perdu mes cheveux jeune et je disais à tout le monde que c'était un complexe qui me gâchait la vie. Aujourd'hui, j'y ai remédié pour me faire du bien. »

Botox, acide hyaluronique, laser, greffe... Pour bon nombre de Français, ces actes font partie de la routine. « Il ne s'agit plus seulement de mettre de la crème. On va aussi deux ou trois fois par an chez un médecin esthétique pour s'entretenir », précise le Dr Lambert, qui consulte dans l'un des neuf centres Aesthé, à Paris et en province, à la carte de soins esthétiques impressionnante (épilation définitive, cryolipolyse, LED pour le cuir chevelu, injections d'acide hyaluronique...).

Entre la clinique privée et l'institut de beauté, ce type de lieu fleurit dans les grandes villes de France (+25 % entre 2020 et 2025, selon l'analyste Market Research Future). « Le concept d'Aesthé est de proposer une adresse où le sérieux médical s'accompagne d'une facilité pour prendre rendez-vous, pour s'y rendre, pour avoir un protocole personnalisé », poursuit le spécialiste.

« À Paris, on dirait que ces centres ouvrent à chaque coin de rue, comme les chaînes de coiffeur à l'époque de nos mères », observe Alexandra, qui en a fréquenté un pour un traitement contre la chute de cheveux. Dans son milieu, citadin et branché, elle est persuadée qu'il est « cool de dire que tu as fréquenté

Sur les réseaux sociaux, comme dans les boucles WhatsApp entre amis, ou même au coffee-shop, les Français parlent ouvertement de leurs adresses et de leurs expériences.

telle ou telle clinique. C'est devenu un objet de distinction sociale dans le sens bourdieusien du terme. »

Toutefois, cette transparence s'arrête souvent aux portes de l'entreprise. « Si j'en ai parlé dans ma vie personnelle, je n'ai pas du tout abordé le sujet de ma greffe de cheveux au travail, avoue Camille. Je ne pense pas être le seul dans ce cas. D'ailleurs, le frère de mon amie, qui me demandait conseil, avait beaucoup de questions sur le retour au bureau : il travaillait dans une banque d'investissement et a peur qu'on lui fasse des remarques. »

C'est l'un des derniers freins au recours à la médecine esthétique. « Plus qu'avec leurs amis qui vont les comprendre, certains de mes patients craignent d'être considérés comme superficiels dans la sphère professionnelle. » Un complexe très français selon Alexandra, dont les copines anglo-saxonnes ne se posent pas ce genre de questions : « On n'assume pas encore complètement ce qu'on fait avec notre corps. Même affirmer fièrement que l'on est accro au pilates ou au running pour s'entretenir, c'est assés nouveau. On n'a pas envie d'être jugé parce qu'on prend soin de soi. »

Ce dont s'est rendu compte Henri : « Beaucoup de gens ont réagi à ma story Instagram de façon assez secrète. D'autres, qui ont fait du Botox, n'ont même pas daigné me répondre ! » ■

Les trésors personnels de Naila de Monbrison sous le marteau

Elodie Baërd

Une vente aux enchères des effets de cette galeriste de la rue de Bourgogne, spécialisée dans les bijoux, et décédée il y a six mois, témoigne de sa vie d'esthète.

Quand nous l'avions rencontrée il y a cinq ans alors qu'elle organisait une énième exposition de « ses » artistes en les réunissant sous le thème « Jour de fête », Naila de Monbrison nous expliquait : « Le bijou est joyeux, c'est ce qui me plaît. Un jour, un joaillier m'a dit qu'il se voyait comme un marchand de bonheur. C'est beau, non ? » Ajoutant dans la foulée : « Mais j'aime l'art plus que tout. Presque plus que les bijoux. D'ailleurs, je ne me suis jamais intéressée aux joailliers traditionnels. Mon mari avait une galerie d'art primitif avec son frère. J'ai découvert les bijoux ethniques, et cet univers créatif, grâce à eux. »

Le catalogue des deux ventes organisées par Maurice Auktion à Drouot la semaine prochaine (1) reflète exactement l'enthousiasme et la curiosité qui caractérisaient cette galeriste de la rue de Bourgogne bien connue des esthètes de la rive gauche (et d'ailleurs) depuis la fin des années 1980. Les deux vacations se tiendront les 8 et 9 avril, la première

mettra sous le marteau le contenu de son appartement de la rue de Grenelle (192 lots de meubles, photos et œuvres d'art), quand la seconde dispersera 264 bijoux, soit ses pièces personnelles et d'autres venant des vitrines de sa galerie qui, comme elle le souhaitait, a tiré le rideau depuis sa disparition.

« Un appétit insatiable »

On y retrouve un concentré de ses goûts éclectiques pour l'art africain et l'art contemporain, pour les objets et les photos, pour les grandes signatures et les objets anonymes, soit des domaines très variés qu'elle savait faire cohabiter comme personne dans son appartement comme dans sa galerie. « Elle avait une curiosité sans hiérarchie et, jusqu'à la fin de sa vie, elle a acheté passionnément des bijoux et des œuvres d'art avec un appétit insatiable », rapporte la commissaire-priseur Marie-Laurence Tixier.

La vente de bijoux est organisée par ordre alphabétique, et commencera donc par un des artistes les plus cotés et

les plus inspirés qu'elle suivait depuis des années, Giampaolo Babetto (estimé de 2000 à 3000 €). De cet Italien (né en 1947), Naila de Monbrison disait que ses bijoux « se rapprochent du constructivisme en art. La tension issue de ses formes à la fois austères et rigoureuses s'accroît par l'apport d'un or somptueux ». Suivront tout de suite après des pièces de Marcial Berro, d'origine argentine, un talent protéiforme qui travailla notamment avec la mode. Ses créations plus personnelles en argent et pierres de couleurs seront dispersées, ou encore cette manchette en cote de mailles imaginée à la fin des années 1980 pour les amis du Centre Pompidou (de 400 à 500 €).

La vente regorge de beautés et de raretés d'artistes souvent encore vivants, à l'image de cette bague de Gilles Jonemann recouverte d'une coquille d'oeuf de caille (de 400 à 500 €), des boucles d'oreilles de Taher Chemirik (de 500 à 700 €), d'une bague de Bernar Venet (de 2000 à 3000 €). Dans les pièces qu'elle gardait précieusement figurent une broche renversante



1. Broche-dessin à partir d'une gouache de Max Ernst et d'un cadre en argent, or et rubis, de Marcial Berro (est. de 6000 à 8000 €). 2. Bague en argent de Bernar Venet (est. de 2000 à 3000 €). 3. Bague en or et plaque d'ébène de Giampaolo Babetto (est. de 3000 à 5000 €).

PAULINE GUYON

faite avec une gouache de Max Ernst encadrée par Marcial Berro d'argent, or et billes de rubis (de 6000 à 8000 €), ainsi que quatre pendentifs de Picasso, dont cette pierre gravée d'un portrait datant de 1940 et achetée en 1998 lors de la vente Dora Maar (de 4000 à 6000 €). Outre ces bijoux, et quelques modèles ethniques fascinants, la vente comprend également le mobilier de sa galerie ima-

giné par le décorateur Patrick Naggar, ainsi que des meubles commandés à Garouste & Bonetti. Sans oublier une collection de livres d'art conséquente.

« Les estimations sont volontairement très raisonnables car il s'agit d'une succession, et qu'à la demande du notaire, tout doit être vendu, précise la commissaire-priseur Marie-Laurence Tixier. Mais je pense que ça va batailler sur certains lots, et des musées se sont déjà montrés intéressés par certaines pièces. »

(1) Vente « Collection Naila de Monbrison - Un regard éclectique et contemporain », les 8 et 9 avril à 14 heures, en live et à Drouot, 9 rue Drouot (Paris 9^e).

Quand le numérique protège la vie privée

Pascal Grandmaison

Écran directif, clé USB à code ou routeur sécurisé permettent de conserver la confidentialité de ses données. Explications.

Ordinateur protégé par un mot de passe, smartphone verrouillé par empreinte digitale ou faciale, transmission de messages cryptés sur WhatsApp ou Messenger, stockage cloud sécurisé... Tous les outils collectant notre vie numérique redoublent de vigilance pour veiller à l'intégrité de nos informations privées. Pour ne rien gâcher, le RGPD (Règlement général sur la protection des données) impose un cadre juridique strict en Europe en matière de protection des données personnelles. Cela se traduit par une sécurité renforcée, le contrôle des utilisateurs sur leurs données, la transparence et la responsabilité des entreprises. En cas de non-respect, les sanctions peuvent atteindre 210 millions d'euros pour ces dernières ou jusqu'à 4% de leur chiffre d'affaires mondial! Pourtant, de nombreuses failles subsistent, via des entreprises malhonnêtes, généralement situées à l'étranger, mais surtout de la part des usagers, bien malgré eux. En matière de sécurité informatique, le maillon faible a toujours été humain. Heureusement, il existe des produits, et des attitudes, qui permettent de se prémunir de la plupart des mauvaises surprises.

Lorsque l'on utilise un smartphone dans un restaurant ou en voyage dans un train, les voisins peuvent être tentés de jeter un coup d'œil sur notre écran et d'accéder fortuitement à des informations privées issues de notre vie personnelle ou professionnelle. Pour s'en protéger, il existe des filtres de confidentialité à positionner sur l'écran, à la manière des protections d'écran anti-rayures. Ils limitent l'angle de diffusion de la lumière émise par l'écran. Ainsi, les photons passent lorsque l'on se trouve en face mais restent bloqués dès qu'on s'écarte d'un angle de 30 à 45° selon les modèles. Peu onéreux (de 10 à 20 €) et disponibles pour toutes les tailles, ces filtres présentent l'inconvénient de dégrader la qualité de la diffusion pour le propriétaire. Ceci de manière continue tant qu'on les conserve. Pour dépasser cette limitation, Samsung a astucieusement installé un filtre de confidentialité logiciel sur son nouveau Galaxy S26 Ultra (à partir de 1469 €), activable et désactivable à l'envi. L'écran de ce modèle haut de gamme est conçu sur une alternance de deux types de pixels. Les premiers diffusent la lumière dans toutes les directions, les seconds uniquement vers l'utilisateur. Lorsque le Privacy Display est activé, les premiers sont éteints et seul l'utilisateur en



Le disque dur Lexar TouchLock Portable SSD assure un niveau de sécurité élevé en associant un cryptage matériel et une authentification par approche d'un smartphone NFC.

LEXAR

face de l'écran peut en voir le contenu. C'est la fin des regards périphériques indiscrets! La fonctionnalité offre deux niveaux d'intensité pour s'adapter à tous les besoins. Elle peut être activée sur l'ensemble de l'écran, ou sur une partie seulement, pour masquer les notifications uniquement. Il est également possible de l'appliquer sur une liste d'applications prédéfinies, notamment lors de la saisie d'informations sensibles, comme un code de carte bancaire pour un achat en ligne ou encore un code PIN. Lors de nos tests, nous avons apprécié l'effet modéré du premier niveau d'intensité. Les importuns situés à plus de 45° ne peuvent ainsi rien voir, ou presque. Il est possible de le laisser activer en permanence au prix d'une très légère baisse de la luminosité, mais rien de rédhibitoire. En revanche, le mode intense nous a laissés circonspect. Efficace à partir de 30°, il pollue considérablement la qualité de l'image pour l'usager. Les photos et les vidéos apparaissent complètement voilées. On le réservera donc à de brefs épisodes de lecture ou de rédaction de texte, ou en le restreignant à certaines applications ou portions de l'écran. Dans le cas contraire, les propriétaires de S26 Ultra risquent de se lasser de devoir se rendre dans les paramètres pour activer et désactiver la fonction. Au final, cette option secondaire peut représenter un atout sérieux lorsqu'il

s'agira de choisir un nouveau portable premium face à Xiaomi, Oppo ou Realme.

Toujours dans le domaine de la téléphonie mobile, signalons la proposition haut de gamme d'une société texane : le Hiroh Phone (999 €). Ce 6,67 pouces fonctionne avec le système d'exploitation alternatif français e/OS de Murena, une version d'Android débarrassée des services Google afin de restreindre le pistage. Elle propose des applications en open source (navigation web, mail, agenda, cartes...) et donne accès à la plupart des services Android via l'appli Lounge de la firme française, tout en ajoutant un score de confidentialité de 0 à 10 pour signaler les logiciels douteux. Plus original, l'appareil dispose de 2 interrupteurs situés sur la tranche. L'un est conçu pour désactiver physiquement l'alimentation de la caméra et du micro, l'autre les connexions sans fil. Ainsi, aucune application ne peut les réactiver en arrière-plan, interdisant l'espionnage et la localisation.

Plus de mot de passe à saisir

Les obsédés de la sécurité adopteront un disque dur sécurisé pour sauvegarder ou transmettre leurs données. Le Lexar TouchLock Portable SSD (120 € pour 1 To) introduit un nouveau niveau de sécurité des données en combinant un chiffrement matériel AES 128 bits (les données sont

cryptées par mot de passe) et une authentification NFC (communication en champ proche) en un seul geste. Le disque n'est ainsi reconnu par l'appareil hôte qu'après authentification en approchant un smartphone NFC. Il se verrouille ensuite automatiquement lorsqu'il est déconnecté. Le déverrouillage devient fluide et sans contact, éliminant la saisie répétée de mots de passe. Compatible avec un mobile ou un ordinateur, il permet de sauvegarder les données sensibles d'une entreprise, d'un projet ou encore un portefeuille de bitcoins. Dans le même esprit, la clé USB Kingston IronKey Keypad 200 (195 € en version 128 Go USB-A, 235 € en USB-C) dispose d'un clavier physique sur sa face avant, pour protéger son accès avec un chiffrement matériel par l'intermédiaire d'un code PIN de 8 à 16 chiffres. Pour plus de sûreté, une couche d'époxy spéciale rend pratiquement impossible le retrait des composants électroniques sans les endommager. La clé peut être utilisée sur Windows, macOS, Linux, ChromeOS et même iOS et Android.

Quant aux voyageurs, ils s'équiperont avec le routeur mobile Nighthawk 5G M7 de Netgear (600 €). Les Wi-Fi publics des hôtels ou des aéroports ne garantissent en effet aucune confidentialité lorsque l'on télétravaille ou que l'on transmet des données. Adapté aux voyageurs, télé-

travailleurs et familles en déplacement, ce produit compact et endurant (autonomie 10 h sur batterie) se connecte sur les réseaux 4 et 5G puis délivre des débits Wi-Fi 7 pouvant atteindre 3,6 Gbps, pour 32 appareils simultanément. Des fonctionnalités de sécurité avancées (pare-feu, chiffrement WPA3, mises à jour automatiques du firmware et Advanced Router Protection de NETGEAR) garantissent la protection des données et le respect de la confidentialité des utilisateurs.

Dernier conseil, méfiez-vous de l'usage des IA telles que ChatGPT, Gemini ou Grok... Populaires pour leur puissance et leur praticité, elles ne garantissent aucunement la confidentialité des informations qu'on leur soumet. Au contraire, elles ont plutôt tendance à absorber tout ce qui pourrait les nourrir. Pour les dossiers sensibles, on conseillera de privilégier des moteurs fonctionnant en circuit fermé sur un PC (Ollama, LM Studio, GPT4All), même s'ils s'avèrent forcément moins agiles. Citons également Le Chat du français Mistral AI, un modèle connecté qui respecte les règles du RGPD. Enfin Apple Intelligence, présent uniquement sur appareils Apple, présente l'avantage, malgré ses modestes capacités, de rester, presque toujours, circonscrit à l'environnement du terminal. Retenez une chose : dans le monde numérique, rien n'est inviolable! ■

Le purificateur qui a fait vœu de silence

Capable d'épurer l'air d'une chambre comme d'un salon de 100 m², il n'est pas plus audible qu'un murmure.

Comme chaque année, l'arrivée du printemps annonce un afflux de pollens et d'allergènes divers qui viennent s'accumuler dans les foyers. Pour ne rien arranger, ces derniers se font, en toutes saisons, le nid des polluants domestiques (formaldéhyde, benzène, toluène, dioxyde d'azote, particules fines PM10 et PM2,5, fumées mais aussi moisissures, acariens ou bactéries...). Afin d'éviter les irritations respiratoires, les maux de tête ou l'aggra-

vation des terrains asthmatiques, il est fortement conseillé d'aérer le logement chaque jour. En complément, il est possible d'installer un purificateur d'air qui saura analyser, rendre compte, puis filtrer et assainir l'atmosphère ambiante. Particulièrement efficace en milieu fermé ou pollué, en ville notamment, le purificateur présente un inconvénient notable : le bruit de la ventilation. Discrète dans un salon animé, elle peut devenir insupportable dans une chambre. C'est pourtant là qu'on en aurait le plus besoin, pour s'assurer de respirer sereinement pendant le sommeil. Pour dépasser cette limitation, l'anglais Dyson, spécialiste des purificateurs, lance le Dyson HushJet Purifier Compact (399 €), un modèle compact, adapté au repos puisqu'il ne produit que 24 dB en mode nuit, soit le bruit d'un chuchotement.

Pensé pour offrir une couverture optimale de la pièce grâce à un flux d'air à

haute vitesse (jusqu'à 100 m²), le HushJet exploite un embout inspiré du concentrateur d'un sèche-cheveux. Il amplifie le flux d'air et entraîne l'air ambiant pour une projection plus rapide et plus efficace, limitant les turbulences et le bruit aérodynamique. Son filtre électrostatique, d'une durée de vie cinq fois plus longue que sur les produits existants, est capable de capturer 99,97% des polluants aussi petits que 0,3 micron.

Discret et compact

Le HushJet peut fonctionner en mode automatique (il analyse l'atmosphère et se met en route quand cela est nécessaire), en mode manuel (grâce à des touches présentes sur le corps de l'appareil) ou encore via l'appli MyDyson (accessible même en dehors du foyer). Cette dernière permet de choisir aisément le mode (jour, nuit) ou la vitesse de la soufflerie, mais aussi d'accéder aux données relatives à la qualité de

l'air ainsi qu'aux taux de PM10 et PM2,5. Lors de nos tests, nous avons apprécié sa compacité (45 x 23 x 23 cm). Moins encombrant que les produits Dyson précédents, il se fond dans le décor et peut être transporté de pièce en pièce pour purifier toute la maison (prise de courant obligatoire). Son niveau sonore reste étonnamment infime, conformément aux promesses du fabricant. En fonctionnement normal pendant la journée, on ne l'entend absolument pas. Il peut cependant s'emballer légèrement pendant quelques minutes en présence de fumée de cuisson. Pendant la nuit, il produit un léger chuchotement, sus-



ceptible de favoriser l'endormissement. Rien qui ne puisse gêner le sommeil!

On conseillera vivement le Dyson HushJet Purifier Compact pour le traitement de l'air de la chambre d'un enfant comme de celle des parents. Compact et silencieux, il peut également s'acclimater à n'importe quelle pièce de la maison. Le purificateur ultime? Peut-être... ■ P.G.

Le Dyson HushJet permet de capturer 99,97% des polluants de taille supérieure à 0,3 micron. DYSON



POLLENS
anticipez, respirez!

La météo pollinique chez vous en temps réel avec La Chaîne Météo



Rory McIlroy, en vert et contre tous

Laurent Louët

Prime Video diffuse un documentaire inédit et passionnant sur la quête héroïque du golfeur qui a remporté le Masters à Augusta en 2025.

Très tôt dans sa vie, Rory McIlroy a été reconnu comme un prodige. Promis dès son plus jeune âge à une carrière exceptionnelle dans le golf professionnel, ce surdoué au swing parfait a attiré tous les regards. À commencer par ceux, bien sûr, des médias britanniques qui ont vite braqué leurs caméras sur lui en reportage ou sur les plateaux de télévision. C'est d'ailleurs une archive stupéfiante que ravive le documentaire *Rory McIlroy : en attendant le Masters*. Après avoir rentré des petits coups (« chips ») dans le hublot ouvert d'une machine à laver, le champion d'Irlande du Nord des moins de 10 ans, vêtu d'un sweat-shirt Nike beaucoup trop grand pour lui, répond à la question d'un journaliste : « Que veux-tu faire lorsque tu seras grand ? » « Je veux gagner tous les tournois majeurs », répond-il du tac au tac.

Freud affirmait en substance que c'est en concrétisant ses rêves d'enfant que l'on devient adulte. À moins de 25 ans, Rory McIlroy a très vite confirmé son

énorme potentiel en remportant trois des quatre tournois du Grand Chelem : US Open (2011), USPGA (2012, 2014) et Open britannique (2014). Une précocité qui s'est pourtant retournée contre lui lorsqu'il s'est agi de s'imposer aux Masters d'Augusta, histoire de devenir le sixième joueur à intégrer le cercle fermé des vainqueurs du Grand Chelem en carrière, avec Gene Sarazen, Ben Hogan, Gary Player, Jack Nicklaus et Tiger Woods.

Le plus prestigieux tournoi du monde

Durant près de dix ans, le Nord-Irlandais, qui compile aujourd'hui 44 victoires sur les circuits américains et européens, a buté sur la dernière marche du golf mondial, laissant échapper la victoire dans le plus prestigieux des tournois du monde. Au fil des opportunités ratées et du rendez-vous manqué avec la gloire, le Britannique s'est mis à douter, au point de se demander s'il n'était pas frappé d'une malédiction sur les 18 trous manucurés de l'Augusta National Golf



Rory McIlroy célèbre sa victoire aux Masters après avoir battu Justin Rose lors d'un play-off en mort subite, sur le 18^e trou de l'Augusta National Golf Club, en Géorgie, le 13 avril 2025.

Club. « Le dénominateur commun des grands champions, c'est d'y croire, de savoir que l'on va gagner. Vous devez être obsédé par ça pour remporter un Majeur. C'est une addiction que vous voulez avoir et garder en vous. »

Produit par Everyone Else, avec Firethorn Productions, et réalisé par Drea Cooper, *Rory McIlroy : en attendant le Masters* raconte cette course après son rêve d'enfant : enfiler la fameuse veste verte et devenir Maître à Augusta (Géorgie, États-Unis). « Quand

j'ai vu Tiger Woods gagner le Masters en 1997 à la télévision, le golf est devenu mon destin. » Une vie de golfeur qui a ressemblé parfois à un véritable chemin de croix, tant Rory McIlroy (36 ans) s'est fracassé l'esprit contre un mur invisible. « Dans ma tête, j'entendais le cliquetis du temps qui passe... », confesse le golfeur, formé par son père au Royal Portrush, parcours de l'Open britannique où il signa à 16 ans une incroyable carte de 61, soit 11 coups sous le par !

En 2025, Rory McIlroy a touché le Graal. Il est enfin parvenu à remporter le Masters, au terme de quatre tours majestueux et d'un final d'anthologie face à l'Anglais Justin Rose. « C'est la plus belle chose que j'ai vue de ma vie », avoue son père. « J'ai pleuré pendant deux heures, je ne parvenais plus à m'arrêter », ajoute

sa mère. La fin d'une attente interminable pour le mari d'Erica, également papa de la petite Poppy (6 ans), vainqueur sous les yeux des siens. « Cela a été une journée magnifique. Un bonheur immense, que je n'avais jamais ressenti auparavant lors de ma carrière. De la joie mais aussi un pur soulagement », souligne le champion, les yeux rougis de larmes, en conclusion d'un film d'une soixantaine de minutes à regarder absolument en préambule de l'édition 2026 du Tournoi des Maîtres, prévue du jeudi 9 au dimanche 12 avril. ■

« Rory McIlroy : en attendant le Masters » Documentaire sur Prime Vidéo
Notre avis : ●●●●

Visite guidée à bord du porte-avions « Charles de Gaulle »

Mathilde Seifert

Un film raconte les coulisses de la construction du bâtiment de guerre à propulsion nucléaire, et le quotidien de la vie à son bord.

Alors qu'Emmanuel Macron a récemment dévoilé le nom - *France libre* - du projet destiné à remplacer le *Charles de Gaulle* à l'horizon 2038, le porte-avions nucléaire français actuel a encore de belles années devant lui. RMC Découverte en profite pour plonger les téléspectateurs dans les coulisses de la construction et du fonctionnement du navire, qui vogue en ce moment en Méditerranée orientale. Le documentaire égrène au fil de ses 53 minutes, à la manière d'un compte à rebours, les dix secrets - comme le titre du film le promet - du *Charles de Gaulle*.

S'il a été mis en service en 2001 et a participé à plusieurs conflits depuis, le bâtiment de guerre a failli ne jamais voir

le jour. Lors de sa commande, la France prévoyait deux porte-avions nouvelle génération afin de remplacer les deux qui étaient arrivés en bout de course - à savoir le *Clemenceau* et le *Foch*. Mais, pour des raisons financières, le projet du *Charles de Gaulle* a été à deux doigts d'être abandonné. Puis de nombreuses complications, pendant et après sa construction, ont encore augmenté les coûts. Ce qui explique pourquoi le nouveau porte-avions est finalement demeuré seul. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est actuellement considéré comme le fleuron de la marine française. Cela en partie grâce à un choix audacieux : « Il devient le premier porte-avions en dehors de la marine américaine à être propulsé par des réacteurs nucléaires. »

« Le "CDG" dispose de plusieurs atouts (...) dont des capteurs capables de mesurer avec une précision extrême le roulis, le tangage, le cap et le lacet d'un bâtiment. » Ces éléments techniques font de lui un spécialiste dans l'art du catapultage des avions de combat, quelles que soient les conditions météorologiques. Il demeure également un véritable « bouclier électronique » et une arme de guerre. Non seulement grâce à ses avions mais également à sa puissance nucléaire.

Ville flottante

« Même si sa stratégie repose sur la dissuasion et non sur l'agression, le *Charles de Gaulle* est tout de même conçu pour frapper depuis n'importe quelle mer du

globe », rappelle le commentaire en voix off du documentaire. Dans les faits, le navire détient des missiles dotés d'une tête nucléaire de 300 kilotonnes. À titre de comparaison, celle ayant été envoyée par les États-Unis pour détruire Hiroshima en 1945 était de 15 kilotonnes, soit vingt fois moins puissante. Et le film de lister les effets dévastateurs qu'il pourrait causer, tout en rassurant les téléspectateurs en expliquant que « les missiles nucléaires sont stockés sur terre et non à bord du navire ».

La vie quotidienne à bord est aussi abordée. Autosuffisance en eau douce créée par l'énergie nucléaire, denrées alimentaires pour tenir 45 jours en mer, hôpital doté entre autres de deux blocs opératoires, un laboratoire, un centre

dentaire... Cette ville flottante comptant près de 1900 personnes est parfaitement indépendante. Le documentaire dévoile également les coulisses des combats menés par ce « soldat de la coalition » ou encore les complications structurelles qu'il a pu subir dans son existence.

Si *Charles de Gaulle : les dix secrets du porte-avions nucléaire* se révèle un brin décevant, ne révélant pas de grands mystères comme son titre le laisse présager, il offre en revanche une excellente visite guidée d'un navire d'exception. ■

« Charles de Gaulle : les dix secrets du porte-avions nucléaire »
À 21 h 10, sur RMC Découverte
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7191

HORIZONTALEMENT

1. Mérite réprobation. - 2. Spécialiste de la bouche. - 3. Découpa le sommet du rempart. - 4. Forme d'avoir. Bien tenus. - 5. Donna une coloration pâle. Petit tambour de jazz. - 6. Équivalent or. Se retrouve souvent au piquet. - 7. Sortir du bloc. - 8. Prison pour Robinson. Coule à flots à Munich. - 9. Bruit d'aspiration. Poussé à l'action. - 10. Temps remontant à l'antiquité. - 11. Au cinéma ou dans la marine, selon le sens. Entendu dans le peloton. - 12. Ont subi une brusque attaque de gouttes.

VERTICALEMENT

1. Impose un abatement. - 2. On s'y plie à la volonté de Dieu. - 3. Parvenus à expiration. Noir à l'œil ou à la rale. - 4. Comme personne. Bonne balle. Vieille auvergnate. - 5. Son culte fut la première tentative connue de monothéisme. Ils permettent d'assurer la prise. - 6. Casse-croûtes légers. S'oppose à l'existence. - 7. Calme le mouvement. Assure le retour. - 8. Humaniste hollandais dont Stephan Zweig fit l'éloge. Travaux de manœuvre.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7190

HORIZONTALEMENT 1. Taboulié. - 2. Onesteps. - 3. RTT. Énée. - 4. Rhin. aÉR. - 5. Erses. Di. - 6. Foetal. - 7. Ap. Slide. - 8. CIO. Ève. - 9. Tend. Ami. - 10. Enduiras. - 11. Unir. Ôte. - 12. Rénettée.

VERTICALEMENT 1. Torréfacteur. - 2. Anthropienne. - 3. Bêtise. Ondin. - 4. Os. Nets. Dure. - 5. Ute. Salé. - 6. Iéna. Livarot. - 7. Speed. Démâte. - 8. Esérine. Isée.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



RONDE DES MOTS®

RCHJEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.

Exemple

	E	A	I	V	G	V
E	COLLE FORTE	PÊCHÉ MIGNON...	MATÉRIAU INSONORISANT	ON LES A AU DOS	QUI DORT SANS DUVET	FIDÈLE DU SEIGNEUR
M		I				
G	C'EST UN ADMINISTRATEUR	PRISE D'HABIT	RAPPORTÉ DANS LA PRESSE	PROPRE A LA VIEILLESSE	MOTO DU COPAIN	PRÉCIEUX OXYDE
A		U	A	I	A	I

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

SOLUTION DU N° 5396

2	7	8	3	9	1	4	5	6
3	1	6	5	7	4	2	8	9
5	9	4	8	2	6	1	7	3
7	3	5	4	6	8	9	2	1
1	4	9	2	3	7	8	6	5
8	6	2	9	1	5	3	4	7
6	2	7	1	4	3	5	9	8
9	5	3	6	8	2	7	1	4
4	8	1	7	5	9	6	3	2

SOLUTION DU N° 5397

1	9	3	5	7	2	8	6	4
5	6	2	4	9	8	3	7	1
8	7	4	3	6	1	5	2	9
3	2	6	9	8	4	7	1	5
9	8	1	2	5	7	4	3	6
7	4	5	6	1	3	2	9	8
4	1	8	7	2	9	6	5	3
6	3	7	1	4	5	9	8	2
2	5	9	8	3	6	1	4	7

SOLUTION DU N° 5398

4	7	6	2	8	1	3	5	9
8	1	3	6	5	9	7	2	4
9	2	5	4	7	3	1	8	6
6	8	7	3	2	5	4	9	1
1	5	9	8	4	7	2	6	3
2	3	4	9	1	6	8	7	5
3	9	1	7	6	2	5	4	8
5	4	2	1	9	8	6	3	7
7	6	8	5	3	4	9	1	2

LETTRES EN PLUS
SÉLECT - HOCHER - TOCADE - GIRAFE.

LETTRES EN MOINS
Les mots à trouver sont :
FICHE (Ranger, saucer, rouler, cambre, gravir).
FICUS (Éculé, roman, ancre, casse, terme).



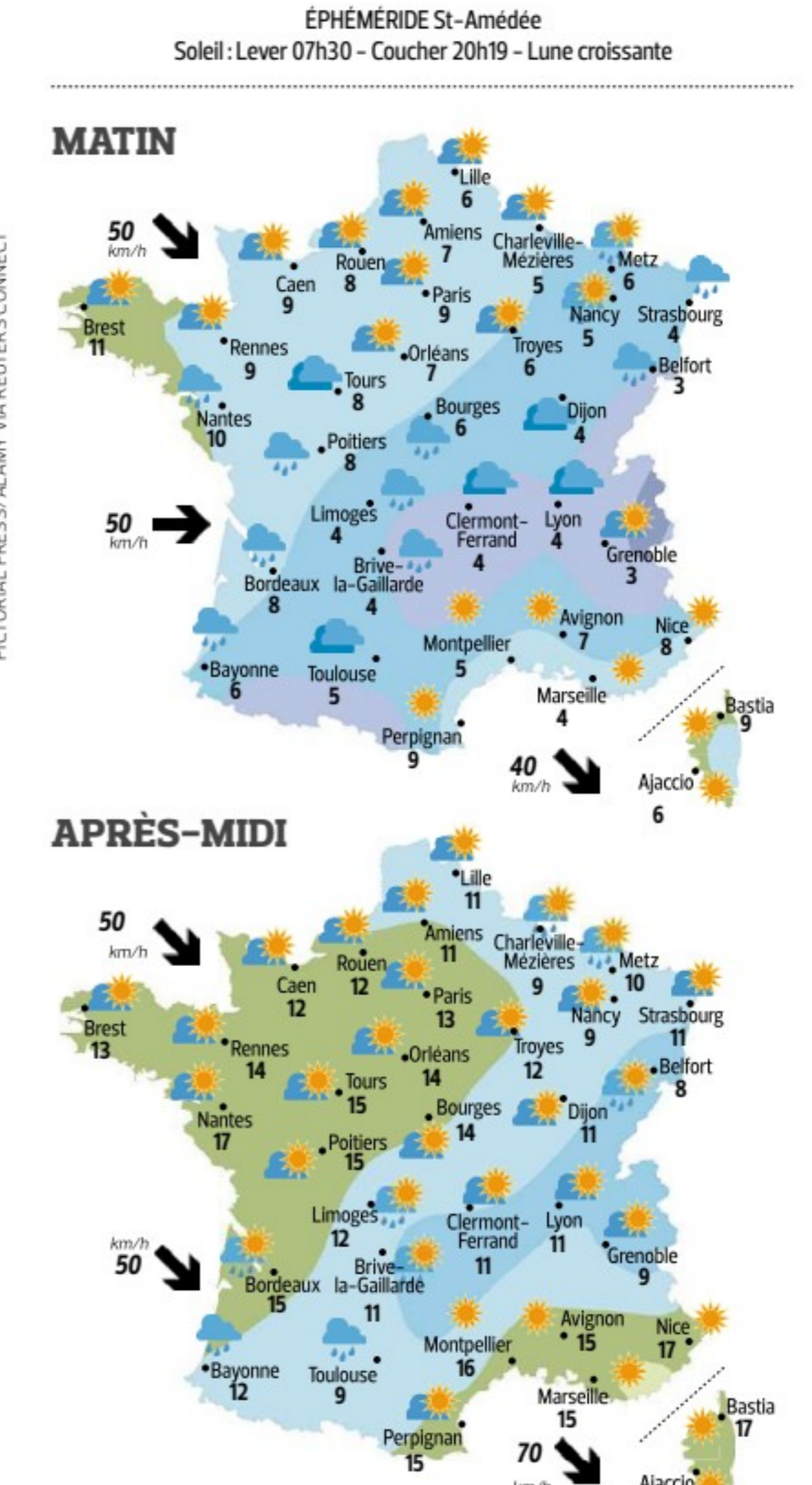
ÉPHÉMÉRIDE St-Amédée
Soleil : Lever 07h30 - Coucher 20h19 - Lune croissante

TF1 21.10 Monsieur Parizot
CANAL+ 21.09 Un prophète
LCP 19.32 LCP - Lundi c'est politique
20.40 L'échec du rideau de fer

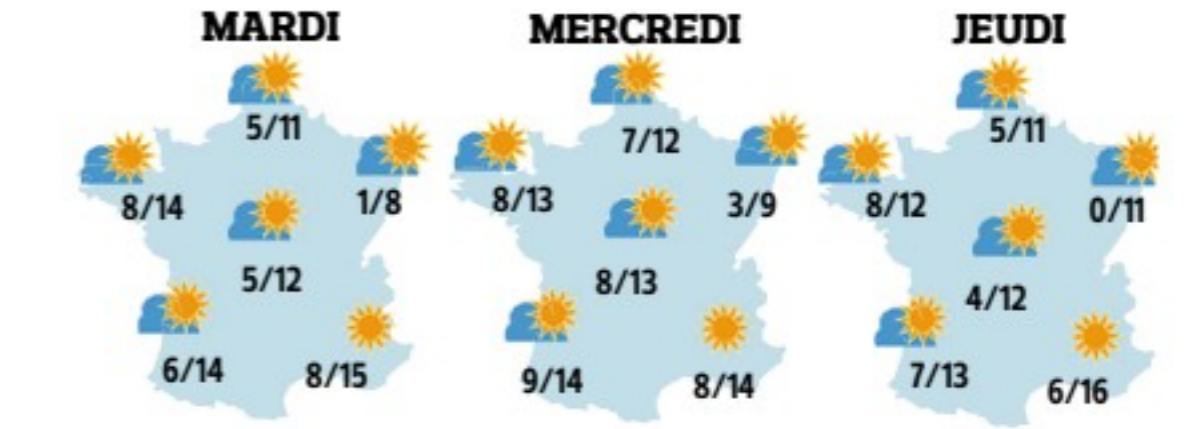
france 2 21.10 L'art du crime
arte 20.55 Les moissons du ciel
RMC DÉCOUVERTE 17.45 Top Mechanic

france 3 21.10 Un homme pressé
LE FIGAROTV 12.00 Points de vue
21.00 De Gaulle, le dernier roi de France

LE FIGAROTV 21.00 De Gaulle, le dernier roi de France
Pour regarder Le Figaro TV?
À LA DEMANDE NETFLIX Lettres à Juliette



LE TEMPS AILLEURS... Table with columns for cities like ALGER, BARCELONE, BERNE, etc., and their weather forecasts.



la chaîne météo lachainemeteo.com
Par téléphone: 3201
LIVE 24/24 CANAL+
Sur L'APPLI GRATUITE

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°4410

Word search grid with words like VERGER, RECADRER, HÔPITAL, etc., and a solution key for the previous puzzle.



PAR
Céline Fontana

Le comédien incarne le directeur d'un palace parisien dans « Privilèges », série HBO Max. Un personnage qu'il a, comme souvent, poussé dans ses retranchements avec jubilation.

Pour Melvil Poupaud, tout est affaire et effet de contrastes. « Je sortais d'un rôle lumineux, je suis rentré dans l'ombre. Dans Privilèges, mon personnage, directeur d'un palace parisien, a une double nature : il est en représentation, dans le lobby de l'hôtel, soyeux, rond, charmant avec ses clients. Côté coulisses, il devient une espèce de monstre paranoïaque. » Cet Édouard Galzain, un des protagonistes de la série HBO Max, thriller dense et haletant, le comédien l'a poussé dans ses retranchements mafieux. « J'ai songé à Robert De Niro dans Casino et Al Pacino dans L'Impasse. Des gangsters qui se retrouvent dans la position du patron, cette dichotomie entre l'intime - la nature profonde, violente du personnage - et l'image publique - le moment où il est obligé d'enfiler son costume et de faire le mec cool. »

« Melvil nous a aidés à sculpter son personnage, confirment les scénaristes et réalisateurs Marie Monge et Vladimir de Fontenay. Il n'a peur de rien, il est disponible dans son jeu et suffisamment préparé pour laisser un espace d'expérimentation. » Peur de rien ? Ses rôles de manipulateur toxique dans L'Amour et les Forêts de Valérie Donzelli, ou de clochard junkie dans Plus fort que le



Melvil Poupaud, le charme discret de la cinéphilie

diabole, comédie noire de Graham Guit (en salle) le prouvent. Disponible aussi, mais surtout pas mentor, comme avec sa jeune partenaire Manon Bresch, qui tient le rôle d'une détenue en réinsertion dans l'hôtel. « La transmission ? Je suis plus dans la rigolade. Même si on n'a pas le même vocabulaire, les mêmes références. Tant qu'on a du respect... » L'actrice confirme avec enthousiasme : « On a connecté d'une manière folle parce que nous sommes comme deux gosses sur un plateau ! »

Ce goût du jeu, au sens premier du terme, Melvil l'a découvert très tôt. Fils d'une attachée de presse renommée, Chantal Poupaud (1939-2022), il débute à 9 ans dans La Ville des pirates du chilien Raoul Ruiz, avec qui il tournera une dizaine de films. « C'étaient des voyages, des contes de fées, c'était vraiment magique », évoque l'acteur. Ancienne attachée de presse de la Fox, puis à la communication de Mediawan, Françoise Dessaigne se souvient avec tendresse : « J'étais alors l'assistante de

leur mère et occasionnellement baby-sitter des deux frères. J'arrivais dans ce bel appartement du 5^e arrondissement, où je voyais passer Benoît Jacquot, Michele Placido ou Mathieu Carrière... Melvil et Yarol dégageaient déjà quelque chose, une présence, une vraie singularité. J'étais impressionnée. » Amusé, Melvil nuance : « J'avais plutôt l'impression d'une vie de bohème. Mes parents se sont séparés quand j'avais 2 ans. Ma mère a acheté un grenier quasiment, pour une bouchée de pain, qu'elle a transformé en lieu de rencontres. Elle venait d'un petit village, elle a "tripé" sur le cinéma et a voulu faire partie de cet univers. C'était une forte personnalité, qui a ciselé ses enfants comme une esthète, en créant sa version d'une humanité poétique idéale. »

Avec un père absent, le jeune garçon a eu la chance d'avoir Serge Daney comme « parrain ». Le critique de cinéma, célèbre « ciné fils », lui enseigne la beauté d'un plan, le montage... Mais, Melvil le reconnaît volontiers, il a aussi eu la chance de « passer à travers les gouttes » à une période où les enfants n'étaient pas aussi protégés. Il vit malgré tout une « expérience traumatique » à 15 ans, sur le tournage de La Fille de 15 ans de Jacques Doillon, avec Judith Godrèche - qui depuis a porté plainte pour viol contre le réalisateur. « Je sentais que les adultes jouaient à des jeux qui cette fois ne m'attiraient plus du tout. C'était douloureux, même dans le travail. On faisait 40 prises, il fallait pleurer tout le temps, chercher des émotions que je ne connaissais pas à cet âge. »

Il n'empêche, il enchaîne avec L'Amant, de Jean-Jacques Annaud, Conte d'été d'Eric Rohmer, Le Temps qui reste de François Ozon, Un conte de Noël d'Arnaud Desplechin, Laurence Anyways de Xavier Dolan... Quelque 70 films en tout, exigeants. Sans attrait pour la scolarité, il poursuit quand même jusqu'en fac, qu'il fréquente avec

Pour Privilèges, Melvil Poupaud s'est inspiré de Robert De Niro dans Casino et d'Al Pacino dans L'Impasse.

CAROLINE DUBOIS

Chiara Mastroianni, sa petite amie durant deux ans, dont il est toujours très proche - ils ont tourné Le crime est notre affaire, Marcello Mio... Une vie rêvée encore. « J'ai passé beaucoup de temps avec sa mère, Catherine Deneuve, et son père, Marcello. C'était merveilleux en tant que cinéphile mais surtout parce qu'il s'agit de gens brillants, gentils, avec une classe folle et une éthique. » L'un de ses rares coups de foudre, qu'il a connu aussi avec Brad Pitt, sur le tournage de Vue sur mer d'Angelina Jolie. « Je l'ai trouvé tellement élégant, beau, doux, nous avons discuté des heures, j'avais l'impression d'être en présence de Hollywood personnifié ! »

Son approche du métier a évolué au fil des années. « J'avais parfois tendance à m'excuser un peu d'être là, dit-il encore. Lorsqu'on me demandait si je voulais une autre prise, je n'osais pas dire oui. Désormais, j'assume mon expérience. Je donne mon avis sur une focale ou un cadrage. Et je choisis des fictions plus en fonction du rôle, avant j'étais obsédé par la politique des auteurs ! » D'où sa découverte, tardive, des séries. « Il faut vivre avec son époque et comprendre comment les gens consomment les œuvres. D'autant qu'il y a désormais des séries d'auteurs ! », sourit-il. Il a interprété un serial killer dans Insoupçonnable, un ingénieur spatial dans Ovni(s), un candidat à la présidentielle pour Dans l'ombre.

« Ce qui est intéressant, c'est la longévité exceptionnelle de sa carrière et sa variété, souligne Pierre Schoeller, réalisateur de cette dernière série. Il n'est pas resté dans un registre ou une image de lui-même. Il se bonifie. Ça me fait plaisir que son champ d'expression s'élargisse car il construit quelque chose d'important. Sur un tournage, il ne semble pas en demande de légitimité. J'ai senti quelque chose qui prend vraiment beaucoup de plaisir, ce n'est pas si fréquent. Enfin, il est très gentil - ce n'est pas mièvre de le dire -, sensible et secret. »

« Ma mère a ciselé ses enfants comme une esthète, en créant sa version d'une humanité poétique idéale »

Melvil Poupaud Comédien

Melvil Poupaud, 56 ans, deux filles, Anna Livia, 25 ans, et un bébé, est en effet une personnalité discrète. Le côté people, glamour, les avant-premières, les César, ce n'est pas son truc. Les réseaux sociaux encore moins. Il n'a même pas de smartphone ! En 2024, sur le tournage de Dans l'ombre, il confiait : « Je trouve triste de ne pas croire. J'ai la foi en Dieu, lui seul peut nous sauver. Je suis chrétien, mais je ne mise pas sur l'Église catholique, c'est un rapport plus intime. Le miracle est intime. » Lorsque l'on revient sur le sujet, il botte en touche. « C'est personnel. Mais je continue à me questionner. J'ai deux hobbies, la théologie et la musique. »

Avec son frère Yarol, qui fut guitariste de Johnny Hallyday et tient une place essentielle dans sa vie, ils ont créé des groupes - Mud, Black Minou... Melvil a aussi enregistré un album de reprises, Songbook, avec Benjamin Biolay. « Mon plaisir de musicien est peut-être démultiplié parce que je ne suis pas pro, analyse-t-il. C'est une question de vibration. » De bonnes ondes qui pourraient le mener, pour la première fois, sur la scène d'un théâtre. ■

LE FIGARO

■ hors-série

HUGO
LA FUREUR DE VIVRE
Mon ami Victor, par Fabrice Luchini

VICTOR HUGO, UNE FORCE QUI VA

Du jeune homme timide exprimant dans ses vers son amour pour sa jolie voisine au père de la République composant d'immenses épopées lyriques, Victor Hugo semble avoir vécu mille vies. Poète, dramaturge, romancier, pamphlétaire, il domina un siècle de littérature française. À 14 ans, il rêvait d'être « Chateaubriand ou rien ».

À l'occasion de la sortie du film *Victor comme tout le monde* de Pascal Bonitzer avec Fabrice Luchini, dans son propre rôle d'acteur fasciné par Hugo, *Le Figaro Hors-Série* célèbre l'auteur des *Misérables*. Récit de la vie de ce génie précoce devenu chef de file des romantiques et opposant à Napoléon III, entretien avec Fabrice Luchini, décryptage de l'œuvre de Hugo, comparée à celles de Balzac, Baudelaire, Delacroix... Quelle fut sa vision politique, qui l'amena à s'exiler pendant dix-neuf ans ? Comment sa passion pour le patrimoine a-t-elle participé à sauver Notre-Dame de Paris ? Qu'en est-il de sa relation aux femmes ? Pourquoi est-il devenu un adepte des tables tournantes ? Découvrez Hugo le géant à travers Victor, l'homme passionné.

Mon ami Victor

14 €
90

164 pages, en vente actuellement
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur X et Facebook



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Vertu (ver-tu) n. f.
Est-ce qualité, toujours ?

De mystérieux Compagnons de la vertu pro-iraniens avaient menacé Bank of America, établissement contre lequel a été perpétrée une tentative d'attentat. Le mot vient du latin, *virtus* qui signifie courage : courage de confier à un gamin le soin d'agir à sa place ? Ces gens sont prompts à prononcer des discours sur la vertu. De là à se conformer à ses exigences - parmi lesquelles le respect de la paix... Car voilà que ces tenants de la vertu attendent - à l'ordre public. Quelle valeur peut-on accorder à une vertu qui tue ? L'association des deux mots donne le vertige.

L'islam, quels que soient son vert et son versant, demande au croyant une authentique vertu, et non de procéder à des entreprises vicieuses de déstabilisation. Mais nos Vertueux - peut-être soutenus par des ministres intègres ? - parlent, menacent, agissent ; et toujours en vertu de grands principes. En réalité, ces hommes sont de petite vertu - notamment pour ce qui est de la vertu pédagogique : leur conduite montre qu'ils ne font rien d'autre que s'évertuer à faire prévaloir leur idéologie. ■

LE FIGARO demain



MÉDIATION ANIMALE

PEYO, UN CHEVAL HORS DU COMMUN AU SERVICE DES MALADES EN SOINS PALLIATIFS **PAGE 42**

HANDICAP

LES BOBOS À LA FERME, UN LIEU DE RÉPIT INNOVANT POUR LES AIDANTS **PAGE 43**



Vivre autrement

Ils ont choisi de sortir des sentiers battus pour se mettre au vert, rejoindre un collectif ou adopter un mode de vie itinérant. Quitte à faire passer au second plan leur carrière. À l'instar de Maximilian Schnell, qui vit depuis dix ans de sa passion à vélo. Analyse d'un phénomène de société. **PAGES 38 ET 39**



L'aventurier Maximilian Schnell, en pleine traversée du désert de sel d'Uyuni (Bolivie), en décembre 2023.

NINA RIDDER, UNIVERSAL STUDIOS, FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

> ÉDITORIAL

LA REVANCHE DE NOS CAMPAGNES

La France ne se résume plus à Paris. Il faut dire qu'avec la fin de l'exode rural une page s'est tournée. La ville mangeuse d'hommes recrache désormais petits et grands, las d'être à l'étroit dans des surfaces millimétrées.

Aux yeux de ceux qui se sentent asphyxiés par la pollution, fatigués des temps de trajet et en mal de verdure, les régions représentent un horizon ô combien désirable. D'autant qu'il revient parfois moins cher de rénover une bâtisse ayant une histoire dans un village pittoresque que de devenir propriétaire d'un studio dans la capitale.

Cette dynamique centrifuge dépasse largement le cadre du télétravail, qui permet à certains citadins de s'exiler à volonté, et pas seulement à Dubaï. Car les campagnes, longtemps victimes d'une certaine condescendance, tendent les bras aux citadins et ne manquent pas de vitalité. Ces nouveaux pôles d'attraction représentent même de véritables laboratoires d'innovation. Non sans défis pour autant. Serait-ce la revanche des Girondins sur les Jacobins ? En période de campagne électorale, aux hommes politiques d'en mesurer toute la portée.

CAROLINE DE MALET

Retrouvez notre rubrique « Le Figaro demain » sur : www.lefigaro.fr/demain

« Tu m'entends bien ? Car j'ai deux bonnets, il fait très froid. » Voilà comment démarre notre entretien avec Maximilian Schnell, un soir de mars. Cet aventurier de l'extrême se trouve alors sous la tente, dans les Dolomites, à 200 mètres de la limite pluie-neige. Car la journée, il pédale. C'est plus fort que lui. D'ailleurs, il ne s'est pas arrêté de pédaler depuis dix ans. Il en est à 275 000 kilomètres parcourus à vélo dans une cinquantaine de pays.

Pourtant, son avenir semblait tout assuré à sa sortie de l'ESCP, après une prépa au lycée Henri-IV. Au terme d'une année en alternance chez Nature & Découvertes, il refuse le CDI qu'on lui propose. « Je n'étais pas plus motivé par cette vie professionnelle que par mes études. Après l'ESCP, j'ai préféré tracer ma propre route plutôt que m'engager dans la carrière balisée qui m'attendait. » « Quel gâchis ! », pense alors son grand-père, déçu. « Je me sentais redevable à l'égard de mes grands-parents qui m'ont hébergé à Paris pendant mes études et cette incompréhension a précipité mon choix de lever le camp. »

Il faut dire que la bougeotte, Maximilian l'a depuis tout petit. Né en Italie d'une mère française et d'un père allemand, qui vivent aujourd'hui à Zurich, il a grandi en Espagne, en Allemagne et en Grèce. L'appel du large prend alors le dessus. Le jeune diplômé polyglotte, qui

a déjà fait un déménagement à vélo en direction de Madrid quelques années auparavant, s'offre deux années de césure. Direction les Balkans et l'Afrique de l'Est, en vivant sur ses économies, provenant de ses livraisons à vélo dans la capitale et de traductions (vers l'allemand et l'espagnol).

En 2019, le nomade se lance son premier défi : la traversée de l'Amérique du nord au sud. « J'avais une forme d'insouciance que j'ai perdue, reconnaît le jeune homme aujourd'hui âgé de 32 ans. Par exemple, j'ai eu de la chance que l'Alaska soit praticable, alors qu'il est en principe encore complètement givré mi-avril ». Les journées s'enchaînent, à raison de 150 à 200 km par jour, suivies de soirées à plancher sur ses traductions. Mais la chance tourne. L'aventurier affronte le désert d'Atacama déjà fatigué par ce rythme et le bruit des cultures latines. Et là, rien ne se passe comme prévu. « J'avais 13 litres d'eau pour dix à douze heures de traversée, sans difficulté particulière. » C'était compter sans le désert de sel chilien, qui dessèche terriblement. « J'ai bu 5 litres la première heure et compris que je n'y arriverais pas avant la nuit glaciale. » Le voyageur solitaire a beau faire du stop, aucun ouvrier de la mine de sel qui rentre en camion chargé ne s'arrête. C'est que le Covid-19 s'en donnant à cœur joie en Europe, ces derniers ont interdiction de s'approcher

Après l'ESCP, j'ai préféré tracer ma propre route plutôt que m'engager dans la carrière balisée qui m'attendait

Maximilian Schnell

d'un étranger. Le salut lui viendra d'un chauffeur qui accepte de rouler lentement pour qu'il profite du phénomène d'aspiration en se collant derrière lui. C'est littéralement brûlé qu'il arrive à Santiago du Chili, où il réalise l'ampleur de la crise sanitaire. Le Français prend un des derniers avions pour Paris et passe le confinement à faire des livraisons.

Autonomie et minimalisme

Deuxième défi fou, en 2021 : cycliste aguerri, il ne passe pas inaperçu à l'assaut des trois grands tours mythiques d'Europe, le Giro, le Tour de France et la Vuelta, qu'il parcourt, à 24 heures d'écart avec le peloton, transferts inclus, en autonomie totale avec son chargement de 30 kilos. Mais une fois passée la première semaine en Espagne, à la fin, « c'était trop plat » pour ce grand blond au physique athlétique qui, près du but, faute d'adrénaline, rebrousse chemin, jugeant son défi relevé.

Rien de tel que la montagne en gravel. « Je pensais m'arrêter après mon "deux mille challenge" - 200 cols bitumés à plus de 2000 mètres d'altitude des Alpes et des Pyrénées, à l'été 2023, mais cela m'a remotivé. » Car aujourd'hui, ce qu'aime ce nomade dans l'âme, c'est partager son mode de vie minimaliste et inspirer, même s'il ne se considère pas comme écologiste. Surtout, à force de créer des itinéraires pour les autres, tant des particuliers que

des organisateurs de randonnées et d'événements, dont il est l'ambassadeur, le traceur à fini par faire de cette passion son gagne-pain.

À lui la liberté, les bivouacs, les grands espaces et les rencontres avec des compagnons de route, sans oublier aussi les journées sous la pluie ou les douches glacées l'hiver ! Très présent sur les réseaux sociaux, ses performances hors norme impressionnent. Des partenaires lui fournissent du matériel à tester, comme Decathlon, dont les ingénieurs de la R&D le surnomment « la machine à accélérer le temps » tant il met à l'épreuve ses vélos.

« J'étais complètement déconnecté de la réalité tant je me suis endurci », réalise aujourd'hui celui qui apprécie une bonne douche chaude l'hiver. Car « c'est ça le plus dur ». Après dix ans à pédaler sans interruption - avec seulement dix jours de répit - ce sans domicile fixe qui a des affaires un peu partout, à droite et à gauche, mais pas de port d'attache, vient de se poser avec sa compagne allemande, Nina, fiscaliste, qui s'est mise au vélo et le suit depuis plusieurs années. Le couple a opté pour Balzano, dans le Sud-Tyrol en Italie germanophone, au pied des Dolomites. Histoire de pouvoir lever le camp dès que la pédale démange Maximilian. En mai, il ira au mariage de son frère dans le Sud-Ouest... à bicyclette. ■

C.M.

Écolieux : quand retour à la nature rime avec restauration du patrimoine

Caroline de Malet Envoyée spéciale à Locoal-Mendon (Morbihan)

De plus en plus de néoruraux, en quête de vert, de convivialité, voire de spiritualité, aspirent à rejoindre des collectifs, dans d'anciens monastères, couvents, fermes ou châteaux. De quoi contribuer à rénover des édifices menacés.

N ombreux en ont rêvé, eux l'ont fait. Avec ses vingt hectares de terrain, son imposante serre semi-enterrée, son plan d'eau, son verger, ses bois et sa végétation luxuriante aux beaux jours, l'écovillage de Keruzerh a de quoi séduire bien des citadins en mal de verdure. D'autant que c'est bien plus qu'un lieu de vie et une ferme bio, où travaille une partie de ses habitants. C'est aussi un tiers-lieu, où déroulent de nombreuses formations et animations ouvertes vers l'extérieur, sous la houlette de l'association Demain en main.

On est accueilli par Julien Leray, petites lunettes ovales et chapeau de paille vissé sur la tête, cofondateur du lieu avec sa femme Hélène. Ces deux Parisiens, respectivement diplômé de l'École Centrale de Lyon et agrégée de mathématiques, ont débarqué en Bretagne en 2018. « À quatre dans 50 mètres carrés, après avoir travaillé à La Défense et à Nanterre, notamment chez Vinci dans le recyclage des matériaux pour ma part et comme enseignante pour Hélène, nous avions envie de revenir dans notre région d'origine », explique ce dernier. Le couple se met alors en quête d'un logement avec terrain. Las, dans le Morbihan, près de la mer, le moindre mètre carré s'arche à prix d'or.

« Au départ, nous n'avions pas en tête de créer un écovillage, mais acheter plus grand à plusieurs s'est avéré la meilleure solution », raconte Julien. Quelques posts sur les réseaux sociaux et un certain nombre de réunions à une vingtaine plus tard, le couple a sélectionné les six foyers les plus motivés pour créer un collectif. L'achat d'un ensemble de trois maisons alors louées en gîtes à rénover - certaines étaient en ruines - aura pris plusieurs années. C'est dans la salle polyvalente, située dans l'unique gîte actuellement proposé à la location, que Julien nous reçoit, sous l'appartement de l'ancienne propriétaire, qui en a conservé l'usufruit. C'est également là que les six foyers se réunissent le mardi soir pour faire le point sur les différents chantiers de l'écovillage et déjeunent ensemble deux fois par semaine.

Les bâtiments d'habitation sont disposés autour d'une même jolie cour au charme typiquement breton. Chaque famille a son propre logement et verse un loyer modéré à la coopérative. « Quand nous sommes arrivés dans ce qui était autrefois l'étable, nous avons rénové une partie nous-mêmes en basse consommation avec Michel », explique Isabelle. Tous deux avocats, ils ont également installé une chaudière alimentée par les panneaux photovoltaïques posés sur le toit ou des pellets. L'électricité générée par les panneaux solaires du gîte, est, quant à elle, revendue à Engie.

Activités variées

L'initiative est loin d'être isolée. Écolieux, éco-hameaux, fermes collectives, habitat participatif ou même communautés : ces collectifs qui jalonnent le territoire suscitent un certain engouement. La coopérative Oasis, créée en 2014 pour les soutenir, recense 1500 projets, dont 800 finalisés. « On observe deux dynamiques favorables à ce phénomène : la recherche de contact avec la nature et de lien social. Les écolieux répondent à ces deux attentes », analyse Guénaëlle Gault, sociologue, professeur associée à l'Université Paris Cité et directrice générale de l'Obsoco (Observatoire Société & Consommation). En effet, à en croire ce dernier*, 55 % des Français aimeraient vivre ailleurs et pour 40 % d'entre eux, l'idéal serait un lieu proche de grands espaces de nature. Par ailleurs, 77 % accordent de l'importance aux liens avec les habitants de leur territoire.

Si la plupart de ces sites sont des écolieux, qui reposent sur le respect de la nature, la solidarité et l'animation locale, leurs occupants exerçant les métiers les plus variés, certains se distinguent par des activités thématiques : résidences artistiques (Moulinage de Chirols), accueil de personnes en situation de



handicap (L'Archipel de la Vallée en vallée de Chevreuse), espaces de coworking (le Vesseaux-Mère, en Ardèche) ou encore échanges interculturels (château de Langenberg, en Alsace, près de la frontière allemande). Quant à Comm'un château, ses membres proposent des chambres d'hôtes dans le château de

Bardonèche, au pied du Vercors, où ils ont pris leurs quartiers.

Plus de la moitié de ces initiatives contribuent à rénover un patrimoine ancien. Guère surprenant, sachant que 85 % d'entre elles sont lancées en milieu rural. Monastères, anciens couvents ou châteaux : le patrimoine français regorge

1. À l'écovillage de Keruzerh, sur vingt hectares, une serre, un plan d'eau, un verger et des bois entourent les six logements rénovés.

2. Le Vesseaux-Mère, installé dans un ancien couvent du XI^e siècle, devenu plus tard une maison de retraite, propose des espaces de coworking et des salles à louer.

3. Rachetée en 2013, la ferme du Suchel a été restaurée avec des matériaux biosourcés, grâce à l'aide de chantiers bénévoles.

ECOVILLAGE DE KERUZERH : ALEXANDRE SATTLER ; FERME DU SUCHEL

de sites désaffectés. Nul ne sait ce qu'il serait advenu de l'ancien monastère de la Chau, en Bourgogne, si l'association propriétaire de l'édifice religieux, à la recherche d'un repreneur en 2019, n'avait rencontré Martin, architecte, et Amandine, alors maraichère en devenir. Le jeune couple portait alors un projet collectif, avec des valeurs chrétiennes proches de la communauté de Taizé. Baptisé Les Renouées, il est aujourd'hui installé à 5 minutes à vélo du village de Cuisery et 20 minutes de la gare de Tournus.

D'où l'importance de l'aspect financier pour mener à bien ces rénovations. Tous n'ont pas la chance d'être soutenus par le Loto du Patrimoine, comme le Moulinage de Chirols. Cette ancienne usine à soie a été reprise en 2019 par un collectif de jeunes, qui n'hésitent pas à mettre la main à la pâte.

Les porteurs de projets peuvent parfois compter sur l'appui des pouvoirs publics ou d'institutionnels. Le Vesseaux-Mère a ainsi bénéficié de subventions publiques, en sus des dons. C'est principalement avec l'aide du diocèse de Lyon et de la fondation Sainte-Irénée que les bâtiments de l'éco-hameau de la Bénission-Dieu près de

Roanne (Loire) ont été rénovés. Il faut dire que la dimension spirituelle est particulièrement marquée dans cet éco-hameau catholique. La dizaine de foyers installés s'efforce d'y appliquer les principes de l'écologie intégrale, inspirés par l'encyclique *Laudato si'* du pape François (2015). Si chaque foyer dispose de son logement indépendant, la vie y est rythmée par des chantiers communs et des temps de prière partagés.

Quant aux membres de la coopérative Oasis, ils peuvent bénéficier de ses financements. En effet, 10 millions d'euros d'économies confiées par 700 épargnants ont été redistribués à 65 structures. Membre de Finansol, la structure a d'ailleurs été lauréate du Grand prix de la finance solidaire en 2022. Car du côté des banques, il n'est pas toujours simple de décrocher un prêt. Souvent, chaque membre investit aussi, selon ses moyens, une compensation étant parfois prévue au niveau du loyer. Mais pas toujours. Isabelle et Cécile ont apporté 150 000 euros lors de leur arrivée à la ferme de Keruzerh. Et ce sans compensation de la part de ceux qui ont moins mis au pot. Car, justifie Julien Leray, « notre fonctionnement est basé sur le principe de l'équité et non de l'égalité ». Ce qui ne pose aucun problème à Cécile : « Je préfère que mon argent soit placé dans l'écovillage qu'à la banque ».

Bilan carbone deux fois moindre

Il y a une forme d'engagement à s'investir dans une telle aventure. Ces néoruraux contribuent à revitaliser le territoire, à travers leurs activités locales : marché bio, formations, location de salles, artisanat et autres animations culturelles avec les habitants des alentours. Ils se distinguent également par leur empreinte carbone. En effet, leurs habitants rejettent deux fois moins de CO₂ qu'un Français moyen (5,4 contre 9,9 tonnes), selon une étude du cabinet Carbone 4 pour la coopérative Oasis. D'ailleurs, 83 % de leurs membres considèrent que vivre en écolieu leur a permis de contribuer à une action collective en faveur de l'intérêt général.

« C'est idéal pour des familles avec de jeunes enfants : il y a de nombreux avantages, entre la vie au vert et l'entraide qui peut exister sur place », synthétise Mathieu Labonne, ancien directeur général du Mouvement Colibris qui a lancé la coopérative Oasis. Les seniors y voient pour leur part un moyen de rompre leur solitude. « Mais cela peut être plus compliqué pour cette génération, qui n'a généralement pas expérimenté la colocation, contrairement à de nombreux jeunes d'aujourd'hui », note ce dernier. La coopérative aide notamment les volontaires à réaliser leur projet en proposant un « parcours pépinière » de six mois via son incubateur, qui forme 50 porteurs de projet par an. Car « gérer un collectif, ça s'apprend », affirme Julien Leray, passé par là.

Si de plus en plus de Français aspirent à se lancer dans l'aventure, le parcours est cependant semé d'embûches. Trouver les partenaires idéaux est loin d'être aisé. Il suffit de trainer sur le groupe Facebook *Écovillages, éco-hameau, écoquartier, éco-locations*, etc. pour constater que l'offre et la demande concordent rarement du premier coup.

« Après le Covid, il y a eu un engouement mais certains ont été rattrapés par la question du financement et le chiffre d'une centaine de nouveaux lieux créés par an est stable », constate Mathieu Labonne. Selon lui, « les deux principaux écueils sont la dimension financière et les conflits humains ». C'est ainsi que certains habitants de la première heure du Vesseaux-Mère ont mal vécu l'ouverture du lieu à l'extérieur. À l'écovillage de Keruzerh, il y a aussi eu des tensions en 2023, sur la vision à long terme, qui ont entraîné des départs, remplacés depuis. Mais l'équipe, qui s'est fait accompagner par une médiatrice, a tenu. Ce qui incite Julien Leray à conclure : « Nous sommes un projet collectif mais pas communautaire ; c'est la clé du succès ».

* Quatrième vague de l'Observatoire des usages et représentations des territoires : qualité de vie et transition écologique.

Des maisons tournesol, pour capter les rayons du soleil à volonté

De même que les moulins tournent pour être orientés selon la direction du vent, l'idée d'une habitation tournant sur elle-même pour capter les rayons du soleil, sur le modèle des tournesols héliotropes, n'est pas nouvelle. Le principe est celui d'une habitation circulaire dont la pièce principale reste baignée de lumière en hiver - d'où une économie de chauffage - ou à l'ombre, pour gagner en fraîcheur en été. François Massau, dont la femme, malade, avait besoin de soleil, a construit lui-même sa maison orientable à la sortie de Wavre en Belgique. Le premier bâtiment capable de tourner sur lui-même sans devoir faire demi-tour fut ainsi inauguré en 1958, à l'occasion de l'Exposition universelle de Bruxelles. Et ce avec l'aide d'un moteur électrique de faible puissance et d'un système rotatif, supportant un plateau mobile. D'autres ont vu le jour depuis. La société Domespace, née en Bretagne dans les années 1980, en a fait pousser deux cents comme des champignons,

avant de mettre la clé sous la porte. En Allemagne, Heliotope, maison à énergie passive conçue par l'architecte Rolf Disch, a même pris la forme d'un géant d'acier et de verre cylindrique de 18 mètres de haut. Plus récemment, un « Géo Trouvetout »,

Jean-Christophe Lecocq, a bâti son logement rotatif près de Montluçon avec des matériaux de récupération. Grâce à une vieille pelleteuse fixée sur un semi-remorque, sa maison tournesol lui permettrait de gagner 14 à 15 degrés.

C.M.



Deux cents maisons Domespace rotatives ont été installées en France.

PATRICK PLEU/DPA PICTURE ALLIANCE VIA AFP

En voiture Simone! Quatre roues et la route comme horizon

Nolwenn Jaumouillé Les Fourgs (Doubs)

Entre quête de liberté, minimalisme et envie d'aventure, la «vanlife» séduit des profils de plus en plus variés de Français. Rencontre avec ces nomades des temps modernes.

Laura* sort une tête du camion, et un large sourire : « Vous n'avez pas peur des chiens j'espère ? » Dans l'habitacle, deux canins et un félin se disputent un territoire où chaque centimètre carré est compté. Meubles assortis, murs boisés et plantes vertes, la déco est soignée. « Ces plantes qui poussent sans lumière, ma plus grande fierté », s'enthousiasme la jeune femme, tandis que son compagnon Thomas*, dans le salon, a attaqué l'apéro. La chaleur du véhicule, renforcée par le plat qui gratine au four, contraste avec le froid qui règne sur le parking de Bourgogne-Franche-Comté, où le couple de trentenaires, qui a troqué il y a cinq ans la sédentarité pour une vie en camion, crèche depuis quelques semaines.

Une vie sur roues plébiscitée par un nombre croissant de Français : en 2024-2025, les immatriculations de véhicules aménagés neufs ont progressé de 8%. « Le phénomène reste très difficile à quantifier, mais il y a visiblement eu une vraie recrudescence des modes de vie nomades depuis le Covid », constate la sociologue Émilie Auger, du Centre Émile Durkheim à Bordeaux.

Au-delà de la «vanlife» de jeunes nomades digitaux médiatisée sur les réseaux sociaux, le phénomène touche des profils plus divers : familles avec enfants, couples, retraités, saisonniers agricoles... qui se reflètent dans une palette toujours plus large et optimisée de maisons roulantes - voitures, vans, camions et autocars aménagés, camping-cars... Il y a ceux qui repapent « un vieux pépère de 1992 » pour 30 000 euros au total, comme Thomas, ou « un car de 57 places » dans le cas de Patrice, Valérie et leurs deux enfants - « la famille Carapat » sur YouTube. Et ceux qui investissent, comme Jean-Christophe, 150 000 euros pour une « grosse caravane américaine condensant le confort technologique et pratique du style de vie actuel »...

S'il diffère en fonction des moyens, du nombre de voyageurs et de l'objectif poursuivi, le véhicule répond à une aspiration commune : un minimalisme (plus ou moins sophistiqué) et de l'autonomie en eau et en électricité.

« Nous avons troqué une maison avec trois garages archi-pleins pour 25 mètres carrés où tout est utile », se satisfait Nathalie et Luc qui, dans le cocon de leur autocar converti en appartement, n'ont pas renoncé au confort. Ce nomadisme peut ensuite prendre des formes très variées : certains comme Thomas et Laura continuent à travailler dans des spots où ils s'arrêtent.

D'autres, comme Nathalie et Luc, ont tout vendu et vivent de leurs économies ou de leur retraite, se consacrant à sillonner les routes à la découverte de la France et de l'Europe.

Quant à la famille Carapat, elle a trouvé, grâce à la monétisation de ses vidéos YouTube, une autre source de revenus.

À l'origine de la décision de larguer les amarres, il y a souvent un déclencheur, un moment de vie charnière, où il est temps « de redécouvrir de son identité à travers des choix de mobilité et de modes de vie dans une société très individualisée où il nous appartient de donner sens à notre existence », analyse le sociologue Hervé Marchal : le départ du dernier enfant de la maison pour Nathalie et Luc, quinquagénaires, le passage à la retraite pour Jean-Christophe, ou la vente de leur centre équestre pour les Carapat. Les ressorts profonds de ce choix traduisent un désir commun de liberté, de dépollution, de contact avec la nature... « J'avais toujours eu l'espoir d'un jour ne plus avoir d'obligations », explique Luc, salarié en disponibilité. Les contraintes, le travail, le manque de reconnaissance... Notre rythme de vie était dingue. »

« Il y a souvent une volonté de rompre avec un modèle de société qui ne convient pas, pour tenter autre chose »

Émilie Auger Sociologue au Centre Émile Durkheim à Bordeaux

Il y a souvent, souligne Émilie Auger, « une volonté de rompre avec un modèle de société qui ne convient pas, pour tenter autre chose ». Patrice dit avoir été poussé par « un ras-le-bol général de la société, du travail et de la politique », partagé selon lui par « de plus en plus de personnes ». Le facteur économique du logement peut aussi jouer : à l'origine, Thomas voulait surtout « arrêter de jeter tous les mois de l'argent par la fenêtre dans un loyer ». Quant à Jean-Christophe, bientôt à la retraite, il voyait mal comment assumer les charges de sa grande maison sans dilapider le patrimoine qu'il aimerait transmettre.

Après cinq ans à bourlinguer, Laura et Thomas envisagent désormais de se poser. « À cinq avec les animaux, on commence à être un peu à l'étroit ! » Et de concrétiser d'autres projets : un potager, un atelier de bijoux, des enfants... Ils ne regrettent pas une miette de leur parenthèse nomade, sans cacher les



Que ce soit en voiture, en van ou en car aménagé, la vie sur roues continue d'attirer jeunes et moins jeunes motivés pour réinventer leur vie.

BUBLIKHAUS/STOCK.ADOBE.COM

difficultés qu'elle charrie. Pratiques, avec des pannes techniques, des galères de stationnement, de la promiscuité... « On est loin des photos Instagram où chaque matin tu te réveilleras face à un paysage idyllique », s'esclaffe Laura.

Adopter le nomadisme implique aussi de réinventer son rapport au temps, au quotidien et aux relations : pour les couples, c'est se retrouver à passer toutes ses journées ensemble ; pour les familles, il s'agit de gérer à bord d'un espace confiné des problé-

matiques adolescentes - amitiés, amours ou scolarité... Mais ce sont aussi les relations avec la famille et les amis qui se transforment : le numérique maintient le contact, mais Nathalie et Luc constatent des différences qui se creusent avec les anciens amis, au profit d'une nouvelle communauté de copains nomades. Pour eux en tout cas, comme pour les Carapat, hors de question de rendre les clés du camion : leur vie nomade tient bien plus que ses promesses. ■

*Les prénoms ont été modifiés.

Dans mon camion, c'est ambiance colis-serré !

colissimo LA POSTE

Nous transportons 3 fois plus de colis grâce au chargement optimisé de nos camions⁽¹⁾.

Flotte de près de 39 000⁽²⁾ véhicules électriques La Poste, 80 000 facteurs formés à l'écoconduite, et colis réutilisables⁽³⁾.

La Poste. Ça crée des liens entre nous.

Découvrez tous nos engagements environnementaux sur : laposte.fr/envoyer/colissimo-environnement

(1) par rapport à un chargement par conteneurs utilisé auparavant
(2) 38 836 véhicules électriques La Poste fin 2025
(3) emballages à destination de la France métropolitaine à l'exception du format XXL 10 kg



Nathalie (ci-dessus) et Luc ont vendu leur maison avec trois garages pour vivre de leurs économies dans les 25 mètres carrés de leur autocar aménagé.

Nolwenn Jaumouillé
Bièvres (Essonne)

Pour redonner du sens au travail et susciter des vocations agricoles, les Ateliers Icare promeuvent la polyactivité choisie.

Dans l'une des serres de la ferme de Gisy, à Bièvres (Essonne), Marie-Anne plante ce matin des choux pakchoï avec Quentin, salarié agricole, et Pierre, stagiaire. La bonne humeur règne malgré l'atmosphère humide et le vent glacial qui souffle sur l'exploitation maraîchère de 5 hectares, où poussent une cinquantaine de variétés de légumes bio et locaux. C'est le troisième vendredi que la jeune femme de 32 ans passe ici : jusque-là, elle en devient salariée en temps partiel agricole, une journée par semaine, pendant quatre mois. Les autres jours, elle poursuit son activité d'ingénieur dans l'entreprise de BTP dont elle est associée. Cette possibilité, ce sont les Ateliers Icare qui la lui donnent. L'association, créée en 2020 par d'anciens ingénieurs d'Airbus, promeut la polyactivité choisie, en mettant en relation les entreprises et les structures bénéficiaires, dont l'activité répond à des besoins vitaux.

L'enjeu premier est de «réconcilier travail et écologie, d'accompagner les reconversions collectives et la diversification d'activités des entreprises, en réfléchissant les activités polluantes vers des secteurs essentiels et de subsistance», explique Frédéric Berthelot, cofondateur de l'association. Après une phase de bénévolat, celle-ci a lancé en 2025 le dispositif sous sa forme rémunérée : l'entreprise prend en charge 70 % du salaire de la journée à la ferme (payée au smic) et cette dernière 30 %.

En cette fin d'hiver, le rythme s'est calmé mais le pic d'activité approche, l'arrivée de Marie-Anne est bienvenue. Trouver des fermes agroécologiques disposées à accueillir des polyactifs n'est pas le plus compliqué. Nicolas et François, les deux fondateurs de la ferme de Gisy en 2022, ont été séduits par le principe : l'idée de susciter des vocations agricoles était déjà au cœur du projet agricole de ces deux reconvertis. «Nous voulions dé-



Ingénieur dans le BTP, elle travaille un jour par semaine dans une ferme

Encadrée par Quentin, salarié de la ferme de Gisy, à Bièvres, Marie-Anne plante des choux pakchoï. NOLWENN JAUMOUILLE

« Des expérimentations devraient débuter cette année dans d'autres secteurs, culturel, médico-social, Ehpad, bâtiment et agroalimentaire »

Frédéric Berthelot
Cofondateur des Ateliers Icare

velopper un concept similaire, mais il y avait des freins juridiques et administratifs : là, on a une structure qui prend cet aspect en charge », souligne François. Si la ferme a l'habitude d'accueillir des woofers et des stagiaires, «intégrer un polyactif salarié est un peu différent : c'est un coût pour nous, il faut que la personne soit autonome sans être là tous les jours», ajoute Nicolas. Sans mécanisation ni outils complexes, l'activité maraîchère s'y prête néanmoins plutôt bien : «En quelques minutes on peut m'expliquer une tâche qui va m'occuper pendant deux ou trois heures», affirme Marie-Anne. La durée du contrat - de quatre à six mois - doit par ailleurs permettre, sans être trop engageante pour les deux parties, d'offrir un vrai retour sur investissement.

Si les Ateliers Icare se concentrent aujourd'hui sur l'agriculture, «l'objectif à terme est d'aller vers tous les secteurs que l'on peut mettre derrière la notion de communs », explique Frédéric Berthelot. «Des expérimentations devraient débuter cette année dans d'autres secteurs, culturel, médico-social, Ehpad, bâtiment et agroalimentaire ».

Outre l'enjeu écologique, la polyactivité répond à la perte de sens croissante associée au travail. «Sur les douze polyactifs salariés en 2025 et 2026, la majorité a entre 30 et 45 ans : après avoir commencé à travailler, ils questionnent le système ou le rapport au travail, veulent du contact avec le vivant et le concret, sans forcément lâcher leur activité». C'est le cas de Marie-Anne, qui n'envisage pas de se reconverter mais aimerait garder cette dimension agricole à long terme. «J'aime mon travail, mais je suis en ville, je travaille à construire du béton, la proximité avec la nature me manquait.» Curieuse et touche-à-tout, elle cherche un équilibre différent et le moyen de «se reconnecter de façon concrète, pas juste théorique, à la source de notre alimentation », d'autant qu'elle est issue d'un milieu agricole.

Convaincre les employeurs

Étant son propre patron, elle n'a pas eu à négocier ce nouveau rythme avec sa hiérarchie, mais embarquer les entreprises est le premier défi qui se pose aux Ateliers Icare. Seules trois jusqu'ici, dont Les Alchimistes (entreprise de collecte de déchets alimen-

taires), ont adhéré à la démarche. Les principales réticences tiennent à «l'équité avec les autres salariés» et au «coût de la contribution au salaire agricole». Pour les toucher, l'association mise moins sur la responsabilité sociétale des entreprises, qui manque de poids stratégique, que sur les ressources humaines : «L'enjeu d'innovation sociale leur parle : comment fidéliser, écouter et proposer des choses différentes» afin de leur faire comprendre l'intérêt à long terme de favoriser le bien-être au travail, de limiter les burn-out et le turnover.

«Le but n'est pas que les salariés soient à 120 %» et l'association «insiste auprès des entreprises sur le fait que le passage aux 4/5 doit s'accompagner d'une baisse de la charge de travail». Dans les faits, admet Frédéric Berthelot, difficile de s'en assurer, en particulier pour les postes de direction. Habitue à organiser son travail en autonomie, Marie-Anne ne perçoit pas ce rythme plus dense comme un problème : à ce stade, il reste compatible avec sa vie personnelle, et lui offre cette précieuse «bulle d'air» hebdomadaire. ■

Des terrains d'aventure développent la créativité des enfants

À rebours de la tendance «no kids», ces espaces de jeu non aménagés entendent encourager l'autonomie et l'activité libre des plus jeunes dans l'espace public.

Une scie à la main, Ranim, 12 ans, découpe des planches pour sa cabane en palettes. Depuis le début des vacances, l'adolescente vient presque tous les jours : dans ce quartier prioritaire de la politique de la ville à Pont-de-Claix, près de Grenoble, un bout de prairie au pied des immeubles a été investi le temps de l'été par un «terrain d'aventure». Imaginé au Danemark il y a un siècle avant de s'étendre en Europe à partir de 1950, son principe est de proposer dans l'espace public un terrain de jeu libre sans aménagement préalable.

En déclin ces dernières décennies, le concept connaît depuis dix ans un renouveau en France sous l'impulsion des Ceméa (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active), pour répondre à l'effacement des têtes blondes dans des rues inadaptes à leur réalité et contrer le phénomène des «enfants d'intérieur» : une expression forgée par deux géographes néerlandais pour désigner le déclin du temps qu'ils passent en extérieur et en autonomie - du fait entre autres de la place croissante de la voiture en ville,

du rôle des écrans et d'une perception du risque accrue chez les parents. S'ils prennent des formes différentes, les terrains d'aventure ont en commun des principes de gratuité, d'ouverture à tous sans restriction d'âge et d'accessibilité sans inscription. Selon les cas, ils fonctionnent soit pendant les vacances scolaires soit un ou deux jours par semaine, en général du printemps à l'automne.

Comme chaque participant - y compris les adultes - Ranim a dû passer un «permis de bricoler» pour pouvoir utiliser les outils mis à disposition par les animateurs qui veillent sur le lieu. Elle peut s'en servir pour réaliser des constructions avec les matériaux de récupération mis à disposition. Mais bricoler n'est pas obligatoire : «les visiteurs peuvent aussi rien faire, regarder ou s'occuper autrement en lisant, en dessinant», explique Jean-François Trochet, coordinateur du terrain d'aventure de Pont-de-Claix.

Dans le Val-de-Marne, Gurvan Bricaud s'apprête avec son association d'éducation populaire Tous les maquis à en lancer un à son tour : «il y aura



« On voit se reformer une microsociété. Petit à petit, on crée un espace démocratique autogéré, dont les enfants peuvent se sentir citoyens »

Théo Larriveau Dirigeant au Ceméa Bourgogne-Franche-Comté

aussi un potager expérimental, dont la logique sera la même que pour le bricolage». L'idée étant qu'à rebours des parcs aseptisés urbains conçus par les adultes, les enfants pensent leur propre espace de jeu et l'investissent comme bon leur semble. Ranim apprécie cet espace de liberté : «Je me sens bien ici, je suis tranquille, je m'échappe un peu de ma famille». Si les adultes sont les bienvenus, «ils doivent comprendre

Imaginé au Danemark il y a un siècle, les terrains d'aventure connaissent un regain d'intérêt depuis dix ans.
ANTOINE BOUREAU

qu'ils ne sont pas là pour intervenir ou expliquer quoi que ce soit aux enfants», poursuit Gurvan Bricaud.

Cette démarche d'appropriation demande un peu d'acculturation, explique Théo Larriveau, du Ceméa Bourgogne-Franche-Comté, car «les enfants sont habitués à ce que les animateurs leur proposent des activités et qu'elles soient cadrées». Mais au fur et à mesure, a-t-il pu observer, «on voit se reformer sur le terrain d'aventure une microsociété, du statut primaire de la construction d'objet à la prise de responsabilité et d'initiative (tenir le magasin, par exemple) en passant par les conflits autour de la propriété privée. Petit à petit, on crée un espace démocratique autogéré dont les enfants peuvent se sentir citoyens». L'idée est aussi de générer un espace de rencontre et de cohésion sociale dans des zones qui en manquent - que ce soit pour des raisons sociales et urbaines dans un quartier prioritaire de la ville, ou du fait d'un isolement géographique en zone rurale, «où il faut souvent faire 30 ou 40 minutes de voiture pour aller au cinéma», explique Théo Larriveau, qui a lancé un terrain d'aventure itinérant dans sa région. ■

N. J. À PONT-DE-CLAIX (ISÈRE)



Comment Saint-Gobain répond aux enjeux de la construction durable

Le secteur du bâtiment représente environ 34 % des émissions mondiales de CO₂. Dans un contexte d'urbanisation croissante - près de 70 % de la population planétaire pourrait vivre en ville d'ici 2050 -, la transformation des modes de construction apparaît comme un levier clé de la transition écologique.

Alors que l'urbanisation s'intensifie, le groupe Saint-Gobain a présenté « Lead & Grow », un plan stratégique qui met l'accent sur le développement de solutions de construction plus durables. Présent dans 80 pays, le groupe intervient à toutes les étapes des projets, de la conception à la mise en œuvre, auprès d'acteurs publics et privés, dans le résidentiel, non-résidentiel et les infrastructures. En tant que leader mondial de la construction durable, Saint-Gobain est idéalement placé pour répondre, avec ses solutions complètes, innovantes et durables, aux vastes enjeux du secteur de la construction.

Accompagnement sur mesure, matériaux bas carbone et circularité

Le Groupe accompagne ses clients - architectes, maîtres d'œuvre, collectivités - sur l'ensemble du cycle d'un projet, de la conception à la livraison, en intégrant conseil, logistique et outils digitaux. Cette approche se double d'une évolution dans la conception même des produits : ils incluent désormais une part significative de matières recyclées. « Chez Saint-Gobain, la laine de verre intègre entre 60 et 90 % de contenu recyclé, détaille Pascal Eveillard, directeur de la construction durable chez Saint-Gobain. En Finlande, la substitution du gaz naturel par du biogaz a permis de produire la laine de verre à l'empreinte carbone la plus faible au monde. » Pour le Village des athlètes des Jeux olympiques de Paris 2024, le Groupe a fourni des cloisons conçues pour être démontées et réutilisées, illustration concrète de ce que peut devenir la construction à l'avenir. Le projet eHome2 confirme cette trajectoire en validant sur prototypes des maisons conformes au futur standard britannique, qui exige une réduction de 80 % des émissions de CO₂ par rapport aux logements actuels⁽¹⁾.



Plus de 80% du bâti de demain est déjà construit

Un constat s'impose dans le secteur : la grande majorité des bâtiments qui existeront en 2050 sont déjà debout aujourd'hui. La rénovation énergétique apparaît donc comme un levier prioritaire pour réduire les émissions du secteur tout en améliorant le confort pour les occupants. Saint-Gobain en a fait l'un des piliers de Lead & Grow, avec une offre couvrant l'ensemble des segments - résidentiel,

non-résidentiel et infrastructures. Ses solutions extérieures (toiture, façade, vitrage) se combinent à ses solutions intérieures (isolation, cloisons, plafonds), et sont associées à une offre riche dans la chimie de la construction, levier critique de différenciation et de valeur pour la construction durable. Le but : offrir une réponse globale à chaque projet. Selon Saint-Gobain, une rénovation globale en France peut réduire jusqu'à 70% la facture énergétique d'un logement⁽²⁾. En parallèle, le

Groupe a déjà réduit ses propres émissions de 34 % par rapport à 2017 (scopes 1 et 2) et vise une baisse de 40 à 45 % d'ici 2035, en ligne avec son engagement net zéro carbone pour 2050. Pour un secteur qui pèse lourd dans la balance climatique, chaque décision de construction ou de rénovation est aussi un acte environnemental.

(1) Source : Saint-Gobain, « eHome2, un anniversaire couronné de succès », 20 février 2024.
(2) Source : Saint-Gobain, CP du 6 octobre 2025, « Nouveau plan stratégique : Lead & Grow ».



La rénovation énergétique est souvent présentée comme une priorité, mais elle peine encore à s'imposer à grande échelle. Pourquoi ?

La rénovation énergétique progresse et ses nombreux enjeux commencent à être bien compris : réduction des émissions de CO₂ des bâtiments, amélioration du confort et du bien-être des habitants, baisse des consommations d'énergie, renforcement de la sécurité énergétique et valorisation du patrimoine. Mais plusieurs obstacles restent à lever. Le premier est lié à la méconnaissance des bénéfices positifs et concrets de la rénovation. Le second, à la complexité des dispositifs d'aides, qui manquent de stabilité et de lisibilité. Cela ralentit les projets des particuliers comme des professionnels. Troisième obstacle : le sujet du financement. Des solutions adaptées pourraient faciliter

Trois questions à Pascal Eveillard, directeur de la Construction durable chez Saint-Gobain

« Rénover, c'est à la fois réduire les émissions de CO₂ des bâtiments et améliorer le confort et le bien-être des habitants »

« Saint-Gobain répond aux attentes et exigences de secteurs variés. Par exemple, l'éducation ou l'hôtellerie accordent une attention croissante au confort acoustique et à la qualité de l'air intérieur. »

le passage à l'acte. Et enfin, pour soutenir la massification de la rénovation, il faudra former davantage de spécialistes.

Vous montez en puissance sur les segments non-résidentiel et infrastructures. En quoi ces marchés sont-ils devenus stratégiques pour la construction durable ?

Ces marchés présentent des besoins spécifiques et en forte évolution. Dans les infrastructures, les contraintes techniques sont élevées, notamment

pour les ouvrages comme les ponts ou les tunnels, qui doivent résister durablement aux intempéries et à de très importantes sollicitations, tout en conservant leurs performances dans le temps. Pour répondre à ces exigences, Saint-Gobain a développé une offre complète dans la chimie de la construction les adjuvants et additifs qui améliorent la performance des matériaux. Autre exemple aux spécificités bien particulières, qui s'est vite transformé et dont le développement s'accélère : les data centers. Saint-Gobain apporte des solutions de construction modulaire et légère, alliant rapidité d'exécution et flexibilité, qui répondent aux besoins en isolation thermique et en gestion des flux d'air. D'autres secteurs accordent une attention croissante au confort acoustique et à la qualité de l'air intérieur, tels que l'éducation ou l'hôtellerie. Ces critères prennent une place plus importante dans les projets de construction et de rénovation. Pour les remplir, Saint-Gobain dispose d'une offre complète de solutions.

Saint-Gobain est partenaire de ChangeNOW et accueille trois start-up sur son stand. Quelle est la philosophie du Groupe vis-à-vis de l'innovation ouverte et comment ces partenariats s'intègrent-ils dans votre offre ?

Les partenariats avec des start-ups servent à explorer de nouvelles approches et à accélérer le développement de certaines technologies, parfois de rupture. Ces collaborations reposent sur une logique gagnant-gagnant, portée par Nova, l'entité de capital-risque de Saint-Gobain. Dans ces échanges, le Groupe enrichit son expertise tandis que les jeunes pousses bénéficient de son soutien pour se développer à grande échelle. Nous collaborons par exemple avec Ecocem, qui a élaboré un procédé innovant de ciment bas carbone. Cet écosystème d'innovation permet au Groupe d'accélérer concrètement sa trajectoire vers une construction toujours plus responsable.



Depuis huit ans, le cheval Peyo rend visite dans leur chambre aux malades atteints de cancer, au centre hospitalier de Calais. UNIVERSAL STUDIOS

Et soudain résonne dans les couloirs du centre hospitalier Techer, à Calais, un bruit de sabots équiens... Il faut avoir été prévenu qu'un cheval allait passer visiter les malades des soins palliatifs pour ne pas croire à un contresens auditif. À cette première surprise vient s'en ajouter une seconde: l'apparition de Peyo, étalon à la robe alezan, se promenant familièrement dans ces espaces ouatés qu'il semble bien connaître. Cri-nière hachurée en fines tresses, poils ébrillés, sabots curés, couverture à son nom... Le pur-sang de race barbe est sur son 31. Il doit ces coquetteries à Hassen Bouchakour, son dresseur. Cet homme qui sait trouver le ton juste entre la jovialité et la discrétion qu'exigent les lieux le tient sous sa longe depuis treize ans.

« Une fois que Peyo a senti une faiblesse chez un humain, il déploie à son égard un instinct très protecteur, explique-t-il. Pour autant, ça n'est pas de l'empathie telle que nous la concevons, insiste-t-il, en récusant toute tendance au romantisme anthropomorphique. Il n'a pas de pitié particulière ni de jugement ». Selon Francis Stuck, spécialiste du langage équestre, chaque humain dégage une énergie magnétique que le cheval ressent. Peyo serait donc particulièrement sensible à l'abaissement des vibrations de cette énergie chez les personnes vulnérables. « Par ailleurs, on peut supposer que son sens olfactif très développé lui permet de sentir la maladie », a hasardé-t-il.

Ces qualités ont attiré l'attention du réalisateur Thomas Balmès et des studios

Peyo, le cheval qui murmure à l'oreille des malades en soins palliatifs

Henri de Lestapis Calais

Mis en lumière dans le film « À demain sur la lune », ce cheval à la sensibilité exacerbée détecte les malades et les soutient par ses visites à l'hôpital. Émotion garantie.

Universal. Trois ans de travail ont donné le film *À bientôt sur la lune*, sorti en février en salles. Il met en avant Amandine, 39 ans, mère de deux enfants et atteinte d'un cancer terminal, à qui on a donné un an à vivre. Cette dernière s'est courageusement prêtée au jeu de ce sobre documentaire. « Elle souhaitait laisser cela à ses enfants », souligne le réalisateur.

Jugé irrécupérable...

Cette particularité a fait de Peyo un animal prisé par l'hôpital de Calais. Il rentre à petits pas dans les chambres, va voir les malades atteints de cancers sans qu'il faille le guider et reste quelque temps avec eux, en se risquant parfois à leur faire quelques papouilles du bout du museau. « Peyo a même tendance à aller voir les malades les plus avancés en priorité, susurre son propriétaire; je le laisse choisir les chambres ». Depuis maintenant huit ans, lorsqu'il n'est pas en tournée de spectacles, Hassen Bouchakour mène donc « Docteur Peyo », tel qu'il est surnommé dans le service, effectuer des visites. « La première fois que je l'ai vu ici, j'étais d'autant plus per-

plexe que je ne suis pas très à l'aise avec les chevaux, se rappelle le docteur Cécile Baelen-Techer, cheffe du service. Finalement, ça s'est toujours bien passé. Nous notons une baisse d'anxiété chez les patients qui demandent à le voir. Ils vivent un moment hors de la maladie », ajoute-t-elle.

Le personnel soignant s'y est également habitué et trouve que le bruit des sabots dans les couloirs est apaisant. « Il est arrivé que sa présence débloque la parole chez des patients, constate Delphine Lavie, aide-soignante. Il fait baisser leur anxiété. Cela se répercute jusque dans les doses de médicaments que nous administrons ». L'aide-soignante se souvient même du cas d'un patient alité de longue date, qui après le passage de Peyo s'était levé une toute dernière fois pour effectuer quelques petits pas de danse. Elle confirme aussi le caractère protecteur du cheval, qui sans brusquerie, lui fait parfois sentir qu'il ne souhaite pas sa présence dans la chambre. « Dans ce cas-là, je me retire et le laisse avec le patient, que je retrouve finalement apaisé et souriant », observe-t-elle.

De son côté, Hassen Bouchakour échange avec les malades en gardant toujours un œil attentif sur son cheval. C'est au fil de ses spectacles qu'il a peu à peu décelé ses capacités surprenantes. Alors qu'il menait Peyo auprès du public à la fin des représentations, il remarqua que l'animal s'arrêtait à côté des personnes fragiles. Un jour, il se tournait vers un enfant atteint d'un cancer. Un autre, il venait appuyer sa tête sur le chemisier d'une femme amputée d'un sein. Convaincu par un médecin, l'homme de scène a finalement mené son artiste à l'hôpital, en se prêtant lui-même volontiers à l'exercice de la visite. « À l'écurie, Peyo n'est pas du tout le même, confie-t-il. Exclusif, il se laisse difficilement caresser et peine à partager le même box d'un autre cheval. Il présente des symptômes que l'on pourrait comparer à de l'autisme ».

Hassen Bouchakour a acheté Peyo à un éleveur qui n'en voulait plus. Associable et capricieux, l'équidé était remis au rang des irrécupérables. Il a fallu près d'un an à son maître pour comprendre qu'il devait être dressé avec des méthodes bien différentes des autres. Le déclin s'est opéré alors qu'il s'appropriait à son tour à s'en débarrasser. « Il a une hypersensibilité qu'il doit exprimer spontanément », insiste le dresseur, encore surpris de l'intime relation qu'il est parvenu à lier avec ce cheval, aujourd'hui âgé de vingt ans. Dans le film, Peyo tient un rôle secondaire et reste une demi-énigme pour le spectateur. Peut-être est-ce une façon de lui laisser cette part de mystère que même son maître peine à percer... ■

Des légumes bio sur ordonnance pour les femmes enceintes

Caroline de Malet

Après Strasbourg, plusieurs villes distribuent des paniers de végétaux sains et animent des ateliers pour sensibiliser les futures mères à leur alimentation.

Et si toutes les futures mères étaient protégées des pesticides et limitaient leur exposition aux perturbateurs endocriniens? Certains en ont rêvé, Strasbourg l'a fait, du moins essayé. L'idée de proposer des légumes bio et locaux aux femmes enceintes revient à Alexandre Feltz, alors adjoint à l'ancienne maire de Strasbourg en charge de la santé. Médecin généraliste et enseignant à la faculté de Médecine de la capitale alsacienne, ce dernier a également été un pionnier du sport sur ordonnance.

Depuis 2022, toute femme enceinte de la ville peut se voir prescrire, par son médecin, généraliste, gynécologue ou sage-femme, un panier gratuit de 3 kilos de fruits et légumes et légumineuses bio chaque semaine, à retirer dans les locaux d'associations partenaires. Et ce pendant deux à sept mois, une durée variable selon le quotient familial. Deux ateliers collectifs de sensibilisation et d'information font également partie du programme. L'idée est de sensibiliser les futures mères à l'importance de l'alimentation pour leur santé et celle de leur bébé, de l'équilibre nutritionnel à la cuisine des

produits de saison, en passant par la lecture des étiquettes. Mais pas seulement : les perturbateurs endocriniens, susceptibles de favoriser des pathologies comme le cancer, ne sont pas limités à la cuisine. Ils sont partout: poêles antiadhésives, biberons (avec le bisphénol), contenants en plastique mais aussi détergents ou encore cosmétiques. Un autre atelier les aide à les éliminer de leur quotidien et à trouver des alternatives.

Trois mille futures mamans ont ainsi bénéficié de ce programme depuis sa mise en place. « Quand on touche 10% d'une cible en santé publique, c'est déjà assez exceptionnel. Là on atteint 30% ! », ne peut s'empêcher de s'exclamer Alexandre Feltz. Et les résultats semblent au rendez-vous, si l'on en croit une enquête menée par la ville. 93% des bénéficiaires ont déclaré un changement d'habitudes au sein du foyer suite à cette expérience, impliquant dans 82% des cas le conjoint et pour 37% d'entre elles leurs enfants. Ainsi d'Inès : « Je m'estimais bien informée mais j'ai réalisé que j'avais encore beaucoup à apprendre. Je vais remplacer mes poêles antiadhésives par d'autres en inox, qui ne contiennent



Le dispositif mis en place en 2022 à Strasbourg se double d'ateliers d'information sur la nutrition et les perturbateurs endocriniens. MARTINASTOCKADOB.COM

pas de PFAS ». 94% des répondantes ont maintenu ces nouvelles habitudes après la naissance de leur enfant et elles sont autant à projeter de mettre à jour leurs connaissances sur les questions d'alimentation et de santé environnementale après le dispositif.

La ville de Rennes s'en est inspirée avec son programme « Paniers bio et locaux », en mettant l'accent sur le caractère local des produits. Avec également une durée variable, selon les re-

venus, « afin d'éviter les effets d'aubaine » pour les foyers les plus aisés ayant les moyens de s'offrir du bio, explique Yannick Nadesan, adjoint au maire en charge de la santé de l'agglomération bretonne. Les ateliers sont aussi l'occasion d'expliquer aux intéressées comment et où se procurer des aliments produits en agriculture biologique à coût réduit, comme dans le réseau Vrac, par exemple, souligne ce dernier. Une donnée importante, surtout dans la période d'arrivée d'un nouvel enfant dans un foyer.

« Au-delà de la santé infantile, qui fait partie de nos priorités, cela permet également de soutenir les producteurs locaux, notamment en agriculture biologique »,

souligne celui qui préside également le réseau français des Villes Santé. Ce dernier compte 116 communes s'étant engagées à mettre en œuvre le programme Villes Santé initié par l'OMS en 1987. Une démarche préventive qui s'inscrit dans la droite ligne de l'approche « One health » (« Une seule santé ») de l'OMS, qui considère comme indissociables la santé humaine et celle de la planète.

Généraliser le dispositif

Les instances sanitaires ne s'y sont pas trompées, le dispositif étant en grande partie financé à Strasbourg par l'Agence régionale de santé Grand est (70 000 euros) et le régime local d'Assurance maladie (35 000 euros) sur un budget annuel de 625 000 euros.

L'initiative fait des émules, notamment dans le grand ouest. La commune de Terres-de-Haute-Charente, le Grand Angoulême avec ses « Paniers jeunes pousses » et même de plus petites communes comme Lons-le-Saunier (Jura), Chizé (Deux-Sèvres), Mûrs-Erigné, près d'Angers (Maine-et-Loire) ou la communauté de communes de Cœur d'Oestrevet, près de Douai (Nord-Pas-de-Calais) se sont également lancées dans des programmes comparables. Et de nombreuses autres villes ont manifesté leur intérêt. Plusieurs candidats en ont même fait un argument de campagne dans le cadre des élections municipales. La députée de la première circonscription du Bas-Rhin Sandra Regol a quant à elle déposé une proposition de loi pour étendre le dispositif au niveau national. ■

Les Bobos à la ferme, un tiers-lieu qui réinvente le répit pour les aidants

Caroline de Malet Envoyée spéciale à La Madelaine-sous-Montreuil (Pas-de-Calais)

Ce site unique, fondé par un couple ayant été touché par le handicap, accueille des familles confrontées aux mêmes difficultés afin de les soulager, pour une journée ou des vacances.

Ce qui frappe, en arrivant, c'est la joie de vivre. Loin de l'idée qu'on s'en faisait, du pathos et du cadre aseptisé des établissements médico-sociaux. Ici, tout le monde semble heureux de profiter de bons moments, non seulement pour rompre le quotidien mais surtout dans un environnement chaleureux et bienveillant. Nous sommes aux Bobos à la ferme. Ce tiers-lieu est né à l'initiative d'Élodie d'Andréa et Louis Dransart, au moment de la naissance en 2015 de leur fille Andréa, atteinte d'une maladie dégénérative rare.

Quand ils ont perdu leur travail et n'ont plus pu payer leur loyer parisien, ils ont peu à peu retapé cette ferme, pierre par pierre, avec l'idée de profiter au maximum de leur fille dans les meilleures conditions. Aujourd'hui, les quatre gîtes douillet à la décoration soignée portent le nom de leurs enfants: Andréa, décédée à huit ans, Nina (celle qu'ils n'ont pas eue), Ysé (5 ans) et Abel (3 ans). S'y ajoute un studio à l'étage, lui aussi ouvert à tous publics, que ce soit des familles monoparentales, des personnes âgées ou tout un chacun. Car l'esprit du lieu est de ne pas enfermer ses occupants dans le handicap, pour les sortir de l'isolement qui l'accompagne souvent.

Nous retrouvons Solal, en séjour dans le gîte Ysé avec sa famille. Pendant qu'il prend son goûter, ses deux frères, Eloan, 11 ans, et Noham, 8 ans, font le récit enjoué des derniers jours sur la Côte d'Opale, parsemé des éclats de rire de leur frère: tous ensemble, ils ont fêté ses dix bougies et sont allés voir les phoques à Berck-sur-Mer, à une petite demi-heure de la Madelaine-sous-Montreuil (Pas-de-Calais), où les Bobos ont posé leur valise. Mais la veille, c'est sans lui qu'ils sont allés visiter Nausicaa. «Auparavant, on se calait sur ses possibilités. Mais il nous aurait été impossible de faire cette sortie en quatre heures avec lui», assure sa mère, Laetitia.

Travail à mi-temps depuis un burn-out

Pendant ce temps, Solal a fait une séance Snoezelen. «Il a adoré!», s'exclame Eloan, pressé de tester à son tour cet espace multisensoriel. Cette après-midi, les trois frères, liés par une grande complicité, ont donc joué ensemble, notamment à attraper des avions en papier projetés au sol. Avant que Solal, fatigué, ne se repose, avec sa relayeuse Agnès, dans une bulle de douceur, sur le grand lit rempli de coussins et accessoires stimulant les sens, en mousse ou textile. Le tout en tripotant une balle à picots colorée et en s'enroulant dans des filaments fluorescents, donnant l'illusion d'évoluer dans les fonds sous-marins projetés au mur.

Quand Solal retrouve sa maman, c'est avec des gestes d'une grande tendresse, tête contre tête. «Quand il est né, j'ai tout de suite compris que la communication avec lui devait passer par le tactile, de la tête aux pieds», explique sa mère. Atteint de trisomie 20 partielle, avec surdi-cécité, Solal est un cas unique au monde. On ne sait pas où on va, c'est l'inconnu. Mais en grandissant, on a développé d'autres formes de communication». Passer ses vacances aux Bobos à la ferme est un vrai soulagement pour cette famille originaire de Rouen. Laetitia, qui travaillait auparavant aux quatre cinquièmes, est passée à mi-temps depuis un burn-out. «Nous avons la chance qu'il soit en institut médico-éducatif (IME) trois jours par semaine mais les deux autres jours, je re-groupe tous les autres rendez-vous, comme ceux à l'hôpital, l'orthophoniste, l'ergothérapeute à domicile ou la médiation animale», explique-t-elle.

Nous retrouvons ensuite Enzo. En cette belle journée ensoleillée de mars, deux poussettes se promènent sur le chemin du marais côte à côte. Elles traversent la Canche par un petit pont au bout duquel des cygnes les accueillent. Si Louison, dix-huit mois, profite de la balade, accompagné par Aurélie, bénévole, Enzo, son frère âgé de huit ans et demi, a dormi une grande partie du



Solal (à droite), atteint de trisomie 20 partielle, joue avec ses frères dans l'espace multisensoriel, avant de s'allonger dans une bulle de douceur, sur le lit stimulant les sens.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

temps. «Il est fatigué car il a fait une crise d'épilepsie après le déjeuner», explique Annabelle, qui s'occupe de lui pour la journée. De fait, Enzo est atteint de lisencéphalie, plus communément appelée trouble du «cerveau lisse» (dénudé de sillons), entraînant un polyhandicap lourd. Il ne marche pas, est hypotonique, ne tient pas sa tête et est nourri par sonde gastrique.

Ce qui ne l'empêche pas d'offrir des grands sourires à sa relayeuse Annabelle, comme on peut le constater sur les photos qu'elle a prises le matin même. Cette parenthèse sans enfants a permis à ses parents de se retrouver un peu. Et le lendemain, tandis qu'Enzo profitera de l'accueil de loisirs que la Maison des parents aidants propose tous les mercredis aux enfants, porteurs de handicap ou non, de la région ou en vacances, le couple ira visiter la ville voisine, Montreuil-sur-Mer, et sa citadelle, accompagné de son frère Louison.

«Avoir tout ce dont on a besoin sur place, comme un logement adapté PMR, un lit médicalisé, un lève-personne ou encore un lit douche, comme à la maison, nous facilite la vie. Et le fait qu'une personne dédiée nous aide à organiser le séjour, en nous proposant différentes activités, et nous accompagne dans les demandes de subventions, nous soulage d'une importante charge mentale», explique Clémentine, la maman d'Enzo. «Auparavant, nous partions en logement non adapté mais maintenant qu'il grandit, cela devient plus compliqué de le porter», confie-t-elle. D'ailleurs, depuis que la famille a passé son premier séjour aux

Bobos à la ferme l'été dernier, elle n'était pas partie en vacances. Et ce ne sont pas les cinq heures de route depuis leur domicile du Maine-et-Loire qui les rebutent. Mais, ajoute la mère de famille, «on sait qu'on ne partira pas en vacances l'été prochain car on n'a droit à des aides qu'une fois par an, d'après ce que j'ai compris».

Certains recherchent tout simplement à assouvir des besoins essentiels. À l'instar de «cet homme qui, après un AVC, est arrivé aux Bobos en affirmant : c'est la première fois depuis huit mois que je dors avec ma femme et que je prends une douche», se souvient, ému, Louis Dransart. Leur chambre étant à l'étage à leur domicile, l'homme passait ses nuits dans le canapé et ne pouvait pas lever le pied pour intégrer le bac de douche.

«Avoir tout ce dont on a besoin sur place, comme un logement adapté PMR, un lit médicalisé, un lève-personne ou encore un lit douche, comme à la maison, nous facilite la vie»

Clémentine

Maman d'Enzo, enfant polyhandicapé

Le must, sur place, reste tout de même la salle handibalnéo, comprenant un spa de huit personnes, accessible si besoin via un lève-personne. De quoi complètement lâcher-prise. Ces moments de bien-être sont particulièrement prisés des enfants en soins palliatifs, comme Inès ou Romie, que nous devons rencontrer il y a quelques mois. Las, leurs séjours respectifs ont été annulés en raison de leur hospitalisation. «Nous voulons donner toute la tendresse que nous n'avons pas eue quand nous en avons besoin», synthétise Élodie.

Pour le personnel aussi, ce cadre de travail tranche avec le milieu médical aseptisé, aux cadences infernales. «Ce qui me plaît le plus, c'est qu'à la fin du séjour, on a l'impression de faire partie de la famille, confie Annabelle, aide-soignante de formation, qui a commencé à se mettre au service des familles - par l'intermédiaire de la structure - comme relayeuse, après avoir fait un burn-out quand elle travaillait à l'hôpital. Les parents d'Inès se marient en mai et je serai sa

relayeuse pendant le mariage. Dans les structures traditionnelles, on me reprochait d'être trop proche des patients et d'avoir trop d'empathie, ce qui était considéré comme non professionnel. Un comble, non?».

Manque de financements pérennes

Mais les gîtes ne sont qu'une partie de l'activité, la source de recettes. De l'autre côté de la route, la Maison des parents aidants, avec ses beaux volets jaunes, accueille les rendez-vous des papas, des concerts, barbecues et autres animations. Si l'on parle de tiers-lieu, c'est que Les Bobos à la ferme représentent un pôle d'animation important pour le petit village de 148 âmes. Et c'est loin d'être terminé. Une levée de fonds est en cours pour créer Boboland, 250 mètres carrés de jeux adaptés.

À terme, «notre objectif est également de pouvoir proposer la demi-pension voire la pension complète, et créer un espace de vie sociale pour les habitants de la région», affirme Élodie. Autant de développements que le tandem finance grâce à des partenaires publics et privés, notamment via des dons. «Sans notre acharnement, les Bobos à la ferme n'existeraient plus!», lance Élodie, dépitée de constater le manque de financements pérennes en France.

«Ce n'est pas un hasard si notre structure a été baptisée le Laboratoire de répit, car on teste des choses», lance Élodie. Mais il est surprenant que ce soit assimilé à de l'innovation, car la bienveillance devrait être normale». D'où l'intention des fondateurs d'essaimer à l'avenir dans d'autres régions. Car le couple, qui souligne que des familles viennent de toute la France pour passer leurs vacances chez eux, regrette que depuis dix ans la situation n'ait guère évolué pour ces dernières.

Pour Élodie et Louis, c'est maintenant l'heure de l'apéritif avec Chantal et Michel Huchette, qui occupent le gîte Abel avec leur fils Mario, trisomique de 38 ans. Alors que ces derniers projettent d'ouvrir à leur tour un lieu de répit à Rouen, ils vont en profiter pour recueillir leurs précieux conseils, après avoir déjà été formés par le duo, comme quarante autres porteurs de projets. La fondation La France s'engage, dont l'association est lauréate 2025, va aider Les Bobos à la ferme à développer cet axe formation. Les familles d'autres régions ne pourront que s'en réjouir. ■

Élodie d'Andréa et Louis Dransart, les fondateurs des Bobos à la ferme, développent la formation pour essaimer en France.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



L'Oréal-Francia - SNC
30, rue d'Alsace 92300 Levallois-Perret
RCS : Nanterre 919 434 894

67%

des ingrédients de nos formules
sont d'origine végétale, minérale
ou recyclée*

*Données à fin 2025
Photographie retouchée

DECouvrez NOS
ENGAGEMENTS



Nous travaillons à limiter notre impact sur les ressources naturelles.

D'ici à 2030, nous visons à nous assurer que plus de 75% des ingrédients utilisés dans nos formules soient d'origine végétale, minérale ou issus de matériaux recyclés. C'est le cas des cellules natives de pivoine, utilisées dans Age Perfect Golden Age de L'Oréal Paris ou encore du Biotech Plankton™ de Biotherm, produits via un procédé biotechnologique dans notre usine Novéal de Tours.

L'ORÉAL